

John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

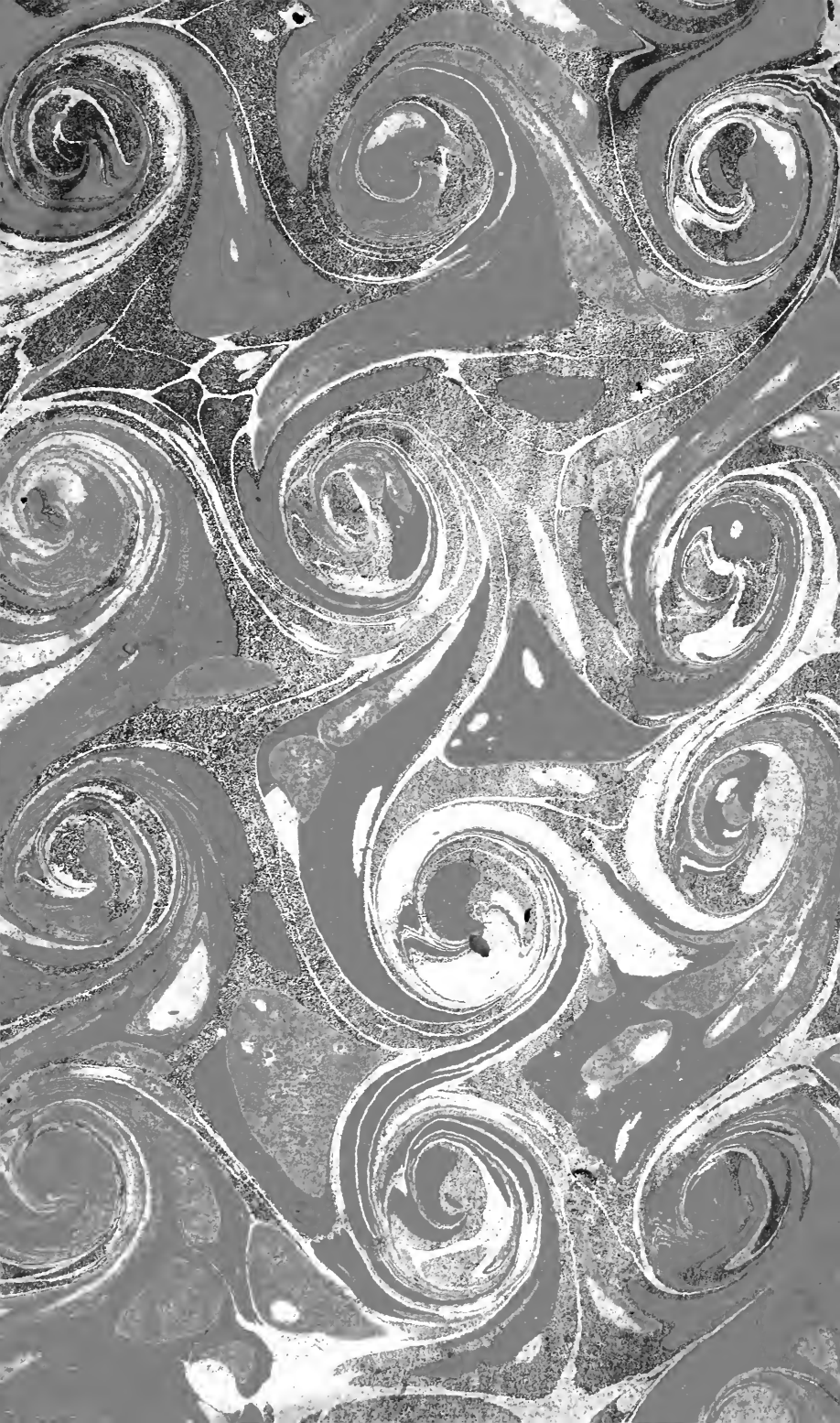


SHELF N^o

★ ADAMS

233.1

v.1



C.113.1.1





AFFAIRES
DE
L'ANGLETERRE
ET DE
L'AMERIQUE.
TOME I.



A A N V E R S.

1777.

x ADAMS 233.1

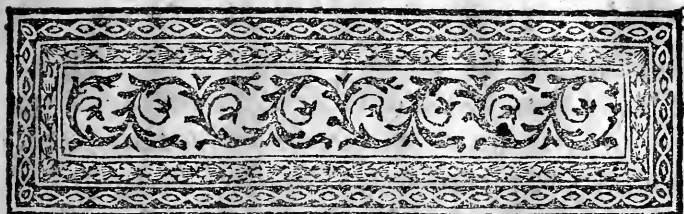
v.1

AVERTISSEMENT.

EN peu de mots voici le plan de ce nouvel Ouvrage : c'est un Recueil chronologique de faits & de discussions pour servir à l'Histoire politique de l'Angleterre & de ses Colonies. Sans autres préambule, on se borne à observer, relativement aux troubles actuels de l'Amérique, que l'époque d'où l'on part, savoir celle des traités de l'Angleterre avec des Princes étrangers pour des troupes auxiliaires, est le vrai moment où les affaires de cette Puissance avec ses Colonies commencent à devenir généralement intéressantes, s'il est vrai que par l'effet nécessaire du nouveau caractère que les Traités ont fait prendre à cette querelle, les Américains, freres des Anglois, ne puissent plus être que leurs émules ou leurs esclaves.

Tout ce qui nous reste donc à dire c'est que ce Recueil se débitera par cahiers ; mais qu'on ne peut ni en déterminer le nombre, ni s'astreindre à aucun terme fixe. Ce désavantage sera peut-être racheté, quant à la partie des discussions, par le mérite de l'impartialité, qui ne

s'arrange pas toujours avec les obligations rigoureuses du retour périodique. En se ménageant plus de liberté à cet égard , on pourra retarder ou avancer la publication de chaque cahier , selon le plus ou moins d'espace dans lequel le pour & le contre se seront développés.



AFFAIRES
DE L'ANGLETERRE
ET DE L'AMÉRIQUE.
1776.

P R É C I S
Des clauses pécuniaires des Traités
pour les Troupes Auxiliaires.

TRAITÉ avec le Duc de Brunswick, signé
le 9 Janvier.

NOMBRE d'hommes d'In-
fanterie, 3964. }
Cavalerie à pied, 336. } 4. 300.

Le départ d'une moitié est fixé au 15
Février, & de l'autre à la fin de Mars : la pre-
mière pour arriver au port d'embarquement
le 25 Février, & l'autre le 10 Avril.

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

L'argent de levée : trente rixdales pour chaque homme ; la rixdale à 4 s. 9 d. $\frac{3}{4}$ sterling, ce qui fait pour les quatre mille trois cents

* La réduction est calculée sur le pied de 30 den. & demipour un écu de 3 liv.

hommes, 31,040 l. 12 s. 6 d. sterl. (732,762 l. 5 s. 10 den. argent de France *).

Le subside du Duc, 64,500 rixdales par année, ou 15,520 l. 6 s. 3 d. sterl. (366,381 l. 2 s. 11 d. de France), tant que ses troupes seront à la paye de la Grande-Bretagne, & le double de cette somme pendant deux ans, lorsqu'on ne payera plus ses troupes.

*Traité avec le Landgrave de Hesse, signé
le 15 Janvier.*

Nombre d'hommes d'Infanterie... 12,394.
Départ le 15 Février & le 15 Mars.

L'argent de levée : vingt rixdales par homme : la rixdale à 4 s. 9 d. $\frac{3}{4}$: ce qui fait pour les douze mille trois cents quatre-vingt-quatorze hommes 89,469 l. 3 s. 9 d. sterling ; (2,112,059 liv. 10 s. 2 d. de France).

Le subside du Landgrave, 450,000 rixdales de banque par année, à 4 s. 9 d. $\frac{3}{4}$ sterling, 108,281 liv. 5 s. sterl. (2,556,147 l. 10 s. 10 d. de France). Le Landgrave recevra ce subside encore pendant un an après que ses troupes lui auront été rendues.

*Traité avec le Prince Héritaire de Hesse,
Comte de Hanau, signé le 15 Février.*

Nombre d'hommes d'Infanterie... 668.

Départ le 20 Mars.

L'argent de levée : 30 rixdales à 4 s. 9 d. $\frac{3}{4}$.

ET DE L'AMÉRIQUE. 3

faisant pour les six cents soixante-huit hommes
4,822 l. 2 s. 6 d. sterling, (113,833 l. 15 s.
5 d. de France).

Le subside annuel 25,000 rixdales, faisant
6,015 l. 12 s. 6 d. sterling; (142,008 l. 3 s.
11 deniers de France, & sur le même pied
qu'au Landgrave.

RÉCAPITULATION.

Brunswickois,	3,964.	} 4,300.
Cavalerie à pied,	336.	
Hessois du Landgrave, 12,394.		} 13,062.
Du Prince Héritaire, . . . 668.		

TOTAL des Auxiliaires, 17,362.

Nombre des troupes Angloises destinées au
service de l'Amérique, suivant les Etats pré-
sentés à la Chambre des Communes par le
lord Barrington, secrétaire de la
guerre, 25,000.

TOTAL des Troupes, 42,362.

*Débats de la Chambre des Communes sur
les Traités.*

29 Fév.

Le Lord North demande qu'il soit fait lec-
ture des Traités conclus entre Sa Majesté &
le Landgrave de Hesse - Cassel, le Duc de
Brunswick & le Prince Héritaire de Cassel.
La lecture faite, ce Lord propose d'envoyer
au Comité des subsides la copie du Traité
signé à Cassel le 15 Janvier 1776, entre Sa
Majesté & le Landgrave de Hesse-Cassel. Après
avoir développé le plan général du traité,

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Fév.

sa nécessité & les effets salutaires qu'on devoit en attendre, il ajoute :

» Toute l'affaire se réduit à ces trois questions, trop simples toutes trois pour donner lieu à beaucoup de discussions. A-t-on eu besoin de troupes étrangères? Les conditions auxquelles on a obtenu ces troupes sont-elles avantageuses? Leur nombre suffira-t-il pour l'exécution des opérations projetées?

D'abord, comme le Parlement a pour principal objet de réduire l'Amérique à un état constitutionnel d'obéissance, l'administration, en prenant des troupes étrangères, n'a eu pour motif que l'exécution prompte & sûre d'un projet si louable; & il auroit été impossible de lever une armée dans le Royaume aussi promptement & à aussi bon compte que chez l'Etranger.

» A l'égard du second article, j'observerai, non-seulement par rapport au bon marché, vis-à-vis d'une levée de troupes dans le Royaume, mais même relativement aux tems passés, que les troupes en question nous coûtent beaucoup moins que nous devons nous y attendre.

» Enfin, les forces que cette opération nous met en état d'envoyer en Amérique suffisent selon toutes les probabilités humaines, pour forcer les Rebelles à une juste soumission, peut-être sans une nouvelle effusion de sang ».

Le Lord Cavendish répond à Milord North, en déclarant que cette opération lui paroît défectueuse dans toutes ses parties.

» 1°. Les troupes étrangères sont payées avant qu'elles se mettent en marche, ce dont, jusqu'à présent, il n'y a point eu d'exemple.

» 2°. Chaque homme revient à près de 7 l. 10 s. sterling.

» 3°. On accorde encore des subsides aux Princes Allemands.

» 4°. Ils ont modestement exigé un double subside.

» 5°. Ce subside doit être continué à l'un d'eux pendant deux années, après que ses troupes seront retournées chez lui, & pendant une année aux deux autres.

» Enfin, un corps de douze mille étrangers existera sur les Domaines de la Couronne Britannique sans être sous l'autorité du Roi ou du Parlement; car il est dit expressément dans le Traité, *que ce Corps de troupes Hessoises restera sous les ordres du Général auquel son Altesse Sérénissime en aura donné le commandement.* »

M. Cornwall fait les observations suivantes au Lord Cavendish. « Je suis bien étonné que ceux qui connoissent la nature des liaisons Germaniques accusent l'administration d'avoir fait des traités défavantageux. Les deux années de paye accordées de surplus au Duc de Brunswick, sont une espèce de gratification; & je ne crois pas qu'on ait jamais eu des hommes à un aussi bon prix, sur-tout si la guerre avec l'Amérique est terminée cette année, comme je n'en doute point. »

M. Hartley attaque vivement les Traités; premièrement en ce qu'ils dégradent l'Angle-

29 Fév.

terre aux yeux de toutes les grandes Puissances du Continent : en second lieu , parce qu'ils diminuent son crédit vis-à-vis des étrangers qui ont de l'argent dans ses fonds ; » car , ajoute-t-il , quelle confiance peut-on mettre dans un Gouvernement dont la sûreté & la stabilité dépendent d'un secours si chétif & si précaire ? »

M. Luttrell observe que l'Amérique a les plus abondantes ressources : qu'elle compte un très-grand nombre d'habitants , & beaucoup de riches & fertiles Provinces , particulièrement la Pensilvanie : que plusieurs sont remplies d'habitants de race Germanique , & dont les ancêtres ont abandonné leur patrie pour se soustraire à l'oppression civile & à la persécution religieuse ; qu'il est enfin très-imprudent , & contre toute politique d'envoyer quinze à seize mille Allemands dans une des plus belles & des plus fertiles contrées du Monde , habitée , en partie , par un peuple de la même Religion , accoutumé aux mêmes usages , & parlant la même langue.

Le Gouverneur Johnstone appuie ces observations , & il ajoute que le papier de crédit de l'Amérique est à tous égards aussi bon que le papier Anglois & remplit son objet tout de même (a). » La dette que les Américains contractent pour se défendre ne doit ni effrayer leurs partisans , ni donner un

(a) Les papiers publics ont donné , comme authentique , l'état suivant des avances que le Congrès

nouveau courage à leurs persécuteurs. L'amour de la liberté suffit pour surmonter tous les obstacles, & je puis citer pour exemple les Hollandois qui, après qu'ils eurent secoué le joug de la tyrannie Espagnole & qu'ils furent reconnus libres par leurs cruels oppresseurs, se trouverent endettés de 90 millions sterl. »

Le Lord North replique. « Je mets une grande différence entre la situation de l'Amérique & celle où se trouvoient les Provinces-Unies. Celles-ci avoient été soufflées secrètement, & elles étoient soutenues ouvertement.

général des Insurgens a été obligé de faire pour soutenir la guerre, jusqu'au 25 Avril 1776.

Livres sterl.

Officiers généraux, Etat-Major, &c.	7,000.
Troupes de la Nouvelle Angleterre, ...	594,000.
Divers articles,	80,000.
Provisions,	27,242.
L'Hôpital,	6,000.
L'Artillerie,	14,750.
Canons de fonte, affûts, &c.	9,493.
Munitions,	5,261.
400 quintaux de salpêtre,	18,000.
Armes, habillement,	25,000.
Armée du Canada,	260,000.
Armée des Colonies Méridionales,	250,000.

TOTAL. 1,296,746.

En argent de France, 30,611,709 l.)

Ces dépenses ne sont calculées que pour huit mois environ. Si elles eussent eu lieu pour une année entière, la dette des Colonies au 2 Avril 1776, auroit pu être de deux millions sterl. (en argent de France 47,213,114 l.)

Air

29 Fév.

Mais si leur commerce eût été totalement arrêté (comme celui de l'Amérique le sera bientôt) elles eussent été forcées de se soumettre malgré tous les secours qu'elle tiroient de leurs puissans amis. »

M. Fox apostrophe le Lord North en ces termes. « Il y a quelques jours que Milord North déclaroit qu'il ne garantissoit rien , & qu'il étoit possible que quelque Puissance étrangere intervînt dans la querelle. Aujourd'hui il raisonne comme s'il étoit sûr que l'Amérique dût être privée de tout secours public ou secret de la part des Puissances étrangères. Je le prie d'opter entre ces deux opinions & de s'en tenir à l'une ou à l'autre ; car s'il accorde la possibilité de cette intervention , alors tout son raisonnement porte à faux : si d'un autre côté il est assuré que la France & l'Espagne observeront une stricte neutralité , je demande que dans les débats actuels il ne soit plus du tout question de la probabilité de l'intervention de ces Puissances. »

Le Lord Barrington, Secrétaire de la guerre, appuie la motion du Lord North. « C'est par la raison , dit-il , que je ne crois pas qu'on pût se procurer des troupes en Angleterre aussi facilement qu'on le voudroit. J'avoue que les Traités ne sont pas aussi avantageux que je l'aurois désiré ; mais je suis sûr qu'il n'étoit pas possible de faire mieux. Les étrangers ont prescrit les conditions , & la nécessité nous a forcés de les accepter. »

29 Fév.

Le Colonel Barré attaque vivement le Lord Barrington. Il lui rappelle l'assurance par lui donnée qu'il n'étoit nullement question de recourir aux troupes étrangères. Il s'adresse ensuite au Lord North & fait une sortie des plus vives contre ce Ministre & ses Collegues, leur disant nettement qu'ils ne sont point propres à régir les affaires d'une grande Nation, soit en guerre, soit en paix. Il s'élève contre les traités & contre ceux qui les ont conseillés : il insiste sur le danger d'introduire un si grand nombre d'étrangers dans les possessions Britanniques; il allégué entr'autres exemples celui de François I. en France qui éprouva les inconvéniens d'une opération si dangereuse.

Le Lord North répond aux diverses objections contre les traités & à d'autres précédemment faites sur la situation de la marine Britannique. Il assure que la Grande-Bretagne sera à l'abri de tout danger après le départ des escadres pour l'Amérique, puisqu'il reste le nombre ordinaire de vaisseaux de garde, & que d'ailleurs l'intention de la Cour n'est pas d'envoyer un seul vaisseau de ligne dans cette partie du monde.

Le Colonel Barré appelle la Chambre en témoignage sur ce que le Lord Barrington a déclaré dans un des précédens débats, que vingt-cinq mille hommes composeroient toutes les forces destinées au service de l'Amérique dans l'année 1776, & qu'aucunes troupes étrangères ne seroient prises à la solde Britannique.

29 Fév. Le Général Conway reproche au Ministres d'avoir manqué de parole à l'Amérique , relativement à la lettre circulaire écrite à divers assemblées des Colonies par le Lord Hillsborough , lorsqu'il étoit Secrétaire d'état de ce département. « On ne sait ce qu'on veut , poursuit-il. Aujourd'hui on paroît abandonner toute idée de lever sur l'Amérique un revenu. Le lendemain on insiste pour une taxation. Un autre jour on ne prétend qu'à la suprématie & à la Surintendance du Commerce. Après cela , on ne demande plus de taxe , mais une certaine somme d'argent. J'en appelle à la franchise & au bon sens de tous ceux qui m'entendent , est-il possible à l'Amérique de se décider sur le parti qu'elle doit prendre , & de savoir sur quoi elle peut compter ? car en supposant qu'elle soit disposée à adhérer à quelqu'un de tous ces projets , l'irrésolution du ministère , la diversité des opinions , l'instabilité des Conseils , tout fera craindre aux Américains que demain il ne rejette entièrement le plan qu'il aura arrêté hier , & qu'il n'exige quelques nouveaux sacrifices qui peut-être seront la source d'une infinité de nouvelles prétentions. En quoi consistoit le plan de conciliation de l'année dernière , même à le prendre dans le sens le plus favorable , si ce n'étoit pas l'ancienne prétention de taxation , revêtue d'une nouvelle forme ? Enfin , je ne vois que destruction assurée de part & d'autre. Car , que l'Amérique cède ou qu'elle résiste , la ruine

de la Grande - Bretagne n'en est pas moins 29 Fév.
 inévitable. Et quand même le projet de ré-
 duire l'Amérique ne seroit pas aussi impra-
 ticable qu'absurde, il est encore cruel, oppres-
 sif, dangereux, ruineux & injuste. »

Le Lord North repousse l'imputation du Général Conway, en observant qu'on ne peut pas le rendre responsable de ce que le Lord Hillsborough ou tout autre Membre de l'Administration peut avoir fait ou promis avant qu'il entrât en place. « Cependant, ajoute-t-il, si j'avois été du nombre de ceux qui ont conseillé d'écrire cette lettre, il me seroit aisé de me justifier par la proposition conciliatoire que j'ai eu l'honneur de mettre l'année dernière sous les yeux de la Chambre ; car cette proposition étoit entièrement dans l'esprit de la lettre circulaire que l'on dit avoir été écrite précédemment par le Lord Hillsborough. Ma proposition promettoit de même l'application des droits levés sur les Ports au service de la Colonie où ces droits pourroient être perçus : ce qui écartoit entièrement la seule objection qui eût été faite contre ces droits ; savoir, qu'ils étoient destinés à former un revenu pour l'Echiquier de la Grande-Bretagne. »

Le Lord North plaïsante sur quelques argumens que le Gouverneur Johnston, le Général Conway & le Colonel Barré, ont tirés de la force naturelle de l'Amérique, de la Bravoure personnelle de ses Habitans, du danger d'une invasion étrangère & des consé-

29 Fév.

quences probables de l'introduction d'un corps d'étrangers en Amérique ainsi que des effets miraculeux de son papier de crédit.

L'opposition à son tour, par l'organe de M. Burke, s'égaye sur le chapitre des variations journalières de l'aiguille ministérielle. « Un jour, dit-il, Milord déclare à la Chambre, du ton le plus affirmatif, qu'il faut que les propriétaires de terres soient soulagés du fardeau des taxes par les contributions des Américains, & que c'est-là le point principal de la discussion. Le lendemain, autre langage ; & avec le même sérieux, il proteste que rien n'est plus éloigné de ses intentions : que la suprématie du pouvoir législatif du Parlement occupe toutes ses pensées, soit qu'il veille ou qu'il dorme. Le bénéfice d'un revenu est un objet misérable & trop au-dessous de la dignité d'un Parlement Britannique, pour mériter de fixer son attention. Une autre fois la querelle n'a d'autre cause que la destruction du thé à Boston, & le revenu ni la suprématie n'y entrent pour rien. Au commencement de la session on n'avoit pas dessein d'employer un seul étranger. Ensuite, on ne peut plus rien faire sans l'aide de troupes mercenaires ; mais si la nécessité nous force à les employer, au moins ces étrangers coutent moins cher que des Nationaux. La nécessité arrivée, il n'est plus question du bon marché, car les étrangers seront payés près de moitié de plus que des troupes nationales. Accuse-t-on Milord North d'avoir été l'auteur de ces opérations ? Il les

désavoue & déclare qu'il n'a fait qu'y coopérer avec les autres Ministres. Les attribue-t-on à d'autres? il les revendique aussitôt & en reclame tout le mérite. Enfin, lorsqu'on lui reproche de n'avoir aucun système fixe & de passer sans cesse d'une résolution à une autre, il se moque de ses adversaires & ne voit dans tout que des sujets de plaisanterie. Ainsi donc, qu'il y ait ou non une suprématie : qu'on tire un revenu de l'Amérique, ou qu'on n'en tire pas : que le Gouvernement employe des étrangers ou des nationaux : que les secours des mercenaires soient chers ou à bon marché : que le Lord North soit responsable ou non : c'est ce qui paroît inquiéter fort peu ce Ministre ; pour lui tout cela n'est qu'un jeu. Les promesses, les titres, les raisons ne doivent avoir aucune force contre les plaisanteries & la bonne humeur ministérielles : on a égayé la Chambre, de grands éclats de rire ont étouffé les murmures des opposans ; on est satisfait.

M. Rigby, pour répondre à cette attaque contre les Ministres, entreprend de prouver que la conduite du parti de l'opposition, n'offre pas moins de contradictions & d'inconséquences. « Au commencement de la session, les opposans ont trouvé que les estimations de dépense étoient portées trop bas & insuffisantes pour leur objet. Aujourd'hui que le Gouvernement a fait en sorte de remédier à ce défaut, ils se plaignent de l'augmentation des dépenses, ou pour mieux dire, quelque chose que fassent les Ministres, on veut toujours qu'ils aient tort.

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Fév.

Je ne serois point surpris d'entendre les mécontents désapprouver la guerre ; mais j'avoue que je suis fort étonné de ce qu'ils condamnent le moyen le plus efficace de remplir l'objet de cette guerre, qui est de forcer les Américains à la soumission. Il est, à la vérité, parmi les opposans quelques Membres qui peuvent contester la justice de la guerre ; mais je ne conçois pas sur quoi est fondée l'opposition de ceux qui, après en avoir reconnu la justice, tiennent aujourd'hui un langage directement opposé aux Déclarations qu'ils ont approuvées en plein Parlement. Ceci peut s'appliquer entr'autres au Colonel Barré, qu'on fait avoir parlé & donné son suffrage pour le Bill du port de Poston, qui cependant est le principe & la cause première de la guerre actuelle. »

Le Colonel Barré convient du fait, mais en l'attribuant à un mal-entendu & à de fausses informations. « Le Ministre, dit-il, affirmoit de la manière la plus positive, que les Marchands de Boston avoient demandé ce Bill, & que les Habitans de la baye de Massachussett rentreroient dans le devoir aussitôt qu'il seroit passé. Mais l'expérience m'a appris le degré de croyance que méritent les assurances ministérielles ; & désormais si je donne quelque attention aux discours du Ministre ou de ses Collègues, ce sera pour les entendre dans un sens directement opposé à celui qu'ils sembleront présenter. »

Un autre Membre du parti de l'opposition

esquisse l'estimation suivante (a), des frais de levée, entretien, habillement, équipement &c. de dix sept mille trois cents hommes de troupes étrangères, pour 1776, comparés avec les mêmes frais pour trente-cinq mille Anglois, pendant neuf mois, depuis le 25 Mars jusqu'au 24 Décembre 1776.

29 Février.

(a) Cette estimation a été développée telle qu'elle est ici, dans les papiers publics, d'après l'idée qui en avoit été donnée en gros à la Chambre. Il y a dans l'article des Hessois, environ 192,317 l. en sus des levées & des subsides, & dans celui de Brunswick environ 74915 l. *idem*, pour paye, entretien, &c.

Pour treize mille Hessois, en comptant le régiment de Hanau, & y compris les subsides au Landgrave & au Prince Héreditaire de Hesse-Cassel,

Argent Sterling.

Argent de France.

400,894 l. 3 s. 9 d. 4.

9,463,731 l. 13 s. 2 d.

Pour quatre mille trois cents Brunswikois, & le subsidie

121,475 l. 12 s. 1 d.

2,867,620 l. 16 s. 2 d.

522,369 l. 15 s. 10 d. 4.

12,331,352 l. 9 s. 4 d.

Pour trente-cinq mille Anglois, pendant 12 mois, 723,432 l. 11 s. 7 d. 4, ce qui donne pour neuf mois,

542,574 l. 8 s. 7 d.

12,808,314 l. 7 s. 8 d.

Pour les Officiers généraux & de l'Etat-major, *idem*,

8,000 l.

188,852 l. 9 s. 3 d.

Pour argent de levées, *idem*,

89,000 l.

2,100,983 l. 12 s. 2 d.

Pour paye & entretien des garnisons de Gibraltar & de Minorque, en réduisant aussi l'année à neuf mois,

35,123 l.

829,133 l. 2 s. 2 d.

674,697 l. 8 s. 7 d.

15,927,283 l. 11 s. 3 d.

16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Fév.

» Il est donc clair, poursuit-il, que la Nation dépense 522,369 liv. 15 s. 10 deniers (12,331,352 l. 9 s. 4 d. argent de France.) pour entretenir dix-sept mille trois cents étrangers, tandis qu'elle ne paye que 674,697 liv. 8 s. 7 d. (15,927,283 l. 11 s. 3 d. argent de France) pendant le même espace de tems pour trente cinq mille hommes de troupes nationales aussi au service actuel, ce qui est à peu-près dans la proportion de deux à un. Si la guerre d'Amérique se termine dans la première campagne, ainsi que les Ministres paroissent en être assurés, il nous restera en outre à payer les subsides suivans, savoir : au Duc de Brunswick, pour deux années 260,000 rixdales ou 55,000 l. sterl. (1,298,360 liv. 13 s.) : Au landgrave de Hesse, pour un an, 450,000 rixdales ou environ 110,000 l. sterl. (2,596,721 l. 6 s. 2 d.) : Au Prince héréditaire de Hesse, pour un an, 25,000 rixdales ou environ 6,400 l. sterl. (151,081 l. 19 s. 3 d.). De sorte que si l'on additionne les différentes sommes que l'on doit payer à ces Princes, il en résultera que pour un service actuel de neuf mois, la Grande-Bretagne aura donné la somme prodigieuse de 692,000 l. sterl. (16,295,737 l. 14 s.) ce qui est 18,000 l. ster. (106,229 l. 10 s. 1 d.) de plus que ne lui coûte le corps entier des trente-cinq mille Anglois, quoique deux fois plus fort. »

La proposition du Lord North passe à la pluralité de deux cents quarante deux voix, contre quatre-vingt-huit.

Le

Le Roi passe en revue le premier bataillon du premier régiment d'infanterie, de retour ^{1^{er}} Mars, de Gibraltar.

Deux Chefs de Nations sauvages, arrivés de puis peu du Canada, sont présentés à Sa Majesté.

Le Roi prolonge, par un ordre du Conseil, jusqu'au 30 Avril, le terme fixé pour les récompenses promises aux Matelots qui s'enrôlent volontairement.

Les vaisseaux *la Lionne* & *le Londres* appareillent des Dunes pour l'Inde, & *le Nancy* pour les Isles Malouines.

Mort de Milady Brydges, fille du Marquis de Carnarvon, fils aîné du premier Duc de Chandos.

Embarquement de quatre-vingt-six soldats de marine à Chatham pour l'Amérique sur les frégates *l'Emeraude* & *la Blonde*, chacune de trente deux canons.

L'Alderman Vilkes déchu de l'espoir d'être élu Chambellan ou Trésorier de la ville de Londres, annonce qu'il ne veut point recourir au scrutin & qu'il se présentera de nouveau pour l'élection de la Saint-Jean. Il prononce dans la Salle de ville un discours plein de véhémence contre les Ministres, qui, dit-il, ont cabalé pour le faire succomber; & il reproche aux Directeurs de la Banque d'avoir soutenu son compétiteur, leur ancien confrere, avec les mêmes vues d'intérêt personnel, d'après lesquelles ils ont avancé aux Ministres huit millions sterling de l'argent

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

du public, sans le consentement du Parlement.

1^{er} Mars. Il y a eu dix Chambellans de Londres depuis la révolution. Le dernier, que son grand âge a décidé à la retraite, est le Chevalier Stephen Janssen. Il jouit de cette place depuis 1765. Il a rempli souvent les gazettes de longs mémoires où il revendiquoit l'honneur d'avoir conseillé au Ministère Anglois la glorieuse résolution de prendre tous les vaisseaux du commerce François avant la déclaration de guerre.

Quête de charité dans la congrégation Galloise, au profit des pauvres montagnards recrutés pour le bataillon de Frazer, qui doit partir de Greenock le 15 Avril pour l'Amérique. La quête se monte à 464 l. 10 s. 2 d. sterl. (10,965 l. 8 s. 8 d. de France).

Il s'en établit une pareille pour les veuves & les orphelins des soldats tués au service du Roi en Amérique. Le parti de l'opposition ne manque pas d'y voir un moyen indirect que la Cour met en œuvre pour connoître les sentimens & les affections des uns & des autres; c'est seulement, dit-il, une manière plus adroite de scruter les cœurs, que de demander crûment à chacun, « de quel parti es-tu ? »

On continue d'annoncer au nom des Archevêques & Evêques les contributions charitables qu'ils ont ouvertes, avec l'approbation du Roi, au profit des Pasteurs du parti de l'administration, qui souffrent dans leurs personnes ou dans leurs biens par les troubles actuels de l'Amérique. Les sommes

déjà reçues se montent à 2,145 livres sterling, (50,636 l. de France). Comme on imprime les noms de ceux qui donnent, un grand nombre d'Ecclésiastiques intéressé à se ménager la bienveillance de la Cour, quoique dans le parti de l'opposition, se voient dans l'obligation de figurer sur cette liste. Un vicaire campagnard, peu âpre sans doute à la poursuite des bénéfices, se présente chez les Banquiers qui reçoivent l'argent, il prend la plume pour s'inscrire sur la liste & le fait en ces termes : « je ne demande rien : je ne donne rien : » que ceux qui cassent les têtes y mettent des emplâtres ». Un autre, annonçant en chaire la quête ordonnée, en dit ainsi son avis à l'auditoire : « c'est ici, mes freres, tout le contraire de ce que vous lisez dans l'évangile. Le Sauveur, dans son divin sermon sur l'aumône, vous avertit qu'elle doit se faire dans le secret, parce que votre Pere qui voit ce qui se passe dans le secret, vous en rendra lui-même la récompense devant tout le monde. Au lieu que dans cette affaire ci, ceux qui feront l'aumône devant tout le monde, en auront la récompense en secret. » Un troisieme accompagne la même publication des observations suivantes : » Aucune nouvelle certaine de l'Amérique n'a articulé les souffrances du clergé des Colonies. Peut-être si on en avoit des détails, verroit-on que les Pasteurs qui se plaignent ne se sont pas toujours conduits en Ministres de paix. Au surplus, que ne leur donne-t-on les places d'Aumôniers de cette multitude

20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3^{er} Mars.

de régimens qui vont conquérir leur pays? Cela seroit beaucoup plus simple & mieux entendu que de leur envoyer des sommes d'argent, dont tant de pauvres Curés en Angleterre auroient le plus grand besoin. »

2 Mars.

Le Roi fait publier une amnistie pour les soldats de ses troupes qui auront déserté avant le 22 Février dernier.

M. Jean Lloyd, Membre du Parlement d'Irlande, forme dans ce Royaume une compagnie de volontaires qu'il arme & équipe à ses frais, pour aller à la poursuite des séditeux appelés *Enfans blancs*, à qui on a donné ce nom, d'après l'usage où ils sont de porter une chemise blanche par dessus leur habit.

Le vaisseau le *Duc de Grafton*, part des dunes pour l'Inde; & le *Francis* pour les îles Malouines.

Une Imprimerie considérable est consumée par le feu dans le quartier de la Cour. L'édition entière du *Commentaire du Nouveau-Testament*, par le feu Docteur Zacharie Pearce, Evêque de Rochester, est la proie des flammes, ainsi que le précieux cabinet de livres de M. Alexandre Dalrymple actuellement dans l'Inde. Il ne restoit plus qu'une feuille à imprimer pour compléter l'édition de l'Ouvrage du Docteur Pearce. Heureusement l'Editeur est en possession d'un exemplaire imprimé, & du manuscrit de l'Auteur. Les cazernes d'une partie du régiment des Gardes ont souffert considérablement de cet incendie; & beaucoup de malfaiteurs se sont sauvés d'une prison

voisine à laquelle le feu s'est communiqué. 2 Mars.

Chambres des Communes.

M. Temple Luttrell ouvre l'avis d'examiner l'état actuel de la marine. Il reproche à l'Amirauté le peu de soin avec lequel on a équipé les vaisseaux de guerre pour le service de l'Amérique, ce qui a été cause que quelques frégates ont échoué & que d'autres ont éprouvé les plus grandes difficultés dans leur navigation. Il soutient qu'il ne sera pas possible qu'une flotte aussi nombreuse, que l'on dit devoir se monter à près de cent voiles, soit équipée sans qu'on ait recours à la presse : qu'il est néanmoins fort éloigné de conseiller l'usage de cet expédient, par la raison, qu'à moins de forcer des Américains à servir contre des Américains, on ne peut rien faire de pis que de contraindre des Bretons à se battre contre des Américains.

Il demande s'il ne seroit pas plus sage de se borner à cinquante vaisseaux de guerre bien équipés pour le service Américain, plutôt que d'en avoir cent en si mauvais état. « La flotte de l'Amérique, dit-il, si on y comprend les vaisseaux de force, les vaisseaux munitionnaires & les petits bâtimens, exigera plus de vingt mille hommes, ce qui opérera dans les forces de terre & de mer, nécessaires pour la sûreté des royaumes Britanniques, une réduction d'autant plus dangereuse que la France & l'Espagne font de grands armemens, & travaillent à augmenter leurs troupes. »

2 Mars. » Les Ministres établissent leur sécurité sur vingt vaisseaux de ligne en état d'aller à la rencontre de tel ennemi que ce puisse être; mais cette assertion est des plus hazardées, & j'offre de prouver à la Chambre que lorsque le reste des vaisseaux destinés pour l'Amérique aura mis à la voile, nous n'aurons pas assez de matelots, en comptant même les hommes de terre, dans tous les ports ensemble, pour armer complètement quatorze vaisseaux de ligne. L'Espagne peut, en moins de six semaines, assembler des forces beaucoup plus considérables à deux journées de Gibraltar; & nous n'avons qu'un seul vaisseau de ligne dans la Méditerranée. Les François sont aujourd'hui supérieurs à nous dans toutes les parties du monde, excepté en Amérique. Nous n'avons pas un seul vaisseau de ligne ni dans les Indes Orientales, ni dans les Indes Occidentales. La France a une escadre à Saint-Domingue avec un gros corps de troupes de terre. Notre existence, notre considération doivent-elles donc dépendre de la bonne-foi & de la commisération de la maison de Bourbon? »

Le Chevalier Hugh Paliser & un autre Lord de l'Amirauté assurent à la Chambre, que la Marine est dans l'état le plus florissant, que les vaisseaux pour le service Américain sont parfaitement équipés, que les vaisseaux de garde ont plus d'hommes qu'il ne leur en faut, & qu'il se présente plus de matelots qu'on n'en veut. Le Lord Mulgrave appuie

ces assertions & déclare, en sa qualité d'homme du métier, que l'Angleterre est en état d'armer quarante vaisseaux de ligne dans l'espace de quelques semaines, & qu'elle en auroit soixante dans un moindre temps s'il le falloit.

2 Mars.

Le Gouverneur Johnstone lui répond qu'il n'y a que trop lieu de craindre, au contraire, que l'Angleterre ne soit à la veille de descendre au dernier échelon, & comme Puissance maritime & comme Nation commerçante. Il demande que la proposition de M. Luttrell soit admise, afin qu'on puisse examiner la chose à fond & que la vérité paroisse au grand jour. Le Lord North & le Lord Clare se déclarent contre cet avis qui est rejeté à la pluralité de quatre-vingt-treize voix ; contre quarante quatre.

On reçoit de la Grenade la nouvelle de deux calamités qui ont affligé cette Isle : un violent tremblement de terre le 26 Septembre ; & un incendie le 26 Novembre, par lequel cinq cents maisons ont été réduites en cendres.

3 Mars.

Le dix-huitième régiment d'Infanterie, de retour de l'Amérique, où il a eu la principale part à l'affaire de Bunkershill près de Boston, prend ses quartiers à Maidstone. Il a ramené en tout, deux Officiers, trois Sergents, deux Tambours, vingt-cinq Soldats & la Musique.

On voit paroître dans Londres les premiers exemplaires d'un Ecrit du Comte de Stair, sur les dettes, le revenu & la dépense de la Nation.

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

3 Mars. Voici le tableau que donne ce Lord de la dette nationale.

	<i>Argent Sterling.</i>	<i>Argent de France.</i>
» Notre dette tant fondée que non fondée, se montoit, à la paix, à la somme de.....	146,402,601 l.	3,456,061,401 l.
Et à la fin de l'année 1773 à.....	139,348,746 l.	3,289,544,168 l.
<hr/>		
« Pendant onze années d'une profonde paix, avec un commerce florissant, une taxe des terres, de 4 s. qui a duré cinq années, des loteries annuelles, excepté deux fois, les Ministres n'ont pu parvenir à rembourser sur cette dette que la somme de	7,053,855 l.	166,517,233 l.
» En 1774 & 1775 on a remboursé deux millions d'annuités à trois pour cent, sur le pied de quatre-vingt-huit pour cent, ce qui fait.....	1,760,000 l.	41,547,541 l.
» La dette contractée en 1774 & 1775, à laquelle le Parlement n'a point pourvu, se monte à	2,072,259 l.	48,918,901 l.
<hr/>		
» Ainsi, bien loin d'avoir continué à diminuer la dette pendant ces deux années, on l'a augmentée de.....	312,259 l.	7,371,360 l.
<hr/>		

Le Lord Stair, après avoir produit les preuves des calculs, & démontré que la balance du revenu sur la dépense, jointe même au bénéfice d'une loterie, ne fera pas encore

une sûreté suffisante pour appuyer seulement les intérêts d'un emprunt de dix millions, ce qui seroit sur le pied de trois pour cent, 300,000 l. ajoute les observations suivantes.

3 Mars.

» Je n'ai jamais été partisan d'aucune faction : mon seul objet est de prouver, autant que mes foibles lumières le permettent, des calculs qui sont fondés sur la vérité, & qu'il est de la plus grande importance de faire connoître & entendre par tous les Sujets de ces Royaumes. Il est plus que tems de tirer le public de la funeste létargie où le papier de crédit l'a plongé, de lui faire ouvrir les yeux sur sa situation, & de lui faire desirer la fin de cette funeste guerre civile qui occasionne une dépense énorme & inappréciable; guerre dont la difficulté, ou pour mieux dire l'impossibilité, échappe à une administration foible & bornée, sans parler des préparatifs hostiles, & de l'intervention infaillible des Nations étrangères nos rivales; guerre, enfin, dont la justice est très-douteuse, dont le succès ne nous apportera aucun profit, dont il est plus probable que nous aurons lieu de gémir, & pour la convenance de laquelle il est impossible de trouver ni raisons ni défenseurs. »

La Compagnie des Indes reçoit la nouvelle de l'arrivée de ses vaisseaux, le *Queen* & le *Colebrook*, à Madras.

4 Mars.

L'Amiral Montague, nommé Vice-Amiral de l'escadre bleue, arbore à Portsmouth sur le vaisseau le *Romney*, le pavillon de ce grade avec lequel il ira commander l'escadre de Terre-Neuve.

4 Mars.

Plusieurs malfaiteurs s'échappent de dessus le vaisseau qui devoit les transporter aux Colonies. Par cet événement, qui suit de près une prison forcée & l'incendie de celle de l'hôtel de Savoie, on compte que dans un intervalle de peu de jours, environ une trentaine de voleurs ont brisé leurs liens.

Une femme accusée d'avoir sept maris vivans, est amenée devant le Tribunal du Lord maire de Londres, & l'enquête est ordonnée.

On apprend que la frégate le *Liverpool* a détruit par le feu la ville de Norfolk dans la Virginie. Ce déplorable événement est rapporté diversement par les deux partis. La Cour soutient que les Rebelles ont eux-mêmes incendié la Ville, après que le vaisseau du Roi eut mis le feu à une seule maison pour imprimer une juste terreur aux habitans qui lui refusoient de l'eau fraîche, dont il avoit le plus grand besoin.

En réponse à cette assertion des Ministres, le parti de l'opposition fait paroître la lettre suivante, écrite à bord du Sloop l'*Otter*, devant les ruines de Norfolk, par un Officier des vaisseaux du Roi :

« JE n'ai que le tems de vous apprendre que la ville rebelle de Norfolk n'existe plus. Nous l'avons réduite en un monceau de cendres. Cette glorieuse destruction s'est faite le premier jour de l'an. A quatre heures après-midi la frégate le *Liverpool*, qui arrivoit d'Angleterre, donna le signal. Aussi-tôt les trois vaisseaux envoyèrent des bordées terribles à la

ville, & continuerent ainsi jusqu'à ce qu'il ne parût plus un seul rebelle sur les remparts. 4 Mars.
 Alors nos chaloupes abordèrent & mirent le feu en différens endroits. Quel beau & ravissant spectacle ! Tous les vaisseaux marchands qui bordoient le quai, ne paroissoient plus qu'un rideau de flammes ; notre artillerie faisoit un bruit d'enfer, qui redoubloit de tems en tems par l'horrible fracas des maisons qui s'abîmoient. Les ravages de l'incendie ont duré pendant toute la nuit & le jour suivant. Le feu n'est pas encore éteint, quoiqu'il n'y ait plus qu'environ douze maisons sur pied ; le reste n'est qu'un cahos de ruines. Ma joie de la destruction de cette ville, est au-delà de toute expression, parce que c'étoit le plus favorable repaire de ces maudits Rebelles. J'imagine que notre première expédition sera contre New-York pour détruire aussi cette ville ; & nous ferons de même dans toute la Virginie. Il y avoit douze cents hommes des troupes rebelles à Norfolk ; mais à présent que la ville est détruite il n'en reste qu'environ cinq cents, qui sont cachés dans les débris. »

Chambre des Communes.

Le Comité des subsides arrête qu'il sera octroyé 381,887 l. 4 s. 5 $\frac{1}{2}$ d. sterl. (9,015,042 liv. 12 s. 10 d. de France) pour douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze Hessois.

121,475 l. 12 s. 1 d. (2,867,620 l. 16 s. 2 d.) pour quatre mille trois cent Brunswikois.

4 Mars.

19,000 l. 19 s. 3 $\frac{3}{4}$ d. (448,689 l. 0 s. 4 d.)
pour un régiment de Hanau.

Ces trois sommes comprennent les subsides pour les Princes respectifs.

Le Colonel Barré fait remarquer plusieurs clauses des Traités qui lui paroissent très-répén-
sibles ; & entr'autres celles où la résolution
de prendre des troupes étrangères à la solde de
la Grande-Bretagne est présentée comme une
opération sage & politique. « D'abord , dit-il ,
comme le Traité porte que les Officiers Hessois
auront le même traitement que les nationaux ,
& qu'ils seront mis absolument sur le même
pied que nos plus anciens vétérans , je désirerois
savoir s'ils auront l'habillement tant en
Allemagne que dans les Etats de la Grande-
Bretagne. Le Traité avec le Landgrave conti-
nuera vraisemblablement pendant quatre an-
née ; car il est difficile d'en déterminer la
durée. Alors , si par l'événement d'une défaite ,
de maladie ou des périls de la navigation , les
troupes Hessoises se trouvent réduites à huit
mille hommes , peut-être même à moins , ce
qui est très-possible , le Landgrave de Hesse &
le Duc de Brunswick continueront-ils d'avoir
la totalité de la solde , comme si leurs contin-
gens étoient toujours complets ? c'est ce que
je serois charmé d'apprendre du Lord North ,
ou de son digne ami (Milord Barrington) qui
va de tems en tems écouter à la porte du cabi-
net , dans le sanctuaire duquel ses fideles &
anciens services , dans le ministère de la
guerre n'ont pas encore pu le faire admettre.

Le Lord Barrington répond que le tems le plus propre pour s'occuper de cette question, sera celui où la réduction aura lieu. 4 Mars.
 Le Lord Clare observe que c'est pour la première fois qu'on a vu un Ministre interrogé sur des événemens qu'il est impossible de prévoir. » Il peut se faire que toutes les troupes envoyées en Amérique soient taillées en pièces, & il peut arriver aussi qu'elles ne perdent pas un seul homme. Mais dans l'un & l'autre cas nous ne payerons point un plus grand nombre d'hommes que nous n'en aurons d'effectifs. Puisque nous avons fait la dépense des recrues, nous ne serons pas tenus de payer les hommes que nous n'aurons plus. »

Le Gouverneur Johnstone prend la parole :
 » Avons nous, ou non, un double cabinet ? C'est ce que je ne prétends point décider, mais il est certain que nous avons une double administration, ou que les hommes s'y montrent sous deux faces, selon qu'il convient à leurs intérêts ou à leurs vues. Milord Hillsborough a assuré les Américains, de la manière la plus solennelle, que la Grande Bretagne n'avoit jamais eu l'envie ni le projet de les taxer. Et cependant Milord North, dans une des dernières séances, a déclaré hautement & expressément que l'Amérique devoit une entière soumission à la Grande - Bretagne : qu'elle seroit forcée à subir la taxation du Parlement Britannique & à recevoir tous les loix qui pourroient en émaner à l'avenir pour le gouvernement & l'administration des Colonies. »

4. Mars. Le Général Conway appuie cette observation du Gouverneur Johnstone. » Il est très-vrai que le Lord Hillsborough a manqué de parole à l'Amérique, & on peut faire le même reproche à tous les Ministres, puisque tous ont approuvé la lettre circulaire où l'on renonçoit formellement à toute prétention aux taxes quelconques. Pour moi, malgré toutes les assurances du contraire qu'on n'a cessé de nous donner, il me paroît que l'objet des propriétaires des terres, en continuant la guerre contre l'Amérique, est aussi celui des Ministres. Ces derniers ont dit aux propriétaires des terres : soutenez nous & nous vous assurerons un revenu sur l'Amérique; & les propriétaires n'ont pas manqué de les soutenir, dans la vue de se procurer ce revenu. Au surplus ils n'en toucheront peut-être jamais un shelling; ou ce qui leur en reviendra fera beaucoup trop modique pour apporter aucun soulagement au fardeau énorme de notre dette & de nos impôts. »

M. Fox entre en lice aussi contre le Lord North. » Depuis que ce Ministre est en place, il n'a fait autre chose que manquer à ses promesses, & il n'étoit pas plus délicat sur cet article dans le tems où il étoit Chancelier de l'Echiquier, que depuis qu'il est premier Lord de la Trésorerie. Comment a-t-il pu occuper une place dont les fonctions & l'essence même sont de veiller sur les finances de la Nation, & consentir à l'expédition d'une lettre qui cédoit & abandonnoit un droit aussi important

pour le Parlement Britanique , que l'est le droit de taxation , au moins selon l'opinion ^{4 Mars.} actuelle des Ministres ? En effet , de deux choses l'une. Ou il a approuvé la lettre de Milord Hillsborough , ou il l'a désapprouvée. Si elle a été écrite & expédiée de son aveu , doit-il démentir ses premiers sentimens , aujourd'hui que l'approbation donnée par lui & par ses collegues à cette lettre , est peut-être la vraie cause de la guerre civile ? Ou , s'il a désapprouvé cette lettre , peut-il , sans manquer à ce qu'il se doit à lui-même , garder une place où l'honneur lui fait un devoir indispensable d'observer inviolablement les engagements qu'il a contractés virtuellement ? Que ne donne-t-il sa démission , plutôt que de concourir à des mesures qu'il a hautement désapprouvées ?

Le Lord North déclare qu'il ne peut répondre que de ce qu'il a dit & fait.

Après une seconde lecture de l'arrêté , on propose la question , qui passe à la pluralité de cent vingt voix , contre quarante-huit.

Le Colonel Barré demande aussi-tôt qu'il soit présenté une humble adresse au Roi , pour supplier Sa Majesté de faire en sorte que les troupes Allemandes , à la solde de la Grande-Bretagne , à présent ou par la suite , soient habillées des manufactures Britanniques.

Le Lord North déclare qu'il n'a aucune objection à former contre cette proposition , étant convaincu que Sa Majesté fera tout ce

32 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

4 Mars. — qui dépendra d'elle pour contribuer à l'avantage de la Grande-Bretagne.

La Chambre arrête que le Roi fera supplié d'ordonner que les troupes étrangères, stipendiées par l'Angleterre, seront habillées de ses manufactures.

5 Mars. — Le Roi nomme le sieur Walter Shairp, Consul général de l'Angleterre, dans toutes les parties de l'Empire Russe où ses sujets font le commerce.

Assemblée des Aldermans de Londres : le sieur Hopkins, nouveau Chambellan ou Trésorier de la Ville, y prête serment & donne une caution de 40,000 l. sterl.

On apprend d'Irlande, que le sieur Ogle a fait sa déclaration à la Douanne de Dublin, d'un chargement de denrées pour Bordeaux, nonobstant les défenses; & dans l'intention, ainsi qu'il l'avoit annoncé à la Chambre des Communes, dont il est membre, de faire rendre un jugement sur la valeur des proclamations royales.

Deux hommes condamnés pour vol dans la ville de Dublin & préparés à la mort, quoique protestant toujours de leur innocence, alloient partir de la prison pour le lieu du supplice. Deux autres prisonniers, arrêtés pour filouteries, déclarent qu'ils sont les vrais coupables. L'affaire est rapportée au Comte de Harcourt, Vice-Roi d'Irlande : ce Seigneur ordonne un sursis à l'exécution.

Dans la même Ville, quatre Officiers des

des douanes s'établissent sur le vaisseau armé pour Bordeaux, malgré l'embargo, & l'em- 5. Mars.
pêchent d'appareiller.

Les vaisseaux de la Compagnie des Indes, le *Fox*, la *Lionne* & le *Londres*, pour Bengale, & le *Grafton* pour Sumatra, appareillent de Spithead sous l'escorte d'un vaisseau de guerre.

Les actions de l'Inde baissent d'un pour cent, quoiqu'il se soit fait dans le jour même beaucoup d'affaires avec ce papier.

On enregistre à la douane l'arrivée de onze vaisseaux chargés de bled.

Augmentation du prix du charbon de terre à Londres; la frayer d'une presse de matelots retenant plus de cent vaisseaux du port de Newcastle à l'entrée de la Tamise.

Les enrollemens pour le service de terre se font par-tout si lentement, qu'on est obligé de prendre des malfaiteurs dans les prisons pour en faire des soldats.

Ordonnance du Bureau de la Guerre pour que les Officiers des troupes qui passent en Amérique, portent le même uniforme que leurs soldats, afin de mettre en défaut les mauvais desseins des Insurgens qui tirent de préférence sur les Officiers.

D'autres ordres sont expédiés à tous les régimens de milice, pour qu'ils se trouvent assemblés au 5 Avril.

Chambre des Communes.

On discute le Bill présenté par le Lord
N°. I. C

5 Mars.

Mounstuart, pour l'établissement d'une milice en Ecosse. Le sieur Tawnshend, le Lord Cavendish & le sieur Burke font envisager cette institution comme dangereuse pour la liberté, & tout au moins comme trop onéreuse pour l'Angleterre; qui en payeroit les frais sur le produit des douanes & de l'accise déjà engagé aux sûretés nationales. » Il faut en charger les terres d'Ecosse, puisque le Traité d'Union leur a imposé une quote-part si modique dans la taxe des terres de la Grande-Bretagne, qu'un seul comté en Angleterre paye plus que le royaume d'Ecosse. La portion de l'Ecosse, dans la représentation au Parlement, n'est que comme d'un à onze, & si l'Ecosse étoit jalouse du privilège d'une milice, elle devrait consentir à payer une plus forte portion de la taxe des terres, sauf à envoyer au Parlement un plus grand nombre de représentans. Dans des circonstances beaucoup plus allarmantes, lorsque les Ecossois pleuroient encore leur Roi Jacques II, & qu'on pouvoit craindre dans la personne de Louis XIV l'ennemi personnel de son successeur, & le plus puissant, comme le plus ambitieux Monarque qui eût régné en France, on s'étoit contenté de sept mille hommes pour garder l'Angleterre. Certainement aujourd'hui avec cinq fois autant de troupes réglées & une milice de trente deux mille hommes, & au sein d'une profonde paix, on a tout le droit possible pour rejeter des craintes chimériques dont le véritable & le secret objet est de mettre

encore plus de forces dans les mains du gouvernement pour opprimer les libertés de la nation. » *On remarquera que dans d'autres occasions le même parti de l'opposition ne cesse de représenter que le Royaume reste sans défense.* »

Lès sieurs Dempster & Johnstone , & les Chevaliers Elliot & Ferguson , répondent qu'il ne s'agit que d'une milice de six mille hommes , dont le payement se prendra sur les portions des revenus Britanniques qui se levent en Ecosse : qu'une milice bien ordonnée en Ecosse , donnera encore plus de force & de sureté à toute l'Isle : que s'il en eût existé une dans les années 1715 & 1745 , on n'eût point vu éclater de funestes rébellions ; qu'à quelques égards , cette milice seroit encore mieux constituée que celle d'Angleterre , & que le même homme ne pourroit pas servir deux fois comme *substitut* , en se louant à un autre ; que par-là on pourra former un plus grand nombre d'hommes au métier des armes ; & enfin , que les taxes sont imposées dans les deux Royaumes selon les facultés de chacun , & que tout l'argent des Ecoissois se consomme en Angleterre ou dans les Manufactures Angloises. Le Bill est renvoyé à un Comité indiqué pour le 11.

La Chambre ordonne qu'on lui représente un état de la dette de la marine au 25 Décembre dernier.

Elle entend la troisieme lecture du Bill pour adoucir la loi de la vingt & unieme année de Jacques I , qui porte la peine de

5 Mars.

mort contre les meres coupables de la destruction de leurs enfans illégitimes, & y donne son approbation, en arrêtant qu'il sera porté aux Lords.

Chambre des Pairs.

LE Duc de Richemond remet par écrit la proposition suivante, dont il est fait lecture :

JE demande qu'il soit présenté au Roi une adresse pour exposer très-humblement à Sa Majesté la profonde & vive douleur que cause, à la Nation entiere, la continuation d'une guerre funeste & ruineuse contre les sujets de S. M. en Amérique, & pour supplier S. M. de daigner ordonner sans délai une cessation absolue d'hostilité, comme l'unique moyen d'arrêter l'effusion du sang, de parvenir à un accommodement juste & honorable & de mettre fin aux énormes dépenses occasionnées par cette guerre, si blâmable sous ses rapports politiques, & conduite avec si peu de sens & de raison.

Projet d'adresse.

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN.

NOUS, les très-respectueux & très-fidèles sujets de VOTRE MAJESTÉ, les Lords spirituels & temporels, assemblés en Parlement, demandons humblement la permission de représenter à V. M. que nous n'avons pu voir qu'avec la plus vive douleur les Traités que V. M. de l'avis de ses Ministres, a jugé à propos de concluré avec leurs Alteſſes-Sérénissimes le Duc de Brunswick, le Landgrave de Hesse-Cassel, & le Comte de Hanau, & que V. M. a bien voulu communiquer à cette Chambre.

Qu'il nous soit permis de faire connoître à V. M. combien nous appréhendons que cette opération inconsiderée n'entraîne des suites désagréables & fâcheuses quand on saura que, dès les premieres tentatives de la

Grande-Bretagne , pour réduire ses Colonies il a été jugé nécessaire de soudoyer une armée de mercenaires étrangers , & d'avouer à toute l'Europe que les royaumes Britanniques, soit faute d'hommes, soit par répugnance pour ce service , n'ont pu fournir un nombre compétent de sujet nationaux pour faire la première campagne. Ne voyons - nous pas d'ailleurs une matière abondante à de trop justes inquiétudes dans les nombreux détachemens qui se font de nos troupes nationales, quelque foibles qu'ils soient encore pour le malheureux service auquel ils sont destinés , puisqu'ils laisseront ce Royaume dégarni , & exposé aux insultes & aux invasions de Nations étrangères très puissantes , & que leur voisinage rend encore plus redoutables.

Nous supplions aussi V. M. de considérer que, quand même la justice & l'équité de cette guerre ne seroient pas révoquées en doute par une aussi grande partie des sujets de V. M. , il seroit d'une politique bien plus sage de se réconcilier avec les colonies , même en cédant sur quelques points , que de se reposer du sort de la guerre sur des étrangers en qui nous ne pouvons point placer notre confiance , & qui, lorsqu'ils se verront à une si grande distance de leur pays , lorsqu'ils sentiront les incommodités d'une guerre à laquelle ils n'ont aucune sorte d'intérêt , au milieu de tous les appas qui les inviteront à échanger la servitude contre la liberté , seront probablement plus portés à se mutiner ou à désertir , qu'à s'unir de bonne-foi avec les sujets nationaux de V. M. & à seconder sincèrement leurs efforts.

Nous ne pouvons dissimuler à V. M. nos appréhensions sur l'extention qu'on peut donner aux articles de ces Traités , par lesquels il est stipulé que V. M. peut employer les troupes étrangères dans toute partie de l'Europe. Par-là, il sera donc possible d'introduire une armée étrangère même dans la Grande-Bretagne , & certainement nous ne pouvons pas mettre assez de confiance dans les Ministres de V. M. pour supposer qu'ils se feroient un scrupule de donner un pareil avis après qu'ils ont fait passer des troupes étrangères dans deux de nos forteresses les plus importantes , & qu'ils

5 Mars.

ont offert d'envoyer encore quatre mille hommes de ces mercenaires dans le royaume d'Irlande sans le consentement du Parlement Britannique.

Nous avons aussi tout sujet de craindre que lorsque les Américains apprendront que la Grande-Bretagne forme des alliances, & qu'elle soudoye des troupes étrangères pour les détruire, ils ne cherchent, en s'autorisant sur notre exemple, à contracter eux-mêmes de pareilles alliances; & que la France, l'Espagne, la Prusse, ou les Puissances de l'Europe, ne croient avoir tout autant de droit de se mêler de nos affaires domestiques que les Etats de Hesse, de Brunswick & de Hanau. Et si, d'après cela, le feu de la guerre gaignoit l'Europe, malheur qui ne nous paroît que trop probable, pouvons-nous sans horreur réfléchir sur la position de la Grande-Bretagne dans des circonstances où elle auroit à résister aux attaques formidables d'ennemis puissans, qui exigeroient de nous de déployer toutes nos forces dans un tems où la plus grande partie des meilleures troupes de la nation est employée à des expéditions infructueuses dans l'autre partie du monde?

En stipulant, par rapport au Landgrave de Hesse-Cassel, non-seulement de lui donner, en cas qu'il soit attaqué dans ses possessions, tous les secours qui dépendront de V. M. mais encore de lui continuer ces secours jusqu'à ce qu'il ait obtenu une entière sûreté & un juste dédommagement, le Traité nous met dans la nécessité de prendre part à toutes les querelles du continent, dans lesquelles ce Prince pourra se trouver engagé, & cela sans aucune considération équivalente pour rendre l'obligation réciproque; car notre île ne peut attendre aucun secours d'un petit état situé au cœur de l'Allemagne dont on a déjà tiré plus de troupes qu'il ne peut en remettre sur pied pour sa propre défense, & dont les revenus ne sont pas suffisans pour entretenir, sans le secours d'un subside, celles mêmes qu'il a prêtées. Il nous paroît donc que cette promesse de la Grande-Bretagne de défendre & indemniser, doit être considérée comme faisant partie du prix qu'elle doit payer pour le loyer de ces troupes.

Or, si cette article de charges qu'on ne peut évaluer, est ajouté aux dépenses énormes des recrues, des remplacements dans les différens corps, des subsides ordinaires, & extraordinaires, & de leur continuation après que les troupes seront retournées dans leurs pays respectifs, & ne pourront plus être d'aucune utilité à la Grande-Bretagne, nous pouvons dire avec vérité que la Grande-Bretagne n'a jamais fait de Traité si dispendieux, si inégal, si déshonorant & si dangereux dans ses conséquences.

Ainsi, nous supplions très-humblement V. M. de donner, sans délai, des ordres pour arrêter la marche des troupes de Hesse, de Brunswick & de Hanau, & pour suspendre les hostilités en Amérique, afin de parvenir à une réconciliation prompte & durable entre les deux grandes parties contendantes de ce malheureux Empire.

Cette lecture faite, le Duc de Richemond prend la parole :

Je reconnois, Milords, toute mon insuffisance, & je souhaiterois que parmi tant d'illustres & habiles personnages, quelqu'autre que moi, voulût se charger de défendre les intérêts de l'Etat dans la crise alarmante où il se trouve, crise qui décidera peut-être pour jamais de sa destinée. Pourquoi n'ai-je pas la satisfaction de voir ici le Lord Chatham, lui qui a déjà garanti la Nation d'une ruine qu'on jugeoit inévitable, & par qui nos armes ont repris un éclat, & nos Conseils une vigueur & une stabilité que nous ne connoissons pas ! Que je regrette l'absence du Marquis de Rokingham qui, placé à la tête des Conseils dans les tems les plus orageux, retira le plus grand honneur de sa trop courte administration, & ne remit sa place qu'après avoir apaisé les funestes démêlés qui ont éclaté depuis avec tant de fureur. Je sens combien la présence & l'appui de ces deux Lords m'eût été nécessaire ; mais quoiqu'avec des forces bien inférieures à l'importance de mon entreprise, puisqu'elle m'est prescrite par les devoirs de la Pairie, je la poursuivrai

5 Mars.

sans être arrêté par aucune appréhension de ses suites prochaines ou éloignées. Si je n'obtiens point le succès que je desiré, au moins j'y aurai appliqué tous mes soins & tous mes efforts. Relativement aux Traités, je ne ferai que développer l'esprit de ma proposition, & quant au plan actuel de guerre, je ne l'examinerai que dans ses divers rapports avec les Traités.

Je veux croire que dans cette guerre avec l'Amérique la justice soit du côté de l'Angleterre; mais quel rôle humiliant ne nous fait-on pas jouer aux yeux de toute l'Europe! Quoi! nous reconnoissons hautement l'impuissance où nous sommes de réduire nos Colonies & nous appellons à notre secours des troupes étrangères! Avons-nous médité autant qu'il conviendrait sur la prodigieuse différence qui se fait remarquer entre des Traités conclus avec des alliés, & des conventions pour stipendier des étrangers? Il me semble qu'un allié est une puissance qui, à quelques égards, doit avoir un intérêt commun avec nous mêmes. C'est sur cet intérêt commun que la base d'un Traité doit porter. Les Etats qui contractent ensemble une alliance ont entre eux des rapports de position ou de politique qui les font concourir à un même objet, qui dirigent leurs efforts vers le même but; & par conséquent chaque partie contractante est intéressée dans tous les succès ou dans tous les malheurs de l'autre. Ainsi, lorsque la paix de l'Europe fut troublée par les conquêtes de Louis XIV, Bourbon devint l'ennemi commun contre lequel se réunirent les armes de la plupart des autres Puissances. Un des alliés ne perdoit par une bataille, n'éprouvoit pas un échec, que toutes les autres n'en sentissent, pour ainsi-dire, le contre-coup. Y a-t-il quelque chose de semblable dans notre position actuelle? L'Europe est en paix, & la maison de Bourbon, quoique notre ennemie naturelle, n'est pas actuellement en guerre avec nous.

Avouons-le donc : les nouveaux Traités ne portent sur aucun vrai principe d'alliance ou de soutien réciproque. C'est exactement un marché que nous avons fait pour prendre à notre paye un certain nombre de

Soldats mercenaires achetés & vendus comme autant de piéces de bétail qu'on envoie à la boucherie. Je le répète, aucun intérêt commun ne lie les parties contractantes ; & j'ajoute encore que, dans la supposition même de cet intérêt qui n'existe pas, les Princes d'Allemagne tiennent avec nous la conduite la plus étrange. Comme si ce n'étoit pas assez de soudoyer leurs troupes, il leur faut encore de l'argent pour les levées : ils demandent de doubles subsides : ils veulent qu'on tienne leurs corps de troupes complets : qu'on les paye jusqu'au retour de ces mêmes troupes dans leurs pays respectifs ; & enfin que les subsides leur soient continués un ou deux ans après que ces troupes auront cessé entièrement de nous être d'aucune utilité.

5 Mars.

Envisageons présentement ces Traités sous un autre point de vue non moins singulier. Si quelqu'une de ces Puissances venoit à être attaquée (& qui est-ce qui nous garantit qu'elle ne provoquera pas elle-même une attaque ?) nous avons pris l'engagement général & absolu de lui donner (c'est le (a) terme même) tous les secours qui seront en notre pouvoir. Ainsi, pour l'assistance de quelques milliers seulement de mercenaires étrangers qui nous coûtera le double de ce qu'elle vaut, nous serons peut-être obligés de donner au Landgrave & au Prince de Hesse, ainsi qu'au Duc de Brunswick, s'ils sont les uns ou les autres attaqués ou troublés dans la possession de leurs états, tous les secours qui seront en notre pouvoir. Il ne suffisoit pas de payer les troupes de ces Princes, il faut encore garantir jusqu'à leurs orangers. Qu'il me soit permis de rappeler ici à la Chambre le langage que tenoient, vers la fin de la dernière guerre, les partisans du Plan actuel. Un homme de beaucoup d'esprit (M. Mauduit) écrivit sous les yeux du Comte de Bute un Pamphlet intitulé : *Considérations sur la guerre d'Allemagne*, dans lequel il prouva par le calcul, que chaque tête de François tué avoit coûté

(a) Les Traités sont écrits en langue Française. Ils ont été produits au Parlement avec des traductions.

5 Mars.

dix mille livres sterling à l'Angleterre. Je prie les Lords, qui dans ce tems-là se laissent persuader par la force de cette observation, de vouloir bien supporter aujourd'hui ce que nous coûtera une tête d'insurgent Américain à raison de quinze cents mille livres sterling que nous aurons à payer par an pour les dix-sept mille trois cents étrangers que nous allons stipendier ? Si par une fierté vraiment Angloise, Milord Bute & le feu Duc de Bedford ont trouvé que c'étoit faire trop d'honneur à la France que de donner dix mille livres sterling de la tête d'un François, l'humanité ne devoit-elle pas arrêter la fureur qui nous porte à payer plus cher encore la tête d'un Américain notre frere ?

Lorsque nos armes triomphoient dans toutes les parties du globe, les deux mêmes Lords, pour nous empêcher de prendre toute l'Amérique Espagnole, nous représentèrent l'impossibilité où nous étions de lever de nouvelles taxes. Ils convenoient que le succès étoit indubitable, mais étoit-il possible de perdre de vue l'énorme poids de nos dettes ? Je demande si notre position actuelle est bien différente ? En treize années de paix nous n'avons pas remboursé plus de sept millions. La conquête de l'Amérique est bien loin d'être certaine, & quand elle le seroit, que produiroient des victoires remportées sur nos propres concitoyens ? Où aboutiroient tant de ruineux efforts, si ce n'est à la perte de notre honneur ainsi que de nos plus chers intérêts ? Ah ! Milords, nous semons des vents, nous recueillerons des tempêtes.

Si on parcourt les divers Traités faits avec les Landgraves de Hesse depuis le commencement du siècle, on verra que d'une époque à l'autre ils ont toujours accru leurs demandes, & que n'ayant point cessé d'extorquer des conditions de plus en plus favorables, ils n'ont jamais manqué d'établir une première extorsion comme la base du Traité suivant. Voilà précisément ce qui arrive aujourd'hui. Le dernier Traité avoit ajouté à un subside la charge de sa continuation jusqu'à une certaine époque : le traité actuel le double.

Si nous joignons aux subfides les clauses qui reglent la paye, les enrôlemens, les vivres & les vaisseaux de transports pour les troupes, voilà une dépense de 1,169,000 livres. Bien-tôt elle s'accroitra jusqu'à 1,230,000 liv. à cause du transport des vivres; & le tout, y compris les dépenses extraordinaires, ne sera pas moindre d'un million & demi sterling. L'histoire fournit-elle quelque exemple d'une somme aussi excessive pour un secours de dix-sept mille trois cents hommes. Le corps seul des douze mille Hessois nous coûte plus cher que n'auroient coûté anciennement les dix-sept mille Allemands. Croyez-vous, Milords, que la Nation soit en état de supporter un pareil fardeau? Si les frais d'une première année de guerre se montent à dix millions sterling, à quelles sommes ne s'élèvera point la dépense générale de la guerre avec l'Amérique? Quant aux Princes Allemands, leur affaire n'est pas si embrouillée que la nôtre. Un Landgrave prête ses soldats en leur ordonnant de piller & d'égorger, & le salaire de leur barbarie entre dans ses coffres.

Le peu que je viens de vous dire du pitoyable état de nos finances n'est pas encore ce qui m'afflige & ce qui m'inquiete le plus. La teneur des Traités, leurs expressions équivoques, les dangereux exemples qu'ils établissent, ou auxquels ils peuvent donner lieu, voilà ce qui jette le trouble dans mon ame. Que ne puis-je me diffimuler l'autorité absolue qui depuis quelques années domine sur nos Conseils! Si quelquefois elle a su se dérober aux yeux les plus clair-voyans, elle a dans d'autres tems éclaté par l'exécution des mesures les plus funestes à notre liberté. Les Hanovriens ont été introduits dans les domaines de la Grande-Bretagne sans le consentement du Parlement. On a tenté de faire recevoir en Irlande un corps de troupes étrangères, & cet indigne projet, qui à la vérité a échoué, j'ai tout lieu de croire qu'il n'est pas abandonné, & qu'on cherchera de nouveaux moyens pour le faire réussir. Si on peut en douter, est-ce que les Traités actuels ne fournissent

5 Mars. pas une matière assez ample à nos allarmes & à nos inquiétudes ?

Mais revenons aux Traités sur lesquels j'ai encore à faire plus d'une observation intéressante. Il est stipulé que les douze mille Hessois ne reconnoîtront que leur Commandant, qui est un Lieutenant-général au service de Hesse ; & ce Commandant Hessois, quoique l'aîné en grade de notre Général Anglois, lui sera pourtant subordonné. Je demande d'abord si on est bien sur que cette Allemand y consente, & si cette dépendance sera exempte d'une infinité d'inconvénients que chacun peut prévoir ? Notre général Anglois venant à manquer, le Commandant Hessois ne formera-t-il aucunes prétentions sur ce poste éminent ? Se soumettra-t-il à y voir arriver un autre Anglois son cadet, & peut-être même comme M. Howe, un de nos plus jeunes Majors Généraux. Ce cas arrivant, est-on bien assuré de la fidélité & de la subordination du corps entier des douze mille Hessois qui, suivant le Traité, ne doit jamais être divisé ?

Je vois ensuite que le Roi pourra employer ces auxiliaires, même en Europe, s'il le juge à propos. Me seroit-il permis de demander pour quel objet ? Car, je ne puis imaginer d'autres pays que les royaumes Britanniques où cette clause puisse s'effectuer, & apparemment dans le cas de quelque rébellion ou révolte que les auteurs des mesures actuelles ont à la vérité le droit de prévoir & de craindre ; mais convenons au moins que cette précaution ne peut qu'alarmer les amis de la liberté.

Il est dit aussi que les troupes étrangères auront de doubles Officiers, c'est-à-dire, chaque compagnie de cent hommes deux Capitaines, deux Lieutenans, deux Sous-Lieutenans & deux enseignes. Peut-on se dissimuler qu'il résultera de-là un surcroît de dépenses considérables & absolument inutile ? Sur la totalité de ces troupes il y aura donc plus de trois mille hommes qui ne seront pas des soldats ; rien n'est plus contraire à tous les principes de la guerre d'après lesquels on fait toujours ensorte d'avoir le plus de soldats

qu'il est possible , par la raison que c'est de leur nombre plus ou moins grand que dépend généralement le succès de l'attaque & de la défense. C'est un usage reçu par-tout & consacré dans nos propres troupes , de ne jamais donner plus de quatre Officiers à un corps de cent hommes. Auroit-on imaginé que les Hessois recruteront en Amérique & qu'il n'y aura qu'à doubler les Officiers pour former de nouvelles compagnies ? Il est bien plus apparent que tous ces Allemands-là y désertent.

Enfin , il n'existe point de cartel pour les prisonniers qui pourront être faits sur les troupes Allemandes , ou pour les insurgens qu'elles prendront. Je demande donc , pour le cas où on voudra infliger quelques châtimens à ceux que le Parlement qualifie de Rebelles , quelles terribles conséquences on ne doit point en attendre ? Permettez-moi , Milords ? de vous rappeler à ce sujet l'affaire d'Ethen-Allen pris les armes à la main en Amérique & amené ici chargé de fers. On s'est bien gardé de lui faire son procès , quoiqu'on prétendît pouvoir faire revivre contre lui l'acte cruel d'Henri VIII que les amis du gouvernement citent avec tant de complaisance. C'est parce qu'on a craint de ne pas pouvoir déterminer un juré Anglois à le déclarer coupable , & qu'en effet il n'y avoit point de loi en vigueur qui pût le condamner. On a pris le parti moins dangereux de le renvoyer en Amérique prisonnier à la suite de nos régimens.

De l'examen des Traités avec les Auxiliaires , trouvez bon , Milords , que je ramène votre attention sur la conduite de nos Ministres dans les départemens intérieurs. Plusieurs Officiers du service de terre & de celui de mer ont perdu leurs emplois ; & , ce qui n'est jamais arrivé , ces changemens se sont faits sans plaintes ou informations préalables. Le Général Gage & l'amiral Greaves auroient pu mieux faire : les choses n'ont point tourné comme on le souhaitoit : cependant il n'y a aucune charge contr'eux , mais ils sont toujours rappelés. D'abord , le Général Gage est reçu froidement , puis il obtient une nouvelle commission

46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

par laquelle il est nommé Commandant en chef ; & 5 Mars. encore quelques jours après il est révoqué sans sujet , même sans prétexte , & le Général Howe est nommé à sa place.

Tout cela n'est encore rien en comparaison de ce qui s'est passé dans le département de la marine. L'Amiral Schudam est nommé pour succéder à l'Amiral Greaves. Mais avant qu'il ait eu le tems d'arriver à sa station il est révoqué ; c'est le Lord Howe (*)
* Le frere du Général qui aura ce commandement. Où se conduit-on comme de celui qui est actuellement à Bof ton. cela ? Pour moi je crois que de pareilles variations sont sans exemple. Mais peut-être l'Amiral Schudam ne sera-t-il pas bien humilié de cet outrage , s'il est vrai , comme on le dit , qu'il va être Pair d'Irlande. J'espère cependant que le premier Lord de l'Amirauté nous donnera le mot de l'énigme , & que sans détour & avec sa candeur ordinaire , il apprendra à la Chambre si ces arrangemens viennent de lui , ou s'il est vrai , comme le bruit en a couru , qu'on lui ait forcé la main dans le Cabinet.

Tout cela , sans doute , prouve beaucoup d'instabilité dans les Conseils ; mais il y a encore , selon moi , d'autres conséquences à en tirer. Il faut , ou que le service soit désagréable , ou bien que l'on s'embarrasse peu de faire des passe droits. Je vois parmi vous , Milords , des Officiers revêtus des premiers emplois dans l'armée , estimés à juste titre par de longs services & par des talens éprouvés , ne pourroit-on pas savoir d'eux la raison qui a pu engager le Ministère à donner le commandement en Amérique à un très-jeune Major général , de préférence à tant d'Officiers plus anciens que lui ? Est-ce parce que la commission leur auroit déplu , ou parce qu'on fait peu de cas de leurs personnes ?

Nos Ministres insistent beaucoup sur la justice de leurs opérations. C'est une question que je ne discuterai point actuellement. Mais ils prétendent que la partie indépendante de la Nation , c'est-à-dire les propriétaires des terres , approuve leur conduite. Je doute fort de la vérité de cette assertion dans toute l'étendue

qu'on veut lui donner. Je fais bien que dans la Chambre des Communes les mesures coercitives ont eu pour principaux appuis & promoteurs le Chevalier Gilbert Elliot, Trésorier de la Marine, & M. Rigby, Trésorier des Troupes. Mais qui est-ce qui ignore que le premier tire toute sa consistance de la *Junte* du Cabinet, & l'autre du parti de Bedford, & qu'ils sont tous deux fortement intéressés à des marchés qui leur procureront dans peu des fortunes de Princes? Je croirai plutôt que ces Messieurs, avec leurs amis & toute la cliqué des agioteurs, gens d'affaires, &c. ne forment pas la moindre partie de cette pluralité, soi-disant indépendante, qui a précipité la Grande-Bretagne dans cette affreuse guerre.

Oui, Milords, j'ose dire que c'est une affreuse guerre, non-seulement à cause des frais énormes qu'elle va nous coûter, mais encore par les scènes d'horreur & de dévastation qu'elle occasionnera, & qui seront peut-être sans exemple dans les annales du monde. C'est peu pour nous d'enlever aux Américains leurs biens, & de forcer ceux qui tombent entre nos mains de combattre avec nous contre leurs freres, leurs parens & leurs amis : nous voulons leur faire la guerre d'une maniere qui révolte jusqu'aux Nations les plus barbares, en brûlant leurs villes sans aucune compassion pour leurs malheureux habitants qui, nuds & affamés, périssent de froid & de misere. Et ce n'est point contre des ennemis, c'est contre nos meilleurs amis, contre nos freres que nous nous permettons de tels excès. Quelle preuve affreuse les dernieres nouvelles nous en ont apportée ! avez-vous pu apprendre, sans frémir d'horreur, l'incendie de la *fidele* ville de Norfolck dans la Virginie, (car c'est ainsi que le ministere lui-même l'a souvent appelée) qui vient d'être réduite en cendres par un des Commandans de notre marine, qu'aucun acte d'hostilité n'y avoit provoqué ? A-t-on oublié à ce point & les principes de la saine politique & les droits de l'humanité ? Une exécution aussi barbare ne doit-elle pas aliéner pour toujours les cœurs de ceux qui pouvoient nous conserver quelque affection, & porter au dernier excès de rage & de désespoir l'animosité de nos ennemis ? Elle

5 Mars.

flétrit la gloire de nos armes ; elle nous rendra un objet de mépris & d'horreur aux yeux de l'Univers ; & fera pour la Nation Britannique une tache qui ne s'effacera jamais.

Si vos cœurs, Milords, ne s'ouvrent pas à la pitié, pour les torrens de larmes que versent l'innocent & le foible dont je viens vous tracer le déplorable sort, je vais essayer d'y porter quelque émotion par l'aspect d'un intérêt plus prochain & plus direct. Serait-il possible qu'on me sût mauvais gré de dévoiler ici, j'ose dire, notre nudité nationale ? Non sans doute, s'il est vrai, comme j'ai lieu de le croire, que la France connoît, jusques dans les plus petits détails, ce qui nous reste de forces dans le royaume. Je n'ai donc aucun motif qui puisse exiger ou justifier mon silence sur un article aussi important à notre sûreté, & qui puisse nous astreindre à la moindre gêne dans nos délibérations. Notre état actuel de défense permet-il qu'on envoie à une distance si éloignée l'élite de nos troupes ?

A peine reste-t-il en Irlande six mille hommes.

Les troupes actuellement en Angleterre consistent :

Premièrement dans les gardes à pied, formant soixante-quatre compagnies, & montant à deux mille cinq cents hommes.

2°. En trois régimens de Cavalerie, & les Gardes à Cheval d'environ quinze cents hommes.

3°. En quatre bataillons revenus de l'Amérique, chacun, avec les Officiers, d'environ mille hommes.

4°. En dix régimens de Dragons de deux cents hommes chacun, & en trois bataillons complets d'Infanterie, ce qui donne un total de sept mille hommes, dont il faut retrancher mille hommes des gardes destinés pour l'Amérique.

Je suppose que des six mille hommes on en prenne trois mille pour les garnisons de Plimouth, Portsmouth & Chatham ; le restant, y compris la garde de la ville de Londres, sera au plus de trois mille hommes. Serait-ce avec une telle armée que nous résisterions à la France ou à l'Espagne si ces Puissances jugeoient à propos de profiter de notre foiblesse ?

Il est vrai qu'on doit mettre la milice sur pied pour remplir le vuide. Mais quoique cette méthode de pour- voir à la défense de l'État soit très-constitutionnelle, je soutiens que la milice ne serviroit jamais à repousser un ennemi puissant, tant qu'elle sera aussi mal composée qu'elle l'est, tant qu'on la remplira d'Officiers qui n'ont point les qualités ; c'est à-dire, les fonds de terre requis par la loi, & de mercenaires payés pour représenter les vrais miliciens. D'ailleurs, quand même la milice seroit mieux composée en Officiers & en Soldats, peut-on se flatter qu'elle feroit face à de vieilles troupes supérieures en nombre & en discipline ? Quant aux invalides, tous les hommes en état de porter les armes ont déjà été tirés de ce corps ; de sorte que le tableau de notre foiblesse intérieure, joint au petit nombre de vaisseaux qui nous restent, & qui ne sont qu'à moitié équipés, est vraiment effrayant. J'ai cru cependant devoir l'esquisser devant la Chambre, afin de voir si quelque chose pouvoit exciter nos Ministres à s'occuper de la sûreté du Royaume, pour le garantir de devenir la proie de nos dangereux voisins.

5 Mars.

Le Duc de Manchester.

COMME Milord Duc de Richmond a discuté très-amplement l'affaire des Traités, je crois, Milords, que vous me dispensez de vous faire les mêmes observations. Il est d'ailleurs assez inutile de s'élever contre quelques clauses d'un acte que l'on juge répréhensible en sa totalité. Je vais mettre sous vos yeux des objets de la dernière importance, & des inculpations contre nos Ministres, dont il leur sera difficile de se laver.

Dans le discours de l'ouverture de la Session, le Roi nous a annoncé que des troupes étrangères formeroient les garnisons de Mahon & de Gibraltar. Cette opération, qui n'avoit point eu l'aveu préalable du Parlement, m'a causé, je vous l'avoue, les plus vives allarmes. La doctrine *inconstitutionnelle* adoptée par cette Chambre, & qui met le pouvoir de la prérogative au dessus de celui du Parlement ; la proposition d'intro-

5 Mars.

duire des troupes étrangères en Irlande, sans demander l'avis de la Grande-Bretagne, tout concourt évidemment à prouver que le projet de réduire la liberté Angloise comme la liberté Américaine, seroit du goût de quelques-uns de nos Ministres. Il y a déjà long-tems que notre nation a vu s'anéantir en Europe le précieux avantage de la liberté. Elle a pu regarder cette révolution avec indifférence ; mais devoit-on s'attendre que, menacée du même danger, elle y seroit tout aussi peu sensible, & que notre passion pour l'aisance & les plaisirs nous détacheroit de ces droits inestimables, dont le maintien a coûté si cher à nos ancêtres ?

Je ne suis pas assez vain pour me flatter que ma foible éloquence puisse ranimer dans la Nation le zèle du bien public ; mais permettez moi, Milords, de vous représenter que la guerre contre les Américains se poursuit avec trop d'acharnement.

Quelle que soit la première cause de cette guerre ; quelques prétentions que nous ayons mises en avant, ou même quelque condamnable que puisse paroître la résistance des Colonies ; est-il un homme sensé qui affirme que l'Angleterre n'a eu rien à se reprocher ?

Les événemens de la dernière campagne nous annoncent qu'il ne sera point facile de terminer cette guerre. Il est vrai que les troupes Britanniques ont eu l'avantage à l'attaque des hauteurs de Charles-Town ; mais ce succès a été bien balancé par la perte de la plupart de nos postes extérieurs. Je dirai plus, il nous a enlevé des nations entières qui ont abandonné le parti du Gouvernement ; car à l'exception de la malheureuse ville de Boston, cette triste prison des troupes Britanniques, & de la ville d'Halifax que nous tenons en respect par une forte garnison, que nous reste-t-il du vaste continent de l'Amérique ? Le mal s'est étendu encore bien plus loin ; les conquêtes de la dernière guerre, que nous n'avons arrachées à la France que par le plus grand épuisement de nos forces & de nos facultés, s'échappent de nos mains ; & quoi-que, d'après les bruits publics, les Insurgens aient

manqué leur entreprise sur Québec, une grande partie du Canada reconnoît aujourd'hui un autre maître. 5 Mars. Comment pouvons nous donc nous résoudre à continuer une guerre d'invasion contre un ennemi qui a de fortes armées de terre à nous opposer (a), & sur qui nous n'avons d'avantage que par nos escadres?

Et avec quels moyens se poursuivra cette guerre? Les Anglois, qu'on ne peut pas accuser de manquer de courage, montrent tous de la répugnance à s'engager pour aller combattre leurs concitoyens. Dans l'embarras où notre Ministère s'est vu, il n'a point hésité à demander des secours à l'Allemagne, d'où nous venons enfin de tirer dix-sept mille hommes. Avec ces mercenaires, & une petite armée Britannique, dont quelques régimens sont entierement composés de misérables recrues ramassées dans toutes les prisons; c'est, dis-je, avec de pareilles troupes que nous allons attaquer des peuples qui sont enthousiastes de la justice de leur cause: qui n'ont plus de ressource que dans la victoire: qui sont unis par tous les liens d'intérêt possibles, & dont le courage est sans cesse aiguillonné par tous les sentimens que l'honneur ou l'ambition peuvent inspirer à une armée de freres.

Les mercenaires (car je puis leur donner ce nom, puisqu'il faut regarder comme des mercenaires ceux qui se battent pour de l'argent & pour une cause où ils n'ont nul intérêt.) Les mercenaires, dis-je, sont encore en Allemagne & ils ont encore à traverser l'Océan Atlantique. Les uns (b) désertent avant

(a) Les dénombremens qui ont été faits par ordre du Congrès général, ont fait voir que les Colonies étoient en état de mettre sur pied 428,400 combattans.

(b) Les papiers publics d'Allemagne & de Hollande ont fait mention de divers soulèvemens parmi ces troupes, & de beaucoup de désertions. Mais il a paru une lettre de M. Faucit, colonel Anglois, qui a négocié les traités, au chevalier Yorke, dans laquelle il étoit dit, que tous ces bruits étoient faux. Voici comme ce Colonel s'exprime: » loin que les soldats marquent le moindre chagrin, ils témoignent tous la plus grande

5 Mars.

l'embarquement, les autres périront en route. Mais je suppose qu'il en arrive en Amérique; s'en suivra-t-il pour cela une conquête prompte & certaine du pays? Si les Généraux savent leur métier, ce dont je ne doute pas, leur premier soin doit être de prendre des postes, d'établir des places d'armes, de former des magasins. Mais d'où cette armée tirera-t-elle ses provisions? Ce sera sans doute d'Angleterre ou de la flotte Angloise. A la bonne heure: si on suppose pourtant que les escadres puissent pénétrer dans l'intérieur des terres, ou remonter les rivières; autrement l'armée ne pourra presque jamais quitter la côte & la plus grande partie de la campagne se passera en préparatifs.

Où, Milords, cette guerre est une guerre de conquête. Cessons de voir dans les Américains des rebelles qu'il faut punir pour venger l'honneur du Gouvernement; c'est une Nation puissante, ce sont de formidables ennemis. Il faudra que nos troupes se partagent, car elles auront plus d'une armée à combattre. Et nos corps divisés n'auront-ils pas en tête partout des corps qui leur seront biens supérieurs en nombre? Pouvons-nous croire qu'une campagne suffira pour terminer cette guerre?

Permettez-moi, Milords, de vous faire une autre observation très-essentielle, mais sur laquelle je ne m'étendrai point de peur de trop multiplier vos inquiétudes. Je voudrois savoir si nos Ministres sont certains de pouvoir faire face aux frais de cette guerre? Nos grandes dépenses annuelles, nos dettes publiques furent regardées à la fin de la guerre dernière comme un motif plus que suffisant pour accepter une paix qui certainement ne répondoit pas aux succès brillans de nos armes. Dans le cours de

joie d'aller combattre les Américains, & il n'y a de mécontents que ceux que nous laissons dans leur pays.

Un Gazetier Anglois a accompagné cette lettre de l'observation suivante: après le mot *Américains* ajoutez, *qu'ils ne peuvent ni connoître ni haïr*, & après les mots *leur pays*, ajoutez *qu'ils connoissent & qu'apparemment ils n'aiment guerres.*

treize années de cette paix on a fait quelques épargnes, qui selon toutes les apparences, vont être entièrement dissipées par les seules dépenses de la campagne prochaine. Ainsi, sur l'article des facultés, nous sommes précisément au même point où nous avons trouvés le retour de la paix, avec ce désavantage de plus que nous avons perdu le commerce de l'Amérique sans avoir obtenu aucun équivalent de cette perte. Les envois que nous avons faits l'année dernière pour la flotte Espagnole & ceux qui nous ont été demandés de Russie, n'étoient que des ressources passagères. L'une n'existe plus, & je sais que l'autre tombe insensiblement.

5 Mars.

Il est à présumer que la taxe additionnelle d'un quatrième sou (a) sur les terres ne payera pas seulement les frais du transport des troupes. Si les Ministres sont obligés d'anticiper les revenus, si la banque continue à prêter ses anciens secours, si les impôts ne répondent pas à leur estimation, s'il survient des calamités imprévues, le crédit public ne pourra-t il pas éprouver la même secousse que la Compagnie des Indes a reçue il y a quelques années?

Je ne dirai que ce seul mot sur vos auxiliaires. Les Saxons appelés dans notre Isle en cette qualité s'y sont établis, & en peu de tems sont devenus les maîtres de ceux qu'ils étoient venus servir.

Je crois aussi appercevoir dans les Traités le symptôme le plus effrayant de cette influence perfide & ténébreuse, qui depuis quelques années semble être devenue l'ame de nos Conseils. L'Amérique doit être assujettie, n'importe comment. Il faut sacrifier à cet objet le sang & les trésors de la Métropole. De chetifs Princes Allemands doivent recevoir de doubles subsides pour faire réussir un plan aussi extraor-

(a) Chaque sou devoit rendre 500,000 l. Mais ce qui justifie assez les combinaisons des calculateurs politiques sur l'impôt: le second sou rend moins que le premier: le troisième moins que le second; & le quatrième encore bien moins que le troisième de quatre: de sorte qu'à proprement parler, on ne tire guere plus que la valeur pleine de trois.

54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars.

dinaire. Mais ce n'est pas encore tout. Le Commandant général de ce corps de mercenaires sera revêtu d'une autorité suprême indépendante du Roi & du Parlement. S'il s'élève quelque contestation, à qui les parties s'adresseront-elles? Ce ne sera point au Roi, car il n'a pas de pouvoir sur ces Etrangers; ni au Parlement, car cette assemblée n'en peut prétendre aucun. Vers qui donc prendrons nous notre recours? Ce sera sans doute vers les Princes mêmes de qui ces troupes dépendent, puisque le Traité ne statue rien à cet égard. Ainsi, vous aurez un corps de douze mille Hessois, commandés par un vieux Général qui n'aura aucun compte à vous rendre. Supposons qu'il survienne des démêlés entre vos Commandans & ceux des Etrangers, quelle autorité les terminera? Le Général Etranger ne connoît de supérieur que son maître. Toutes les opérations seront donc suspendues jusqu'à ce qu'il reçoive des instructions de sa Cour. Vous manquerez l'objet même pour lequel ces étrangers ont été stipendiés; & la nation aura été constituée dans des dépenses énormes pour rien.

Enfin, Milords, je vois une telle foule d'inconvéniens, de difficultés & de contrariétés à ce que l'on nous fait entreprendre, que je serois tenté de croire que quelque génie malfaisant confond la sagesse de nos Chefs. Je lis dans les Ecritures que lorsque Achab fut voué à la destruction, l'armée céleste s'assembla devant le Seigneur, & que le Seigneur dit: *qui persuadera à Achab de monter & de combattre contre Ramoth Gilead, afin qu'il puisse succomber dans cette entreprise?* Et un mauvais esprit répondit: *je me présenterai à lui & je l'y déciderai.* Je ne crois pas manquer à la Religion en appliquant ce trait de l'Ecriture Sainte à la nation Britannique. On diroit que les Anglois, pour leurs péchés, ont été condamnés à aller faire la guerre à leurs freres en Amérique, parce qu'il est arrêté qu'il doivent y succomber. Je souhaite qu'il n'y ait pas lieu à l'application, quoique tout contribue à la justifier. On ne prend aucunes mesures pour mettre fin à la guerre: on n'ar-

rête aucun plan pour obliger les Américains à accepter les conditions que nous pouvons avoir à leur prescrire ; on veut leur faire une guerre de partisans qui ne peut conduire à autre chose qu'à fomenter & perpétuer l'animosité des deux partis.

Nous venons d'apprendre de la Virginie que le Lord Dunmore, qui depuis long-tems a quitté la résidence pour s'établir à bord d'un vaisseau croiseur, s'est distingué par la glorieuse expédition de l'incendie de Norfolk, la plus belle & la plus grande ville de la Province. Je ne doute point qu'il n'agisse en vertu d'une commission, non sans doute de la commission de Gouverneur, car celle-ci lui impose l'obligation de protéger ceux qui sont sous son commandement, mais en vertu de celle qui ordonne de brûler les villes, de ravager les plantations, d'enlever les esclaves, de massacrer tout ce qui résiste. Tels sont les exploits brillans du Gouverneur de la Virginie. Mais comme je suis très persuadé qu'il a des ordres pour se conduire ainsi, à Dieu ne plaise que je condamne un absent. Je dois m'en prendre uniquement à ceux qui ont ordonné d'ici cette dévastation & cette désolation inutiles. Je ne puis pas non plus passer sous silence une particularité bien extraordinaire, c'est qu'on n'ignoroit point qu'il y avoit dans cette Ville beaucoup de partisans du Gouvernement ; ainsi, on est tellement animé de la fureur de la vengeance, qu'on tire même sur les amis, dans l'espérance de frapper les ennemis ; & les uns & les autres sont enveloppés dans le même désastre. Les Ministres s'imaginent-ils qu'après de tels procédés le Gouvernement conserve un seul ami en Amérique ? Peuvent-ils espérer qu'aucun homme sensé épouse leur cause, lorsqu'on verra qu'ils ne protègent pas même ceux qui leur obéissent ? Comment a-t-on pu oublier le tort infini que la destruction du Palatinat fit à la gloire de Louis XIV ?

Tels sont, Milords, les raisons qui me déterminent à appuyer fortement la proposition de Milord Duc de Richmond, que j'approuve d'autant plus qu'elle a

pour objet une paix que nous devons tous désirer.
 5 Mars. Malgré le mal qui a été fait aux Américains, tous leurs vœux tendent encore à une réconciliation; ils craignent qu'on ne les force de se rendre indépendans: ils iroient même jusqu'à acheter la paix: je ne dis pas que ce seroit au prix de leur liberté, ou en sacrifiant leurs propriétés; mais j'ai tout lieu de croire que s'ils étoient sûrs d'avoir affaire à un Gouvernement qui agit sincèrement avec eux, & auquel ils pussent se fier, ils se soumettroient à tous les réglemens de commerce nécessaires, & même qu'ils donneroient à l'Etat de grands secours en argent. Souffrons seulement qu'ils les levent eux-mêmes, & ne nous obstinons pas à vouloir les taxer. Leurs dispositions étant bien connues, je crois, Milords, que si nous persistons dans la résolution de les abandonner, c'est que nous ne sommes pas capables d'apprécier la valeur de ce que nous voulons perdre.

Le Lord Carlisle.

JE me flatte, Milords, que vous me rendrez la justice de croire qu'aucune considération ne pourroit me porter à combattre l'avis de Milord Duc de Richmond, si je n'étois parfaitement convaincu de la nécessité & de la convenance du plan d'opérations adopté contre l'Amérique. Je ne regarde l'affaire actuelle que comme une pure question de parti: c'est une discussion dont résultera la ruine ou le salut de la Grande-Bretagne. Si nous renonçons à tous les avantages réels que peut nous donner notre souveraineté & notre autorité mercantile sur nos Colonies, la Grande-Bretagne privée des bénéfices d'un commerce immense, perdra insensiblement toute sa considération, & finira par être la proie du premier Etat puissant & ambitieux qui concevra l'idée de l'envahir. Considérez un moment la situation actuelle, la force & les ressources de certaines Puissances de l'Europe: jetez les yeux sur la mappe-monde, & voyez le peu d'espace qu'occupe la Grande-Bretagne: comparez la force des autres Etats avec notre foiblesse dès que l'Amérique

nous sera enlevée ; n'est-ce pas un tableau vraiment effrayant ?

5 Mars.

J'approuve donc les opérations du Ministère relativement aux Traités ; & non seulement je les crois nécessaires au maintien de notre honneur, mais même j'ose affirmer encore que notre existence, comme nation, exige absolument que nous fassions tous nos efforts pour ramener l'Amérique à son devoir, & pour la remettre sous notre dépendance. D'après ce principe, & ce principe seul, je m'élève hautement contre la proposition de Milord Duc de Richmond. Je ne doute point de la nécessité des mesures coercitives, contre les dispositions où se montre aujourd'hui l'Amérique : & plein de cette persuasion, je soutiens que, vu le nombre d'hommes qu'exigent nos Manufactures, le peu de service que nous pourrions tirer des recrues Angloises, du moins pour une première campagne, & les vœux que forme tout vrai Breton pour voir finir promptement les troubles actuels, il est indispensable d'employer des troupes étrangères de préférence aux troupes nationales. D'ailleurs, considérez encore l'énorme étendue de nos possessions, ainsi que les opérations qu'exige seulement une guerre défensive ; & voyez, Milords, si un espace aussi petit que notre île peut fournir le nombre d'hommes suffisant pour l'exécution des mesures que ce service demande nécessairement.

Le Lord Conventry.

Je ne puis assez déplorer, Milords, la ruine qui menace l'Angleterre ; mais c'est un malheur que je crois inévitable. Il est de la nature des choses que les Etats finissent aussi bien que les individus. Le corps politique ne peut pas plus prétendre à l'immortalité que le corps physique. Tout ce qu'il pourroit espérer, ce seroit une longue durée. L'enchaînement des causes & des effets a produit une espèce de fatalité que la prévoyance humaine n'auroit pas pu détourner, & toute notre prudence ne nous auroit pas garantis des événemens qui devoient en résulter. Les Colonies ne

5 Mars.

pouvoient que devenir funestes à leur source, & détruire ceux à qui elles devoient le jour. Sorties de l'enfance & mûries par l'âge, elles secouent toute dépendance. On pouvoit prévoir cette époque fatale. L'Angleterre & l'Amérique, ces deux puissans Etats, ainsi que des bulles d'eau qui flottent sur la surface, se conservoient séparées, & n'attendoient que le premier choc pour que l'une des deux fût détruite.

Nous ne devons rien avoir de commun avec les Colonies que ce qui regardoit le commerce. Si nous avons prétendu les dominer, il ne pouvoit en résulter que notre ruine.

Je n'ai point donné mon aveu au plan d'opérations qui a été suivi jusqu'à ce jour, parce qu'il contrediroit mes sentimens. Je ne suis point Philosophe jusqu'à être indifférent sur le bien-être de ma Patrie. Je ne suis point de ces Cosmopolites qui chérissent également tous les coins du globe. Attaché à l'Angleterre, j'ai dû m'affliger d'une contestation qui lui ôtera sa supériorité pour la transporter aux Colonies. L'Angleterre cessera d'être le siège de l'Empire Britannique, & ce sera l'Amérique qui le deviendra. Si la présente querelle ne s'étoit pas élevée, la catastrophe ne seroit pas venue si-tôt. Mais aujourd'hui que l'affaire est entamée, la chute de la Grande-Bretagne ne peut pas manquer d'en résulter.

Permettez-moi de vous ramener aussi à la carte du Globe : comparez l'étendue de la Grande Bretagne avec celle de l'Amérique septentrionale ; considérez le sol, les ports, les rivières, le climat & la population toujours croissante de cette partie du Nouveau-Monde ; & vous ne pourrez, sans la prévention la plus aveugle & la plus opiniâtre, vous persuader sérieusement qu'une si vaste contrée reste long-temps soumise à la Grande-Bretagne.

Il ne s'agissoit donc pas de vouloir réaliser un vain & illusoire projet de domination, mais de faire en sorte que les Américains trouvassent leur intérêt à être toujours nos fideles alliés & nos meilleurs amis. Certes, c'est ce que nous n'opérerons jamais par nos escadres &

nos armées. Au lieu de méditer la conquête de l'Amérique, & de nous épuiser en efforts infructueux, nous devrions bien plutôt la laisser se conduire elle-même, renoncer à tout système coercitif sur nos Colonies, & travailler à conserver les seuls bénéfices réels que nous pouvons en attendre, c'est-à-dire, les avantages d'un commerce très-étendu, ainsi que le solide appui d'une alliance permanente, & d'un traité de défense & d'assistance respectives.

Je suis fâché que Milord Mansfield ne m'ait pas compris dans une précédente séance lorsque j'ai traité cette matière. Il a supposé que je desirois que nous nous séparassions de l'Amérique, uniquement pour la convaincre de sa foiblesse & de l'impossibilité où elle est de subsister sans nous, & cela dans l'espérance qu'elle retourneroit à son premier état de subordination. Voilà, je n'en doute point, le sens dans lequel ce Lord m'a entendu; mais je le supplie de me rendre la justice de croire que je n'ai jamais imaginé pareille chose. Je regarde comme impraticable une pareille union de la Grande-Bretagne & des Colonies Britanniques: je crois que dans l'événement ce seroit une vraie séparation, quoiqu'il pût être de l'intérêt mutuel des deux pays d'être unis par tous les liens possibles de correspondance amicale, c'est-à-dire en tout, excepté le Gouvernement.

Le Lord Effingham.

Je ne me déciderois pas, Milords, à parler sur une affaire qui a été déjà très-amplement discutée, si je ne l'envisageois sous de nouveaux points de vue qui me paroissent mériter toute votre attention. Je veux vous faire considérer, du côté de l'Amérique, les forces qu'elle est en état de nous opposer, & ses ressources pour les entretenir; & du nôtre les succès que nous pouvons espérer, ainsi que les moyens par lesquels nous résisterions aux entreprises de nos ennemis naturels.

Parlons d'abord du nombre de troupes que l'Amé-

5 Mars. rique peut mettre en campagne , & de ses facultés pour les payer. C'est un article des plus intéressans ; car ceux qui prétendent que la guerre est injuste , y trouveront encore une sorte de preuve qu'elle est impraticable ; & ceux au contraire qui la croient fondée sur la justice , ne pourront se dissimuler qu'il eût mieux valu ne la pas entreprendre.

Par les arrêtés du Congrès du Continent , pour obliger chaque Province à fournir un certain nombre d'hommes & une certaine somme d'argent , il a été ordonné de faire un dénombrement des habitans , sur lequel on pût régler les contingens d'hommes & d'argent. Les états dressés en conséquence ont été , comme on peut bien le penser , fort au dessous du nombre réel ; cependant on a trouvé trois millions cinq cents mille âmes , ce qui fait une population presque de moitié plus considérable que ne l'avoient donné jusques là les calculs d'appréciation.

Pour payer ces hommes , le Congrès a fait répandre des sommes considérables en papier monnoye , qui a cours dans les Provinces respectives ; & on reçoit ce papier en paiement de droits & d'impôts. Par ce moyen , quoique le Congrès n'ait que du papier , il paye tout sans contracter de dettes : les subsides se lèvent dans le courant même de l'année , chacun y contribuant pour sa part ; & tout l'état ne formant qu'un seul corps , reste libre de toute dette ou charge quelconque.

Quant au second point , il est clair que les auxiliaires compris & en supposant nos troupes complètes (& elles ne le sont pas) il est clair , dis-je , que toutes les forces de la Grande-Bretagne en Amérique n'iront guerre au-delà de quarante mille hommes effectifs. Or , je demande si quarante mille hommes pourront faire en une campagne ou dans aucun tems donné , la conquête entière de trois millions & demi d'habitans , tous jaloux de leur liberté & fermement résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité ? Si tel est donc l'état des choses , avouez , Milords , que tous les raisonnemens appuyés sur la nécessité

de faire diligence & de mettre promptement fin à la guerre civile actuelle tombent d'eux-mêmes. Je le repete, notre armée sera insuffisante, & telles forces que vous puissiez envoyer, vous ne réussirez pas davantage.

Le point relatif à l'état de défense où nous restons, n'est pas moins intéressant. Peut-on imaginer que les troupes réglées que nous gardons ici composent avec la milice, des forces suffisantes pour assurer notre tranquillité? Celle de l'Irlande est-elle assez établie avec six mille hommes? On a toujours cru qu'il lui falloit au moins douze mille hommes, même en pleine paix, pour y maintenir la sûreté publique. Je demande au Lord Townshend (*) si dans le cas même où l'on n'auroit rien à craindre d'un ennemi étranger, ce qui restera de troupes en Irlande après l'embarquement, suffiroit pour appaiser seulement les réditions & les troubles domestiques? Que seroit-ce donc si un corps de François & Espagnols faisoit une descente dans ce Royaume? Je suis convaincu que dix mille hommes pourroient traverser l'Irlande d'un bout à l'autre sans être arrêtés par aucun obstacle ni par aucune autre barrière naturelle ou artificielle que la rivière de Shannon. Il est donc bien démontré que les opérations actuelles, sous quelque face qu'on les considère, ne peuvent produire que ruine & calamités, qu'elles sont illusoires & chimériques, & enfin qu'elles ne proviennent que de l'obstination aveugle de nos Administrateurs & peut-être de quelque chose de pis.

5 Mars.

* Ce Lord a été Vice-Roi d'Irlande.

Le Lord Talbot.

Milord Effingham a certainement saisi un des principaux traits du caractère des Américains. Il vient de nous dire qu'au milieu de l'effervescence de leur zèle pour la liberté & l'indépendance, ils n'ont pas pu dompter leur penchant naturel à la dissimulation & à la perfidie. Pour se soustraire à l'ordre du Congrès de fournir leur contingent en hommes & en argent, ils n'ont pas accusé le vrai nombre d'habitans

5. Mars. de chaque Colonie. Quoique je ne sois par du même sentiment que Milord Effingham, quant à la conséquence qu'il en a tirée, je ne saurois douter un instant du fait, d'autant plus qu'il est rapporté par un Lord dont cela n'affoiblit point la vénération pour les Américains, & qui a la plus haute opinion de leurs vertus privées & publiques.

Mais puisqu'on avance sérieusement que les Américains ne peuvent se laisser astreindre par aucuns liens, pas même par ceux de leurs engagements les plus sacrés & les plus chers dans la cause qu'ils regardent comme essentielle à leur existence en qualité de peuple libre, c'est bien-là, ce me semble, une raison sans réplique pour n'ajouter foi à aucune de leurs protestations de loyauté & de fidélité. Ils ont tous une répugnance invincible pour l'ordre social & pour le bon gouvernement; & je me persuade de plus en plus que c'est un peuple qu'on ne pourra jamais ramener que par la force, à la subordination & à une *soumission absolue* envers la Grande-Bretagne. Les Américains auront beau donner & même tenir les promesses qui pourront leur être suggérées par leur besoin actuel ou par leurs vues d'indépendance pour l'avenir, soyez surs, Milords, qu'ils n'abandonneront jamais leur objet favori tant qu'ils ne seront pas pleinement convaincus de l'impossibilité d'y atteindre. Aucune indulgence de notre part, aucune voyes de douceur, ni toute la patience possible ne produiront d'autre effet que de nourrir leur insolence & de les encourager à étendre journellement leurs prétentions. Ils se sont montrés obstinés & indomptables depuis qu'ils existent, oui, depuis le premier moment de leur établissement dans cette partie du monde. Ils ont commencé à manifester ces dispositions dès le regne de Charles I. Alors ils nous disputoient le droit de pêcher sur leurs côtes dans des tems où l'union la plus intime & la plus parfaite harmonie regnoient entr'eux & nous.

Mais avons nous admis leurs prétentions & avons nous abandonné ce privilège de pêcherie attaché inseparablement à notre souveraineté? Non: dans ce

tems-là, comme aujourd'hui, leurs prétentions ont été jugées présomptueuses & ridicules. En effet, le principe de *suprématie absolue & illimitée* étoit si complètement établi sous le règne de Charles II, que ce qui, selon le sentiment de certaines personnes, fonde de notre côté un droit de taxation partielle sur la Province de Pensylvanie, avoit été accordé dans le tems comme une faveur à M. Penn qui se trouvoit alors dans une très-étroite relation d'intérêts personnels avec le Souverain. Penn, homme d'esprit & fort instruit, savoit que le pouvoir de taxer existoit dans le Souverain. En conséquence, il a voulu que ce droit appartînt au Parlement, dans la crainte que lui ou quelqu'un de ses successeurs n'eût à souffrir un jour de quelques taxes qu'un autre Souverain pourroit établir arbitrairement. Ce droit a été donné au Parlement alors de la révolution. J'avoue que ce n'étoit pas un vrai Parlement, & que ce fut la *Convention* qui jetta les fondemens des privilèges dont la Nation jouit aujourd'hui. Mais depuis ce tems-là ce droit est resté manifestement au Parlement dans les trois branches de la législation qui le composent; de sorte que soit qu'on regarde le droit de taxer comme étant dérivé du Souverain, & y ayant passé au Parlement de la manière que je viens de le montrer, soit qu'on l'envisage comme inhérent à la législation & comme faisant une partie de son essence, l'effet en sera toujours le même; car tout se réduit à ceci: que le pouvoir suprême doit conserver sa souveraineté sur les divers membres qui lui sont subordonnés, & que par conséquent parmi les autres facultés qu'il possède, il est autorisé constitutionnellement à exercer le droit de taxer toutes les fois que l'intérêt commun ou les besoins de l'Etat l'exigent; d'où je conclus qu'il faut contraindre les Colonies à une *soumission absolue & illimitée*.

Quant aux mesures coercitives, j'ai tout lieu de croire que le Lord (a) Chatham lui-même, quoi-

(a) Sous la date du 9 Mars, on verra une lettre attribuée à milord Chatham qui justifieroit cette opinion du lord Talbot, si elle n'avoit pas été hautement désavouée.

64 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars. qu'anciennement un des zèles partisans des voyes de douceur , seroit aujourd'hui d'un avis contraire & qu'il approuveroit la conduite du Gouvernement.

Le Lord Temple.

Nous avons , Milords , beaucoup d'obligation au Lord Talbot pour les excellentes vues qu'il vient de montrer sur l'objet des débats de ce jour. Pour moi , j'avoue que je ne sais quelle conduite tenir dans les circonstances présentes. Je desirerois pouvoir expliquer ma façon de penser à la Chambre , sans déguisement , mais j'y vois une foule d'obstacles insurmontables. Si je dis tout ce que je pense , il pourra en résulter des inconvéniens que j'ai fort à cœur d'éviter , & d'un autre côté si je donne un avis vague sur divers points qui occupent aujourd'hui la Chambre , je crains qu'il ne soit mal interprété. Ma position est délicate , mais tout bien considéré , il vaut mieux ne pas développer mes sentimens dans toute leur étendue , parce que je ne doute point que tout ce qui se passe ici ne parvienne sous peu de tems à la connoissance des Américains. Si j'osois déclarer mon opinion librement , il est certain que je vois beaucoup de choses à désapprouver dans la conduite des Ministres ; & par conséquent je serois fâché que tel avis que je pourrois donner aujourd'hui fût regardé comme une approbation de leurs opérations. Cependant , dans la présente crise , où il s'agit de nos plus chers intérêts , je me croirois très-répréhensible si je ne faisois pas connoître au moins mes raisons générales pour voter contre la proposition de Milord Duc de Richmond qui est actuellement sur le tapis.

Je n'ai jamais révoqué en doute l'autorité législative & suprême de la Grande - Bretagne sur l'Amérique , dans tous les cas qui concernent essentiellement les intérêts & le gouvernement de tout l'Empire. Je n'ai pourtant eu aucune part à la confection de l'acte du timbre , quoiqu'il ait eu pour premier appui & presque pour Auteur un de mes proches parens (*) dont la mémoire me sera toujours chere. Je n'ai eu aucune

* M. Grenville son frère.

aucune liaison avec l'administration suivante qui a révoqué cette loi ; & je ne me suis point mêlé de cette révocation , par la raison que je la regardois comme un abandon formel de notre souveraineté constitutionnelle sur l'Amérique. Je n'ai contribué en aucune manière à l'établissement des droits en 1767 , non plus qu'à la révocation d'une partie de ces mêmes droits en 1770 : événemens auxquels il faut rapporter la vraie cause des troubles actuels. Je n'ai point participé davantage aux mesures violentes qu'on a employées par la suite , ni à cette opération fatale , la plus pernicieuse de toutes , l'envoi du thé en Amérique. Mais de tout cela , ce que j'aurois encore le moins approuvé , c'est le plan que je vois suivre aujourd'hui pour la guerre. Peut être même si j'avois à dire tout-à-fait mon sentiment , déclarerois-je que je le regarde comme vicieux en tous points. Mais je reviens au principe que j'ai établi d'abord , c'est que si on ne maintient pas complètement & efficacement la souveraineté de la Grande-Bretagne dans toutes les opérations de gouvernement légales & équitables , l'Amérique nous échappera & la nation Angloise sera ruinée sans retour. La Grande-Bretagne est réellement aujourd'hui dans la situation la plus inquiétante. Tout nous annonce notre destruction. Nous sommes entre Scylla & Charybde. Si nous n'employons point toute notre sagacité à éviter les rochers & les bancs de sable qui nous environnent , je n'hésite pas à dire que notre naufrage sera inévitable. Oui , Milords , la crise est fort embarrassante.

Les personnages les plus distingués & les plus honnêtes sont partagés d'opinion ; soit par esprit de parti , soit par conviction. Sans doute les Ministres du Roi connoissent parfaitement leur propre situation aussi bien que celle du Public. C'est la première chose qui soit nécessaire pour bien agir. Nous sommes dans des circonstances qui demandent les plus mûres réflexions , & où il faut parler peu & faire beaucoup. Je fais bien ce que j'en pense , mais ce n'est pas le moment de le dire , parce qu'au premier vent de l'Est les Améri-

66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cains en seroient informés; je garderai donc le silence.

5 Mars. Je souhaite sincèrement que les Membres de l'administration se consultent bien entr'eux, & qu'ils prennent les avis de tout ce qui compose leur parti; mais ces avis ne doivent point être déclarés dans cette Chambre. En un mot, il faut laisser décider ceux qui sont dans l'administration sur ce qu'il convient de faire. Ils ont les informations nécessaires pour former un plan, & pour choisir les meilleurs moyens de le mettre à exécution. Ils sont instruits de tous les détails: ils ont des connoissances que nous n'avons point; & c'est à eux de prévoir l'avenir. Au surplus, je suis & je serai toujours porté pour les mesures coercitives jusqu'à ce que l'Amérique reconnoisse le pouvoir législatif de la Métropole. Lorsqu'il s'agira de discuter le point de l'utilité, je dirai librement mon sentiment; mais nous n'en sommes pas encore là. La dispute roule aujourd'hui sur une question d'autorité; à cet égard, je me déclare pour le maintien de la suprématie de la législation Britannique; & pour preuve de ma confiance dans l'administration, & de mon désir de l'appuyer dans les opérations nécessaires à la réussite de ses vues, j'opine pour la négative de la proposition de M. le Duc de Richmond.

Le Lord Townshend.

J'AVOUE, Milords, que je n'ai pas toujours été persuadé de la validité des droits de l'Angleterre; mais après avoir médité profondément sur cette matière, après avoir examiné les différentes chartres, étudié les rapports des deux pays l'un avec l'autre, suivi les Colonies depuis leur berceau, je me suis enfin convaincu que toutes les loix de la justice, tous les liens de la reconnaissance, & toutes les convenances politiques, imposent aux Colonies l'obligation de contribuer au soutien commun, & par conséquent que les Américains ont été les agresseurs.

Mais, Milords, quand le droit que je reconnois dans la Grande-Bretagne, de gouverner toutes les parties des domaines de la Couronne, pourroit devenir la

matiere d'un doute ; quand les Chartres des Colonies seroient obligatoires & valides jusqu'au point où on le prétend ; tel est aujourd'hui l'état des choses, qu'il n'y a plus nul fruit à tirer , pour le bien général , d'aucunes recherches dans les causes de la guerre. La voix de la justice est étouffée par le bruit des armes. Le Lord Temple est fondé à soutenir que ce n'est plus qu'une dispute d'autorité. Le sort est jetté, & le seul point qui reste à examiner , c'est celui des moyens les plus propres de continuer la guerre avec efficacité, & de la terminer promptement pour forcer les Colonies à cette *soumission absolue* dont le Lord Talbot a si bien établi la nécessité.

5 Mars

Je n'imagine aucun plan d'opérations préférable à celui que le Conseil du Roi a choisi. Il falloit trouver en ce moment même des renforts de soldats accoutumés aux exercices militaires , & en état de servir sur le champ. C'est un moyen infailible de terminer la guerre dans le cours d'une campagne. Il en résultera donc deux avantages ; les calamités de la guerre cesseront , & on épargnera des dépenses considérables.

Le Lord Effingham en a appelé à moi de ce qu'il a avancé de l'état & de la disposition actuelle de l'Irlande. Tout ce que je puis lui répondre , c'est que s'il s'élevoit quelques troubles dans ce Royaume , il faudroit y mettre ordre : mais je ne vois rien de ce côté-là qui puisse donner la moindre inquiétude.

Ce Lord paroît aussi appréhender une invasion de la part des François ou des Espagnols ; ses craintes à cet égard , sont aussi peu fondées que sur l'autre objet. La France n'a point oublié le sort de l'armement qu'elle avoit envoyé en Irlande sous les ordres de Thurot , & il y a lieu de croire que de long-tems elle ne tentera de semblables entreprises. Mais si les craintes du Lord Effingham étoient raisonnables, ce seroit un motif de plus pour pousser la guerre avec activité, & pour nous engager à la terminer par les opérations les plus vigoureuses & les plus décisives. En effet , si on la laisse traîner en longueur , s'il faut qu'elle dure

5 Mars.

encore plus d'une campagne ; c'est alors qu'on aura lieu de craindre l'intervention de quelque puissance étrangère qui voudroit profiter de nos dissensions.

Milord duc de Richmond prétend qu'on a voulu forcer l'Irlande à recevoir des étrangers & qu'on lui a ôté son établissement militaire. Ce dernier reproche ne peut pas tomber sur les Ministres de la Grande-Bretagne. C'est un acte du Parlement d'Irlande même ; & si le Roi n'étoit pas lié par sa promesse royale , rien ne pourroit l'empêcher d'envoyer la totalité ou une partie des forces militaires qui sont dans ce Royaume , en tel lieu de l'empire que Sa Majesté jugeroit à propos & où le besoin des affaires le requerroit.

Quand aux étrangers, la situation même de l'Irlande, suivant le tableau qu'en fait Milord Duc de Richmond , seroit un motif suffisant pour engager Sa Majesté à faire passer un corps d'auxiliaires pour défendre ce Royaume sans prendre l'avis du Parlement qui y est établi. Je ne crois pas que Milord Duc dispute au Roi le droit de pouvoir , même sans ce consentement , si le cas l'exigeoit , faire arriver des troupes étrangères dans toute partie quelconque des domaines Britanniques pour les défendre & les protéger. Je me permettrai encore un mot pour observer à Milord Duc de Richmond , que si l'Officier Anglois , chargé du commandement en chef en Amérique , venoit à manquer , ce seroit l'Officier Anglois le plus élevé en grade qui lui succéderoit. Chacun peut se rappeler que la même chose arriva pendant la dernière guerre en Amérique. Le commandement en chef fut donné d'abord à un Lord , Membre de cette Chambre ; (le Lord Loudon) après ce Lord il passa au général Abercromby , & quoique le Colonel Stanwix fût ensuite l'Officier le plus élevé en grade , cependant , comme étranger , il céda le pas au Chevalier Jeffery Amherst.

Le Lord Suffolk.

Il me paroît , Milords , que M. le Duc de Richmond n'a pas établi une seule objection solide contre

les nouveaux Traités , & qu'il n'a pas montré un seul point en quoi nos anciens Traités aient différé de ceux dont il est question aujourd'hui. Il s'est jetté dans beaucoup de détails qui, selon moi, n'appartiennent pas au sujet, & qui encore ne prouveroient presque rien par rapport à l'avantage ou au désavantage des conditions auxquelles les troupes nous ont été procurées. La teneur des Traités est la même qui a été usitée dans d'autres occasions. Il est vrai que dans les Traités actuels on a inséré quelques phrases d'alliance bien pompeuses & bien sonores; mais j'avouerai tout ingénument à Milord Duc de Richmond qu'elles ne sont exactement que cela. J'irai même jusqu'à convenir que le véritable motif de ces Traités n'est pas tant de former des alliances que d'emprunter un corps de troupes que la rébellion d'Amérique a rendu nécessaires, & je lui répondrai en général, par rapport à la comparaison de la dépense, que si la guerre est terminée dans une année, le marché sera très-avantageux, parce que nous ne payerons qu'une année de double subside, ce qui est égal à deux années d'un simple subside. Si la guerre continue deux ans, nous ne gagnerons ni ne perdrons au marché, parce que deux années de double subside seront égales à quatre années de simple subside, terme ordinairement stipulé dans les anciens Traités. Il est vrai que la guerre pourroit durer plus long-tems, & pour ce cas-là je passe condamnation & je reconnois que nous aurions payé cher.

Mais, Milords, quand même les conditions seroient réellement aussi désavantageuses que M. le Duc de Richmond a cherché à les représenter, s'il est vrai que nous ayons besoin de troupes, n'avons-nous pas été forcés d'adhérer à ces conditions? Voici donc le point de la question, avons nous besoin de troupes? J'affirme qu'oui, & dans cette persuasion, je me félicite de ce que nous avons pu nous les procurer aussi aisément & à un aussi bon compte; car lorsque je réfléchis sur la brièveté du tems, & sur le désagrément du service pour des troupes qu'on transporte si loin de leurs foyers & qui ont à traverser tout l'Océan Atlantique,

70 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

je suis toujours étonné que nous ayons pu les obtenir à
5 Mars. aussi bon compte.

Milord Duc de Richemond paroît oublier aussi que même en partant de ses principes, les étrangers sont beaucoup plus propres à une pareille guerre que les Anglois, car si la guerre est juste, ce dont je ne doute point, s'il est nécessaire d'employer des troupes, & s'il est plus facile de se procurer des étrangers que des Anglois, l'opération a donc été suggérée par la nécessité, & c'est donc à tort qu'on la condamne.

Milord Duc de Richemond observe, relativement à un article du Traité avec le Landgrave de Hesse, que les troupes étrangères étant commandées par un Officier Allemand d'un grade supérieur à celui de notre Commandant en chef, le commandement général de toute l'armée sera naturellement dévolu à l'étranger. Je ne prétends point parler d'après mes propres notions : j'en appelle à tous les Lords de cette Chambre versés dans les matières militaires ; & je demande si la commission donnée à un Commandant en chef ne prend pas le rang sur toute autre commission, & si un jeune Major-général agissant avec le caractère de chef, n'a pas, en vertu de son titre, un commandement suprême & absolu surtout Officier au même service, quelque puisse être son grade dans l'armée.

M. le Duc de Richemond nous attaque sur ce que le rebelle Ethan-Allen a été amené ici chargé de Fers, & il prétend que nous avons craint de lui faire son procès de peur qu'il ne fût absous par un Juré Anglois, ou que nous ne fussions pas en état de le convaincre légalement. Milord Duc est dans l'erreur. Nous n'avons point douté que nous ne puissions convaincre légalement Ethan-Allen, nous n'avons pas craint davantage qu'il fût absous par un Juré Anglois. Il y a plus, ce n'est aucun mouvement de compassion qui nous a portés à laisser la vie à un homme qui selon les loix du pays méritoit la mort. Je dirai donc à M. le Duc de Richemond les vrais motifs que l'administration a eus en vue en le renvoyant en Amérique : c'est que nous avons observé que les Rebelles venoient de faire un

grand nombre de prisonniers; & nous avons cru devoir éviter d'instruire ce procès par des considérations de prudence & par crainte de représailles. 5 Mars.

Milord Duc a dit que la dépense des troupes étrangères avoit été augmentée, parce que le nombre de leurs Officiers étoit double. Je ne dirai rien de précis relativement à la nécessité de cet arrangement, mais je ne doute point qu'il ne convienne à l'usage du service Hessois, & comme tel, il ne comporte autre chose que ce qui a été conclu par les anciens Traités.

Enfin, nous sommes engagés dans une guerre qu'il n'est pas possible de continuer sans un nombre considérable de troupes. Les Administrateurs ont mieux aimé recourir à l'étranger que de faire tort aux Manufactures en leur enlevant des hommes précieux aux différentes branches des arts utiles qui enrichissent une Nation commerçante.

Le Duc de Grafton.

M. le Duc de Richmond a exposé la situation des affaires d'une manière si judicieuse & si exacte, qu'il ne me reste que peu de choses à dire sur le même sujet. Je ne puis point cependant m'empêcher de faire connoître mes sentimens sur sa proposition.

Depuis le commencement de ces malheureux troubles j'ai mis la plus grande attention à m'instruire des vraies causes & de la nature de la querelle, & à examiner les prétentions respectives des deux parties. J'ai tâché de me procurer tous les éclaircissemens possibles à ce sujet, & de mettre en état de juger l'affaire sans aucune espèce de prévention & de partialité. Ce travail & ces recherches ont enfin fixé mon opinion. J'ai vu clairement qu'au lieu de protéger les Américains dans la jouissance de leurs droits & de leurs propriétés, on ne leur laissoit plus rien qu'ils pussent dire être à eux, parce qu'il n'y a point de ligne tirée, ni de bornes posées pour limiter l'étendue de nos prétentions. On ne peut pas dire que la suprématie existera pour tel objet, & que l'exercice en sera restreint pour tel autre, parce que du moment où vous

5 Mars.

mettez des limites au droit de taxation, vous anéantirez le principe sur lequel ce droit est fondé ; & la question restera aussi indécise qu'auparavant.

Pour examiner les choses sous un autre point de vue, admettons avec le Lord Talbot une suprématie indéfinie, comme faisant l'essence du Gouvernement. Les mêmes difficultés subsisteront toujours, excepté seulement qu'elles proviendront de causes différentes. Ce n'est pas assez qu'on soit convaincu de la nécessité & de la convenance des moyens de rigueur, il faut qu'il y ait possibilité à la chose. Il m'a paru qu'on devoit des ménagemens à des peuples qui sont en possession de certains droits depuis plus d'un siècle, & que leur enlever ces droits sans causes & même sans prétextes, étoit un acte cruel & contraire à la politique. J'ai été révolté d'une entreprise impraticable qui alloit nous flétrir & nous rendre méprisables aux yeux de tous les gens sensés & honnêtes.

Mais allons plus loin, & supposons que ce plan soit aussi convenable, aussi praticable qu'on le prétend juste dans son principe, ne devons-nous pas examiner nos moyens & nos ressources, & comparer les inconvéniens avec les avantages ? Je suis passablement instruit de la situation des (a) Finances de la Grande-Bretagne ; & certainement l'esprit le plus inventif ne pourroit imaginer aucune taxe capable d'augmenter la recette de l'Echiquier. Il est impossible de créer un impôt qui n'en croîse quelqu'autre déjà existant. La Nation est chargée de tout le poids qu'elle peut supporter. Qu'allez-vous donc faire, Mylords ? Vous engager dans une guerre dont le succès est plus que problématique. Car, pour la continuer, il faudra de nouvelles taxes, & comme vous n'avez point de sûretés à donner, vous serez obligés d'engager les anciens fonds nonobstant la foi publique & contre le droit des créanciers de l'Etat, ou bien vous contracterez de nouvelles (b) dettes qui, pour peu que la guerre

(a) Le Duc de Grafton a été premier Lord de la Trésorerie avant Milord North.

(b) M. le Duc de Grafton a en vue les prodigieuses avances

continue, anéantiront le crédit national & consommeront la ruine du Royaume.

5 Mars.

Cette considération en amène une autre de la plus grande importance, c'est l'extrême indifférence pour les intérêts de la Nation que montrent ceux-même sur qui ils roulent.

La corruption de mœurs la plus allarmante, & une passion effrénée pour les plaisirs & pour la dissipation, se sont emparées de toutes les classes de citoyens. On prend les Ministres sans choix & sans examen, le Parlement a abandonné ou vendu son droit de censure, & nos intérêts les plus précieux sont répartis au hasard entre des mains qui ne sont nullement propres à l'emploi difficile & délicat de tenir les rênes du Gouvernement.

Qu'elles feront, Milords, les conséquences de notre conduite? Les peuples surchargés de taxes ne pourront plus les payer: le crédit public détruit, on n'aura plus que la perspective d'une banqueroute générale: la misère & le désespoir n'offriront plus dans toute l'étendue de ce Royaume que des objets d'horreur ou de compassion; les peuples succombant sous le poids de tant de calamités, n'attendant plus aucune ressource des moyens que les loix & la constitution devoient leur offrir, ils en chercheront dans ceux que Dieu & la nature indiquent aux opprimés. Les Anglois, n'en doutez point, secoueront le joug d'un Parlement qui les a trahis, de qui leurs prières n'ont pu se faire entendre & qui s'est aveuglé volontairement sur leurs intérêts.

Peut-être, répondra-t-on que le plan actuel est le vœu du peuple, qu'il a eu le suffrage d'une pluralité considérable de la Nation, qui, dans diverses circonstances & par différens moyens, en a témoigné sa satisfaction de la manière la moins équivoque & la plus solennelle. Je nie le fait, & quand même j'admettrois les preuves, elles ne détruiraient aucune

que la banque fait au Gouvernement par le moyen de son papier & que M. Wilkes a dit se monter à huit millions sterl.

5 Mars.

de mes assertions. Je dirai que les peuples ont été trompés, ou qu'ils se sont endormis dans une fausse sécurité. Chacun sait apprécier les différens moyens employés par les gens en place pour obtenir cette sanction & cette approbation publiques. On ne me persuadera jamais que des adresses ou requêtes promues de la sorte contiennent les sentimens réels de ceux de qui elles émanent. Dans aucun tems, depuis l'établissement de la Monarchie, ce signe de l'opinion publique ne s'est manifesté avec plus d'éclat que pendant la plus grande partie du regne de Jacques II. Toutes les Provinces, toutes les corporations de son Royaume lui envoyoient des adresses, des félicitations, des promesses de le soutenir au péril de leur vie & de leur fortune. Mais ce Monarque trompé, à dû s'apercevoir que tout cela n'étoit que l'ouvrage de ses Ministres & de l'adulation des gens de sa Cour.

En général, Milord, toutes les opérations des Ministres, sous quelque aspect que je les considère, ne m'offrent que désastre & ruine, & mes yeux ne peuvent s'y accoutumer. Tels ont été mes sentimens depuis le commencement; & j'ai toujours agi en conséquence. Je n'ai cessé de prier, de presser, de conjurer que l'on abandonnât un plan aussi faux & aussi mal combiné.

Je vous supplie pour la dernière fois de délibérer de nouveau sur un objet aussi important. L'arrêt n'est point encore irrévocablement prononcé; l'épée est tirée, mais on peut la remettre dans le fourreau. La motion du Duc de Richmond ouvre une porte à la reconciliation & à la paix. Je crains bien qu'une si heureuse occasion ne se présente plus. Mon avis a été & est encore qu'il faut s'arranger. Quelque chose que puisse dire le Lord Temple pour appuyer l'avis contraire, je soutiens qu'il n'est pas trop tard & que nous pouvons encore détourner toutes les calamités qui menacent la Nation, si chacun veut y concourir avec zèle & en mettant de côté tous les intérêts de parti.

Quant aux Traités avec les Princes étrangers, cette matiere a été suffisamment discutée par M. le

Duc de Richemond. Je me bornerai seulement à témoigner ma surprise de la manière dont s'est exprimé, relativement à ces détails, le Secrétaire d'Etat (le Lord Suffolk) qui a dû être chargé de leur négociation. 5 Mars.

Ce Ministre nous a dit qu'il ignoroit si ce devoit être le Général des troupes Britanniques ou celui des mercenaires étrangers, qui auroit le commandement en chef. A-t-il donc pris sur lui d'entamer ce Traité sans avoir aucune des connoissances ministérielles nécessaires pour le négocier & le conclure ? Quoi, il a rendu le Traité obligatoire pour la Nation, & il vient déclarer à la Chambre qu'il ignore s'il a bien ou mal fait ? Il vient demander des instructions à ceux d'entre vous qui connoissent les affaires militaires, & savoir si la totalité des Domaines Britanniques en Amérique, sera ou ne sera pas sous les ordres absolus d'un mercenaire étranger à la tête de douze mille stipendiés ?

Quand ce Ministre nous diroit que le commandement suprême sera entre les mains du Général Anglois, quoique moins ancien, me répondra-t-il que les choses ont été entendues de cette manière par le Landgrave de Hesse, ou que son Général en est instruit ? Peut-on savoir de Milord Suffolk si, en cas de mort ou d'autre accident, on a fait les arrangements nécessaires pour que la place vacante passe à une suite d'autres Officiers désignés, pour être appelés éventuellement au commandement par des commissions expédiées à cet effet ; enfin si le Prince & son Général sont instruits de cet arrangement éventuel & s'ils y ont acquiescé ?

Je ne veux point terminer ce discours sans parler d'un événement auquel j'ai contribué, mais par l'effet d'une surprise bien étrange & bien odieuse. Je veux parler de mon suffrage pour le bill de la Charte de la baye de Massachusset. Pour m'engager à donner ce suffrage, on m'avoit assuré que le changement de cette Charte se faisoit à la demande expresse des Marchands & d'une pluralité considérable des habitans les plus riches & les plus distingués de cette Province. J'ai

5 Mars.

découvert depuis que j'avois été trompé , & que cette assertion étoit directement opposée à la vérité des faits. Il est vrai que dès le commencement de cette malheureuse affaire de l'Amérique , les Ministres ont eu pour méthode constante de donner de fausses informations , ou d'agir sans en avoir aucune.

Tout ce que je puis dire , c'est que cette loi n'auroit jamais eu mon suffrage , si je n'avois été induit en erreur par un faux exposé , & quoique j'aie donné dans le piège , rien ne m'empêche aujourd'hui de déclarer que la loi qui change la Charte de la Baye de Massachusset étoit à tous égards oppressive & contraire à la saine politique ainsi qu'à la constitution. Si à cela on joint la prétention de taxer , il est clair qu'en même tems que l'une de ces loix ne laisse aux sujets aucune propriété , l'autre les dépouille de tous les droits Naturels & politiques , & que ces deux loix sont également destructives de nos privileges inaliénables & des droits naturels à tous les hommes , qui ne peuvent leur être enlevés que par la fraude , la violence , & l'injustice.

Le Lord Suffolk.

Il faut , Milords , que M. le Duc de Graffton m'aie très-mal compris , car , je ne saurois supposer qu'il ait eu le dessein de dénaturer exprès le sens de mes paroles. Je n'ai pas fait voir le moindre doute sur le passage du commandement en chef à un Général Anglois moins ancien que le Général Hessois. J'ai assuré positivement & sans restriction , que l'Anglois passeroit toujours avant l'étranger ; & je me suis simplement référé au sentiment des Lords qui sont versés dans les affaires militaires.

Loin de vouloir donner à entendre que l'administration eût négligé de prendre les précautions nécessaires pour prévenir les contestations qui pourroient s'élever entre les Officiers Anglois & Allemands , j'ai dit que le Ministère avoit travaillé avec sagesse à prévenir cet inconvénient comme tous les autres , & que le seul intérêt qui nous animoit étoit l'amour du bien public & un attachement sincère & sacré pour les droits constitutionnels de la Grande-Bretagne.

Le Duc de Cumberland.

5 Mars.

C'EST avec le plus amer déplaisir que je me vois forcé de prendre la parole ; & il n'y a que mes obligations envers la Couronne. & la sincérité de mon attachement pour les intérêts de mon pays qui soient capables de m'y décider. Mais comment puis-je voir un corps de Brunswickois employés à un service que j'ai en horreur , & destinés à aider des Anglois , ces anciens amis & ces zélés deffenseurs de la liberté , dans le projet de détruire & de renverser les droits constitutionnels de l'Amérique ? Je me flatte qu'on ne me reprochera point de manquer ici de respect envers mon Souverain , ou d'oublier l'attachement que je dois à un frère. Je proteste solennellement contre toutes interprétations de cette nature , puisque je ne suis déterminé par aucun autre motif que mon respect & mon dévouement pour ma patrie & pour mon Roi , obligations que je m'efforcerai toujours de remplir avec autant de zèle que de fidélité.

Le Duc de Chandos.

M. le Duc de Richmond a reproché à ceux qui soutiennent le plan actuel d'opérations contre l'Amérique , de favoriser des vues tendantes à détruire les libertés de leur patrie. Je puis assurer ce Lord que si j'avois pu appréhender un effet pareil , des opérations dont il parle , ni lui même , ni aucun autre Lord n'auroit été plus éloigné que moi de leur donner le moindre appui. Je l'ai fait , parce que je suis pleinement convaincu que ce plan est nécessaire & constitutionnel , & j'ajouterai que je ne suis pas moins persuadé de la convenance du plan , que de l'intégrité & des talens de ceux qui l'ont conseillé.

M. le Duc de Richmond a fait les reproches les plus injustes à tout le corps de la Milice. En ma qualité de Lord , Lieutenant d'une grande & belle province , (*) * Le Comté de Southampton.
je me trouve moi même compris dans cette censure ,
& je crois que mon honneur y est essentiellement inté-

5 Mars. ressé. Je puis répondre pour le corps que j'ai l'honneur de commander, & j'ai lieu de croire qu'il en est de même de tous les autres. J'ose donc assurer qu'on n'admet à ce service, en qualité d'Officiers, que ceux qui ont les qualités requises à cet effet. Ce Lord s'est trompé, au moins pour ce qui est venu à ma connoissance, & j'ai lieu de le présumer pareillement dans l'erreur pour ce qui regarde les autres corps de milice au service de Sa Majesté.

Le Lord Sandwich.

Je me vois, Milords, dans la nécessité de vous demander quelques momens d'attention, pour répondre sur des points qui me concernent dans le cours des présens débats. On vous a dit que la ville de Norfolk dans la Virginie, a été brûlée & détruite, & on a mêlé au récit de cette affaire divers circonstances exagérées. Je vais avoir l'honneur de vous informer de la vérité: Un de nos vaisseaux de guerre étant dans une grande disette d'eau, s'est rendu à Norfolk, & en a demandé aux Habitans de cette Ville, qui, au lieu de faire à son égard ce que disent les sentimens d'humanité en pareil cas, ont tiré sur le parlementaire, & lui ont tué ou blessé deux ou trois hommes. Voilà ce qui a causé l'incendie de la Ville, que je ne crois cependant pas encore brûlée. Il est certain que, par le refus barbare des habitans, tout l'équipage auroit péri sans la ressource de la distillation de l'eau de mer. Ce n'est point le vaisseau de guerre qui a brûlé Norfolk (a); ce sont les habitans eux-mêmes; & j'ignore encore si cette Ville est réellement réduite en cendres. Les habitants de Norfolk ont mis le feu à la Ville; c'est-à-dire, le feu du vaisseau de guerre a commencé l'embranchement. & les habitans ont brûlé le reste.

M. le Duc de Richmond, Milords, vous a beaucoup

(a) On a vu ci-dessus, sous la date du 4 Mars, une lettre d'un Officier du Sloop l'Otter, dont tous les papiers publics ont opposé le témoignage à cette assertion du Lord Sandwich, & on lui a reproché qu'il ne parloit pas d'après des informations sûres.

parlé de nominations & de remplacements d'Officiers. Il m'a fait l'honneur de m'apostropher plusieurs fois ; 5 Mars.
je suis bien-aîsé de lui dire qu'il s'est trompé sur les faits comme dans ses conjectures. L'Amiral Greaves n'a été ni rappelé ni congédié , & on ne lui a pas fait le moindre reproche sur sa conduite en qualité d'Officier : au contraire, Sa Majesté, pour lui marquer la bonne opinion qu'elle avoit de ses services, vient de le faire Vice-Amiral. Quand à l'Amiral Shuldham, il est constant que cet Officier ne s'est jamais attendu à commander en chef; il a simplement succédé à l'Amiral Greaves, & comme il s'agissoit d'embrasser une croisière d'une bien plus grande étendue, il a fallu employer plus d'un Amiral. Au reste, j'ignore si l'intention de l'Amiral Shuldham n'est pas de conserver sa station en Amérique; mais je réponds toujours qu'il ne sera pas mécontent de la nomination du Lord Howe. Ce n'est pas que je n'aie une très-haute idée de son mérite & de sa capacité, mais c'est qu'il est faux qu'à son sujet on m'ait forcé la main dans le cabinet. Lorsque j'ai appris que ce Lord faisoit solliciter le commandement, je me suis estimé heureux de trouver une occasion de l'obliger, & je me suis empressé de concourir à sa nomination, connoissant toute son habileté.

M. le Duc de Richmond prétend que les Ministres du Roi qui soutiennent le plan adopté contre l'Amérique, le désapprouvent intérieurement, & en témoignent même leur mécontentement dans leurs sociétés. Je ne fais point quelles sont les personnes que Milord Duc fréquente, & qui lui communiquent si confidentiellement leurs opinions; mais j'ose vous assurer que j'ai de très-grandes & très-intimes relations avec tous les Ministres, & que je n'ai jamais entendu aucun d'eux condamner ce plan en la moindre chose.

Suivant M. le Duc de Richmond nous avons des vaisseaux, mais nous manquons de matelots pour les équiper, & ils ne le sont qu'à moitié. Il est encore dans l'erreur à cet égard; car, sur la quantité de bons matelots, nécessaire pour vingt vaisseaux de garde, & qui peut être de six mille, il ne nous en manque que

5 Mars.

cinq cents ; & bien loin que nos matelots aient de l'aversion pour le service Américain , c'est que le déficit , dont je viens de parler , provient précisément de leur empressement extrême pour ce même service qu'ils préférèrent à celui des ports.

Au surplus , quelques instants seulement suffiroient pour se procurer les cinq cents matelots qui peuvent manquer , & avec lesquels , ainsi qu'avec les matelots & les gens de terre ordinaires , les vingt vaisseaux de garde , qui sont autant de vaisseaux de ligne , se trouveroient en état d'appareiller en moins de huit jours. Dans le cas même d'une nécessité pressente ; nous ne serions pas embarrassés de trouver un nombre de Matelots plus que suffisant (a) d'un moment à l'autre.

Vous devez savoir aussi , Milords , que tous nos vaisseaux de ligne sont dans nos ports , à l'exception de trois seulement , & qu'on les y gardera pour la sûreté du Royaume. Je ne crois pas que la discrétion permette d'entrer dans de plus grandes explications sur l'objet de la Marine. Il vous suffira d'être assurés que de toute façon nous sommes prêts à faire face à tel événement ou besoin inattendu qui pourroit se présenter.

Quant aux troupes de terre , je fais qu'un régiment entier de cavalerie à présenté un mémoire au Roi pour demander à servir à pied dans cette guerre qu'on dit être si contraire à la nature ; & pour vous faire connaître en un seul mot mon avis sur les Traités , j'estime que comme ils étoient indispensables , on est heureux de les avoir conclus à des conditions aussi avantageuses , attendu la coutume où sont ceux qui prêtent leurs troupes , de tirer tout le profit possible de ces sortes de négociations.

On donnera incessamment la continuation.

(a) On a demandé dans les papiers publics à Milord Sandwich , pourquoi , si l'espèce des Matelots étoit si abondante , le Roi doubloit l'encouragement accordé à ceux qui s'embarquent volontairement ; & de quelle nécessité étoit la loi dont on s'occupoit dès-lors , pour permettre aux vaisseaux marchands de composer leurs équipages en plus grande partie de matelots étrangers ?

*Lettre d'un Banquier de Londres à M.***
à Anvers.*

De Londres le 4 Mai 1776.

ON a vu ici, Monsieur, le plan que vous avez bien voulu me communiquer. Il me paroît réunir tous les suffrages. L'Angleterre chargée de deux énormes fardeaux, la dette & ses possessions, met un trop grand poids dans la balance de l'Europe, pour que même les plus légers intérêts puissent être indifférens pour les autres Etats. On ne sauroit donc avoir un champ trop vaste & trop découvert pour contempler jusqu'aux plus petits mouvemens qui l'agitent. C'est une excellente idée de consacrer une collection à ce seul objet. Vous saisirez les événemens politiques dans leur cours rapide, avant que le tems en ait fait évaporer l'intérêt. Vous en donnerez une suite historique d'autant plus curieuse & intéressante qu'ils y seront placés sous leurs vraies dates. C'est une forme que je crois absolument neuve, au moins relativement à l'Angleterre & aux mémoires du tems. Je ne vois rien de plus convenable au but de l'Histoire; rien de plus agréable pour ceux qui veulent étudier l'enchaînement & le rapport des faits, & pénétrer dans l'avenir par des conjectures.

Vous allez débiter par une affaire bien importante, celle des troubles actuels de l'Amérique. Je conçois que vous désiriez de tracer d'abord un tableau des événemens successifs.

qui ont amené cette querelle ; mais que deviendra votre vœu d'impartialité ? vous ne pourrez guère former votre exposé sans embrasser une opinion , ou bien il faudra vous borner à une énumération sèche & ennuyeuse d'actes & de pétitions. Pourquoi d'ailleurs occuper infructueusement l'attention de vos lecteurs ? Tout ce que cette matière peut avoir encore d'intéressant a été discuté très-disertement , dans les débats parlementaires du mois de Mars , qui doivent être les premières pièces de votre dossier. Contentez-vous d'annoncer que les premiers traités subsidiaires offensifs & défensifs , que l'Angleterre ait conclus publiquement , depuis celui dont elle doit encore des arrérages au Roi de Prusse , apportent un changement notable à son système politique ; & que vous choisissiez cette époque pour la base des monumens historiques que vous allez élever. C'est en effet un très-grand événement pour l'Europe. Dès qu'il s'agit de conquérir des sujets , ou bien on les anéantit , ou l'on en fait d'implacables ennemis. Or , si l'Amérique est anéantie , que deviendra l'Angleterre ? Que cette alternative est effrayante ! & combien elle fait d'impression quand on songe que sur ce fatal arrêt se sont réunies les opinions , d'ailleurs très-oppoées , des deux spéculateurs Anglois les plus profonds & les plus instruits ! M. Tucker a démontré les convenances d'une séparation volontaire & amicale ; le Docteur Price a fait voir les plus affreux dangers dans le succès des armes.

Votre projet sera donc assez senti par le moyen d'un simple apperçu des conséquences de ce nouveau système, sans que vous soyez obligé de faire remonter votre lecteur par un sentier tortueux & pénible jusqu'aux sources de la querelle. Vous avez même d'autant plus de droit de vous en dispenser, que les deux Chambres du Parlement ont aussi abandonné la discussion des causes de cette guerre, & qu'on n'y agite plus que la convenance du maintien de la suprématie, & le choix des moyens qu'on pourroit y appliquer.

Je vous ai dit naïvement, Monsieur, les avis que j'ai recueillis sur votre ouvrage. Quant au service que vous me demandez, de vous aider à l'enrichir, je ne puis pas vous promettre des secours bien suivis; mais comptez sur mon zèle & sur le plaisir que je trouverois à contribuer au succès d'une entreprise si utile. Lorsque mes affaires me le permettront, je vous consacrerai bien volontiers quelques momens de mon loisir pour renouveler vos idées sur l'état des choses: les voyant ici de plus près que vous.

Pour commencer, je puis vous dire un mot aujourd'hui de la sensation que me paroît faire sur nos négocians, un écrit que l'on vient de recevoir d'Amérique, & qui a, dit-on, la plus grande vogue dans les Colonies.

Il est intitulé le *Sens Commun*, & on l'attribue à M. Adams, fameux proscrit, que le Général Gage a exclu, ainsi que M. Hancocks, de son amnistie. Vous savez que M. Adams est

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

un des députés de la baie de Massachusets au Congrès général, où on le regarde comme un des premiers pivots de la révolution. Vous allez voir quelques extraits de son Ouvrage. C'est M. Adams qui parle :

» Je suis porté à croire que tous ceux qui adoptent la doctrine de réconciliation peuvent être compris dans les classes suivantes. Ce sont ou des gens intéressés qui ne méritent point de confiance : ou des gens préoccupés qui s'aveuglent volontairement ; ou enfin quelques bonnes gens qui ont des Européens meilleure opinion qu'ils ne méritent.

En Europe, les Etats sont en trop grand nombre & trop pressés les uns contre les autres pour que cette partie du monde puisse long-tems rester en paix ; & toutes les fois que la guerre s'allumera entre l'Angleterre & quelque puissance étrangère, il s'ensuivra toujours la ruine du commerce de l'Amérique à cause de sa liaison avec la Grande-Bretagne. La prochaine guerre pourroit bien ne pas tourner pour l'Amérique aussi heureusement que la dernière, & ceux qui insistent actuellement sur la réconciliation feront alors des vœux pour la séparation ; car il est indubitable que la neutralité fera pour nos bâtimens une escorte beaucoup plus sûre que celle d'aucun vaisseau de guerre. Séparez vous, séparez-vous : c'est le cri général de la justice & de la raison «.

» Ce n'est ni par orgueil, ni par esprit de parti, ni par ressentiment, que je me déclare

pour l'indépendance & la séparation. Je suis intimement & fortement persuadé que le véritable intérêt de l'Amérique l'exige : que tout autre moyen ne fera qu'un foible palliatif : qu'il n'en résulteroit aucune prospérité durable : que ce seroit mettre les armes à la main de nos descendans ; que ce seroit reculer au moment même où encore un peu de fermeté & de courage auroit fait de ce continent la gloire du monde entier «.

» On dit que le Roi a la négative pour les actes de la législation Angloise , & que par conséquent il doit avoir le même droit relativement à la nôtre. Mais oublie-t-on que l'Angleterre est la résidence du Roi , & que l'Amérique ne l'est pas ? Cette différence change entièrement la nature des choses. La négative du Roi est , par rapport à nous , dix fois plus dangereuse & plus funeste qu'elle ne peut l'être en Angleterre. Il ne lui arrivera jamais de refuser son consentement à un Bill pour mettre l'Angleterre dans le meilleur état de défense possible ; mais si on lui présentoit un bill tendant aux mêmes fins pour l'Amérique , il se garderoit bien de l'approuver «.

» Prêcher la réconciliation , c'est prêcher une doctrine dangereuse : non pour la Grande-Bretagne , car au contraire , ce seroit un coup de politique de la part du Roi , dans les circonstances actuelles , de révoquer les actes qui ont occasionné le soulèvement , de chercher par les voyes de douceur à rentrer dans le gouvernement de nos provinces , & de

consacrer encore bien des années pour obtenir, par l'astuce & la subtilité, ce qu'il ne pourra emporter de vive force en un court espace de tems. Mais relativement à nous, réconciliation & ruine sont des mots synonymes «.

Je défie les partisans les plus zélés de la réconciliation, de faire voir un seul avantage pour le continent Américain, dans une liaison avec la Grande-Bretagne. Je défie de prouver qu'il en soit jamais résulté aucun bien pour nous. Nos grains auront toujours leur prix dans tous les marchés de l'Europe; nos denrées, nos provisions, bois, fer, goudron, &c. nous seront toujours payés, n'importe qui les achete. Mais les dommages & les maux qu'une liaison avec l'Angleterre peut nous causer sont sans nombre. L'intérêt de l'humanité en général, autant que notre devoir particulier, nous imposent l'obligation de rompre une chaîne qui engageroit ce continent dans toutes les guerres & dans toutes les querelles de l'Europe. Puisque l'Europe en général est notre marché, quel besoin avons-nous de liaisons politiques avec aucun des Etats qui la composent. Toute liaison Européenne est un joug que l'Amérique ne peut trop-tôt chercher à secouer; mais elle portera ce joug éternellement, tant que, par sa dépendance de l'Angleterre, elle servira à compléter son poids dans la balance politique.

» Il répugne à la raison, à l'ordre universel des choses, à l'expérience de tous les siècles, de supposer que le continent Améri-

cain puisse rester long-tems soumis à aucune puissance étrangere. En Angleterre même nos plus ardens persécuteurs le désirent plus qu'ils ne l'esperent. Sans séparation, je défie que toute la sagacité de l'esprit humain puisse imaginer un plan qui promette à l'Amérique une seule année de sécurité α.

» Quant à notre administration intérieure, il n'est pas au pouvoir de la Grande-Bretagne de l'exercer avec équité. Les affaires deviendront bientôt trop épineuses & trop compliquées pour pouvoir être conduites, même passablement, par une puissance de laquelle nous sommes si éloignés & si peu connus. J'ose avancer que non seulement les Anglois ne pourront pas nous soumettre, mais qu'il leur est tout aussi impossible de nous gouverner. On ne tardera pas à s'ennuyer de faire sans cesse deux ou trois mille lieues pour aller présenter un rapport ou une pétition dont la réponse se fait attendre pendant six mois, & qu'il faut ensuite six autres mois pour expliquer. Il fut un tems où cela pouvoit être convenable : & il en est venu un où cela cesse de l'être α.

» Le privilege de nous gouverner nous-mêmes est de droit naturel. Un moment de réflexion sur la nature des affaires humaines, & chacun se convaincra qu'il est infiniment plus sage & plus sûr de faire nous mêmes notre constitution d'après de mûres & paisibles délibérations, pendant que nous en avons la faculté, que d'abandonner un ouvrage aussi important au caprice des événemens & du hazard α.

Voilà tout ce que mon tems me permet de vous rapporter du pamphlet Américain. Il vous est aisé de concevoir, Monsieur, quelle cousternation des vérités si effrayantes doivent répandre ici parmi les Commerçans ; mais en revanche, le Ministère ne néglige rien pour raffermir la confiance, & il fait briller dans toutes ses démarches la plus radieuse sécurité. Je voudrois que vous eussiez pû assister à la séance du 24 Avril dans laquelle Milord North a fait l'ouverture du fameux *Budget*. Ce mot Anglois signifie sac, sacoché ou bezace ; mais dans la langue politique de l'Angleterre, c'est le *sac du renard*, de celui à qui la Fontaine a fait dire *j'ai cent ruses au sac*. Milord en a tiré huit articles de moyens pour le service de l'année & pour la guerre actuelle. Tous les objets assignés, il reste pour les extraordinaires & cas imprévus 56,000 l. sterl. Vous trouverez sans doute que c'est bien peu pour faire face au chapitre des événemens dans une guerre où il est impossible de les calculer. Aussi Milord a-t-il annoncé à la Chambre, qui trouve toujours très-juste tout ce que le dispensateur des graces peut annoncer, que le Roi alloit demander un vote de crédit.

Vous aurez appris aussi par les gazettes que l'intérêt de l'emprunt, qui est de deux millions sterl. sera payé par divers droits additionnels ; 1.^o sur toutes les voitures à quatre roues, ce qui comprend les carosses publics jusqu'ici exempts de cette charge. 2.^o Sur les Contrôles des Actes. 3.^o sur les dez & cartes à jouer, & 4.^o enfin sur les gazettes.

Divers détails, dont Milord North a appuyé sa proposition, nous ont appris des choses assez curieuses. D'abord il a dit qu'on avoit remarqué que le nombre des voitures à deux roues diminueoit, & que celles à quatre roues étoient devenues, en proportion, plus communes. Le nombre de ces dernières est actuellement de 18 mille 600 dans la Grande-Bretagne. A l'occasion du demi-denier sterl. d'impôt additionnel sur les papiers publics, on a fû de ce Lord qu'il s'en débite chaque année douze millions trois cents mille feuilles. On a observé à Milord que le nombre total des sujets Britanniques, (sans doute sur tout le globe) étant de douze millions, ce n'étoit qu'une feuille par personne. L'impôt est déjà d'un denier sterling par feuille; au moyen du demi denier nouveau, il sera désormais d'un denier & demi, ce qui répond à trois sous de France que chaque tête, hommes, femmes & enfans, paye par année au Gouvernement pour les gazettes. La totalité du produit, sur douze millions trois cents mille feuilles à un denier & demi sterl, doit être 76,875 l. sterling, & en argent de France 1,814,754 l.

Le nombre des jeux de cartes contrôlés dans l'année dernière, a été de cent soixante & quatre mille: celui des Actes de cinq cent mille..

Sur l'article de la masse des especes en circulation, Milord a démontré qu'elle devoit être de vingt millions sterl. au lieu de douze ou quinze auquel le parti de l'opposition af-

fecte de la réduire ; & il ne voit point que le commerce exporte , comme matiere , une aussi grande quantité de nouvelles guinées qu'on le prétend. On a répondu à Milord que depuis l'automne de l'année 1773 , il étoit passé sur le continent deux millions sterling en guinées Angloises , sur les douze millions qui , dans cet intervalle ont été fabriqués à la Tour , & dont la façon a coûté 468,000 l. st. que les Banquiers de Lille , d'Arras , de Paris & de Lyon , ainsi que ceux des Pays Bas & de Hollande , préféreroient la guinée neuve , comme matiere , à toutes les autres especes : qu'ils en donnoient vingt-cinq livres sept sous tournois , ce que certainement ils ne donneroient pas des vingt & un sous d'argent ou shellings qui , en Angleterre , payent la guinée : que les fabricateurs étrangers , lorsqu'elle arrivoit entre leurs mains , trouvoient d'autant mieux leur compte à la prendre , qu'elle ne leur coutoit que sa valeur intrinseque , sans frais de courtage , d'assurance ou de voiture : que la refonte , en augmentant cette valeur intrinseque , & par conséquent l'attrait pour l'étranger , avoit porté un vrai préjudice à l'Angleterre , où le peuple paye la fabrication , tandis qu'ailleurs c'est un revenu de l'Etat ; & enfin , qu'outre une diminution de deux millions sterl. dans la masse de la circulation , le peuple Anglois avoit perdu par cette exportation cent mille livres sterling , pour la différence de valeur entre la guinée & les vingt & un shellings , & un sixieme sur la totalité des frais de fabrication. Milord

North a persisté à soutenir que les spéculations de l'étranger sur la guinée ne devoient point le porter à la prendre sur le pied courant & qu'ils n'y gagneroient point à l'acheter à l'once : qu'au surplus il avoit principalement considéré l'honneur de l'empreinte du Roi qui ne devoit pas servir à couvrir une fausseté : que la mauvaise foi circuloit avec de mauvaises especes ; & qu'il avoit cru servir la dignité & l'honneur de la nation en faisant cesser de pareils abus.

Il a été question dans ce même discours des fâcheuses nouvelles qu'un certain Capitaine Wheatly vient d'apporter de la Jamaïque. Il sembleroit , d'après la déclaration signée de ce marin , que l'Angleterre a tout lieu de craindre de ce côté là une surprise très-prochaine. M. Weathly a assuré qu'on avoit vu paroître à Saint Domingue une escadre Françoisse de neuf vaisseaux de ligne & de quatorze mille hommes de débarquement , & que le Gouverneur avoit déjà publié la loi martiale (a) , & fait toutes ses dispositions pour se préparer contre une descente. Ce bruit , comme on peut le croire , a occasionné une baisse de fonds considérable , tout au milieu de l'opération de finances de Milord North , & comme si cela eût été fait exprès pour déranger ses caculs. Mais ce brave financier (car c'est un

(a) C'est une loi qui met , pour un certain tems , tout le pays sous la juridiction militaire , ou du moins qui suspend tout ce qui pourroit la gêner.

état où il faut autre chose que de l'habileté) a soutenu fierement le choc : bien plus, il en a tiré avantage pour son opération. d'abord il a fait voir la fausseté de ces bruits par une circonstance bien simple : c'est que la Cour n'a reçu aucunes nouvelles semblables du Gouverneur de la Jamaïque ; & qu'un pareil armement ne seroit pas sorti des ports de France sans être apperçu. Puis, il a ajouté : » en vous détrompant, Messieurs, je travaille contre mes intérêts. Les conditions de l'emprunt sont connues ; on fait le prix auquel je dois livrer les effets. S'ils baissent encore, je les achèterai moins cher, C'est un profit clair ; mais je me garderois bien de vous laisser dans une fatale erreur, quelque avantage que je puisse y trouver.

Milord a cru aussi devoir rassurer la Chambre contre les effrayantes prédictions de certains prophètes, tels que le Docteur Price & d'autres, dont les écrits tendent à répandre par tout le découragement & même le désespoir. Pour prouver combien les conjectures de cette espèce d'écrivains sont hazardées, il a cité un livre du Docteur Brown qui parut vers la fin de la dernière guerre, à peu-près sous ce titre : *Appréciation des mœurs Angloises.* » Cet habile homme (c'est Milord North qui parle) exhortoit la nation à faire la paix à quelque prix que ce fût. Il prétendoit que les mœurs dissolues du peuple Anglois, ses goûts ignobles & sordides, sa dissipation, sa mollesse, son luxe, ses débauches, sa basse avidité pour les richesses

perdroient infailliblement notre Nation. Eh bien ! a repris Milord d'un air triomphant, comment l'horoscope s'est-il accompli ? Qu'est-il arrivé ? Ce peuple de Marchands avides, cette jeunesse débordée, ces hommes sans principes & sans mœurs ont rempli l'univers du bruit de leurs glorieux exploits : ils ont porté leurs armes victorieuses dans toutes les parties du globe : ils ont battu par-tout des ennemis dont M. Brown avoit voulu leur faire respecter & craindre la sagesse, la science militaire, l'industrie & l'amour loyal pour leur Roi. Milord a ajouté : & prudemment je crois, que la prédiction avoit dû être fausse, parce que le portrait n'étoit pas ressemblant. Pour moi voici la réflexion que j'ai faite. Si Milord North ne croit pas bien fermement que la plus grande pureté de principes & de mœurs regne aujourd'hui en Angleterre, il me semble qu'il auroit pû se dispenser de retracer avec autant de complaisance tous les traits hideux du tableau de M. Brown, & qu'au surplus il n'a pas prêché en apôtre des mœurs.

Milord Sandwich, il y a quelques tems, tint un langage tout opposé dans la Chambre des Pairs. On lui reprochoit d'avoir admis sur les vaisseaux du Roi, attendu le besoin pressant, des vagabonds & des malfaiteurs. Il protesta qu'il n'en avoit aucune connoissance : que rien n'étoit plus contraire à ses principes : qu'il entendoit que le corps des matelots ne fût point souillé par une si mauvaise compagnie : qu'il encourageoit parmi eux le respect

pour la religion , l'amour de la vertu , de la regle & même de la décence. Il s'est bien gardé de qualifier les matelots Anglois de voleurs , de brutes , de brigands , & de trouver cela beau , parce qu'ils se battent comme des forcenés.

Milord North a observé aussi que le peuple Anglois ne se met pas tout d'abord en train : qu'il ne va qu'avec lenteur dans ses premieres opérations ; & même qu'il lui arrive souvent de les manquer. Il faisoit allusion , sans doute , à l'échec de Mahon en 1756. Mais il sembleroit à l'entendre que les vaisseaux Anglois sortissent de leurs étuis. Est ce qu'il n'y avoit pas déjà près d'un an que la flotte royale Britannique étoit en campagne contre les vaisseaux du commerce François ? N'avoit-elle pas , avec les plus redoutables armemens , enlevé vingt mille matelots à la France , & des millions sterling en effets & denrées des Colonies Françaises ?

J'en demande pardon à Milord , mais son observation me paroît de mauvaise augure pour sa nation. Puisque c'est le sort des Anglois d'être battus à la mer dans une premiere action , même après qu'ils s'y sont préparés par les croisieres les plus actives pendant près d'un an , jusqu'où les menera cette destinée , si aux approches d'une nouvelle guerre , on ne leur laisse pas le tems de se mettre ainsi en haleine ?

Milord North a déclaré à la Chambre qu'il mettoit toute sa confiance dans la fierté

du caractère Anglois, qui ne se laisseroit point arracher ses plus importantes prérogatives par la violence ou la rébellion. Enfin il a répété, pour conclusion, qu'il croyoit son opération de finances excellente, malgré le désavantage avec lequel il l'avoit faite, dans un moment où les fonds étoient baissés, & où il a fallu offrir d'autant plus de profit aux prêteurs. On ose pourtant la critiquer, peut-être bien avec un peu trop de rigueur, mais par des calculs si spécieux, que Milord North a cru ne pouvoir point se dispenser d'y faire répondre par M. Molesworth, qui même s'est nommé.

Voici comme raisonnent les censeurs :

» Les souscripteurs ont avancé au Ministère deux millions sterling en especes ; quoiqu'ils n'aient pas eu un sou à tirer de leur poche. C'est l'argent de ceux à qui ils ont passé tout de suite & l'annuité & le billet de loterie que le Gouvernement donne pour chaque somme de cent livres sterling prêtée ; & , par parenthese, le crédit public n'a pû que souffrir de la vente précipitée qu'il a fallu faire des anciens effets, pour avoir cet argent comptant.

Si à la prime de 7 l. 10 s. on joint encore 7 l. 10 s. qu'ils pourront gagner en vendant, aux approches du tirage, le billet 14 l. l'annuité est pour eux de 85 l. ce qui correspond à 1,700,000 l.

Ils ont de plus trois billets de loterie, évalués par le Ministre à

96 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 l. 10 s. , ce qui fait pour les
soixante mille 690,000 l.

Le Ministre donne en effets . 2,390,000 l.

Il reçoit en especes 2,000,000 l.

Le profit des prêteurs est
donc (& ils ont eu le tout
entre sept) de 390,000 l.

Mais ce n'est pas encore tout.
Le marché de Milord North est
bien éloigné d'être aussi avan-
tageux qu'ils s'en flatte. D'abord
les deux millions qu'on lui prête
ne sont réellement que quatorze
cents mille livres; car il rendra
en lots les six cents mille livres
de la loterie. Or, sur ces
1,400,000 l. fondées en annuités
à trois pour cent, & qui courent
dès à présent, il donne outre
l'intérêt une prime ou douceur
en annuité à trois pour cent,
correspondante à 150,000 l.

» Ensuite, en rendant en lots
600,000 l. il abandonne le profit
ordinaire qui se faisoit sur une
loterie de soixante mille billets
à 10 l., dont on ne rendoit en
lots que 450,000 l. perte de.. 150,000 l.

» Enfin les six cents mille liv.
de lots, qui après le tirage, seront
fondés en annuités à trois pour
cent, calculés sur le pied de
65 l. 17 s. 6 d. qui est le prix

d'un

d'un effet à trois pour cent, n'ont de valeur intrinsèque que 395,250 liv. Or cette somme déduite de 690,000 liv. dont le vrai public (& non pas les créatures du Ministère) aura payé les soixante mille billets, il manque, pour que le public fasse le profit qui lui est annoncé, . . . 294,750 liv.

» La perte totale du public sur ce marché, dont Milord North s'est tant applaudi, est donc de 594,750 l. (en livres tournois à peu près 14,040,000 livres). C'est acheter cher un secours de quatorze cents mille livres sterl. (33,049,180 liv.)

Je ne vous garantis point ce calcul. L'ami du Ministre prétend que l'auteur mérite d'être pendu. C'est donc bien le cas, pour moi qui le traduis, de dire *sauf erreur*. Suivant M. Moleworth la valeur intrinsèque du billet n'est que de 8 liv. 10 sols, & le Gouvernement gagne sur l'emprunt 172,500 liv. l'opinion du Censeur pendable est que la Nation perd quatre fois cette somme & que le billet ne vaut que 6 liv. 11 s. Comme le tout peut dépendre de l'état du crédit; laissons juger la querelle entr'eux par les événemens, & que l'incident soit joint au fonds.

Si c'est là le vrai état actuel du crédit de l'Angleterre: si le Ministère y est réduit à ne pouvoir trouver de l'argent qu'au moyen d'une usure aussi énorme: si la masse de son numéraire diminue journellement par l'expor-

98 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ration de ses bonnes especes : s'il ne lui reste que son papier monnoye, richesse idéale, vraie bulle d'eau, qu'au moindre revers on verroit s'évaporer : s'il ne faut voir qu'un prestige trompeur dans l'accroissement de son fonds d'amortissement, que Milord North a fait sonner très-haut, comme une preuve de l'opulence de la Nation en elle-même, indépendamment de l'Amérique : si les recettes des années prochaines ne se trouvent point enflées par un surcroît de profits positifs & négatifs, tels que ceux que la Douane a dû faire aux approches de la rupture avec les Colonies : si l'accise diminue en raison de la réduction de la main - d'œuvre & par conséquent des consommations, nous ne sommes pas loin de l'effet des tristes prédictions du D. Price, je veux dire de cette fameuse banqueroute dont l'Angleterre étoit menacée, même avant que sa dette fût de la moitié de son total actuel. Vous n'ignorez point qu'on la porte à près de cent quarante millions sterl. Les dépenses énormes de la guerre pourront la faire remonter à cent quarante-sept millions sterl. (trois milliards cinq ou six cents millions de France) degré où elle étoit en 1763.

On assure qu'il n'y a pas long-tems que Milord North a fait relever ce qui appartient aux étrangers dans cette dette. Les Hollandois y sont pour plus de cinquante-sept millions : les Suisses pour huit millions : les François pour un million, & les autres Nations ensemble pour environ deux millions.

Reste soixante - douze millions pour les Anglois. La banqueroute n'a qu'à venir quand elle voudra ; chacun fait son compte ; c'est toujours un agrément.

J'ai rassemblé ici tout ce que je me suis rappelé de la séance du 24 Avril. Elle figurera d'une manière intéressante dans votre recueil ; car elle peut y déposer d'excellentes notions sur la finance Angloise. Je suis de plus en plus satisfait de ce qu'il va exister un registre public où on sera sûr de voir à leur vraie place toutes les pieces de cette nature , qui sont si nécessaires pour l'intelligence des affaires d'une Nation , & que jusqu'ici on ne trouvoit que par lambeaux épars de côtés & d'autres.

J'ai entendu hier la lecture d'une lettre du fameux Colonel Arnold qui commandoit une division de troupes Américaines à l'attaque de Quebec. Vous savez que le Congrès l'a élevé depuis au grade de Brigadier général , ce qui a prouvé la fausseté d'une relation où l'on disoit qu'il étoit prisonnier du Général Carleton. Ce brave homme déplore amèrement la perte de Montgomery dont il a pris le commandement. Il dit que ce Général a reçu le coup fatal en marchant à une batterie de canon dont il étoit sur le point de s'emparer. Pour lui , écrasé par le nombre , après trois heures de la plus vigoureuse résistance , & avec un dangereux coup de feu à la jambe , il a été contraint de se retirer à deux milles de Quebec. Sa lettre est datté du 6 Janvier :

il attendoit un renfort du Général Woster qui étoit alors à Montréal; & il ne doutoit point que le Congrès ne lui envoyât aussi des troupes. Il se loue du Gouverneur de Quebec qui traite ses prisonniers avec humanité. Il finit ainsi : » quoique la garnison soit du double plus forte que nous : elle n'ose pourtant point hasarder de sortir ; nous sommes aussi bien préparés qu'il soit possible à la recevoir. J'attends des secours : quoique ce soit une forte place , je compte bien y entrer en triomphe avant de la quitter. Les Chirurgiens me promettent que ma blessure sera guérie dans deux mois. La providence qui m'a conduit ici à travers tant de dangers , veille à ma conservation , & elle est mon seul appui. Je suis à ma place & à mon devoir ; aucune crainte ne m'agite ».

Il court depuis hier un bruit que je ne vous garantirai pourtant pas : c'est que Quebec étoit encore , le 4 Mars , au pouvoir du Général Carleton ; & que le Brigadier Arnold ne voyant point arriver les secours du Congrès , s'étoit décidé à lever le siège le 27 Février , & à reprendre la route de Montréal qui est devenu la place d'armes des Insurgens dans le Canada.

On dit aussi que le Congrès a fait des reproches au Général Washington de ce qu'il n'avoit point encore attaqué Boston ; & on en conjecture qu'avant peu on pourroit recevoir des nouvelles intéressantes de ce côté-là.

Pour moi je serois plus porté à croire que

les Insurgens se feront décidés pour une sage défensive, & qu'ils ne risqueront point d'action.

La premiere division des Hessois est arrivée à Portsmouth après neuf jours de navigation. On assure que ces pauvres Allemands ont pris, avant de partir, des lettres de recommandation pour leurs compatriotes en Amérique. Il y a parmi eux des Officiers qui ont fait embarquer leurs berlines : d'autres leurs habits de gala ; presque tous, cela me surprend moins, ont fait de bonnes provisions de vin. En général, il paroît qu'ils ne savent gueres où on les mène. Au surplus on assure que cette division refuse de partir pour l'Amérique, car le Traité porte que *le corps des Hessois ne pourra point être séparé*, & les Officiers veulent attendre que le reste soit venu les joindre. Cela embarrasse d'autant plus le Ministère que les bâtimens qui doivent aller chercher le reste sont encore en Angleterre. La Cour a envoyé le Général Harvey à Portsmouth, pour engager cette division à partir, sur la parole que donne le Roi de s'arranger avec le Prince leur maître. On verra si ces Allemands se payeront de cette raison.

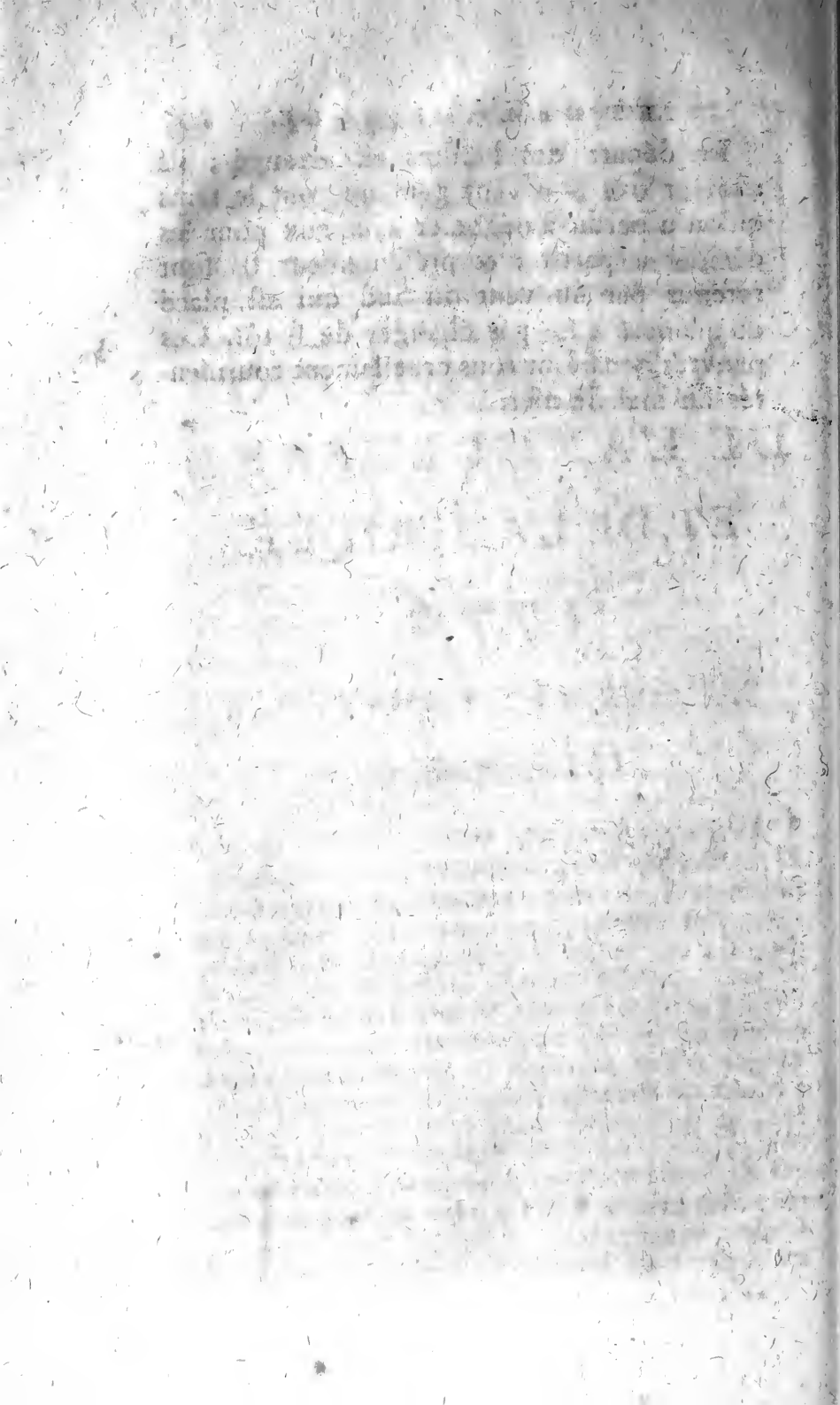
Le Conseil commun de Londres vient d'arrêter qu'il seroit fait une députation au Roi, pour le féliciter sur l'heureux accouchement de la Reine & sur la naissance d'une Princesse. Au milieu de la délibération, un de ces Messieurs a demandé gravement à l'Assemblée,

qu'on inférât dans le compliment la phrase suivante : « le peuple de Londres se félicite avec votre Majesté des bienfaits de la Providence qui vous a donné onze enfans , mais non pas de la conduite de votre Parlement qui va vous faire perdre douze Colonies ».

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. Il est arrivé enfin des lettres du Général Howe , datées du 25 Mars. Boston a été évacué le 24 par les troupes du Roi. Nous aurons sans doute quelques détails de cet événement dans la gazette de la Cour , & elle nous dira que M. Howe n'a fait qu'exécuter ses ordres. Mais en attendant on débite dans la cité qu'il y avoit quinze jours que les Insurgens bombardoient la ville ; qu'un vent contraire a empêché M. Howe de débarquer des troupes pour aller démonter leurs batteries , & qu'il a été obligé de capituler avec le Général Washington , qui ne lui a permis d'emporter ni ses munitions ni son artillerie. On ne fait point quelle route cette armée a prise : les uns croient , & je serois de leur avis , qu'elle aura tourné sur Halifax ; suivant d'autres elle est allée à la Virginie. Dans quelques jours tous ces doutes seront éclaircis , & on saura si cet événement contrarie ou facilite l'exécution des projets de la Cour. Les fonds ont un peu baissé depuis cette nouvelle.

Le départ des Hessois est arrangé ; ils avoient très-bon vent pendant tout le tems qu'on a perdu à négocier avec eux pour les décider à partir : & présentement ils sont retenus par un vent du Sud qui est placé de manière à ne pas changer de si-tôt. Ces pauvres gens sont tous cruellement tourmentés du mal de mer.





AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

Suite des débats de la Chambre des Pairs.

Le Lord Sherburne.

ON a répandu le bruit, Milords, pour donner plus de poids au Ministère, que le lord Chatam avoit changé de sentimens, relativement au plan actuel d'opérations; mais, j'ose affirmer, sans pourtant prétendre y être autorisé, que ce bruit n'est ni fondé ni vraisemblable. Je puis même dire que dans les diverses conversations que j'ai eues avec milord Chatam, il ne lui est jamais échappé un seul mot qui pût être interprété en faveur de ce plan. D'ailleurs, la proposition que ce Lord a faite & qui est consignée sur les registres de la Chambre, ne laisse aucun doute sur sa façon de penser. Son opinion, depuis les premiers instans de notre querelle avec l'Amérique, a toujours été qu'il falloit se reconcilier avec les Colonies, & non les contraindre. Comme on a déjà épuisé la matière des Traités, je me contenterai, Milords, de vous témoigner mon

5 Mars.

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— étonnement sur ce que j'entends dire ici du motif qui
1 Mars. a fait appeller des troupes étrangères. Le langage qu'on tient à ce sujet me surprend d'autant plus dans la bouche des deffenseurs des opérations actuelles, en ce qu'il contraste de la maniere la plus frappante avec leur ancien système politique. Leur maxime paroît être aujourd'hui que si nous avons quelques grandes opérations de guerre à exécuter, il faut garder chez nous nos sujets pour vacquer aux manufactures & à l'agriculture, & confier la défense de l'empire & le soin de poursuivre nos intérêts les plus essentiels à des étrangers. Votre pays, disent-ils, est petit & foiblement peuplé. Vous avez peu de bras, & si vous les employez à la guerre, vos charrues & vos manufactures resteront dans l'inaction.

Est-ce là, Milords, un langage supportable ? Cette doctrine peut-elle être soutenue sérieusement dans cette Chambre ? Est-ce ainsi que l'on pensoit pendant la dernière guerre lorsque nous avions en même-tems jusqu'à trois cent cinquante mille nationaux en service actuel, & que le total de nos troupes n'étoit pas moindre de quatre cent dix-huit mille hommes ? Qui osera dire que nos manufactures languissoient faute de bras, tandis que nos exportations étoient augmentées de deux millions par an, & qu'en général notre commerce actif & passif étoit devenu plus considérable qu'on ne l'avoit jamais vu auparavant ? Quoi ! nous aurons pu, il n'y a pas plus de treize ans, trouver chez nous-mêmes trois cents cinquante mille hommes pour remplir nos opérations de guerre : ce qui restoit aura suffi pour étendre prodigieusement le travail de nos manufactures ; & on osera soutenir aujourd'hui que nous ne pourrions pas lever la cinquieme partie de ce nombre d'hommes sans ruiner notre industrie, & que cet embarras nous oblige de recourir à l'assistance de quelques chetifs états d'Allemagne, comme le seul moyen d'écarter le danger qui nous menace ? Un pareil raisonnement, n'importe qui me l'eût fait, m'auroit toujours beaucoup surpris. Combien ne dois-je donc pas être étonné de l'entendre de la bouche d'une espece de gens qui n'ont

jamais varié dans leur opposition à toute relation avec le continent , à tous Traités de subsides & à toutes liaisons avec l'Allemagne ? 5 Mars.

Je me rappelle que le Duc de Bedford , qui n'est plus , & que je regardois comme un Lord d'un rare mérite , & le comte de Bute , tenoient pour principe pendant la dernière guerre & à la paix , & pour un principe dont on ne devoit point se départir , que l'Angleterre pouvoit subsister sans avoir aucun allié sur le continent.

Je fais que le Lord Chatam , qui conduisoit cette guerre étoit du même sentiment , & que pour justifier ses opérations , il a déclaré fréquemment , tant en particulier qu'en public , « qu'il ne nous avoit pas » menés sur le continent , mais qu'il nous y avoit trouvés ». Personne de nous n'ignore que ce système a enfin prévalu , & qu'on l'a suivi long-tems sous le présent règne. Et les mêmes gens qui se sont conformés à ce système pendant plus de quatorze ans sont ceux qui nous disent aujourd'hui qu'il est absurde : qu'il faut des alliances sur le continent : que nous n'avons pas assez d'hommes pour nous défendre ; & que supposé que nous en eussions en suffisance , nous ne saurions les employer à la guerre sans ruiner nos manufactures !

Je viens de vous faire voir que nous avons mis gratuitement notre foiblesse en évidence par nos nouveaux Traités : indiscretion qui peut produire les effets les plus funestes. Je demande à présent si vous avez songé aux maux que d'autres Etats se sont attirés en admettant des étrangers dans leur sein ? N'est-il pas naturel de s'attendre qu'après avoir obtenu des places dans notre armée , ils finiront par en occuper aussi dans notre établissement civil ? Je ne veux d'autre exemple que le Dannemarck. Le mal y étoit devenu si considérable , que le Roi actuel , déterminé par les plus pressans motifs , vient d'établir une loi fondamentale qu'il a fait approuver par son frere , le Prince Héréditaire , & par laquelle il a défendu expressément

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

de donner à des étrangers aucun emploi civil ou militaire dans son Royaume.

5 Mars.

Quant au système militaire de notre Cour, je vous conjure, Milords, de ne point vous en interdire l'examen par la crainte de ne pouvoir entendre la matière. Je vous proteste que les affaires militaires sont à la portée de tout homme de bon sens : & qu'en cinq minutes on peut devenir aussi savant dans le système militaire que le plus habile Général d'Europe. On a agité dans tous les pays pendant une suite de siècles une question qui a été décidée il y a quelques années ; & il est reconnu aujourd'hui qu'il est plus sage de compléter & d'augmenter d'anciens corps de troupes que d'en créer de nouveaux ; mais nos Ministres veulent suivre la maxime contraire, parce qu'ils ont plus d'intérêt à lever de nouveaux régimens qu'à recruter les anciens.

Delà est venu le projet de lever un nouveau régiment de montagnards ; & on a confié cette opération au Général Frazer. Quel crédit naturel cet Officier a-t-il dans les montagnes d'Ecosse, s'il n'a que de foibles relations avec ces Peuples ? Aussi n'a-t-on fait que très-peu de recrues dans ces montagnes ; le plus grand nombre des volontaires a été levé à Londres. Plutôt que de faire de nouvelles créations, pourquoi ne pas accorder aux troupes certaines douceurs qui sont très-compatibles avec la discipline militaire ? Qui nous empêche d'engager nos soldats comme on le fait en France pour un tems limité ? Il est singulier que l'Angleterre soit le seul pays où l'armée ne subsiste jamais qu'un an, & où les soldats servent toute leur vie. Quel mal y auroit-il de leur laisser quelques mois dans l'année pour aller vivre au sein de leurs familles & y trouver une subsistance plus douce. Rendons nos soldats heureux : ils seront braves & mériteront mieux notre confiance que des mercenaires étrangers. Je me résume par ces deux mots : manquons nous d'hommes ? Il falloit en lever en Angleterre pour l'augmentation des vieux corps ; ce qui

devoit être d'autant plus facile, s'il est vrai, comme l'affurent les Ministres, que la nation montre la plus grande ardeur pour la guerre contre l'Amérique. Si nous ne manquions pas d'hommes, les Traités étoient inutiles. Et s'il est permis d'apprécier le mérite de ces mercenaires qu'on préfère aux nationaux, j'oserai vous assurer, Milords, que nous ne gagnons pas au change. Peu d'entre vous, sans doute, connoissent un livre François sur la *Tactique*, qui a paru depuis peu à Paris. C'est-là que vous verriez le pitoyable mécanisme de la discipline militaire des étrangers. Là, vous apprendriez à juger de l'insuffisance d'un pareil secours, par la différence de bravoure qu'il doit y avoir entre des soldats qui combattent pour leur liberté & leurs biens, & des machines dont tout le mérite consiste à manœuvrer & qui se battent sans prendre le moindre intérêt à la querelle du Prince qui les paye.

J'ai démontré que nos alliances avec les Princes d'Allemagne n'étoient ni nécessaires, ni convenables. Il reste à examiner les suites fâcheuses qu'elles peuvent occasionner.

Nous avons promis de protéger le Landgrave de Hesse Cassel. Est-il certain qu'il ne sera pas attaqué? L'effet direct de cette clause ne peut-il pas être de nous engager dans une guerre? Quelles sont à notre égard les dispositions des Puissances d'Europe? Le Roi de Prusse épie l'occasion de se venger du refus de paiement de ses subsides. Il n'est plus tems d'examiner s'il convient de calmer son juste ressentiment. Son animosité est implacable. L'empereur a publié un mémoire où il se plaint amèrement de l'Angleterre. Tout le corps diplomatique convient qu'on n'a jamais vu une piece plus forte. Le Ministère Anglois a fait circuler une réponse; mais on n'a pas encore songé à satisfaire l'Empereur. Ce Prince n'est ni d'un âge, ni d'un caractère, ni d'un sang qui permette d'espérer qu'il digérera patiemment un outrage. Toute l'Europe lui reconnoît de grands talens & un violent amour pour la gloire. Quant à l'Espagne, tous nos ministres

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars.

successifs ont éprouvé combien il est difficile de maintenir la paix avec cette Cour & combien la negociation y est épineuse. On a parlé de faire un établissement aux Isles Malouines. Que ce bruit soit fondé ou non, la jalousie Espagnole lui fera toujours soupçonner que nos expéditions dans la mer du Sud ont un autre but que le plaisir de faire des découvertes. Nous ne pouvons donc nous fier à l'Espagne. Et pour ce qui regarde la Russie, l'Impératrice peut bien être portée à nous favoriser, mais la France se servira toujours de la Suede pour faire avorter l'effet de ses bonnes intentions. On sait très-bien au reste que la Russie n'est plus une puissance si redoutable. La paix étoit aussi nécessaire à la Russie qu'à la Porte. Sa consommation immense d'hommes n'a pas été compensée par ses succès dans l'Archipel. Des trophées Turcs sont de foibles échanges pour de vieilles légions.

La foiblesse de nos amis & la haine puissante de nos ennemis nous menacent de toutes sortes de maux & ne nous laissent que peu de bien à espérer. Est-ce là le tems de nous embarrasser dans des alliances pour soulever une guerre sociale qui fera la perte de l'Angleterre ? Que le Landgrave de Hesse reprenne ses troupes ; il pourra en avoir besoin pour défendre ses propres états. Peu nous doit importer la dépense. Il vaut mieux perdre pour nous tirer d'un mauvais pas, que d'accélérer notre ruine par une persévérance opiniâtre dans l'erreur.

Le Lord Littleton.

Mes sentimens sur l'objet des débats actuels sont assez connus. Je me bornerai donc à observer que les voyes de douceur avec les Américains n'ont fait qu'augmenter leur insolence ; que plus nous leur avons cédé & plus ils ont haussé leurs prétentions. Ils nous ont provoqué de toutes les manieres, en s'emparant de nos provinces, en détruisant nos forces, en brulant nos villes. J'opine donc pour les mesures les plus efficaces & les plus décisives ; car il ne nous reste que l'alternative ou d'abandonner l'Amérique pour jamais

ou de la forcer à reconnoître *sans réserve* le pouvoir législatif de l'Angleterre. Je ne prétends point décider jusqu'à quel point il peut être convenable d'insister sur des taxes pour lever un revenu en Amérique, quoique je ne doute nullement du droit que nous avons de les exiger. Mais il est clair que lorsque les colonies rentreront dans l'obéissance, le droit de les taxer nous appartenant, nous pourrons l'exercer selon les circonstances & selon la nature des lieux. Si la querelle se décide en notre faveur, mon avis sera pour maintenir le principe d'une soumission sans conditions, quoique mon idée ne soit point qu'on doive suivre cette doctrine à la rigueur. Je pense que lorsque le droit sera une fois pleinement établi & reconnu, la Grande-Bretagne devra assurer par tous les moyens possibles aux peuples de l'Amérique tous les privilèges & toutes les immunités auxquels tout sujet Anglois libre a droit de prétendre.

Quant à la conduite de l'administration, je dois avouer que la précédente au moins, a eu des torts. La Loi qui a occasionné les troubles actuels est du tems où M. le Duc de Grafton étoit à la tête de la Trésorerie. C'est cet Ex-Ministre qui est le vrai Auteur de la guerre, & on a droit d'être surpris de le voir aujourd'hui s'élever contre les serviteurs du Roi qui mettent toute leur application & tous leurs efforts à procurer une réconciliation solide entre les deux partis, pour réparer tout le mal qu'il a fait.

Le Duc de Grafton.

La loi qui a excité les réclamations des Américains a été portée, il est vrai, dans le tems de mon administration. Mais on m'avoit trompé sur les dispositions des habitans des colonies. Du moment que j'ai connu ma méprise, j'ai travaillé à réparer ma faute en proposant au Cabinet des plans pour révoquer l'Acte.

C'est de la même manière que j'ai voté pour le changement de la chartre de la baye de Massachusset. On m'a induit en erreur pour obtenir ma voix. On

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars. m'a assuré que la majeure partie des habitans de la province désiroient qu'on fit ces changemens à leur chartre. A cet égard ma conduite doit encore mériter les éloges des honnêtes gens. Je suis revenu sur mes pas ; est-il rien de plus digne d'un cœur vertueux ?

Lorsqu'en 1767 on mit sous les yeux de la Chambre l'état des dépenses que l'Amérique avoit occasionnées, toute la Chambre se réunit à dire que l'Amérique devoit supporter une partie du fardeau de son établissement militaire ; & on proposa de dresser un bill à cet effet. Ce fut celui qui imposoit des droits sur divers articles de consommation tirés d'Angleterre. Je m'opposai avec force à un projet qui me paroissoit devoir entraîner toutes les fâcheuses suites que nous voyons. J'en parlai à mes amis : ils me dirent tous que le torrent étoit trop violent pour pouvoir espérer de l'arrêter ou de le détourner ; & ils pensoient que telle proposition qu'on fit à ce sujet, elle passeroit inmanquablement en loi.

Voyant que tous mes efforts avoient été inutiles, je pris le parti de céder ; & en même tems, pour prévenir les terribles effets de la nouvelle loi, je sollicitai la diminution du droit sur le thé. Tandis que ce droit remplissoit l'objet principal de ceux dont l'idée favorite étoit de mettre une taxe sur l'Amérique, il produisoit un bénéfice direct pour les Américains, car on ôtoit un droit d'un sheling pour livre, & on ne mettoit que trois pennys à la place, ce qui faisoit épargner neuf pennys au consommateur de l'Amérique.

Quoiqu'il en soit, les Colonies accueillirent l'opération de la manière que j'avois prévue ; elle causa sur le champ un mécontentement général. Je proposai donc au Conseil, en 1769, de révoquer l'acte ; mais les avis contraires prévalurent sur le mien appuyé du sentiment du lord Cambden, alors Chancelier. Voilà toute la part que j'ai eue dans cette malheureuse affaire. Lorsque le Conseil se décida à révoquer une partie de l'acte, je demandai en grace qu'on renonçât à tout ce misérable revenu ; mais je ne fus point écouté.

Le Lord Cambden.

5 Mars.

Vous avez reconnu, Milords, la plus exacte vérité dans l'exposé de M. le Duc de Grafton, de ce qui s'est passé au Conseil concernant l'acte du thé. Je ne rappellerai point ici toute la suite des fatales résolutions qui ont été prises pour taxer les Américains & auxquelles on ne peut point m'accuser d'avoir concouru, puisque je n'ai point assisté aux conseils où on en a délibéré. Je ne ferai qu'une courte observation sur les traités. Le ministère entend-il qu'on les regarde comme des traités d'alliance, ou comme des traités de subsides; ou bien est-ce un mélange de ces deux especes? Ils me paroissent renfermer une promesse de payer au landgrave de Hesse, au prince de Hanau & au duc de Brunswick, telle somme d'argent pour tel nombre d'hommes. Il est vrai que le grand mot d'alliance n'y a point été épargné, & qu'il y figure même avec pompe. Mais y est-il question d'un seul motif d'alliance? La Hesse étoit-elle intéressée dans notre querelle avec l'Amérique? Avoit-elle à craindre d'être attaquée par l'Amérique, devoit-elle chercher à lui porter le premier coup; & est-ce cet intérêt-là qui l'a décidée à se joindre à nous? Non certes; & il n'y a personne qui ne sente l'absurdité d'une pareille supposition. Ces clauses d'alliance mutuelle ne s'y trouvent donc que pour faire illusion; & les traités ne sont au fonds que des traités de subsides: ce qui décide que les troupes qui nous sont prêtées en vertu de ces traités, sont de vraies troupes mercenaires dans toute l'étendue du terme.

Or, je vous prie de réfléchir un instant, Milords, sur les dangers sans nombre auxquels l'Angleterre sera exposée en employant des mercenaires, espece de troupes qui ne peuvent inspirer aucune confiance, que le chevalier Walter Raleigh, dans son Histoire du Monde, nous a représentées comme séditieuses & infideles par leur nature, dont on ne doit attendre que de l'indiscipline & des désordres, & qui ne se plaisent qu'à

10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 Mars.

piller & à dévaster. Enfin, ce qui le rend le secours des mercenaires plus redoutable, c'est qu'on les a vus souvent, & dans les circonstances les plus critiques, se révolter contre ceux qui les emploient, passer du côté opposé, ne servir qu'à opérer la ruine entière de leurs états. Vous n'auriez point, Milords, tous ces inconvéniens à craindre de la part des troupes d'un allié qui auroit une portion réelle d'intérêt au succès de vos guerres. De cette considération, passons à celle des richesses de la Grande-Bretagne & de l'Amérique. Est-il nécessaire d'observer ici que l'or & l'argent ne sont que des marchandises à qui le nom de richesses ne sauroit convenir : que leur plus grand mérite est de servir à décorer les palais des rois & des grands : mais que la richesse réelle d'un pays consiste dans ses productions & dans son industrie ? Le fatal système que nous suivons depuis quelque tems a entièrement arraché du cœur des Américains ce luxe qui faisoit notre sûreté & qui nous répondoit de leur attachement. Nous leur avons appris l'industrie & le commerce. Ces arts dont nos aïeux avoient eu la sagesse de chercher toujours à leur dérober la connoissance, nous les avons contraints de s'y livrer. Nous leur avons envoyé la nécessité, cette vraie minerve, cette grande maîtresse de l'invention ; & ils ont fait depuis quelque tems d'excellentes études sous ses auspices. Ils ont appris à vivre avec frugalité, à s'habiller avec les manufactures de leur pays, & à tirer plus de vanité de leurs étoffes grossières que des habits les plus riches dont se pare notre noblesse. En conséquence, ils sont devenus essentiellement riches, & ils auront bientôt autant d'argent en circulation que nous. Cherchons à présent les causes & l'objet de la guerre. Nous trouverons l'un dans le droit de taxation, & l'autre dans la conquête. Si cela est ainsi, tous les traités actuels peuvent-ils produire d'autre effet que notre ruine ? Vous ne vous flattez point, sans doute, que l'Amérique mette bas les armes avant d'avoir été vaincue ? & vous n'ignorez point qu'après, elle ne sera plus que votre esclave. Si vous sentez toute la portée de ce

mot, si vous êtes effrayés des succès mêmes que le secours des mercenaires pourra vous faciliter, hâtez-vous, Milords, de solliciter une réconciliation ; car il est certain que l'arrivée des mercenaires la rendra impraticable.

5 Mars.

Combien n'est-il pas à regretter que des commissaires munis de pouvoirs suffisans n'aient pas été envoyés au Congrès. On auroit su au juste quelles sont les demandes des Américains : elles auroient subi un examen impartial qui auroit étouffé cette querelle fatale dans sa naissance. Mais au point où en sont actuellement les choses, qui peut dire quand elle finira, ou quels moyens nous avons pour la soutenir encore pendant une année ? Car vous ne pouvez point vous dissimuler que les dépenses de la prochaine campagne couleront infiniment plus que les fonds que nous avons amortis en treize années de paix, & que nous touchons peut-être au moment d'une banqueroute nationale ? Je finis, Milords, en vous priant de vous rappeler la conduite de Rome & de Carthage avec leurs Colonies. Leur exemple doit vous prouver qu'on ne peut tirer aucun avantage de colons qui ne connoissent point le bonheur de la liberté & qui gémissent dans les fers du despotisme.

Le Lord Weymouth.

M. le duc de Grafton & le lord Cambden étoient l'un & l'autre dans le ministère lorsque l'on a passé l'acte du thé qui est la cause de tous les troubles actuels. Il est assez singulier qu'ils s'élèvent contre leur propres actes & contre un système qui est autant leur ouvrage que celui des autres membres du Conseil, M. le duc de Grafton me reproche d'avoir opiné pour le maintien du droit sur le thé. J'avoue que ce fut mon avis, mais il me permettra de lui rappeler qu'il n'y a pas eu de pluralité de suffrages & que les voix furent égales. Quant à la manière dont le lord Cambden s'excuse, elle me paroît des plus extraordinaires. Il dit qu'il ne s'est point trouvé présent au Conseil quand l'affaire du thé a passé. Mais pourquoi

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

5 Mars.

a-t-il donné son approbation & son consentement à une résolution qu'il auroit cru devoir être la ruine & la destruction de l'Angleterre ? Pour moi , j'ai opiné & j'ai agi conséquemment à mon opinion. Si on la blâme, j'en suis fâché ; mais je n'en changerai point. Je maintiendrai toujours qu'on a bien fait de ne point révoquer l'acte du thé.

Le Duc de Richmond.

Permettez-moi, Milords, de me disculper d'une imputation que je ne crois point m'être attirée. On m'accuse d'avoir parlé de notre milice un peu trop légèrement. Je suis bien éloigné de l'intention de déprimer ce corps , & quoique j'aye toujours servi dans les troupes réglées, j'aime & je revere la milice qui, selon moi, est bien préférable à une armée sur pied en tems de paix. Mais je ne puis m'empêcher d'observer que la milice actuelle s'écarte de l'institution du Parlement , en ce que les Officiers qui y servent n'ont point les propriétés foncières que la loi prescrit , & que ceux dont le sort est d'être miliciens se dispensent du service en le faisant faire par d'autres.

Je vois de même avec peine qu'on choisisse des majors généraux pour commander en Amérique au lieu de lieutenans généraux. La circonstance qui s'y joint de la démission donnée par dix-sept officiers du régiment des gardes me fait craindre que tout notre militaire en général u'ait de la répugnance pour le service de l'Amérique.

Le Lord Townshend.

On a tout le tort possible d'imaginer que l'armée se soit prévenue contre le service d'Amérique , & on doit présumer que les deux majors généraux dont parle M. le duc de Richmond, ont été préférés par Sa Majesté à cause de la connoissance particuliere qu'ils ont du pays,

Les débats finis, la négative de la proposition du duc de Richmond l'emporte de cent voix contre trente-deux.

ON apprend de Rome que le prince dont la duchesse de Gloucester est accouchée , a été 6 Mars.
 tenu sur les fonds au nom du duc & de la duchesse de Saxe-Gotha , & nommé William Frederic.

Il y a sur la Tamise une grande quantité de vaisseaux chargés de grains pour lesquels on ne trouve plus de place dans les magazins , & dont les propriétaires paroissent être d'autant plus embarrassés , qu'une loi de la onzieme année de George II ordonne la confiscation , au profit des conservateurs de la Tamise , de toute quantité de grain tenu à bord des bâtimens au-delà du tems prescrit pour leur déchargement , qui ne peut se faire qu'au moyen d'expéditions de la douane.

La formation des corps de milice nationale en Angleterre éprouve des difficultés qui naissent des modifications faites depuis peu à la loi. Les places d'Officiers dédaignées par les riches restent vacantes, ou bien sont données à des gens sans fortune ; & les habitans dont le sort est d'être soldats , se font remplacer pour de l'argent. Au reste , les états estimatifs de la dépense de la milice qui ont été remis au Parlement , ne portent pour la paye que la même somme qu'en 1775. C'est ce qui fait conclure que la milice ne restera pas assemblée cette année plus long-temps que les autres ; c'est-à-dire , qu'elle ne le fera que le mois d'exercice , ou bien qu'on n'en tiendra assemblée qu'une partie , dans les comités de l'Est & du Sud , formant à-peu-près dix mille hommes.

6 Mars. La nouvelle de l'échec des Insurgens devant Quebec, le 31 Décembre, se confirme par une gazette de la Cour qui donne la relation que le Congrès général en a fait publier, & dans laquelle on voit que le général Montgomery a été tué dans cette affaire & son second le Colonel Arnold (a) fait prisonnier. Il y a pourtant des incrédules qui observent que le Congrès n'étoit point assemblé en Janvier, & qu'il n'y avoit qu'un Comité de vacations composé de six députés, au nom duquel il faudroit que cette publication eût été faite; que certainement le Général Wooster, qui commandoit à Montréal, auroit dépêché un exprès à Philadelphie à l'occasion d'une nouvelle aussi importante à tout le continent: que ce ne seroit point simplement par la poste qu'on l'y auroit apprise & encore après un retard de vingt-cinq jours; & enfin que d'après diverses autres circonstances, mal assorties dans la relation, il y a tout lieu de croire que c'est un artifice du Gouvernement pour relever le crédit des fonds publics, & ranimer le courage des troupes qu'on force à s'embarquer. Il est certain que quoique jusqu'ici la nouvelle paroisse constatée, il y a bien des sujets de croire, au moins, que la relation originaire a été altérée & tronquée. Cet événement paroît faire apprehender que les Insurgens ne prennent la résolution de ne plus combattre en corps d'armée & qu'ils ne se

(a) Cette nouvelle s'est trouvée fausse.

bornent à une guerre de postes, d'où il résulteroit que la Métropole se consumeroit pendant une longue suite d'années, en vains efforts pour les réduire.

6 Mars.

On voit par une lettre de Philadelphie du 26 Janvier, que le Congrès a fait élever un monument au général Montgomery avec une inscription où il est comparé au célèbre Hambden, mort les armes à la main pour la défense de la liberté dans les guerres de Charles I^{er}. Montgomery avoit été Capitaine de grenadiers dans le dix-septième régiment d'infanterie. Il quitta le service en 1772 par une suite du dégoût que lui avoit causé l'ordre adressé quelques années avant au dix-septième régiment de marcher contre les séditieux de Londres, dans l'affaire de Wilkes, service qui fut rempli par le troisième bataillon des gardes. Il fut fort regretté de M. Monkton son colonel avec qui il avoit fait la guerre dans les îles de l'Amérique. Il s'étoit marié dans la Nouvelle-York à la fille d'un des principaux membres du Congrès de cette Colonie. A la nouvelle de sa mort sa femme est devenue folle & son beau-pere s'est tué de désespoir. Voilà ce que portent généralement toutes les nouvelles de l'Amérique.

Une lettre datée du 11 Janvier à la hauteur des ruines de Norfolk en Virginie, porte que la valeur des biens détruits dans cette ville est de 300,000 livres sterling.

Les cens & rentes de ses maisons & magasins se montoient en 1773 à 8,000 l. en 1774

à 9,313 l. & en 1775 à environ 10,000 l. st.
 6 Mars. Elle étoit aussi grande & aussi peuplée que Bristol, & passoit pour être celle de toutes les villes de la Virginie qui étoit le plus attachée au Gouvernement.

Baisse des fonds. Elle doit provenir, suivant le parti de l'opposition, de ce que bien des Actionnaires, vendent leurs effets, aimant mieux garder leur argent pendant quelque tems, que de courir le risque de le perdre en le plaçant dans des fonds dont la valeur est aujourd'hui si incertaine.

» Dans une guerre étrangère, disent-ils, s'il est vrai qu'une défaite influe défavorablement sur le crédit public; en récompense une victoire le relève aussi à proportion. Il n'en est pas de même de notre guerre actuelle avec l'Amérique. Peu importe de quel côté sera la victoire; elle entraînera également la ruine du crédit public, puisqu'elle aura anéanti notre commerce «.

Chambre des Communes.

LE Roi fait assurer la Chambre qu'il saisira toujours les occasions d'encourager, autant qu'il sera possible, les manufactures de la Grande-Bretagne, & qu'il fera ses efforts pour que la Chambre ait toute satisfaction sur l'objet de l'habillement des troupes étrangères prises à la solde de la nation.

Le sieur Sawbridge, lord-maire de Londres, propose, ainsi qu'il s'est engagé de le faire chaque année, de raccourcir la durée des Parlements actuellement fixés à sept ans. Le
 parti

parti du ministère ne se donne seulement pas la peine de lui répondre; & sa motion est rejetée à la pluralité de cent trente-quatre voix contre soixante-quatre. 6 Mars.

Le Lord Barrington demande que le Comité soit chargé de délibérer le lundi 11 sur les extraordinaires de l'armée.

Le Colonel Barré observe que la somme totale de ces extraordinaires excède 850,000 l. sterl. dont un article de 21,300 l. regarde M. Harley & Drumond, Banquiers, pour achat des monnoies Espagnoles & Portugaises envoyées à Boston, où en moins de dix mois il s'est fait une remise de 408,000 l. que cette prodigieuse somme ne comprend ni la paye des troupes, ni les frais de transports, ni les subsistances, &c. qu'elle n'est accompagnée d'aucun compte justificatif de l'emploi: qu'il desire qu'on instruisse mieux la Chambre à cet égard; qu'il espère qu'on ne le soupçonnera pas de vouloir élever aucun doute sur l'honnêteté du Général Gage, par les mains de qui cet argent a passé, sachant qu'il est plutôt capable de dépenser son propre bien dans sa place, que de la souiller par aucun profit illégitime.

Le Lord North & le Lord Barrington répondent que toute cette somme a été envoyée par portions successives au Commandant général à mesure qu'il a demandé des secours: qu'au surplus on n'a point encore reçu les pièces qui doivent articuler l'emploi de

6 Mars. chacune ; que peut-être le tout n'est pas encore dépensé , ni même arrivé à Boston.

Le Colonel Barré réplique que la guerre actuelle commence par des dépenses plus fortes qu'on n'en a jamais faite dans aucune autre ; qu'anciennement l'article des extraordinaires ne passoit gueres 70 ou 80,000 livres : qu'il voyoit 600,000 l. pour Boston seul : que par le calcul le plus modéré chaque individu de la petite armée de six mille hommes qui est bloquée dans Boston , coute à l'Etat cent liv. sterl. par an indépendamment de la paye , &c. que mal-à-propos allégueroit-on les travaux qui ont été faits dans Boston & dehors , puisqu'ils sont très-peu considérables : que s'ils ont couté 400,000 l. sur ce pied , les travaux d'une armée de 40,000 hommes se monteroient donc à plus de quatre millions pour le supplément de paye ; qu'une somme de 200,000 l. sterl. pour des salaisons , des choux croutes , des patates & des moutons paroît excessive , & qu'il reste à compter de 250,000 liv.

M. Hartley appuye la demande de M. Barré en ajoutant qu'il est impossible de prévoir où ces dépenses s'arrêteront dans une guerre pour laquelle il faut faire voiturier toutes les provisions quelconques d'une armée , excepté l'eau , à plus de douze cents lieues , ce qui jusqu'ici n'a point eu d'exemple ; qu'avant d'aller plus loin il seroit naturel de demander aux Ministres un aperçu des frais dans lesquels ils comptent engager la nation , &c.

de mettre en tête les 850,000 l. d'extraordinares de dix mois de l'année 1775.

6 Mars.

M. Cornwall & le Chevalier Gray Cooper défendent l'administration. Ils allèguent qu'on a été obligé d'établir une banque à Boston pour éviter les pertes que l'on pouvoit faire, par inadvertance, sur le change; que dans l'année 1761 le même article d'extraordinaires s'est monté à 400,000 liv. sans qu'il ait été rendu aucun compte à la Chambre des détails du service de l'Amérique.

Le Colonel Barré réplique qu'alors le Commandant en chef n'avoit point négligé de dire quel étoit en gros l'emploi de cet argent : que c'étoit au moins cet apperçu général que la Chambre avoit droit d'exiger; que d'ailleurs en 1761, le théâtre de la guerre étoit beaucoup plus étendu, puisqu'il couvroit le continent de l'Amérique Septentrionale; mais que dans un espace aussi resserré que la ville de Boston, il ne falloit ni autant de tems, ni autant de peines pour recueillir les comptes.

Le Lord North observe qu'il y auroit peut-être de l'imprudence à produire aussi publiquement les motifs dont le Commandant général a pu appuyer ses demandes, & que ce seroit dévoiler d'avance les projets du Gouvernement.

Le Colonel Barré termine le débat par une allusion ironique à des offres de sommes d'argent considérables que l'on fait avoir été faites

20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

6 Mars.

de la part des Ministres à plusieurs Membres du Congrès qui les ont rejettés. » Peut-être, dit-il, le service secret entre-t-il pour beaucoup dans ces monstrueux extraordinaires. Apparemment qu'on aura distribué dans le Congrès une centaine de mille livres sterling. Oh ! si vous avez des mystères de cette nature, gardez-vous de les dire ; on s'en rapporte à vous. Comme tout ce qui paroît au grand jour dans cette guerre n'est qu'absurdité, il faut croire que toute la sagesse gît dans le secret ».

Le Ministère propose une modification à l'avis du Colonel Barré, pour demander une communication des comptes d'emploi : on ajoute, ceux que l'on pourra se procurer, & la proposition est admise.

7 Mars.

Le Capitaine Cook fait armer à Deptfort le vaisseau la *Résolution* sur lequel il doit remener le sauvage Omiah à l'Isle de Taity. Il sera accompagné du Capitaine Clarke sur le vaisseau le *Discovery* ; & on imagine qu'après avoir rempli cette mission ils chercheront sur la mer du Sud un passage par le Nord-Ouest. Cette campagne doit être de trois ans. Un Astronome s'embarquera sur le vaisseau de M. Clarke.

M. Carnac, Brigadier-général, est désigné pour remplacer le Gouverneur de Bombay par le choix des Directeurs de la Compagnie des Indes. Sur la représentation de ces Directeurs, le Gouvernement abandonne le projet d'envoyer dans l'Inde les malfaiteurs que jusqu'ici

on avoit fait passer sur le continent de l'Amérique; il est arrêté qu'on les transportera désormais à la Floride Orientale, puisqu'il n'y a plus de communication ouverte avec les autres Colonies. 7 Mars.

L'équipement de plusieurs vaisseaux de la Compagnie est suspendu par la difficulté de trouver des matelots. Ils s'enrôlent tous pour le service des bâtimens de transport, & ceux qui restent demandent sept livres sterling d'engagement.

Les vaisseaux le *Prince de Galles* & le *Shrewsbury* partent de Spithead pour le Bengale.

L'*Isis* de 50 canons appareille pour Québec, & le *Greyhound* de 28 pour Boston. Plusieurs vaisseaux chargés de provisions & de troupes se mettent en route sous leur escorte.

Le Gouvernement, pour parer à tous les événemens, se précautionne d'une quantité considérable de provisions & autres articles qui puissent suffire pendant six mois aux besoins des troupes & des vaisseaux employés au service de l'Amérique; mais le public paroît en concevoir de l'inquiétude parce qu'on sait que dans le grand nombre de ces articles, il y en a beaucoup qui pourront se vendre aux Américains, & que ce seroit une infraction à la loi nouvelle qui défend l'envoi de toute espèce de marchandises aux colonies rebelles. On commence à reprocher aux Ministres d'enfreindre eux-mêmes leur loi, & sans doute pour favoriser la cupidité de quelques

7 Mars.

uns de leurs adhérents , puisqu'il est sensible que les Américains donneront volontiers aux Officiers & Soldats les marchandises qui leur seront nécessaires pour de l'argent dont ils ont le plus grand besoin & qu'ils doivent préférer à leur papier monnoye.

On distribue trente hommes aux ordres d'un Sergent , sur chacun des vaisseaux qui portent ces provisions , ce qui paroît n'être pas fort agréable aux Armateurs de ces vaisseaux & aux Capitaines marchands qui les commandent.

On voit à Londres un billet monnoye de la Caroline Septentrionale , conçu en ces mots : *monnoye courante de la Caroline Septentrionale*, n°. 1. 10 *piastres*.

L'assemblée de cette Province a arrêté le 7 Septembre dernier, de répandre pour cent vingt-cinq mille piastres de ce papier monnoye ; & l'amortissement de cette somme se fera au moyen d'une taxe personnelle de deux shelling d'Amérique par an pendant neuf ans. Les autres colonies ont mis des papiers semblables en circulation , en défendant, sous les plus rigoureuses peines, de les refuser en payement ou de porter le moindre préjudice à leur crédit.

Il se vérifie par les comptes de l'Echiquier , que le fonds d'amortissement s'est trouvé produire au 5 Janvier 1776 , un surplus disponible plus fort de 106,629 l. sterl. qu'à la même époque dans l'année 1775 ; quoique pendant l'année 1774 , le commerce avec

les Américains ait été d'autant plus actif, qu'ils prenoient leurs précautions contre l'acte de restriction dont ils se voyoient menacés, & 7 Mars. que pendant une partie de l'année 1775 ce commerce ait entièrement cessé. Il sembleroit d'après ce calcul, que les manufactures Angloises ont acquis un crédit en Europe, qui les dédommage de la perte du marché Américain. Mais ne seroit il pas également possible qu'on se trompât dans cette conjecture ? On sait que la douanne ne solde pas son compte avec l'Echiquier dans l'année de la recette, à cause des déboursés qu'elle est obligée de faire pour les remises de droits, & pour les gratifications d'exportation, &c. Ainsi ce pourroit être la recette de 1774 qui auront occasionné ce merveilleux accroissement de revenu en 1775. Et on n'aura peut-être pas lieu d'être si content au 5 Janvier 1777.

Le Bureau des vivres fait annoncer que le Trésorier de la marine a ordre de payer les billets de marine, tant ceux qui portent intérêt que les autres, dont l'enregistrement est des mois d'Octobre, Novembre & Décembre 1773. On voit par cette publication que le remboursement des billets de marine est arriéré de 27 mois. Avant les troubles actuels il n'y avoit plus sûr (a) la place que

(a) Il y a actuellement sur la place pour près de cinquante-six millions tournois de ces billets, & de ceux de transport & de vivres.

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— ceux des six derniers mois : ceux-là ne portent
7 Mars. point d'intérêt.

Nouvelle baisse des fonds. Le parti de la cour l'attribue à la manœuvre de ceux qui se persuadent que le Gouvernement fera un emprunt, & qui, pour pouvoir en retirer les avantages, réalisent leurs effets à perte.

Le Juge Fielding reçoit la certitude que les médailles précieuses volées au *museum* d'Oxford seront toutes retrouvées, les Orfèvres qui les ont achetées ayant eu l'attention de les garder & de lui en écrire.

Le Lord Vice-Roi d'Irlande, donne le consentement royal à plusieurs bills, & entre autres à celui en interprétation de la loi qui défend d'importer des galons d'or & d'argent, toiles de bariste & linons d'autres manufactures que de celles de la Grande-Bretagne.

—
8 Mars. L'Université de Cambridge propose pour sujet d'un des prix fondé par le Chevalier Browne & qui consistent en médailles, une ode latine sur la guerre de l'Amérique.

Chambre des Communes.

L'Alderman Olivier demande qu'il soit fait lecture de l'arrêté suivant, du 8 Mai 1775.
» Que le sieur Beckford s'est rendu coupable, par le ministère d'un agent, de tentatives pour gagner & (a) corrompre certaines personnes

(a) Il peut être amusant pour les lecteurs de trouver ici un petit échantillon de ces manœuvres de

du bourg d'Hindon dans le dessein de se faire élire représentant dudit bourg au Parlement, & qu'il sera ordonné au Procureur général de le poursuivre pour cette prévarication ». L'Alderman propose d'annuller cet ordre. Il s'élève à ce sujet de longs débats dans lesquels M. George Grenville fait la déclaration suivante : » Après le rapport du Comité particulier, les Candidats ayant remarqué qu'ils pourroient être convaincus de corruption, ont fait entre eux un compromis pour éluder l'effet de la loi & se soustraire aux amendes prononcées par les statuts. Si la Chambre désire sur ce fait quelque preuve plus authentique que ma simple dénonciation, je suis prêt à produire la copie du compromis en question, qui est, selon moi, la présomption la plus forte de leur prévarication. C'est pour leur ôter cette ressource que j'ai proposé l'ordre que l'on veut aujourd'hui revoquer, afin de

8 Mars.

corruption, dans lesquelles les Emules modernes des Romains ont peut être surpassé leurs modeles. Il circule dans Londres un billet sans adresse ni signature, dont l'écriture est connue pour être celle d'un député du parti de la Cour & qui divertit beaucoup celui de l'opposition. On dit qu'il a été ramassé dans une promenade publique. *Milord sur mon honneur ce que vous m'offrez est trop modique; daignez considérer ce qu'il m'en a couté pour me faire élire Membre du Parlement. Je ne suis pas déraisonnable. Vous savez ce qu'il me faut, & pour trancher net, si vous ne vous décidez pas à m'accorder la somme entiere, je suis décidé, moi, à donner ma voix suivant ma conscience.*

26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

8 Mars.

prévenir toutes collusions & compromis, par le moyen desquels on éluderoit les peines portées par les statuts. Je suis résolu à faire en sorte que les Candidats réfractaires dans l'affaire de l'élection d'Hindon ne puissent échapper aux poursuites criminelles, en justice réglée. La proposition de M. Oliver n'est point admise.

9 Mars.

Le Roi nomme M. Valentine Morris à la place du Gouverneur & Commandant général de l'Isle & des bancs de Saint-Vincent en Amérique, & M. Joseph Montague Vice-Amiral de l'escadre bleue, à celle de Gouverneur & Commandant général de l'Isle & des bancs de Terre-Neuve ainsi que des Isles de la Magdeleine.

Il se débite que la banque, effrayée par les calculs du Docteur Price, fait quelques difficultés pour se charger des billets de marine.

Les billets de l'Inde, dont le grand crédit leur faisoit gagner une prime de trois pour cent, ne trouvent plus qu'un & demi.

Les gens de mer continuent à refuser leur service aux Armateurs marchands pour passer sur les bâtimens de transport où on leur donne cinquante sols sterling par mois. Il reste sur la Tamise un grand nombre de vaisseaux qui, par cette raison, sont hors d'état d'appareiller, quoiqu'ils aient toutes leurs expéditions de la Douane.

La lettre suivante, qui se débite comme étant l'opinion par écrit de Milord Chatham, se rapporte aux débats du 5 Mars de la Chambre des Pairs.

*Extrait d'une lettre du Comte de Chatam, datée 9 Mars.
de Hayes le 9 Mars 1776, (a).*

Retenu au lit par une maladie cruelle, j'ai peu d'espérance de faire entendre ma faible voix dans le Parlement, & d'y exposer mon opinion; cependant pour répondre à vos sollicitations pressantes, je vous dirai que mes sentimens sur la situation actuelle de l'Amérique sont exactement les mêmes que ceux de Milord Temple.

Tant que l'Amérique est restée fidèle, j'ai été l'ami de l'Amérique: tant qu'un arrangement honorable m'a paru possible, on m'a vu empressé de proposer des conditions; mais ce tems n'est plus & il est trop tard pour négocier. Vous ne pouvez traiter avec des Rebelles qui ont les armes à la main: votre honneur, votre dignité, votre autorité, votre intérêt, tout s'y oppose; l'état actuel des choses ne permet ni de mollir, ni de céder. Toutes propositions d'accommodement sont puérides & illusoires: leur principe est l'erreur, & notre deshonneur en seroit l'effet. Les Colonies ont déclaré une guerre ouverte à la Métropole; cette guerre doit être continuée avec autant de vigueur que d'efficacité. Voilà le moment de déployer toutes nos forces, & de faire usage

(a) On a inséré dans toutes les Gazettes Angloises un discours formel de cette lettre; mais il n'étoit signé ni du Lord Chatam ni d'aucune personne de sa part, quoiqu'il fût annoncé comme très-authentique.

2 Mars.

de toutes nos ressources. La crainte de la dépense n'est qu'un phantôme qui ne doit point nous arrêter. Quand il en coûteroit à la nation cinquante millions sterling, est-ce que l'honneur national n'est pas au-dessus de toute estimation? Il faut faire rentrer l'Amérique dans le devoir : la Majesté de l'Empire, le poids du nom Anglois dans la balance de l'Europe nous en font une obligation. C'est à l'Amérique à se soumettre à l'autorité constitutionnelle de la Grande-Bretagne ; & sa soumission doit être absolue, illimitée & sans restriction. Alors il sera tems d'allier l'humanité avec la justice , & de dire après le Poète :

Pacere subjectis & debellare superbos.

A Dieu ne plaise que j'approuve toutes les opérations de nos Ministres ! Vous savez combien de fois je leur ai reproché de manquer de sagesse & de vigueur ; mais je maintiens qu'ils ont agi avec toute la prudence possible , & selon les regles de la plus saine politique en se servant des troupes protestantes d'Allemagne dans une conjoncture aussi critique. Les Colonies s'abusent : elles courent follement après l'ombre de la liberté , & elles perdent leur liberté réelle. Je suis convaincu que l'armement actuel rendra aux Américains leur liberté, c'est-à-dire, cette liberté que donne la constitution Britannique ; & qu'il les délivrera de la plus humiliante espèce de tyrannie , de la tyrannie républicaine. Toute idée de République doit révolter un Breton ; l'ex-

périence n'a que trop prouvé qu'elle est totalement incompatible avec la splendeur d'un grand Empire. L'idée rétrécie & pitoyable de République ne convient qu'aux citoyens d'un petit état. Je soutiens que la monarchie, c'est-à-dire une monarchie limitée, peut seule conserver la liberté des sujets, & donner de la vigueur au Gouvernement.

9 Mars.

Lettre du Lord Vicomte Mahon, gendre du Comte de Chatham, à l'Auteur, propriétaire de la Gazette de Leyde (a). (On a copié la gazette.)

Londres ce 5 Avril 1776.

MONSIEUR,

J'AI vu dans le supplément de votre gazette, du 19 Mars dernier, un article de Londres qui pourroit faire croire à des personnes mal-instruites, que le Comte de Chatham, mon beau-pere, s'étoit exprimé, dans un entretien particulier, d'une manière favorable à l'administration; & je n'ai pas de peine à concevoir ce qui peut avoir donné lieu à un bruit aussi faux qu'il est injurieux à l'honneur de milord Chatham. Mais ce n'est pas sans doute parce qu'il avoit été d'avis de rappeler nos troupes de l'Amérique, & qu'il avoit proposé, l'année dernière, à la Chambre des Seigneurs, un plan d'accommodement avec les Colonies, duquel les Ministres n'ont pas voulu même

(a) On a rapporté ici cette piece à cause de son étroite liaison avec celle que l'on vient de voir.

9 Mars.

permettre une seconde lecture. Ce n'est pas sans doute, parce que nos affaires empirent à chaque instant, que l'aveugle acharnement de nos Ministres les porte à engager des mercenaires étrangers pour désoler nos colonies, & à rejeter à l'envi toute idée de pacification conditionnelle; ni parce que les Américains, presque poussés au désespoir par l'injuste traitement qu'ils ont reçu, ne respirent que la résistance, & que les dépenses ruineuses de cette guerre civile sont plus qu'énormes.

C'est bien moins encore, parce que le comte de Chatham vient (il y a six semaines) de faire resigner, par milord Pitt, son fils aîné, encore mineur, la commission qu'il avoit dans le quarante-septième régiment actuellement à Boston, afin qu'il ne fût pas dans le cas de servir contre les Américains. Le comte de Chatham va, dans ce moment même, (quoiqu'il ne l'ait jamais fait dans aucune occasion de sa vie, pas même lorsqu'il étoit Ministre) poursuivre en justice l'imprimeur *du public advertiser*, pour avoir inséré dans sa gazette l'extrait d'une prétendue lettre de sa part, dans laquelle on lui prête des sentimens favorables aux mesures fatales que poursuit actuellement le Ministère Anglois. La santé de ce Pair ne lui ayant pas permis d'assister au Parlement cet hyver, on a eu l'audace de lui attribuer des avis qu'il désapprouve & des opinions qu'il abhorre. Et je suis autorisé à vous déclarer, Monsieur, que toutes les lettres, discours, & conseils que les ennemis

de l'Amérique , & les créatures du gouvernement ont attribués & attribuent chaque jour ^{9 Mars.} au comte de Chatham , ne sont que des fictions scandaleuses pour en imposer au public.

Signé MAHON.

Annnonce publique d'une assemblée fixée ^{10 Mars.} au 26 , des administrateurs & protecteurs de la société, qui nourrit , habille & instruit les enfans des pauvres des deux sexes , & les pauvres valides pour le service de la marine tant militaire que marchande. » Société, porte cette annonce, qui par le principe charitable en vaut beaucoup d'autres : qui par son objet n'est inférieure à aucune ; qui vient au secours de la misere & court au-devant du libertinage ; qui habille les nuds & rappelle les vagabonds de la route de perdition , pour en faire de bons sujets & des membres utiles de l'Etat α.

On embarque pour l'Amérique 5 hommes faits prisonniers à bord d'un corsaire armé par les Rebelles , & qui avoient été amenés en Angleterre , un capitaine , deux lieutenans , un maître & un contre-maître.

M. Wilkes , candidat pour la place de chambellan de Londres , fait sa visite chez tous les bourgeois dont il brigue le suffrage. Dans l'arriere boutique d'un Opticien il trouve Milord Bute qui examinait un instrument de mathématiques. L'alderman, d'un ton courtois & assuré , expose à ce Lord le sujet qui

10 Mars. l'amène & le prie de lui permettre de compter sur sa voix. Milord lui répond : « je n'ai point de voix à donner ; je vous souhaite, Monsieur, le succès que vous désirez ». Nos lecteurs savent par combien de sanglans outrages ce hardi champion de la liberté a persécuté l'instituteur & l'ami de son Roi ; ils apprécieront la conduite de l'un & de l'autre dans cette singulière rencontre.

Plusieurs bâtimens Hollandois & d'autres nations qui s'étoient rendus à Waterford en Irlande pour y charger diverses denrées, sont obligés d'en repartir sur leur lest, attendu l'embargo que la proclamation du Roi a mis sur les ports de ce Royaume.

Chambre des Pairs.

11 Mars. Sur les objections du Lord Marchmont au sujet du Bill envoyé des Communes pour adoucir la rigueur de la loi de la vingt & unième année de Jacques I. contre les meres qui détruisent leurs enfans batards, l'examen de ce Bill est renvoyé à six mois, c'est-à-dire, qu'il n'en sera plus question dans la session actuelle. Le Lord Marchmont a tiré un de ses plus forts argumens de la grande réputation de science & de sagesse dont jouissoient les auteurs de cette loi, qui l'ont jugée nécessaire dans des tems où les mœurs étoient bien moins dissolues qu'elles ne le sont aujourd'hui. Il a observé de plus qu'il devoit être extrêmement rare que cette loi fût de véritables victimes.

Chambre

Chambre des Communes.

11 Mars.

Le Chevalier Grey Cooper apporte des copies des traites d'argent des Généraux Gage & Howe.

Par le Général Gage. 1.

Le 7 Février 1775.....	21,500.
Le 17 Avril.....	20,000.
Le 23 Mai.....	10,000.
Le premier Juin.....	20,000.
Le 22 Juillet.....	20,000.
Le 7 Août.....	40,000.
Le 30 Septembre.....	100,000.

Par le Général Howe.

Le premier Novembre.....	100,000.
Le premier Janvier.....	100,000.

TOTAL, 431,500.

On propose d'arrêter qu'il sera octroyé une somme de 845,165 liv. 14 sh. 8 $\frac{1}{4}$ d. pour payer les dépenses extraordinaires des troupes de terre & d'autres articles du service public, depuis le 9 Mars 1775, jusqu'au 31 Janvier 1776.

Cette résolution donne lieu à des débats qui se prolongent jusqu'à neuf heures du soir. Les membres de l'opposition représentent que les annales de l'Angleterre ne rapportent aucune circonstance où une prétendue armée de 11,000 hommes qui, encore dans l'in-

tervalle dont il s'agit , n'a jamais été de
 11 Mars. 8,500 hommes effectifs , aient coûté autant
 d'argent à la nation. Ils comparent ce que ,
 par dérision , ils appellent la campagne de
 Bunkershill & de Lexington , avec les glo-
 rieuses campagnes de l'immortel duc de Mal-
 borough ; la destruction de lignes formées par
 une vile populace dans l'espace d'une nuit d'été ,
 avec les victoires de Blenheim & de Schellen-
 burg , avec la conquête de Gibraltar & de Mi-
 norque , avec la brillante & longue excursion
 du lord Peterboroug en Espagne , & avec les
 glorieuses attaques de Vigo & du port Sainte-
 Marie par le duc d'Ormond. Ils affectent d'af-
 similer la rivière Mystic au Danube , & de ba-
 lancer les opérations d'une campagne qui s'est
 étendue sur la moitié de l'Europe , & dans la-
 quelle une armée Angloise composée de soi-
 xante & dix mille hommes y compris les trou-
 pes étrangères à la solde Britannique , s'est
 couverte de gloire , vis-à-vis de celle où le théâ-
 tre des opérations étoit renfermé dans un pays
 à peine aussi considérable que le terrain occupé
 par la ville de Londres. Ils font voir que les
 frais de la première n'ont pas été au de-là de
 deux millions . tandis que les dépenses de celle
 dont il est question aujourd'hui , y compris l'ar-
 mement de l'escadre , se sont montées presque à
 trois millions : l'extraordinaire des troupes &
 le service de l'artillerie seuls formant une
 somme de 1,300,000 l. st. Ils font encore di-
 verses autres comparaisons entre les triomphes
 de milord Pitt & ceux du Lord qui dirige au-

jourd'hui les affaires de l'Angleterre, & ils dé-
montrent que la campagne qui a valu à la 11 Mars.
Grande Bretagne la possession de tout le con-
tinent de l'Amérique septentrionale, quoi-
qu'elle eût dans ce tems là près de 40,000
hommes de troupes de terre, a coûté à la na-
tion beaucoup moins qu'elle n'a dépensé en
1775, pour l'entretien d'un malheureux corps
de huit mille hommes bloqués dans la ville
de Boston, où il a souffert toutes les horreurs
de la misere & de la faim.

L'administration, pour répondre à ces re-
proches, fait sonner très-haut les merveilles
qu'on doit se promettre de la campagne pro-
chaine. Ses défenseurs rejettent le mauvais suc-
cès de leurs premières opérations sur la four-
berie des Américains. » Il n'a pas fallu moins,
disent-ils, que toute la méchanceté & toute
la noirceur des Rebelles pour faire échouer
les excellentes vues du gouvernement.

La proposition est admise à la pluralité de
cent quatre-vingt voix contre cinquante-sept.

Un des articles les plus vivemens contestés a été celui
du charbon, porté sur les comptes à 21,000 l. sterl.
& dont les troupes se font plaintes encore de n'avoir pas
eu leur suffisance. » Pourquoi ce charbon a-t-il été
envoyé de Londres & non pas plutôt de Wittehaven,
ou d'autres ports occidentaux où on l'auroit eu à deux
guinées le tonneau, au lieu qu'il a coûté à Londres
dix fois cette somme ? »

Un des membres a demandé permission à la Chambre
de lui faire remarquer les pertes ruineuses qui résulteront
des transports de mer pour un pays si éloigné. » Vous
connoissez tous, Messieurs, ce dicton usité dans notre
langue, cette image en caricature, pour exprimer que

11 Mars.

les plus grands apprêts ne produisent souvent que de petits effets. Vous avez, dis-je, employé peut-être plus d'une fois, chacun de vous, cette expression triviale, *ils sont venus quatre sur cinq bateaux*; certes vous n'auriez jamais imaginé qu'elle pût être strictement juste & sensée : Eh bien ! c'est ce que je suis en état de vous assurer & de vous prouver par le sort qu'on eu les dernières expéditions de l'année 1775 pour la ville de Boston. J'ai reçu la nouvelle certaine que du nombre de porcs embarqués & qui devoit être considérable, puisque vous voyez ici cet article employé sur les états pour 44,000 l. sterl. (1,038,688 l. de France) il n'en est arrivé à Boston que *quatre sur cinq bâtimens*. Ces quatre porcs ont donc coûté à l'état 1100 l. sterl. la piece. Et il est constant que les autres provisions ont essuyé des avaries tout aussi considérables. Or, je demande si la subsistance d'une armée de cinquante mille hommes, à douze cent lieues de distance, entretenue à ce prix, même en la supposant victorieuse, ne feroit pas acheter infiniment trop cher les plus riches & les plus glorieuses conquêtes. J'ajouterai encore que de compte fait, sous deux mois, le gouvernement sera obligé d'employer cent cinquante mille tonneaux de bâtimens de transport qu'on frettera en Hollande ou ailleurs. En les comptant l'un dans l'autre à deux cents cinquante tonneaux, cette quantité doit donner six cents bâtimens, ce qui est certainement beaucoup plus qu'il n'est possible d'en trouver dans un si court espace de tems ; & voilà ce qui fonde le calcul de ceux, sur-tout parmi les militaires, qui doutent que les troupes Allemandes puissent être toutes rendues en Amérique avant la fin du mois d'Août «.

» Mais laissons de côté les pertes & considérons seulement l'objet de la dépense. Ces cent cinquante mille tonneaux, sur le pied de 13 sh. 4 $\frac{1}{2}$ d. de fret par tonneau pour chaque mois, se montent pour l'année de douze mois à 1,203,750 l. sterl. (28,416,393 l. 10 s. de France) «.

» Donnez-moi encore, Messieurs quelques momens

de votre attention pour entendre la lecture d'un simple
 apperçu des difficultés énormes & de toutes espèces
 dans lesquelles vous allez vous engager. Vous en
 jugerez par l'estimation que voici, *aes chevaux, cais-*
sons & autres charois, ainsi que de l'artillerie, &c.
nécessaires pour faire entrer en campagne une armée
de trente mille hommes qui doit parcourir un pays
pour en faire (a) la conquête.

11 Mars.

Chevaux.

Chaque régiment a besoin d'un cheval par
 compagnie pour porter les tentes. Il y a dix
 compagnies par régiment..... 10.

Les Officiers de chaque régiment doivent
 avoir pour leur bagage & leur monture soixante
 chevaux, en supposant qu'il y ait au moins
 trente Officiers, ci..... 60.

Le Chirurgien & son Aide..... 2.

Le Vivandier..... 4.

Dans ce nombre de chevaux, il y en aura
 trente-trois de selle, & les autres feront des
 chevaux de charge ou de trait. Les voitures
 dont on se sert dans les régimens, étant des
 charrettes tirées par deux chevaux, il en fau-
 dra trente-six, & il en restera sept pour porter.

Chaque régiment a deux pieces de campagne,
 quatre chevaux pour chaque canon..... 8.

Pour chaque piece un caisson de munitions
 & quatre chevaux..... 8.

Un caisson pour les cartouches des soldats... 2.

Trois chariots de vivres à quatre chevaux... 12.

Un chariot pour les femmes, les enfans &
 les gens incommodés, les armes de rechange, &c. 4.

Chevaux..... 110.

(a) L'armée Angloise en Amérique sera de quarante-cinq
 mille hommes; mais sans doute on suppose qu'il y en aura
 quinze mille dans les garnisons, & auxquels tout cet attirail
 ne sera pas nécessaire.

38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 Mars.

Résumé des chevaux & des voitures nécessaires
pour un Régiment.

110 Chevaux.

18 Charrettes.

6 Charriots.

1 Caïsson pour les cartouches.

Une armée de trente mille hommes, à raison de sept cents hommes par régiment, donne environ quarante-trois régimens pour lesquels il faut, d'après le calcul ci-dessus, 4,730 chevaux tant de selle que de somme & de trait, sept cent soixante & quatorze charrettes, quarante-trois caïssons, & deux cent cinquante-huit charriots.

Chevaux.

Nombre des chevaux pour les quarante-trois régimens. 4730.

Pour trente mille hommes il faut soixante pieces de grosse artillerie, l'une dans l'autre de douze livres de balle, & douze chevaux pour traîner chaque piece d'artillerie. 720.

Deux Charriots pour porter les munitions de chaque piece, à quatre chevaux par charriot. 480.

Deux cent voitures pour quatre cent pontons à cause de la multitude des grandes rivières sur lesquelles il n'y a point de ponts, quatre chevaux par voitures. 800.

Les voitures pour les outils de tranchées, les forges & instrumens des Maréchaux & des Charpentiers, les charriots pour les bagages de l'artillerie & des Officiers, pour les routes de rechange, &c. formeront en tout cinquante voitures à quatre chevaux. 200.

L'Hôpital ambulant pour 30,000 hommes, les drogues, les lits, les Employés, les bagages des Chirurgiens & des Médecins employeront à peu-près soixante charriots à quatre chevaux. 240.

Il faut pour les Officiers généraux de l'Etat-Major environ cent chevaux de selle. 100.

Chevaux de trait pour environ cinquante voitures. 200.

Nombre des chevaux. 1,540.

TOTAL GÉNÉRAL.

11 Mars.

Chevaux pour l'Infant. & l'Artillerie. 7,470.	} 9,000.
Les corps de Cavalerie..... 1,530.	
Charrettes.....	774.
Caïffons.....	43.
Charriots.....	488.
Voitures pour les pontons.....	200.
Voitures pour l'Etat-Major.....	50.

» On suppose que les charriots sont des voitures légères à quatre roues comme celles dont on s'est servi en Flandres & en Allemagne, & tirés par des petits chevaux mal nourris, & on compte qu'ils ne porteront que de seize cents à deux milliers ».

» Un Régiment de Cavalerie de trois cents hommes (si l'on en excepte l'artillerie de campagne qu'il n'a pas) a besoin d'autant de voitures & d'un plus grand nombre de chevaux, y compris les chevaux de selle, qu'un bataillon d'Infanterie de sept cents hommes.

Le nombre des valets & des employés nécessaires à une armée, avec les femmes & les enfans, est en général égal à celui des combattans; & tous ces gens-là, ainsi que les troupes, doivent en grande partie subsister des magasins de l'armée dans un pays ennemi.

» Cette armée aura sans doute une communication assurée avec quelque rivière navigable sur laquelle lui viendront toutes ses provisions; car les charriots de vivres au nombre fixé ci-dessus ne peuvent suffire que pour conduire les provisions aux différens corps auxquels ils sont attachés. On suppose aussi que le principal Hôpital est établi sur le bord de cette rivière, puisqu'il n'a encore été question que d'un Hôpital ambulante qui n'est en aucune manière proportionné à une armée aussi considérable. Quant à l'artillerie on l'a calculée d'après le système actuel de guerre qui emploie beaucoup de grosse artillerie sans laquelle les progrès d'une armée ne peuvent être que très-lents dans des pays fourrés & difficiles; on l'a mise sur le pied le plus bas où elle ait été en Flandres, où les canaux & les chaussées donnent la plus grande facilité

40 AFFAIRES DEL' ANGLETERRE

11 Mars. aux opérations militaires; il est même à croire qu'elle se trouvera trop foible au gré des troupes auxiliaires, qui cependant ont des principes très-sages & très-économés sur ce point. Il ne faut point perdre de vue que cette armée a pour objet de faire des conquêtes, & doit être en état de profiter des circonstances & d'agir à quelques distances des communications des rivières. Sans cela, une armée peut bien couvrir un pays, mais non pas le conquérir ».

» Pour ce qui regarde les subsistances, le pain doit toujours être assuré & prêt. On peut sans doute abandonner le reste à une bonne discipline, à des payemens bien exacts, & au hazard. Mais il faut pouvoir compter sur six mille tonneaux (a) de farine pour la nourriture de trente mille hommes pendant six mois, en y comprenant les dégâts, les déchets occasionnés par le climat, la fourniture irrégulière & les pertes pendant les marches. Dans le tems des opérations on aura besoin de la même quantité de foin & d'avoine pour les neuf mille chevaux, au moins pendant deux mois, en supposant que le reste du tems ils subsistent des herbages des campagnes aux dépens de l'ennemi. Ces deux articles sont de douze mille tonneaux qui emploieront beaucoup de bâtimens pour les transporter, & des bâtimens propres à monter ou à descendre les rivières à mesure que l'armée avance ou se retire. On passe à chaque homme deux livres de pain par jour, & vingt livres de foin & d'avoine pour chaque cheval. Pour les six mois cela doit faire dix millions neuf cents quatre vingt mille livres de pain, & dix millions huit cents mille livres d'avoine & de foin pour les deux mois.

Je laisse de côté, comme un trop petit objet, la somme que le Ministère va faire porter au bureau des assurances, pour deux mille chevaux de remonte, de charge, de trait & autres qui seront embarqués

(a) Le tonneau étant de deux mille livres, poids de marc, cela doit faire 12,000,000 livres, c'est pour une armée de trente mille hommes pendant six mois 69994 livres de farine par jour. Il faut encore l'approvisionnement des 15,000 hommes dans les garnisons.

sur les premiers bâtimens , à 8 liv. sterl. par cheval , —
 ce qui fait pour les deux mille , 60,000 liv. sterling. Et 11 Mars.
 si tous les neuf mille y sont envoyés d'Angleterre ,
 le total des assurances sera de 72,000 liv. sterl. Mais
 il seroit curieux de savoir si les assureurs garantissent
 aussi ceux qui mourront de soif dans la traversée. Je
 suis effrayé du calcul de la quantité de barriques d'eau
 qu'il faudra pour ces neuf mille chevaux dans une
 traversée de cinq ou six semaines. Il y a apparence
 pourtant que l'on compte en trouver six à sept mille
 sur les lieux ; reste à savoir si cela sera très-aisé , &
 si les Américains n'emmèneront point leurs chevaux
 avec eux dans leurs réduits , comme ils font déjà de
 tout le reste du bétail.

Tous ces préparatifs doivent couter un argent énorme,
 Il est vrai qu'avec le secours de la Banque & de
 son papier intarissable , on se croit en état de tout
 entreprendre D'autres Ministres que les nôtres seroient
 très-embarrassés pour trouver cette immensité de pro-
 visions & de munitions , & les cent cinquante mille ton-
 neaux de bâtimens pour leur transport & pour celui des
 troupes , & pour faire arriver tout cela en Amérique
 de maniere à pouvoir effectuer la conquête entiere de
 ce pays dans le court espace de l'été. Mais ici ce sont
 de petites affaires qui vont d'elles-mêmes. Tenons
 nous donc tranquilles puisque ces Messieurs le sont :
 croyons que la fortune secondera leur audace. Autre-
 ment la vaine ostentation d'un orgueil fanatique seroit
 une foible sureté pour risquer la ruine de l'Etat.

Un autre Député bien instruit des forces de terre
 & de mer des Américains , a informé la Chambre
 du nombre des Corsaires avec lesquels ils sont en état
 de désoler le commerce Anglois dans toute l'Amérique.
 Il lui a rappelé que dans la guerre derniere la seule
 Province de Newyork , pendant qu'elle avoit un corps
 considérable de Soldats en campagne & plus de mille
 Mariniers sur les rivières , tenoit en outre à la mer une
 marine de corsaires de quarante-huit bâtimens , six
 cents soixante-quinze canons & cinq mille cinq cents
 trente hommes. » Il y a près de vingt ans que cette

72 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

11 Mars. Province avoit de pareilles forces à ses ordres. N'est-il pas très-vraisemblable qu'aujourd'hui elles peuvent être doublées, & que dans un tems où tout commerce maritime lui est interdit, le nombre de ses matelots peut bien être d'environ douze mille? Ajoutez à ce nombre tous les matelots, tous les pêcheurs & journaliers que vos actes oppresseurs tiennent dans l'inaction, vous verrez que le nombre total des gens de mer des colonies confédérées, sera au moins de quarante mille hommes qui n'auront d'autre paye que les captures qu'ils feront sur vous, & par là, seront d'autant plus acharnés à la ruine de votre commerce que toute votre armée navale ne pourra garantir. Ce sera sur-tout autour des Isles qu'ils exerceront leurs pirateries, parce que tous les ports étrangers leur seront ouverts pour la vente de leur butin. Bientôt nous serons obligés d'acheter des François & des Espagnols toutes les denrées de nos propres Colonies, sucre, rum, café, &c. «

» Ne vous flattez pas que vos vaisseaux de guerre se rendront maîtres de tous les ports de l'Amérique Septentrionale, & que les corsaires ne pourront pas en sortir. Il y a une infinité de Ports où vos vaisseaux ne pourront pas entrer, & la plupart des autres ont été fortifiés de manière à vous en rendre l'accès impossible. L'artillerie n'y manque pas & elle est disposée dans l'ordre le mieux entendu. Il y a tel Port où de bons canons de vingt-quatre tiendront vos vaisseaux à une distance d'où le feu de vos huniers ne chagrinera gueres les assiégés. Une planche de chêne ne résiste par autant qu'un rempart de dix-huit pieds d'épaisseur. Le Lord Howe, tout brave qu'il est, n'ira pas attaquer de pareilles batteries, qui d'ailleurs sont toutes défendues par des redoutes bien plus formidables que celle de Bunkers-hill qui vous a coûté mille hommes pour l'emporter. Quant aux bombardes du Colonel James, j'ai entendu assurer que les Américains ont pris toutes les précautions nécessaires pour en rendre l'effet inutile par diverses fortes de revêtement & de bastingages dont ils ont couvert leurs maisons, & vous n'en rapporterez que l'opprobre qui a flétri la gloire d'un puissant Monarque

lorsqu'il eut fait brûler le Palatinat, avec cette différence que les Palatins n'étoient point ses sujets » 11 Mars.

» Mais l'hyver mettra nécessairement un terme à vos opérations navales, & ce sera alors que les Américains lâcheront sur votre commerce au moins deux cents cinquante corsaires beaucoup mieux armés en raison de leur grosseur que ne le sont vos frégates; & malheur à vos Marchands, non-seulement en Amérique, mais sur-tout le globe, peut-être même jusques sur les côtes d'Angleterre & dans la Baltique. Oui dans la Baltique où vous n'avez point d'escadre, où une fiere Puissance vous a une fois défendu d'en envoyer, & où elle vous le défendra encore. Or, comme la Suède est l'alliée de cette Puissance, les prises des Américains se vendront dans ses Ports avec la même facilité que dans les ports François ou Espagnols, de toutes les autres parties de l'Europe ou de l'Amérique. Alors avec quelle sûreté viendront vos munitions navales de vos alliés de Prusse ou de Russie? Comment en tirerez-vous de Suède si ce n'est sur des vaisseaux Suédois, & au prix qu'il plaira à ce peuple d'y mettre, puisque l'Amérique, qui depuis quelque-tems, a fait perdre à ces étrangers une partie de votre fourniture, vous laisse entièrement à leur merci « ?

» Après avoir ainsi discuté l'objet de leurs forces navales, examinons celles qu'ils pourront mettre en campagne sur terre. Les plus modérés calculateurs, sans y comprendre le Canada, font monter les Milices à quatre cents vingt huit mille hommes, tous armés pour leurs foyers. Vous direz tant qu'il vous plaira que toutes ces troupes sont sans discipline: pour moi je suis certain du contraire; & loin que vos cinquante mille hommes puissent réduire dès la première campagne une armée aussi formidable, je soutiens qu'à peine elle sera suffisante pour faire face aux seuls corps qui seront rassemblés dans la Baye de Massachusset.

Je puis vous certifier, Messieurs, qu'outre les lignes de Boston, l'armée du continent a élevé à Cambridge une octogone que cent mille hommes n'investiroient

11 Mars. pas. Il est construit suivant les principes du Maréchal de Saxe, fraisé & palissadé, avec fossé, chemin couvert, glacis, abatis devant le glacis, remparts, casemates & une terrible artillerie. De plus, à une portée de canon du chemin couvert est une enceinte de trente-six tours carrées, du diamètre de trente pieds & à l'épreuve du canon. La distance entre ces tours est de cinq cents pieds & garnie d'abatis; sur chacune de ces tours sont placés cinq ou six fauconnaux carabinés. Il faudra un siège pour chacune, & malheur à ceux qui serviront vos canons lorsque vous en approcherez. Vos batteries seront plongées, & ni mantelets ni frondeaux ne pourront garantir vos Artilleurs. Malgré tous ces désavantages, vous aurez à renverser au moins dix de ces tours, avant de pouvoir ouvrir une seule attaque sur le corps de la place qui sera défendue par dix mille hommes, tandis qu'une armée de trente à quarante mille s'avancera sur vous pour vous forcer à lever le siège. J'ose vous assurer que vous ne prendrez point une pareille place; & si par miracle vous la preniez, ce seroit après vous être tellement épuisés que vous ne seriez pas en état d'en attaquer une nouvelle dans la même campagne.

Je ne dis pas qu'il y en ait encore une de cette force, mais j'en fais beaucoup d'autres qui ne sont pas à mépriser. On m'a assuré que le même Ingénieur qui a conduit en 1745 le siège de Louisbourg, a appris à un corps d'Officiers l'art de construire des redoutes. Il y en a une chaîne dans toute la longueur du continent. Chaque redoute est un carré qui peut tenir quatre mille hommes avec quatre bastions, fossé, chemin couvert, glacis fraisé, palissadé & entouré d'abatis & de trous de loup. Soyez sûrs, Messieurs, que de pareilles redoutes sont très-difficiles à emporter. J'en appelle au témoignage du Général Haldiman, un des meilleurs & des plus braves Officiers de notre armée. Il commandoit les Grenadiers à l'affaire du Fort Carillon. Il pourroit vous dire ce qu'il en a coûté d'hommes pour l'attaque du parapet & de l'abatis. Un artiste Allemand

11 Mars.

a gravé un plan de ces redoutes avec les élévations, & il en a été envoyé des exemplaires dans toutes les provinces pour que les redoutes de la chaîne fussent construites par-tout sur le même modèle. Calculez vis-à-vis de toutes ces difficultés, le court espace que durera la campagne, les maladies des armées, l'excessive chaleur de l'été, le froid rigoureux de l'hyver, la désertion, l'embaras & les frais des transports des vivres & munitions, & jugez-vous-mêmes la probabilité du succès (a).

(a) Cet intéressant discours a donné lieu à un écrit où la matière est développée dans toute son étendue sous le titre de *Lettre au Lord George Germaine*. On y voit le tableau suivant des forces de terre des colonies rebelles, non compris le Canada.

<i>Provinces.</i>	<i>Combattans.</i>
New-Hampshire.....	18,000.
Massachusetts.....	88,000.
Rhode-Island & la Providence.....	14,000.
Connecticut.....	40,000.
New-York.....	40,000.
Jersey.....	24,000.
Pensylvanie.....	100,000.
Maryland.....	34,000.
Virginie.....	34,000.
Caroline Septentrionale.....	18,000.
Caroline Méridionale.....	12,000.
Georgie.....	2,400.
Nouvelle Ecosse en la supposant aussi soulagée.....	4,000.
TOTAL.	428,400.

Diverses lettres ont apporté la liste suivante des forces maritimes de la seule province de Pensylvanie.

Liste des vaisseaux armés dans le mois de Janvier par ordre du Congrès, & qui sont tous partis pour une expédition très-secrete. Les Directeurs des Indes

46 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Mars. Dans ces mêmes débats, les membres de l'opposition ont donné les plus grands éloges

craignoient fort que cette expédition n'ait pour objet d'enlever quelques-uns de leurs vaisseaux, ne fût-ce que pour avoir le salpêtre dont ils sont chargés. Quelqu'un leur a observé, pour les consoler, qu'au moins le thé qui s'y trouvera ne sera pas jeté à la mer par les Américains comme celui qui a occasionné la guerre. Le bruit court que cette flotte s'est emparée de l'île de la Nouvelle Providence qui commande le passage de la Jamaïque.

Hopkins, Commandant en Chef.

	Capitaines.	Canons.	Hom.
L'Alfred	Tallefon, ...	32	300.
Le Colomb,	Whipple, ...	32	300.
L'André Doria,	Biddle,	16	200.
Le Sébastien,	Hopkins, ...	14	200.
La Providence,	Hafard,	14	200.

Liste des galeres à rame sur la rivière Delaware.

Doughty, Commandant en Chef.

Le Washidgton, cent quatre pieds de quille.
 Le Dickenson, Rice.
 Le Chatham, Alexandre.
 Le Cambden, Ears.
 Le Burke, Blear.
 L'Effingham, Moar.
 Le Bull-dog, Henderson.
 Le Franklin, Boyce.
 Le Congrès, Hamilton.
 L'Expériment, Thompson.
 Le Ranger, M. Gomary.
 Le Hancock & Adams, Moore.
 Le Warren..... Le Capitaine n'étoit pas encore nommé le 16 Février au départ du Capitaine Meston chargé pour Nantes, & à qui son équipage a ôté le commandement pour amener le vaisseau en Angleterre. Le Congrès a ordonné de construire avec la plus grande diligence, treize autres frégates de trente-six

à la mémoire du Général Montgomery. Les larmes ont coulé des yeux de M. Burke, de 11 Mars.

canons chacune dans les Colonies de Maryland, Pensylvanie & Rhode-Island. Le capitaine Meston en a vu quatre sur les chantiers. Il y avoit aussi une batterie de cent cinq pieds de quille, à cinquante rames, montant du dix-huit & trois cents hommes d'équipage, & trente radeaux-brulots. Enfin on avoit coulé bas dans la riviere Delavare cinquante chevaux de frise pour empêcher les bâtimens Anglois de la remonter.

Voilà quels étoient les préparatifs pour la guerre navale dans la seule Province de Pensylvanie. On peut juger que celles de la Nouvelle-Angleterre, de la Nouvelle York, de la Virginie, de la Caroline, &c. ne sont pas restées dans l'inaction.

On a reçu d'un correspondant digne de foi, l'état suivant des forts, des batteries & des vaisseaux de la ville & du port de Charles-Town dans la Caroline Méridionale, ainsi que des troupes Américaines qui y sont en garnison.

<i>Forts.</i>	<i>Canons.</i>	<i>Calibre.</i>	
L'Isle de Sullivan,	26.	32 & 18.	
La pointe de Veddel, ..	6.	6 & 18.	} Sur l'en- trée de la barre.
William Henri,	12.	12 & 32.	
Johonson,	21.	32 & 18.	
Wilwin,	23.	32 18 12 & 9.	
Lyttleton,	11.	11 18.	
Craven,	7.	32 18	
Granville,	5.	12.	
Gaddeſden,	7.	32.	
Gibbes,	9.	18.	

127.

Un vaisseau de.....	26.	
Un brigantin de.....	18.	9.
Un Sloop de.....	12.	6.

Garnison de la Place.

Deux bataillons de troupes réglées.

11 Mars. M. Fox & du colonel Barré, en parlant des rares vertus de ce héros.

Le Lord North s'est élevé hautement contre l'abus du talent oratoire de la part de ceux qui pouvoient exalter ainsi la mémoire d'un rebelle. « Il ne m'est pas possible, a-t'il dit, de regarder sa mort comme une perte publique. Je conviens que c'étoit un guerrier brave, habile, humain, généreux ; mais avec toutes ces belles qualités, ce n'étoit jamais qu'un rebelle, à qui on peut appliquer ce passage de la tragédie de Caton, *maudites soient ses vertus, elles ont perdu sa patrie.* »

M. Fox a répliqué que le nom de rebelle ne pouvoit point flétrir la gloire d'un Mont-

Six de milices bien armées & bien exercées.

Un de carabiniers, excellens tireurs.

Un d'artillerie.

Dans l'intérieur du pays, six mille hommes enrégimentés, tous bien armés & disciplinés, & par-tout abondance de munitions. La colonie, au départ de l'avis qui a apporté ces détails (ce pouvoit être vers la fin de Février) attendoit de pied ferme l'arrivée de la flotte Angloise, escortée par le chevalier Parker sur le Bristol & des troupes aux ordres du lord Cornwallis, parties d'Irlande le 13 Février, mais dont on sait que les gros tems ont dispersé & fort maltraité les bâtimens. Il en est rentré quelques-uns en Angleterre & en Irlande, qui sont repartis depuis : d'autres ont relâché en Portugal & aux îles.

Quelques mutins, sur les derrières de la Colonie, (c'est-à-dire des amis du gouvernement) avoient été enlevés & amenés à Charles-Town, & depuis ce tems la tranquillité étoit rétablie dans la province, & on y étoit généralement résolu à tout sacrifier pour le maintien des droits constitutionnels.

gommery

gommeries ; que des rebelles de son espèce étoient précieux à leur patrie & à l'humanité dont ils étoient les bienfaiteurs, & que c'étoit à une pareille rébellion que la Chambre étoit redevable de son existence.

11 Mars.

Chambre des Communes.

La Chambre reçoit le rapport du comité des subsides, qui s'est tenu la veille concernant les extraordinaires de l'armée d'Amérique.

12 Mars.

Sur la proposition d'admettre ce rapport, il s'élève des débats dans lesquels M. Hartley prie la Chambre de considérer que la nation est menacée d'une banqueroute inévitable & très-prochaine, si le Parlement ne fait pas voir bien clairement que le gouvernement est assuré des moyens de faire au moins deux campagnes en Amérique. M. Dempster s'élève contre les marchés pour les subsistances ; & il rappelle à la Chambre les énormes profits d'un Traitant dans la guerre dernière, qui sur des consommations de 1,300,000 l. fit un gain de 800,000 l. (18. 85;245 l.) Il donne l'avis de suivre l'exemple de la Compagnie des Indes, qui, pour avoir fait de grosses pertes par ses marchés, adjuge aujourd'hui ses entreprises au rabais.

Le lord Innham observe qu'il est honteux que la Chambre s'occupe à scruter avec la plus grande rigueur les candidats qui sont soupçonnés d'avoir gagné par séduction une pluralité de suffrages pour arriver au Parlement, tandis qu'on voit les noms de plusieurs

12 Mars.

de ses membres sur la liste des traitans qui s'engraissent des calamités publiques. Il demande que l'état des dépenses extraordinaires dont il s'agit, soit imprimé *in extenso*, sans omettre l'article du vinaigre & des *choucroutes*, qui est si considérable, que quand les sept mille hommes, enfermés dans Boston, n'auroient vécu que de ces drogues pendant les trois mois pour lesquels elles sont employées sur le compte, il devoit y en avoir une fois plus qu'il ne falloit pour tout le tems qu'a duré le blocus.

M. Burke se leve pour faire deux motions qui sont rejetées : l'une portoit que les 849,000 l. d'extraordinaires avoient été principalement employées pour la garnison & la ville de Boston : l'autre que cette somme ayant dû suffire pour procurer subsistance & aisance aux troupes enfermées dans cette ville, il n'y avoit pas lieu à demander de nouveaux subsides pour cet objet

Le gouverneur Johnstone propose quelques doutes sur l'emploi d'une somme de 9,500 l. pour des travaux de Negres. Milord North les éclaircit en apprenant à la Chambre que cette dépense a eu lieu principalement dans les îles cédées pour défricher des terres du domaine, & ouvrir des communications entre différentes parties de l'île.

Un des membres en prend occasion de reprocher au Ministère, que le marché pour le travail des Negres est devenu une affaire qui se donne à la faveur & dont la Cour fait usage pour augmenter le nombre de ses créa-

tures : que les routes de communication dans les isles cédées ont été construites aux frais des Colons : qu'à la vérité , les Negres du domaine ont pratiqué des sentiers pour l'usage des Arpenteurs chargés de marquer les terrains à vendre pour le domaine ; mais que ce n'est pas là ce qui aura pu consommer les 10,000 l. sterl. octroyés il y a quelques années pour fortifier la Dominique , & y construire des routes : que cependant on va élever plusieurs fortins dans les autres Isles ; mais que les Officiers chargés de conduire les ouvrages , y ont employé leurs propres Negres dont ils se sont faits payer trois shellings par jour aux frais du Roi , tandis que les Negres du domaine restoit oisifs : qu'il en étoit ainsi de tout l'argent octroyé pour les Isles : que la glorieuse campagne contre les pauvres Caraïbes de l'Isle S. Vincent a coûté à l'Etat douze cents braves Soldats & Officiers, & 300,000 l. sterl. sans lui rapporter un sou de profit ; & enfin qu'on pourra bien dénoncer au Parlement le marché défavantageux que la Cour a fait pour les ouvrages de l'Isle de Grenade avec un nommé Durand.

M. Tuffnal assure la Chambre qu'il ne sera rien fait de décisif dans la campagne qui va s'ouvrir , & que les troupes ne pourront point arriver peut-être de six mois à leurs destinations respectives : qu'il faut former des places d'armes & ouvrir des communications ; & que la campagne de 1776 ne servira qu'à préparer les opérations de celle de l'année

prochaine : que chacune de ces campagnes
 12 Mars. coûtera quinze millions sterl. & qu'en suppo-
 sant que la seconde se termine par le succès
 le plus complet, la dette sera augmentée de
 trente ou quarante millions, que toutes les
 taxes qu'on pourra jamais imposer à l'Amé-
 rique ne seront pas capables de rembourser.
 Il calcule que si les dépenses de l'année pré-
 sente se montent à onze millions sterling
 (259,672,131 l. de France) celles de l'année
 1777 seront beaucoup plus considérables,
 même quand les affaires s'arrangeroient dans
 cette campagne, attendu que l'on ne peut por-
 ter que sur les comptes de l'année prochaine
 les extraordinaires de l'armée & de la marine
 qui auront lieu cette année-ci.

Le chevalier Mawbey ayant reproché aux
 députés, connus dans la Chambre sous le
 nom d'indépendans ou de propriétaires des
 terres (ce sont ceux dont le revenu provient
 uniquement de leurs biens fonds & non du
 commerce), que c'étoit sous le trompeur &
 frivole prétexte de les soulager d'une partie
 du fardeau de la taxe des terres, que le Minis-
 tere avoit témérairement entrepris la guerre
 actuelle de l'Amérique. M. Viner répond,
 qu'en sa qualité de député indépendant, il est
 bien aise de déclarer que quand la taxe des
 terres monteroit, pour l'année prochaine, à
 six shellings ou au double, il persiste à dire,
 comme il l'a déjà assuré dans un autre débat,
 qu'il en payeroit sa part avec le plus grand
 plaisir. » S'il est intéressant, poursuit-il, de

conserver la suprématie de l'Angleterre dans son intégrité constitutionnelle, il n'y a pas de moyens dont on ne doive essayer pour y réussir. J'avoue hautement que je compte bien que l'Amérique sera taxée pour l'objet d'augmenter le revenu national, afin que l'Angleterre puisse retirer les frais qu'elle est obligée de faire pour le maintien de ses droits, & se libérer d'une partie de la dette contractée dans la dernière guerre pour les intérêts de l'Amérique.

12 Mars.

Un Membre du même parti appuie le dire de M. Viner par le discours suivant.

» Le docteur Price, dans son Pamphlet si vanté, propose de diminuer la dette nationale en laissant désormais la taxe des terres sur le pied de quatre shillings par livre sterl. Si le Docteur avoit seulement songé à la nature de cette taxe & à la proportion dans laquelle on la leve : s'il avoit considéré qu'elle est encore aujourd'hui répartie d'après le cadastre des terres qui a été fait en 1692 : s'il avoit fait attention aux millions d'arpens de communes & de terres en friches, mises en culture depuis cette époque, & qui encore aujourd'hui ne sont point taxés : s'il avoit considéré l'accroissement prodigieux du nombre des maisons depuis quelques années, sur-tout à Marybone* & à Bath, & dans presque toutes les villes du royaume, maisons qui ne payent point la dixième partie de ce qui se leve sur celles de Londres & des autres villes ; je suis certain que le Docteur n'auroit jamais opiné pour la con-

* Nouveau quartier de Londres.

12 Mars.

tinuation de la levée de quatre shellings par liv. sterl. sur les terres.

Quand je vois Londres & le comté de Middlesex payer (sur le pied de trois shellings par livre) au-delà de 173,000 l. les quatre comtés septentrionaux, malgré l'augmentation du produit de leurs terres depuis 1692, payer moins de 22,000 liv. & l'Ecosse, nonobstant ses prodigieux succès dans l'agriculture & dans le commerce depuis sa réunion avec l'Angleterre, à peine 45,000 l. j'avoue que je ne puis trouver juste la répartition actuelle de la taxe des terres; tandis que toutes les autres taxes levées sur les sujets, excepté l'impôt sur le cidre, ont l'équité pour principe, & que chaque particulier les paye dans une égale proportion «.

» Mais, dit le Docteur, rien n'est si juste que de continuer à lever quatre shellings par liv. puisque les revenus ont presque doublé. Je voudrois que cela fût vrai pour les biens qui m'appartiennent; mais je crois ce calcul très-faux pour la plupart des possesseurs de terres en général. J'en excepte ceux qui ayant obtenu un acte du Parlement, pour enclore leurs communes & leurs friches, ont non-seulement doublé leur revenu, mais l'ont même décuplé, & encore ces nouveaux biens ne payent pas un sou à la taxe des terres.

» Permettez-moi, Messieurs, d'établir ici ce qu'on entend par une taxe juste & équitable sur les terres. Il faut pour cela remonter jusqu'au regne d'Henri IV où les subsides n'é-

toient pas des taxes imposées directement sur les biens , mais sur les personnes en raison des biens qu'on leur croyoit, sur le pied de quatre shel. par liv. sterl. sur les terres, & de deux shel. & demi pour les autres propriétés «.

» A la révolution, le nom de subsides fut changé en celui de taxe sur les terres ; & en 1693 le Parlement, dans le même esprit, quoique sous des proportions différentes , imposa une taxe sur les biens personnels, ainsi que sur les biens réels appartenans à tous les sujets du royaume. Il repartit cette imposition sur chaque comté, suivant l'évaluation rédigée l'année précédente, d'après les déclarations des principaux Francs-tenanciers des comtés respectifs, & d'après la fixation par eux faites des sommes qui devoient être imposées sur chaque paroisse en particulier. C'est sur ce même cadastre qu'on leve encore aujourd'hui la taxe des terres.

» Il est donc évident que pour établir une taxe des terres équitables, il faut l'imposer sur toutes les propriétés comme sur les terres. En quelque proportion que les biens personnels aient été imposés jusqu'ici relativement aux terres, j'ose assurer que cette espèce de propriétés, quoique très-augmentée par le prodigieux accroissement du commerce depuis la révolution, ne paye point au prorata de cette augmentation de valeur. Or, est il juste de faire payer à un cultivateur qui possède une terre de 500 l. sterl. de produit annuel le cinquieme de ce revenu, tandis qu'un marchand dont les

12 Mars.

profits montent annuellement à mille liv. sterl. & plus, ne payera que très-peu & quelquefois rien pour soutenir les charges publiques?

» Je demanderai ensuite comment, & par quels moyens les taxes se sont accumulées sur nous jusqu'à l'excès effrayant où elles sont aujourd'hui. Les deux dernières guerres nous fourniront une réponse satisfaisante à cette question. Nous avons entrepris la première sur les plaintes que nos marchands ont faites des déprédations des Espagnols dans l'Amérique méridionale; elle nous a coûté trente millions. La seconde guerre s'est allumée sur les clameurs des colonies au sujet de l'invasion des François du côté de leurs établissemens septentrionaux; elle a coûté soixante & dix millions. Comment donc peut-on trouver injuste que ceux qui ont demandé la danse payent leur part des violons? Seroit-il équitable qu'il n'y eût que les possesseurs de terres d'imposés, tandis que les marchands & les Américains feroient indemnisés de leurs frais? cela répugne à tous les principes. Mais l'équité veut que l'on présente au Parlement un nouveau cadastre des terres, pour que les propriétés personnelles imposées sous Henri IV, le soient aujourd'hui sur un nouveau pied, & dans une proportion plus égale. Il faudroit enfin, qu'en reconnaissance des avantages que les Ecoissois ont retirés de leur union avec l'Angleterre, ils consentissent que la clause de l'acte d'union qui limite leur quote-part dans la taxe des terres fût aujourd'hui annullée,

& qu'ils se soumissent à être taxés de la même manière, & dans la même proportion que les Anglois. 12 Mars

Or, si l'on réduisoit la taxe sur les terres à deux shellings par livre qui seroient également répartis dans la Grande-Bretagne: si les marchands fournissoient un contingent proportionné; & si, d'un autre côté, les Américains, après la tentative qu'ils auront faite (vainement j'espère) pour secouer le joug de la Métropole, sont condamnés à l'amende très-moderée de six deniers par livre sur leurs terres & sur leurs possessions, le poids des impôts sera, à mon avis, supporté par tous les citoyens dans une juste proportion; & la nation évitera, par une prompte réduction de son énorme dette; la banqueroute dont elle est menacée ».

Un membre du parti des Négociants, après avoir déclaré qu'il ne peut approuver les états de dépenses qui ont été mis sous les yeux de la Chambre, discute ainsi la matière des finances & de la dette de l'Angleterre. » Qui que soit d'entre vous, Messieurs, n'ignore que c'est aux directeurs de la banque que nous devons attribuer nos malheurs, & que si nous périssons, notre mort politique est leur ouvrage. Le secours qu'ils prêtent actuellement au Ministère, peut être comparé à ces cordiaux qui se donnent aux malades abandonnés des médecins, & qui, en leur rendant quelque vigueur, ne servent qu'à accélérer le moment fatal. Je ne m'arrêterai pas à calculer les sommes dont le gouvernement a besoin, &

12 Mars.

celles dont la banque est déjà en avance ; c'est l'affaire des actionnaires de la banque , & leur intérêt leur crie assez haut de se hâter de régler les comptes «.

» Non seulement les billets de banque se sont multipliés au point qu'il n'y a pas une maison où il ne s'en trouve ; mais aucun paiement considérable de banquier à banquier ne se fait plus que par ce moyen. Dans cet état des choses, qui est-ce qui ne devrait pas redouter une enquête parlementaire sur l'état de la banque, par laquelle on découvreroit qu'elle a prêté au gouvernement pour la valeur de quinze millions sterling de ses billets ? Quelles fatales conséquences ne s'ensuivra-t-il point, si la guerre avec l'Amérique dure encore un an ? Le public étant informé que toutes les espèces monnayées de l'Angleterre ne se montent pas à quinze millions sterl. & que la banque ne peut avoir la totalité ni même la moitié de ces espèces, on concluroit bientôt qu'elle ne pourra jamais payer la moitié de ses billets avancés au gouvernement, & encore moins la totalité desdits billets. Ceux dont l'argent se trouvera être entre les mains des banquiers, n'en retireront que des billets de banque ; & les porteurs de ces billets se verront à leur grand déplaisir forcés de les regarder comme de bon argent, parce que le gouvernement se mettra vis-à-vis d'eux au lieu & place de la banque. Ils verront qu'ils ne sont créanciers que du gouvernement, & que la banque est le bureau où se font les payemens pour la cour «.

Quelles seront alors les ressources du gou-

vernement? au lieu de rembourser la banque, il tirera d'elle encore un plus grand nombre de ses billets, ce qui ne pourra se faire que par le moyen d'un emprunt au public. Si cet emprunt s'effectue par une émission de billets de marine ou d'autres billets quelconques, par qui seront-ils escomptés, lorsqu'il y aura des billets en circulation pour des sommes déjà si considérables? La banque & le gouvernement ne seront-ils pas alors précisément dans le cas de deux marchands ruinés qui levent de l'argent sur leur crédit respectif, & par un échange de billets l'un sur l'autre? Hélas! voilà déjà où ils en sont réduits; ils ne font plus que renouveler leurs billets pour leur convenance réciproque; & comme tous ceux qui fabriquent du papier nouveau pour en payer d'autre; avant peu ils déclareront leur commune banqueroute.

» Depuis deux ou trois ans l'Echiquier en impose aux ignorans par un remboursement apparent d'une partie de la dette nationale. Comment s'y est-il pris pour cela? Il a annoncé avec emphase un amortissement de huit cents mille livres des annuités à trois & demi pour cent, mais en même tems il a lâché pour dix-huit cents mille livres de billets de marine. N'est-ce pas précisément le cas d'un marchand qui emprunte de l'argent sur ses billets à douze ou dix-huit mois d'échéance pour payer une dette échue, & compte-t-il se libérer en empruntant le double de la somme qu'il paye. Le fait est que le Ministère rembourse avec éclat un vieux créancier, & qu'il engage

12 Mars.

l'Etat pour un million de nouvelles dettes ; argent qu'il dépense , & qui bientôt accroîtra encore les charges nationales. «

» Tant que la confiance du public permettra à la Banque d'escompter les billets du ministère avec ses propres billets , à la faveur de ce qu'on est dans l'usage de les garder , & de les faire circuler sans les réaliser , les affaires continueront d'aller passablement. Mais au moment où le public commencera à s'apercevoir que ce n'est entre le Ministre & la Banque qu'un échange de papiers pour des sommes immenses , aussitôt toute la confiance s'évanouira ; & cette belle manœuvre ne paroîtra qu'un artifice indigne & ruineux , imaginé pour tromper la nation & tous les autres pays de l'Europe avec lesquels nous sommes en correspondance «.

» Il ne faut pas s'attendre que les porteurs des actions de la banque donneront l'allarme. Il est bien plus vraisemblable que lorsqu'ils seront rassemblés , ils adhéreront à toutes les propositions des directeurs. Ceux d'entr'eux qui voyent le danger , se garderont bien de décrier leurs propriétés ; ceux qui ne le voyent pas , se laisseront conduire par une confiance aveugle dans les autres. Ce ne sera pas non plus la Chambre des Communes qui voudra dépouiller la Banque de ses beaux habits de papier doré. Tant que la dorure conservera quelque éclat , elle est trop utile pour couvrir & décorer la corruption parlementaire «.

Le peuple Anglois est dans une grande & funeste erreur relativement à la Banque. On

se flatte que les porteurs d'actions arrêteront le progrès du mal dès qu'il se manifestera. Ils n'en feront rien. Les actionnaires ne sonneront mot. Car s'ils parlent, ils sont ruinés les premiers. L'actionnaire doit désirer la hausse des prix. Pour se défaire de sa maison prête à l'écraser, il tâche de la faire prendre à un autre; & il est content, pourvu que ce ne soit pas sur lui qu'elle s'abîme «.

12 Mars.

» L'intérêt des actionnaires n'est pas, non plus le même que celui des directeurs. Il y a autant de différence qu'entre celui des membres de la Chambre des communes & celui de leurs constituans. Un député ne s'aperçoit que peu des charges qu'il supporte avec ceux qui l'ont choisi, si le Ministre lui donne un bon prix de son suffrage. De même le directeur de la banque souffre moins que le simple actionnaire par la baisse des fonds, que la surabondance des papiers occasionne, pourvu que le Ministre lui fasse avoir de la première main une bonne quantité de billets de loterie de nouvelle création «.

» Les mêmes moyens qui procurent à un Chef de la Trésorerie la pluralité des suffrages au Parlement, lui assurent la même pluralité parmi les directeurs de la banque. Maître de l'argent & des grâces, il fait par-tout ce qui lui plaît. «

Le baron de Nolken, envoyé extraordinaire de Suede & de retour de ce royaume, fait sa cour au Roi, ainsi que le prince de Masserant, Ambassadeur d'Espagne, rétabli d'une maladie

13 Mars.

13 Mars.

inquiétante. Le général Iligh , commandant des troupes auxiliaires de Hesse , fait aussi ses révérences à sa Majesté , de qui le général chevalier Wrottesley prend congé étant sur le point de partir pour l'Amérique.

On apprend par des lettres de Dublin, qu'une fièvre maligne cause depuis quelques jours beaucoup de ravage dans cette ville. Les médecins prétendent qu'elle y a été apportée par un criminel amené de la prison devant la cour de justice , & qu'on avoit négligé de faire baigner & changer. Le grand Scherif & plusieurs magistrats sont morts de cette maladie épidémique.

Une grande affluence de peuple se rend à la Grand-salle de Vestminster , sur le bruit qui s'étoit faussement répandu que la duchesse de Kingston devoit s'y transporter pour voir les préparatifs qui se font pour la cour des pairs indiquée au 15 Avril à son occasion. On prétend que quelqu'un ayant dit à cette Duchesse qu'une dame offroit vingt-cinq guinées pour être assurée d'une place, la Duchesse a répondu , » la mienne est bien à son service , » je la lui offre pour rien ». Les amis de cette Duchesse observent que les Pairs, en admettant l'instance qui a amené ce jugement , ont exposé l'état de plusieurs d'entr'eux. Voici comme ils envisagent cette affaire : un jugement de la Cour ecclésiastique a déclaré la non-existence d'un prétendu précédent mariage : l'Archevêque de Cantorbery , primat de l'église Anglicane, l'a solennellement autorisé à

13 Mars.

se marier par la *licence* donnée en connoissance de cause & de l'avis du lord Cambden , alors chancelier & chef de la justice. Elle l'a fait avec l'aveu & l'approbation du Roi. Elle a joui , sans trouble, de son nouvel état tant que son mari a vécu. Peut-on la condamner sans mettre les loix en contradiction , sans porter atteinte aux droits de la juridiction ecclésiastique , sans envelopper dans son sort beaucoup de familles nobles qui ne doivent leur existence qu'à des séparations de même nature, également impugnables de collusion dans la vue de frustrer des héritiers légitimes ? C'est un grand procès entre la puissance temporelle & la puissance spirituelle ; & la duchesse de Kingston a droit de récuser comme incompetent le tribunal devant lequel elle va être citée , pour voir annuler une décision d'un autre tribunal dont la compétence est incontestable , & qui juge en définitif.

Assemblée générale des actionnaires de la Compagnie des Indes , pour décider si la place de second au conseil de Bombay , après M. Hornby , & de successeur désigné à ce Président , gouverneur de l'île , sera donnée au brigadier général Carnac proposé par les Directeurs , ou si on lui préférera son compétiteur le sieur Maguire ; & en général , si dans cette nomination & dans les autres , il est expédient de ne point s'astreindre à l'ordre du tableau.

Le gouverneur Johnstone s'oppose à la nomination de M. Carnac, la qualifiant de passe-

3 Mars.

droit & d'injustice capables d'entraîner les conséquences les plus dangereuses. Il observe qu'en suivant le cours naturel des choses & l'ordre du tableau, on trouveroit des personnages aussi honnêtes qu'intelligens, & notamment à Bombay où il cite Messieurs *Mostyn* & *Gambier* comme des sujets distingués par l'étendue de leurs talens.

Il fait voir le danger & la mauvaise politique de tirer un Officier militaire d'un établissement éloigné pour le charger des affaires civiles d'une compagnie commerçante. Il rapporte les diverses objections que le général Carnac lui-même a faites dans un cas semblable contre la nomination du capitaine MacPherson de Bombay pour passer à une charge de l'établissement de Bengale, & de M. Spencer de Bombay au gouvernement de Bengale. Il rappelle l'affaire de M. Vansittart de Madras qui a causé tant d'altercation, ainsi que les troubles qui désolent aujourd'hui le Bengale depuis que les militaires sont pourvus des offices de Conseillers & de Présidens.

Il expose ensuite les objections particulières qu'on a droit de faire contre le général Carnac personnellement, objections tirées des registres de la Compagnie, & des enquêtes faites par les comités de la Chambre des Communes; & il déclare que ses charges sont appuyées sur des pièces authentiques, ou signées & présentées par le général Carnac lui-même.

On donnera incessamment la continuation.

Lettre

*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. *** à Anvers.*

De Londres le 17 Mai 1776.

JE vous avois à peu-près annoncé, Monsieur, dans quels termes la gazette de la Cour parleroit de l'événement de Boston. Elle n'a pas dit tout-à-fait que le Général Howe eût eu l'ordre d'évacuer ; mais qui est-ce qui ne comprendra pas qu'elle desiré qu'on le croye ? C'étoit dès le 7 mars que M. Howe avoit pris la résolution qu'il a exécutée le 17 : les troupes se sont embarquées avec tant d'ordre, si tranquillement, si à leur aise, car c'est ainsi que milord North en a parlé dans la Chambre des Communes : les Rebelles n'y ont pas apporté le plus léger empêchement : au départ de l'express il y avoit déjà une partie de l'armée sous voiles ; le reste (on faisoit tout cela si à son aise !) devoit suivre quelques jours après : enfin, l'amiral Shuldham laissoit devant Boston tous les vaisseaux de guerre dont on pouvoit se passer pour l'escorte des transports, & cela, dans la vue de sauver les bâtimens munitionnaires que l'étoile des Insurgens pourroit faire arriver à Boston après le départ de l'armée. Est-ce qu'on auroit pris des mesures aussi sagement combinées dans le tumulte d'une déroute, & au milieu des tourmens de la faim & de la peur ? Ne semblent-elles pas garantir que tout s'est fait d'après la détermination la plus libre

66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& la plus reposée ? Ce n'est pas ainsi que se feroit conduit un Général dépité contre les Ministres, pour n'avoir point eu depuis cinq mois un mot de leurs nouvelles. Non sans doute, & il faut convenir que toutes ces conséquences dérivent très-naturellement de la relation de la gazette de la Cour ; mais fera-t-elle rejeter le témoignage de trois à quatre cents lettres qui attestent généralement que c'est avec la rage dans le cœur & le feu aux talons, que M. Howes'est embarqué pour ne pas se voir enseveli sous les ruines de Boston avec une armée expirante de besoin & de fatigues : qu'il est parti en protestant que si quelques semaines encore se passaient sans qu'il entendît parler des Ministres, il sauroit bien, après avoir évacué la ville, évacuer aussi l'armée ? Voilà, Monsieur, ce qui se dit hautement par tout, & dans le Parlement même. Voilà ce que milord Germaine a lui même appris à la Chambre des Communes. Ce lord, le Ministre des Colonies, n'a pû parler de l'événement de Boston, que d'après les lettres écrites à son prédécesseur, qui lui a laissé sa place le 14 Novembre. Il est donc clair qu'au 24 Mars le général Howe l'ignoroit, puisque c'est au lord Dartmouth que sa relation étoit adressée, & que par conséquent il n'avoit eu de tout l'hiver aucune nouvelle des Bureaux. Et comment en auroit-il eu ? Les diverses flottes qui lui portoient instructions & vivres ont été dispersées par les vents ou enlevées par les Américains. Je crois que les Ministres

voudroient bien que toutes les lettres d'Amérique qui roulent aujourd'hui dans Londres eussent eû le même sort. On auroit ignoré pendant quelque tems encore les justes mécontentemens du général, le triomphe de Washington, l'affreuse déresse de l'armée du Roi, son désordre dans sa fuite, ses pertes & son embarras pour trouver un plus sûr azile; car il y a des gens qui doutent qu'elle puisse se maintenir ou même arriver à Halifax, qui a été épuisé tout l'hiver.

Les Ministres ont voulu soutenir dans la Chambre des Pairs que le Général avoit emporté toute son artillerie & ses munitions, & qu'il n'étoit pas vrai qu'il eût traité avec le Chef des Rébelles. Mais l'opposition leur demande pourquoi la gazette de la Cour a négligé de tranquilliser la nation sur un objet aussi intéressant que l'artillerie, en laissant ignorer si le Général l'a emportée ou s'ils l'a laissée: pourquoi, s'il n'y a pas eu de capitulation, M. Howe n'a pas brûlé Boston, suivant les ordres qui ont été donnés pour toutes les villes rebelles de l'Amérique? Voilà des questions auxquelles il étoit difficile de répondre autrement que par la communication de la correspondance. Mais c'est à quoi le Ministère s'est refusé dans les deux Chambres, sous le prétexte que le plan des opérations s'y trouvoit mêlé & qu'il ne convenoit point de le mettre au grand jour. Le Duc de Manchester voyant les Ministres inébranlables dans cette résolution, a lû à la Chambre des Pairs une lettre

de bon lieu, où on l'assure que Boston a été bombardé avec un mortier pris sur un vaisseau dont les Insurgens s'étoient emparés ; qu'il y a eu un accord entre les deux Généraux, qui à la vérité n'a pas été signé ; & qu'on attendoit à Philadelphie vingt Commissaires du Roi avec des propositions de paix que le Congrès avoit résolu de ne pas recevoir depuis qu'on savoit que le Ministère faisoit soulever les Indiens & les Negres, & qu'on leur payoit jusqu'à 50 l. st. pour la tête d'un Américain.

Il doit donc passer pour constant, Monsieur, que c'est à l'artillerie des Insurgens & à la disette des subsistances que le général Howe a été obligé de céder. D'autres lettres ajoutent que Washington qui jusques-là n'avoit eu que du petit canon & le fameux mortier en question, a battu aussi la Ville avec du vingt-quatre. Monsieur Howe, après avoir fait une vaine & périlleuse tentative pour enlever une de ces batteries, a avoué qu'il ne devinoit pas d'où les Rebelles pouvoient avoir reçu des pieces de cette force. Le bruit s'étoit répandu dans l'armée assiégée que leurs batteries étoient servies par des Ingénieurs étrangers : sans doute ils seront venus avec leur artillerie.

De tout cela, vous conclurez, Monsieur, que l'interdit du port de Boston a été bien réellement levé le 24 Mars, jour du départ de l'armée du Roi. Ce fameux jour & le lendemain le tems étoit des plus orageux, & sept bâtimens de la flotte d'évacuation ont échoué sur les bancs de Nantasket. A quoi se

trouvoit réduit alors le grand empire des Anglois en Amérique? Il ne consistoit plus que dans une armée, le jouet des vagues, dans les déserts des deux Florides, & peut-être dans la foible garnison de Quebec. Est-ce la valeur d'un pied pour lieue de leurs anciennes possessions?

Vous avez vû, Monsieur, les excellentes raisons qui ont dû empêcher qu'on ne publiât la dépêche de M. Howe à milord Dartmouth, qui a quitté sa place en Novembre 1775. Les partisans du Ministère qui ont affirmé dans le Parlement que l'évacuation avoit été concertée, n'ont pas considéré que la date des ordres remonteroit aussi-haut, & que s'ils ont été envoyés à M. Howe avant que le département de milord Dartmouth eût passé dans les mains de milord Germaine, il étoit impossible qu'ils cadrassent avec une foule de contingences qu'il est plus facile d'imaginer que de décrire. Mais on veut absolument que le public se le persuade ainsi; & l'esprit de parti n'a négligé aucuns moyens pour soutenir sur ce point le crédit de la gazette ministériale? L'opposition en a dépisté un, qui est bien le tour d'adresse le plus fin qu'on pût inventer. : vous allez en juger. C'est un article de gazettes fait pour sceller le triomphe des Américains. L'événement de Boston, si glorieux pour leurs armes, se trouve être encore très-favorable à leur cause. Il leur procure la découverte d'une correspondance perfide de quelques membres du Congrès de New-York avec le Général des

troupes du Roi. Ce que le Gouvernement nie de toutes ses forces, l'abandon de l'artillerie & des munitions, est attesté ici du ton le plus ferme & le plus victorieux. M. Howe a laissé non-seulement canons, munitions, chevaux, habits, &c. &c. mais même ses papiers, tant il étoit troublé! Enfin, on a trouvé une lettre d'un M. Smit, membre du Congrès de la Nouvelle-York, qui, dans un beau plan de campagne qu'il trace au Général, lui insinue qu'on s'attend bien que *l'armée de Boston aura reçu ordre de quitter cette ville au printemps* pour aller s'emparer de New-York, conjointement avec les forces qui seront parties d'Angleterre. Comme cette lettre a l'air d'être un nouveau trophée pour les rebelles, qui est-ce d'entre leurs partisans en Angleterre qui voudra en révoquer en doute la moindre partie, puisqu'il faudroit renoncer à tout ce qu'on est d'ailleurs si aise d'y voir? Elle a pourtant trouvé des incrédules, cette charmante lettre. On croit bien que M. Howe n'a pas pu emporter l'artillerie qui fortifioit *Bunkershill*, ni tout l'arsenal de Boston. On est persuadé qu'il a négocié avec Washington pour effectuer son embarquement avec plus de tranquillité, en promettant de ne rien détruire ni emporter; & que les boulets & les bombes qui lui ont tué quelques hommes après les paroles données, lui ont appris l'indignation avec laquelle les vainqueurs le voyoient manquer à ses conventions. On croit volontiers que des amis du ministère, peut-être sans son aveu, auront imaginé cette jolie ruse pour sauver l'honneur

du parti. On croit tout cela ; mais on ne veut point croire que M. Howe ait oublié ses portefeuilles , ou qu'il ait laissé fouiller dans ses poches.

L'opinion du public est fixée irrévocablement sur les causes de cette singulière évacuation. Elle n'a été rien moins que volontaire ; & elle est l'effet des ordres que le Congrès général a envoyés à Washington de ne plus rien ménager aussi-tôt qu'il a reçu la nouvelle des traités avec les Princes étrangers pour réduire l'Amérique. Les traités sont signés en Europe en Janvier : la nouvelle arrive en Février à Philadelphie : Boston est attaqué & évacué en Mars. Voilà une marche , cela ! Et ce n'est pas ainsi que l'on a servi M. Howe qui ignore peut-être encore que mi-lord Germaine est son Ministre.

Ces mêmes traités , Monsieur , dont le premier effet en Amérique a été si favorable aux Bostoniens , situés à peu-près au milieu de ce continent , ont occasionné à une de ses extrémités un autre événement très-désagréable pour la Métropole. Je veux parler de ce qui vient de ce passer à la Géorgie : ses habitans n'étoient point encore comptés au nombre des Colons réfractaires , mais ils ont arboré l'étendard de la rébellion & du Congrès aussi-tôt qu'ils ont eu connoissance de ces funestes traités. Cinq ou six bâtimens y chargeoient pour l'Angleterre : des Officiers envoyés par M. Howe arrivoient pour se faire donner des provisions pour Boston : ils ont été reçus en

ennemis, & contraints de fuir : le feu a été mis aux vaisseaux Anglois, & il a consumé pour plus de deux cents mille livres sterling de bâtimens & de denrées qui appartenoient à des gens suspects d'attachement pour la Cour. Le 14 Février, M. Wright, gouverneur de la Province, à l'exemple de tous les autres gouverneurs des Colonies rebelles, s'est réfugié à bord du vaisseau de guerre le *Scarborough*, où il a établi le siege de son gouvernement.

Dans les premiers jours d'Avril, sur la nouvelle de l'évacuation de Boston, les habitants de Savanah ont fait couler bas plusieurs bâtimens à l'entrée de leur port, pour s'assurer que les troupes de Boston ne viendroient pas s'établir chez eux, & aussi pour retenir les vaisseaux qui y chargeoient. Pauvre Angleterre ! vous avez fermé tous les ports de l'Amérique, & ce n'est plus que pour vous seule qu'ils ne sont pas ouverts.

Voilà donc la Géorgie au nombre des colonies confédérées ; graces aux vents qui ont dispersé la flotte du Chevalier Parker, que l'on disoit destinée pour les parties méridionales du continent, & qui aujourd'hui se rétablit comme elle peut aux îles, dont sa consommation n'augmentera pas le bien être. Vous savez, Monsieur, que la Georgie est une belle & florissante province située par trente-trois degrés de latitude, & dont le sol est aussi excellent que celui de la Louisiane. Les Allemands de Saltzbourg y ont porté divers genres

de culture à un très-haut degré de perfection. Il y a long-tems qu'ils tirent de ce pays beaucoup plus de grains qu'ils ne peuvent en consommer. Ils sont très-commodément situés pour le commerce des îles qui prennent leur riz, leur merrain & leurs bestiaux. Mais leur position sur-tout est des plus favorables pour les courses contre les vaisseaux qui ont à traverser le dangereux golfe de la Floride. Le commerce de la Jamaïque n'a point d'autre route ; il faut que tous les vaisseaux passent entre cette portion du continent & les îles de Bahama, qui à ce qu'on assure encore, viennent de tomber au pouvoir des Insurgens.

On dit que Hopkins avec deux fortes frégates & trois corvettes parties de la rivière Delawarre en Janvier, a porté tout droit sur l'île de la Providence, & s'est établi à Nassau, autre ville Allemande que M. Monford Brown, qui en est le Gouverneur, a aussi évacuée pour se rendre à Saint-Augustin capitale de la Floride orientale. Il sera difficile aux forces navales de l'Angleterre d'en déloger cette flotte. Les îles Bahama sont un archipel de plus de deux mille îles, grandes & petites, toutes hérissées d'écueils ; c'est un vrai repaire de pirates. Entens de guerre, une escadre en croisière entre cet Archipel & la Caroline, voisine de la Georgie, est sûre d'enlever tous les trésors des Puissances ennemies ; & du côté de Bahama les corsaires ne craignent la poursuite d'aucun vaisseau de guerre. Vous concevez que ces îles, ayant aujourd'hui un chef, vont armer

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

jusqu'à leurs plus petites barques contre le commerce Anglois ; & de quelle ressource ne seront-elles pas aux Américains , seulement par la commodité & la sûreté qu'elles offrent pour l'entrepôt de toutes les armes & munitions qui leur seront fournies d'Europe ! Il ne peut pas y avoir d'événement plus affligeant pour les marchands de Londres , & même pour le Gouvernement ; quoique la possession de cette multitude de rochers en tems de paix ne puisse être à son égard qu'un avantage négatif. Les ennemis de l'Angleterre établis sur ces rochers feront une playe éternelle pour son commerce. Elle aura oublié & Boston & Québec quand elle gémera encore de la perte des îles de Bahama , si la Jamaïque lui reste.

Quoique le sort de Québec paroisse encore incertain , un marchand de Londres a reçu une lettre de l'armée devant Québec , & on doute que cette place tienne jusqu'au mois de Mai s'il ne lui arrive pas des secours. Or , vous savez que le général Burgoyne n'est parti avec ces secours que le 4 Avril.

On a vu aussi une gazette de la Pensylvanie du 4 Mars , qui rapporte une lettre de Montréal du 26 Février , où il est dit que le siège de Québec sera repris avec une nouvelle activité aussitôt que les renforts de la Nouvelle-York & des autres provinces seront arrivés. Mais voici des nouvelles plus certaines. Le général Arnold a écrit à la fin de Janvier à un de ses amis dans la Pensylvanie , que sa blessure seroit

guérie sous quinze jours; — qu'il continuoit le blocus; — qu'il attendoit M. Wooster de Montréal d'où il venoit de lui arriver cent hommes de renfort; — qu'il attendoit aussi plusieurs régimens de la Nouvelle-York, & que quand ces secours seroient venus, il ne doutoit point que la place ne se rendît, puisque l'ennemi, quoique double en forces, n'avoit pas osé se montrer une seule fois hors des murs; & enfin, que la garnison avoit beaucoup souffert de la rigueur du froid. On a eu ces détails par les vaisseaux le *Betsy* & l'*Elisabeth* de Philadelphie, de qui on a appris que le célèbre docteur Franklin en est parti pour le Canada aussitôt qu'on y fut instruit de la mort de Montgomery: qu'un corps de cinq mille hommes s'étoient mis en marche pour joindre Arnold que le Congrès vient de nommer Major Général; & que le général Lée a quitté New-York pour se rendre à la Virginie & défendre cette province que l'on croyoit menacée d'une descente par le général Clinton.

Il y a eu une action à la fin de Février près de l'île de Rhode-Island, entre le capitaine Wallace, de la frégate la *Rose*, qui avoit mis le feu à des maisons de l'îlot de Conicut, & les habitans. Ceux-ci s'étant embusqués, lui ont tué trente hommes de troupes de marine, un Officier & un tambour, qu'on a clairement distingués à la lueur de l'incendie.

Le 19 Février, M. Richard Corbin de Williamsbourg a été, avec l'agrément du Congrès, trouver le lord Dunmore à bord du vaisseau où

il fait sa résidence comme gouverneur de la Virginie. On esperoit qu'ils entreroient en accommodement, d'après certaines insinuations de ce lord ; mais il a refusé de permettre la convocation de l'assemblée, & s'est borné à demander une note des propositions que la Colonie pourroit faire, & qu'il offroit de porter en Angleterre. Le capitaine Hammoud, de la frégate le *Roebuck*, qui s'est trouvé à cette infructueuse conférence, a assuré M. Corbin que ses vaisseaux ne commettroient aucune hostilité sur le territoire, & qu'il se contenteroit de faire observer l'acte de restriction de commerce. Le général Clinton, est parti le 26 Février sur la frégate le *Mercury*, avec son détachement de quatre à cinq cens hommes. M. Corbin auguroit qu'il avoit pris la route de la Caroline septentrionale. Le lord Dunmore a un corps de troupes de 500 hommes, retranché sur le rivage, dans le lieu appelé Portsmouth, & les Insurgens ont leur camp tout auprès.

Il passe pour constant que le vaisseau la *Fleur de Mer* armé à New-York, y est rentré avec plusieurs Ingénieurs Prussiens, qui viennent offrir leurs services aux Colonies confédérées. Vous n'ignorez sûrement pas, Monsieur, que tandis que la plupart des Cours étrangères empêchent leurs sujets, par les plus rigoureuses défenses, de faire aucun commerce avec les Américains rebelles, & à plus forte raison de leur fournir des munitions & des armes, ceux-ci ne manquent pas cependant de ports en Europe, d'où ils tirent même leurs pieces de

24. C'est apparamment dans ces ports que se sont embarqués les Ingénieurs qui ont bombardé Boston, & plus récemment le baron de Woedel, ci devant Général dans les armées du Roi de Prusse, qui est arrivé le 7 Mars à Philadelphie. Je ne quitterai point le continent de l'Amérique sans vous parler d'une nouvelle que l'on paroît croire ici généralement. C'est que les Royalistes de la Caroline septentrionale ont eu une action avec les rebelles de cette province, & leur ont tué beaucoup de monde. Il a péri un vaisseau aux attéragés des Sorlingues, avec des dépêches de M. Martin, gouverneur de cette Colonie, qui sans doute contenoient des détails de cet événement ; mais on dit que les Ministres se consolent de cette perte, parce qu'il y avoit aussi des nouvelles du lord Dunmore, qui étoient de nature à ne se pas faire beaucoup désirer.

Ils en ont reçu de fort tristes des îles de l'Amérique ; & comme la malle des lettres pour le public n'est point submergée, ils ne peuvent point cacher ce qu'ils en savent. Les îles sont affamées depuis que leur commerce avec le continent est interrompu. On ne s'y nourrit plus que par le moyen des prises faites sur les Américains ; & si cette ressource manque, les pauvres Colons seront obligés de vivre de manioc, comme leurs negres, dont la ration de salaisons a déjà été diminuée.

Les agens de la Barbade viennent de présenter une requête au Roi, où ils disent que la population de l'île est de quatre-vingt mille

noirs & douze mille blancs. Ils n'ont plus de salaisons que pour quelques semaines , & ils se voyent au moment d'éprouver les horreurs d'une famine. Ils se recommandent , dans une si cruelle détresse , à la commisération du Roi & du Parlement. Cinq cents habitans de la ville de Corke en Irlande , ont adressé une pareille requête au Roi , pour le supplier de faire cesser cette malheureuse guerre , qui ruine leur commerce avec les îles & l'Afrique , & de renvoyer les Ministres.

On parle de faire partir bientôt pour la Jamaïque , un renfort de vaisseaux de guerre , ceux qui s'y trouvent étant à peine en état de prêter le flanc à des corsaires d'une certaine force.

Voilà à peu-près tout ce que j'ai de plus intéressant à vous communiquer sur l'Amérique. Nos dernières lettres de Portsmouth nous annoncent le départ de la flotte , qui y attendoit le vent depuis une quinzaine de jours. Elle transporte en Amérique le bataillon des gardes & la première division des Hessois. Elle a appareillé le 7 sous le convoi du Preston , vaisseau de 50 canons , accompagné des vaisseaux le Jersey de 60 canons, le Rainbow de 44 , la Brune de 32 , le Strombolo & la Carcasse , brulots ; & le 11 , le lord Howe est parti sur l'Eagle de 60 canons. On croit qu'il aura pu rejoindre la flotte aux Îles Sorlingues. Au moment où ce lord étoit sous voiles , il a reçu un exprès de la Cour , qui lui a fait savoir qu'on a des avis sûrs que le Congrès a établi une

croisière de vingt corsaires montés de 20 à 36 canons , à l'entrée du fleuve S. Laurent , pour enlever les bâtimens de transport d'Angleterre qui voudroient remonter ce fleuve ; & on le prie de recommander à tous les vaisseaux de sa flotte , de ne point s'écarter de leur convoi. Quelques personnes croient que cet exprès lui a porté la nouvelle de la prise de Quebec le 4 Avril ; on la tiendrait donc encore secrète.

Le reste des Hessois , au nombre de cinq mille hommes , est attendu d'Allemagne. Toutes ces troupes sont embarquées sur des vaisseaux Hollandois qu'on dit très-pesans , & qui vont si lentement à la mer , que pour se conserver bien ensemble , on prétend qu'ils mettront trois ou quatre mois à leur trajet.

Plusieurs de ces bâtimens sont du port de 500 tonneaux , & d'autres de 700. On embarque sur la Tamise 300 chevaux avec deux mille barriques d'eau , & une quantité de foin proportionnée. On dit qu'en général le nombre de vaisseaux de transport frettrés aujourd'hui pour la Cour est de 500. Quelle prodigieuse dépense !

On a calculé le prix des approvisionnemens qui ont été envoyés à Boston pour nourrir la garnison pendant l'hyver. Chaque mouton qui y est arrivé vivant a coûté trente guinées : chaque porc , quarante : chaque chou , quinze livres de France : la livre de bœuf , dix livres : la trouffe de foin , une guinée : le baril de biere , vingt guinées ; & le pavillon des Rebelles flotte sur la citadelle de Boston !

J'imagine, Monsieur, que dans le moment actuel, avant l'ouverture de cette intéressante campagne, dont le Ministère Anglois paroît attendre l'issue avec tant de confiance, vous serez bien aise de trouver ici un Etat que je crois assez certain, des forces de terre & de mer que la Grande-Bretagne a réunies, non sans les plus grands efforts, pour abattre d'un seul coup toutes les têtes de l'hydre de la rébellion. Les deux tableaux que vous allez voir, m'ont été communiqués par un banquier mon confrere, membre d'une compagnie d'assurance, où on a intérêt de tenir avec la plus grande exactitude ces sortes de registres, parce que la cherté des primes se règle sur le degré de sûreté que donnent les forces appliquées à la protection du commerce. Ce Banquier a des amis dans les ports, qui le servent avec la plus grande fidélité.

ETAT des vaisseaux de guerre Anglois qui se trouvent actuellement dans l'Amérique septentrionale, & de ceux qui sont partis depuis peu pour s'y rendre. (11 Mai 1776.)

Vaisseaux de ligne.....	2
de 50 canons.....	8
de 44	3
Frégates de 32	7
de 28	11
de 24	4
de 20	5

Corvettes

ET DE L'AMÉRIQUE. 81

Corvettes de 18.....	3
de 16.....	3
de 12.....	4
de 10.....	3
de 8.....	2

Chaloupes armées..... 27

Un brulot

Une bombarde

Total..... 84

Matelots..... 10578

Soldats de marine.. 2112

Total..... 12690

*ETAT des Troupes, tant Angloises qu'Etrangeres,
qui doivent composer l'armée du Roi dans
l'Amérique Septentrionale.*

TROUPES ANGLOISES.

	Hommes.
1 Régiment de Dragons-légers.....	240
1 Bataillon des Gardes-à-pied.....	1,000
1 Régiment de Royal-Montagnards....	1,000
1 Régiment [Col - Frazer] composé de deux Bataillons de 1,000h chacun.....	2,000
42 Régimens d'Infanterie de 630h chacun..	26,460
Total des troupes Angloises.....	30,700

82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

TROUPES ÉTRANGÈRES.

De Hesse.....	12,000
Du Prince hérédit. de Hesse...	668
Du Duc de Brunswick.....	4,300
Du Prince de Waldeck.....	600

Total des troupes étrangères..... 17,568

Total général des troupes..... 48,268

N. B. Dans le nombre des troupes Angloises, il y a eu un ou deux régimens enlevés par les Provinciaux; mais on doit croire qu'ils ont été recrutés depuis. La différence seroit d'environ mille hommes à rabattre sur ce nombre.

Il y a aussi en Amérique neuf compagnies d'artillerie de 75 hommes chacune, & on parle d'y envoyer un renfort de ce corps; ainsi que le 18^e. régiment de Dragons. Il faut ajouter au compte des forces Angloises, deux mille hommes des troupes de Marine.

Le total général des troupes de terre, y compris les deux mille hommes des troupes de la Marine, peut être de 51 à 52 mille hommes.

Si on y joint les équipages de 64 vaisseaux de guerre, tant en matelots qu'en soldats de marine, la campagne de l'Amérique occupera environ soixante-cinq mille hommes sur terre & sur mer.

On assure que les divers armées des Américains se montent à cent mille hommes. Leurs principaux corps sont à Montréal sous le Colonel Wooster.

Devant Quebec, sous le Major Arnold.

A Boston, sous le Général Washington.

A la Nouvelle York, sous le Général Schuyler.

A la Virginie, sous le Général Lee.

A la Caroline, sous le Lord Sterling; & les mers de l'Amérique sont couvertes de corsaires.

Le jour du départ du général Howe, un gros détachement de l'armée des rebelles s'est mis en marche vers le nord. On imagine qu'une partie aura pris la route de Québec, & l'autre celle de Halifax, où on compte que ce renfort arrivera avant la flotte d'évacuation que les vents N. O. de l'équinoxe pourroient bien avoir poussée sur les Isles, ou au Brésil, ainsi que l'escadre du chevalier Parker, ou avoir même été renvoyée en Angleterre. Ce qui fait croire que Washington n'aura pas manqué de faire marcher de ce côté-là une division de son armée, c'est qu'on sait que Halifax n'est nullement en état de défense: que c'est une ville toute neuve, dont les maisons sont de bois, où on n'a formé aucuns magasins, qui est commandée par un poste au pouvoir des rebelles; & qu'il seroit infiniment plus aisé de forcer l'armée du Roi à l'évacuer, que Boston. En tout cas elle y arrivera bien mal pourvue des choses les plus essentielles. Les royalistes de Boston ont employé les soldats & les matelots à transporter sur les vaisseaux, leurs hardes & celles de leurs femmes, leurs effets & marchandises, leurs malades, leurs enfans, &c. & on a oublié les effets du Roi les plus intéressants, entr'autres les caisses de l'hôpital, avec tous les médicamens & instrumens de chirurgie.

Je finirai par vous rendre compte de l'issue des derniers débats de la Chambre des Pairs. Le lord Effingham a fait passer sa motion pour demander communication des registres de la Douane, où sont portés les articles de com-

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

merce embarqués pour l'Amérique par certains prête-noms fort suspects, en infraction de l'acte qui défend d'y porter autre chose que des munitions & des provisions. Ce lord a entrepris de faire décider si des bas de soie, des *pouffes*, des cherusques, des calèches, des aigrettes de plumes, des gazes, des blondes, des rubans, des dentelles, des moeres, des pékins & des perfes, sont des munitions de guerre. Si le parti ministériel obtient l'affirmative, il tirera les Publicistes d'un grand embarras. Tout le monde savoit que les plumes & les rubans étoient des armes; mais on avoit toujours cru que ce n'étoit qu'à Cythere. J'attens la solution avec impatience, pour l'envoyer à Pise à mon ami l'avocat Vanuchi, avant qu'il fasse imprimer son traité de la jurisprudence maritime. Elle tiendra bien sa place dans le chapitre de la contrebande & du commerce des neutres.

L'opposition n'a pas eu le même bonheur pour la motion du duc de Manchester, qui demandoit communication de la correspondance de M. le général Howe, au moins relativement aux opérations passées. Son discours est superbe. Il est bien digne d'être conservé dans votre recueil chronologique. J'en ai placé quelques traits dans le cours de cette longue épître. Un, entr'autres, m'a fait une vive impression. Ce seigneur observant que la nécessité fait aussi des héros, a prié la Chambre de remarquer que cet Arnold, si fameux par la prise du fort S. Jean, & par l'attaque & le blocus de Que-

bec, n'étoit, il y a quelques années, qu'un simple *Jackey* (Jaquet); & que le général Warren, tué à la tête de son armée victorieuse, étoit garçon apoticaire.

Il est tard, Monsieur, & j'allois fermer ce paquet; mais je ne puis me refuser le plaisir de transcrire ici la copie d'un placard que tout le monde va lire aux portes de la Douane. Le voici : *Terrains & bâtimens à vendre, connus sous le nom de la Douane de Londres. L'adjudication s'ouvrira le 29 Septembre prochain, si cependant les ministres n'en disposent point dans l'intervalle à titre de pot-de-vin pour quelque marché. L'acquéreur sera mis en possession dès le premier octobre; & les lieux seront débarrassés & vuidés en moins de rien. C'est un fonds qui rapportoit ci-devant quelques centaines de mille livres sterl. par année, & dont avec un peu de dépense on feroit de superbes casernes. On peut voir les lieux tous les jours & à toute heure : les curieux seront conduits par tout; les gens qui y demeurent, n'ayant gueres plus que cela à faire.* Vous pouvez remarquer que c'est une version du texte de ce marchand de Londres, qui observoit, il y a deux ou trois mois, dans une assemblée du Conseil commun, qu'on pourroit tirer à balle dans la longueur du quai de la Douane, sans risquer de toucher personne.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. On a lu aujourd'hui à la bourse des lettres tout récemment arrivées de diverses Colonies. Il se confirme que le *Commodore*

Hopkins a pris possession de la Nouvelle Providence; mais le Gouverneur avoit emporté avec lui toutes les munitions, & il a couru les plus grands risques dans son trajet à S. Augustin. La ville de Charles Town, dans la Caroline septentrionale, est presque entièrement déserte. Toutes les femmes se sont retirées sur les derrières de la colonie, en dedans des lignes, & là elles font de prodigieuses quantités de salpêtre, avec autant de facilité qu'elles faisoient ci-devant du savon. On se flatte dans cette colonie, que les mouvemens des Royalistes, excités par le gouverneur Martin, n'empêcheront point qu'on envoie des secours à la Virginie. Le gouverneur Tryon a adressé une exhortation aux peuples de la Nouvelle-York, pour soutenir la fidélité des Royalistes, & engager les Rebelles à profiter du pardon que S. M. daigne encore leur offrir. On croit que l'armée qui se fera trouvée rassemblée devant Quebec vers la fin de Mars, aura pu être de six mille hommes. Montréal a envoyé deux nouveaux députés au Congrès général. Ils sont partis le premier Mars pour la Pensylvanie. Cette province qui n'a pas encore été attaquée, se prépare à une vigoureuse résistance. La riviere Delaware est remplie de chevaux de frise, & ses bords sont hérissés de batteries. Les milices & les troupes réglées forment dans cette seule colonie une armée de cinquante mille hommes. La Virginie & les deux Carolines ont quarante mille hommes prêts à entrer en campagne. Ces diverses provinces

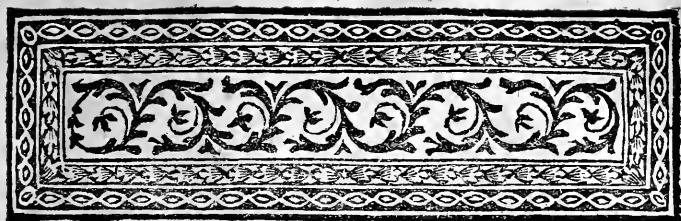
ont reçu des quantités prodigieuses de munitions d'Europe. Il y a une fonderie de canon à la Nouvelle York, qui donne les plus fortes pièces & en quantité suffisante. Cette province fait fabriquer cinquante quintaux de salpêtre par semaine. A Newbury, dans la Nouvelle Angleterre, on en fait jusqu'à cent livres par jour. Le Congrès général a fait publier une déclaration pour annoncer à tous les Etats de l'Europe, que les ports de l'Amérique leur sont ouverts, & que s'il arrivoit que les Colonies renouassent avec la Métropole, après que celle-ci auroit révoqué ses loix oppressives, l'Amérique ne poseroit point les armes qu'elle n'eût obtenu que ses ports resteroient ouverts, pendant deux ans, à tous les étrangers, à compter du jour de la révocation des actes. Cette nouvelle, qui se donne pour certaine, est assurément très-intéressante.

On croit avoir rencontré la flotte d'*évacuation* faisant route vers le Sud. En ce cas, le général Howe, après avoir détaché une partie de ses forces pour Halifax, se seroit replié sur la Virginie, pour agir conjointement avec le lord Cornwallis, & prendre le Congrès à revers. Le bruit court qu'il va partir de Portsmouth plusieurs vaisseaux de provisions & de munitions pour les colonies méridionales, où on croit trouver M. Howe.

Les fonds ont encore baissé. Les rues de Londres retentissent de chansons sur l'événement de Boston. Il n'y a pas de couplet qui ne soit une épigramme contre le parti dominant

& contre les généraux. Le général Burgoyne y est plaisanté pour avoir construit un théâtre à Boston, où il a joué la comédie avec les officiers. On l'avertit que M. Howe a fait embarquer la décoration & qu'il les trouvera toutes dressées à Halifax, & sa troupe exercée à jouer une piece nouvelle appelée l'évacuation. Au sujet de l'acte qui a interdit la pêche aux Américains, on dit aux Ministres que malgré cet acte, les Bostoniens s'amusent aujourd'hui à pêcher les canons que M. Howe a jeté dans la mer & dans les puits. On y plaisante sur les Hessois, à qui l'Amérique appartient encore à bien plus juste titre qu'à l'Angleterre; par la raison que si l'Angleterre est la mere de l'Amérique, la Hesse d'où sont venus les Anglois, est sa grand-mere. Au sujet des marchandises de mode, embarquées sur les bâtimens de transports pour l'armée Angloise, la chanson annonce que le général Howe tiendra une foire à Halifax, pour le compte du Ministère ou de ses prête-noms. Et enfin, il y est dit que le gouvernement doit avoir eu bien de la peine à trouver des gens de bonne volonté pour le service d'Amérique, puisqu'on vient de donner des brevets de lieutenants à deux commis de la Gazette de la Cour, qui veulent bien aller essayer s'ils feront autant de mal aux Américains avec leurs épées qu'avec leurs plumes.





AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

*Continuation du discours du colonel Johnstone
à l'assemblée de la Compagnie des Indes.*

M. Johnstone suit le général Carnac dans tous les détails de sa vie privée, & de sa conduite politique depuis son arrivée dans l'Inde jusqu'à son départ avec le lord Clive. Par ce tableau, qui offre une foule d'inconséquences & de contradictions, M. Johnstone fait voir qu'il ne s'est pas fait dans l'Inde une seule des fausses & funestes démarches auxquelles on a attribué les malheurs de la Compagnie dans laquelle le général Carnac ne se trouve impliqué. 13 Mars.

» Les personnes, poursuit le gouverneur Johnstone, qui ont attribué les malheureuses querelles de la Compagnie aux traverses que M. Vansittart a éprouvées de la part de ceux qui ont voulu maintenir le droit d'un com-

33 Mars. — merce libre , & les exemptions de droits intérieurs en vertu du privilege de la Compagnie, trouveront que le général Carnac a été un de ceux qui ont mis le plus de chaleur & d'animosité dans cette opposition , qui l'a fait révoquer du service de la Compagnie en 1764. Si l'on impute, & sans doute avec plus de fondement, les malheurs de la Compagnie au système arbitraire, à la fausse politique, à la rapacité du lord Clive, ainsi qu'à son esprit de monopole , on est obligé de convenir que le général Carnac s'est montré de la maniere la plus éclatante dans toutes les affaires un peu importantes de cette administration si généralement décriée ».

» Sur l'article de l'insubordination personne n'en a plus souvent que lui donné l'exemple. S'agit-il de présens , il paroît qu'il en a reçus pour plus de 40,000 l. sterl. depuis l'arrivée des conventions prohibitives en Janvier 1765. jusqu'au 9 Novembre suivant , époque à laquelle il y a souscrit. En fait de monopole , on verra que quoiqu'Officier général, il s'est mêlé d'une infinité d'affaires particulieres & oppressives dans le commerce du sel , & qu'il a été le principal intéressé dans le monopole général du sel, du betel & du tabac exercé contre les ordres de la Compagnie. Au mépris des mêmes ordres il a donné sa sanction au droit d'un huitieme pour cent , montant à trente mille & quelques livres sterl. sur le Dovanny , (sur intendance des revenus royaux) & sur les

revenus de la Compagnie au profit du lord Clive, ordonnant que ce même droit continueroit pendant six mois après que ce Lord eut quitté son gouvernement. Il a signé les accusations les plus fausses & les plus injurieuses contre les soixante-quatre membres du dernier conseil, avec lesquels il avoit vécu dans la plus grande intimité, charges qui ont été reconnues calomnieuses par le témoignage du Général lui-même & de ceux qui ont signé la lettre. Enfin il a été obligé de convenir qu'il connoissoit la fausseté lorsqu'il y apposoit sa signature. Il a pareillement signé le fameux acte d'indemnité qui a été mis sous les yeux du comité de la chambre des Communes, au moyen duquel le Conseil s'engageoit envers le comité du commerce à mettre en exécution ce monopole destructif, & à le continuer nonobstant tous les ordres contraires de la cour des directeurs.

» M. Johnstone finit par accuser le général Carnac d'avoir fait sortir M. Leicester du conseil sur les prétextes les plus frivoles & les moins fondés; même sans conserver les apparences de la justice. Enfin il proteste que si cette nomination a lieu, c'est déclarer à la nation que toutes les plaintes contre les officiers de la Compagnie dans l'Inde, quoique clairement prouvées, sont absolument inutiles: que c'est publier à son de trompe, à tous les employés dans l'Inde, que la rapine, le pillage, l'oppression, le monopole, la désobéissance

— & l'injustice, sont actuellement autorisés dans
 13 Mars. toute leur étendue *par ordre du Gouvernement.*

Le général Carnac répond à ces imputations en homme du monde, avec beaucoup d'esprit, de graces & de légereté. Voici à-peu-près la substance de son discours. » Je dédaigne, dit-il, de réfuter aucune des assertions du gouverneur Johnstone. Je suis très-fâché que mes ennemis aient la mémoire meilleure que moi. Mon unique desir est de ne me rappeler jamais de pareils événemens : c'est l'histoire d'un autre monde : je l'ai heureusement ensevelie dans les flots, de l'autre côté du cap de Bonne-Espérance. J'ai servi long-tems la Compagnie dans un emploi civil, comme secrétaire particulier du lord Clive. La Compagnie doit être bien sûre que j'emploierai tout mon zele & tous mes talens pour justifier le choix que les directeurs ont fait de ma personne, si les actionnaires jugent à propos de le confirmer. J'espère faire de Bombay un établissement aussi utile qu'il a été jusqu'ici onéreux. Les charges contre moi sont si nombreuses & si variées, qu'il m'est impossible d'y répondre avec exactitude & précision. Quant aux conventions pour s'abstenir de recevoir des présens, je suis certain qu'elles n'ont été signées ni par moi, ni par le capitaine Swinton mon aide-de-camp, dans le tems où je les ai fait exécuter par le reste des officiers de l'armée sous mes ordres. Les quatre-vingt mille roupies du Rajah Bulwantling ont été payées à mon agent, sans

que j'en aie eu connoissance, & j'ai été obligé, malgré moi, de recevoir les deux cens mille roupies du Grand Mogol Shah Allum, que je ne pouvois refuser sans m'exposer au danger d'encourir la disgrâce de l'Empereur. Je reconnois au surplus que mes droits les plus solides dérivent du choix des directeurs & de la généreuse humanité des actionnaires qui, j'espère, me croiront incapable d'aucune action déshonorante. J'avoue que j'ai signé l'acte d'indemnité ou la convention pour défobéir aux ordres de la cour des directeurs, & que j'ai concouru au monopole du sel; mais j'ai laissé la conduite & l'administration de ces affaires aux officiers civils du gouvernement. Je conviens aussi que mon nom a paru dans les contrats de commerce & autres arrangemens de M. Verelst & Sykes; mais c'est sans mon consentement.

Je regrette la part que j'ai pu avoir au renvoi de M. Leicester, & j'avoue qu'on s'est trop pressé dans cette affaire, & qu'on n'a pas agi envers M. Leicester avec assez de candeur & d'honnêteté «.

Messieurs Row, More & Nathaniel Smith, prennent le parti du général Carnac. Messieurs Fitzgerald, Dodwel & Elliot parlent contre l'usage qui s'introduit de nommer des militaires aux présidences & gouvernemens, ainsi que contre les remplacements & adjonctions qui dérangent l'ordre du tableau.

Un autre actionnaire obtient de l'assemblée

13 Mars.

la permission de lui faire l'observation suivante. » Tout le désordre des affaires de la Compagnie provient de deux causes : les liaisons des directeurs avec les employés , & l'ascendant que la direction leur a laissé prendre tant dans l'Inde qu'en Europe. Du premier de ces abus il est résulté que dans les discussions qui se sont élevées au sein de la Compagnie , le Ministère & les actionnaires se sont mêlés de la querelle en prenant parti d'un côté ou de l'autre , & le second a fait passer dans les mains du gouvernement toute l'autorité de la Compagnie. Appuyés du crédit des Ministres , les employés sont devenus les maîtres , & le Ministère a introduit l'usage de nommer des adjoints aux places, nonobstant l'ordre du tableau , ce qui a déjà causé le plus grand préjudice à vos affaires , qui ne se releveront que quand les actionnaires auront repris leur autorité légitime sur la direction , & la direction sur les employés «.

» Je vois s'élever dans l'Inde un empire qui fera la ruine de votre commerce. Pour vous en convaincre, demandez si les dividendes se prennent sur les fruits du commerce ou sur les revenus fonciers. Par cette connoissance vous jugerez si le commerce peut se faire indépendamment des revenus; & s'il se vérifie que non , il faudra qu'on examine quel préjudice le défaut de commerce pourra causer aux revenus fonciers , & par quels moyens , autres que le commerce , tous les produits territo-

naux pourront se transporter en Angleterre. Voilà des points qui me paroissent capitaux & qui exigent de vous la plus sérieuse attention. La base principale de votre commerce consiste dans la liaison étroite (j'entends liaison publique & non privée) des actionnaires , des directeurs & des employés. L'autorité des deux premiers sagement maintenue , & l'ordre du tableau suivi, hors les cas vraiment faits pour l'exception par rapport aux derniers, vous ne verrez plus s'élever aucunes querelles pour les promotions. Les rappels & les adjonctions ont fait, depuis quelque tems, un tort infini à nos affaires dans l'Inde. Pour administrer un gouvernement mercantile, il ne suffit pas d'avoir des connoissances locales, il faut de plus une pratique du commerce de plusieurs années. Un long séjour dans l'Inde ne donne d'autre avantage que celui de pouvoir , mieux qu'un autre , diriger la besogne à laquelle on a été formé dès le commencement. Ces maximes sont pour les commerçans ; quant aux militaires , en matiere de commerce , ils ne doivent jamais aspirer à rien diriger. La subordination est la sphere d'un homme d'épée. Tirez - le de là , vous le mettrez dans la route de l'égarement. La connoissance que j'ai du mérite de tous les sujets qui composent le conseil de Bombay , me fait desirer qu'on ne leur fasse pas l'injustice d'un passedroit , & que le plus ancien soit celui que la Compagnie désigne pour adjoint & successeur à M. Hornby «.

13. Mars.

13 Mars.

» Je finis, Messieurs, en vous observant que rien n'est plus ridicule que la déclaration que le lord North a faite qu'il ne se mêleroit point de l'élection des directeurs de la Compagnie des Indes, dont une de nos prochaines assemblées s'occupera, pendant qu'il est notoire que la direction est remplie des créatures du Ministre. Les noms que je vois déjà sur certaines listes pour remplacer ceux qui vont sortir de charge, portent aussi bien que ceux-ci les livrées de la Cour. Quoique les Ministres assurent que leur unique dessein est que la Compagnie gouverne elle-même les affaires en Asie; ils sont aussi absolus dans l'Inde que dans le Nord de l'Amérique. Par le moyen de la direction ils gouvernent la Compagnie en Angleterre: ils donnent la loi au Bengale par une majorité de trois sur cinq dans le conseil de Calcutta; & pour peu que l'on veuille réfléchir sur les affaires mercantiles de la Compagnie, on verra que c'est une folie de la nommer Compagnie de marchands faisant le commerce de l'Inde. Au surplus il a percé dans le public que la direction a reçu des nouvelles très-fâcheuses de l'Inde où le plus grand désordre s'est mis dans nos affaires: & quoique le revenu y soit un peu augmenté, cette augmentation sera balancée de reste par le surcroît de dépenses du nouvel établissement.

L'assemblée s'ajourne au Mardi 19, pour décider son choix par la voix du scrutin.

Assemblée du Conseil commun de Londres

où le sieur Hopkins, nouveau Chambellan de la ville, se démet de sa place d'Alderman, d'après les conseils de ses amis qui sont persuadés qu'il triomphera une seconde fois de la compétition de M. Wilkes à l'élection pour la place de Chambellan qui doit se renouveler vers la fin du mois de Juin.

13 Mars.

L'assemblée approuve d'une voix unanime un projet de requête au Roi relativement à la guerre contre les Américains. Les Shérifs sont députés pour aller demander jour à Sa Majesté, qui choisit le Vendredi 15.

Le sieur Saxby, après de violentes déclamations contre le ministère au sujet de la guerre d'Amérique, fait l'éloge le plus pompeux du fameux pamphlet du docteur Price en faveur des Américains; & pour conclusion il demande » que le Conseil commun adresse des remerciemens à Richard Price, docteur en théologie & membre de la Société royale, pour les observations justes, sensées & impartiales dont il a rempli un certain pamphlet de sa composition, intitulé *Observations sur la nature de la liberté civile, &c.* dans lequel il a fait connoître l'état ruineux & déplorable où se trouve la nation, ainsi que l'injustice & la folie de la guerre contre les Américains, & pour le plan équitable qu'il a proposé pour détourner la ruine très-prochaine dont la nation est menacée «.

Un membre de l'assemblée appuie la proposition de M. Saxby, & esquisse l'analyse suivante de la brochure du docteur Price, » Quand on

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13. Mars.

a lu, dit-il, cet excellent ouvrage, on ne peut s'empêcher de remarquer que toutes les pétitions & remontrances qui ont été présentées au Roi & au Parlement en faveur des Américains, comparées avec les terribles vérités démontrées par M. Price, ne font qu'un petit bruit de rien mis en parallele avec dix mille coups de tonnerre «.

1°. Une dette nationale de près de 140 millions sterl. 3,304,918,033 l. tournois, & que la guerre de l'Amérique peut porter beaucoup plus haut. La dette de l'Irlande aujourd'hui d'un million sterl. n'étoit au commencement de ce regne que de 150,000.

2°. Intérêts & annuités en Angleterre près de cinq millions sterl.

3°. 300,000 l. de diminution annuelle sur le revenu du tabac, perte qu'il est impossible d'apprécier, à cause de tous les articles qui dépendent du commerce d'Amérique.

4°. Toutes les especes d'or & d'argent qui circulent aujourd'hui dans le Royaume, suffisantes à peine pour payer les sommes levées sur le public par les taxes, & qui se montent à plus (a) de quinze millions sterl., sans compter les charges municipales, celles des pauvres & les dîmes.

(a) Voici quelle sera la dépense de 1776 :

Le subside ,	9,000,000
L'intérêt de la dette fondée ,	4,500,000
Les frais extraordinaires y compris le vote de crédit ,	4,000,000
	<hr/>
	17,500,000

5°. Des millions de millions de papier monnoie qui disparoîtront tous au premier choc que recevra la banque d'Angleterre.

6°. Le danger que les especes d'or soient exportées du Royaume pour payer la balance du commerce qui va être contre nous par-tout où nous commercerons.

7°. Notre affreuse position en comparaison de la France.

N. B. Il y a dans la grande Bretagne environ douze millions d'especes d'or & deux ou trois millions d'especes d'argent (à-peu-près trois cens quarante-cinq millions tournois). En France soixante-sept millions d'especes (quinze cens quarante-un millions tournois) & point de papier monnoie.

Dans la Grande-Bretagne, aucun tems fixé pour le rachat de la dette publique, qui, par conséquent, continuera de peser sur la nation jusqu'à ce qu'elle l'ait écrasée & anéantie.

En France, des dettes publiques d'une nature à diminuer nécessairement avec le temps, & qui probablement seront réduites à très-peu de chose dans quelques années.

Dans la Grande-Bretagne, un capital de près de soixante millions sterl. portant rentes perpétuelles de près de trois millions, dont la dette publique a été augmentée pendant la guerre derniere.

En France, seulement douze millions sterl. de pareille augmentation.

8°. La perte annuelle de trois millions sterl.

13. Mars.

d'exportation à l'Amérique septentrionale, & d'une balance de commerce en notre faveur de près d'un million & demi sterl. par an.

9°. Les billets tirés par les planteurs de nos îles de l'Amérique sur leurs agens & marchands à Londres tous protestés & renvoyés, ce qui ne peut manquer de les mettre au désespoir.

10°. L'énorme dépense d'environ quatre millions sterl. pour près de quatre-vingt mille matelots ou soldats (les étrangers compris) à 50 liv. sterl. par homme.

11°. Dans les diverses manufactures, un nombre immense d'ouvriers sans travail, dont vingt mille dans la seule branche de la clouterie.

12°. La perspective (a) effrayante d'une multitude de banqueroutes à Londres, & une infinité d'autres calamités qui ne peuvent se décrire ni même s'imaginer.

(a) *Calcul propre à égayer la matière. Demandes & réponses entre un maître d'école du parti de l'opposition & son pupile.*

D. En supposant que la dette d'Angleterre ne soit actuellement que de cent trente (a) millions sterl. (quoiqu'elle passe de beaucoup cette somme) & qu'elle dût être comptée en shellings, sur le pied de cent shellings par minute pendant douze heures de chaque jour, combien de tems faudroit-il pour compter de cette manière tout le montant de la dette ?

(*) C'est à-peu-près le montant de la dette fondée ; car si on y joignoit la dette non-fondée, milord Stair & le docteur Price font monter l'une & l'autre ensemble à 140,000 l. sterl.

L'assemblée prend deux arrêtés, l'un pour faire au docteur Price les remerciemens proposés par M. Saxby, l'autre pour lui offrir le droit de bourgeoisie de la ville de Londres, dans une boîte d'or de 50 liv. sterl. comme un nouveau témoignage de la reconnoissance de la ville, pour le courage avec lequel, dans un moment si critique, il est entré en lice contre les Ministres, & leur a démontré, par ses argumens irrésistibles, les terribles conséquences qui résulteront nécessairement pour le commerce de l'Angleterre du plan d'opérations qu'ils ont adopté.

Dans les débats qui ont précédé ces réso-

R. 98 ans, 341 jours, 1 heure, 20 minutes, (*).

D. Le total de cette somme étant de deux milliards six cens millions de shellings, & la livre poids de troye, contenant soixante & deux shellings, combien peseroit toute la masse de la dette nationale ?

R. 41,935,486 livres poids de troye, ou à-peu-près de douze onces.

D. Combien faudroit-il de charrettes pour transporter cette somme à deux millions par charrette ?

R. 20,968 charrettes.

D. La charge d'un homme, supposée de cent livres pesant, depuis Londres jusqu'à York, distance de cinquante lieues, combien faudroit-il d'hommes pour porter tout ce poids de quarante & un milliards neuf cents trente-cinq mille quatre cents quatre-vingt-six livres ?

R. 419,355 hommes.

(*) On compte les années à 365 jours sans égard aux années bissextiles qui diminueroient le total de 24 jours, 10 heures, & 40 minutes, & le réduiroient à 98 ans, 316 jours, 14 heures, 40 minutes.

78 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

13 Mars.

lutions , les mécontents ont observé que la ville de Londres , quand il avoit été question de faire de semblables remerciemens à milord Chatam (alors le célèbre M. Pitt) ne lui avoit donné qu'une boîte d'or , & qu'il étoit singulier que la ville décernât à l'auteur d'une brochure de six den. le même honneur qu'à ce grand restaurateur des affaires de la nation. M. Saxby & son parti ont répondu que le pamphlet du docteur Price se vendoit deux sous , & non pas six den. , & qu'au surplus la boîte d'or de M. Pitt valoit cent guinées , & que le prix de celle du docteur n'est que de cinquante. Le poids de ces raisons a décidé en faveur de M. Price une pluralité considérable de suffrages dans un moment , il est vrai , où l'assemblée étoit peu nombreuse , & qu'on a reproché au parti d'avoir choisi exprès.

14 Mars.

Le duc de Cumberland apperçoit dans la

D. Si tous ces hommes étoient obligés de marcher sur une ligne à deux verges de distance l'un de l'autre , quelle étendue de terrain occuperoient-ils ?

R. 476 miles & demie , & 70 verges. ou 159 lieues de France , à trois milles par lieue.

D. Le diamètre d'un shelling étant d'un pouce , si tous ces shellings étoient placés sur une ligne , se touchant les uns les autres , quelle seroit la longueur de cette ligne ?

R. 41,035 milles ou 13678 lieues , ce qui est 16,035 milles ou 5345 lieues de plus que la circonférence de la terre.

D. L'intérêt moyen de cette dette étant de $3\frac{1}{2}$ pour cent , à quoi se monte le total des intérêts ?

R. A 4,550,000 liv. sterl.

chambre des Pairs le docteur Price qui causoit avec le juge Dunning. Ce Prince quitte sa place pour aller à eux, & adressant la parole au docteur Price : « J'ai passé, dit-il, une bonne partie de la nuit à lire votre excellent pamphlet, & j'en ai eu la vue si échauffée & si fatiguée, que j'ai cru que je n'y verrois plus. V. A. R., reprend aussitôt M. Dunning, auroit-elle certes bien à plaindre si elle eût perdu les yeux à la lecture d'un ouvrage qui est fait pour ouvrir ceux de toute la nation.

14 Mars.

Le bureau de la guerre expédie des ordres pour recruter les régimens des gardes, diminués de mille hommes pour le détachement de l'Amérique.

Le colonel Mathews, commandant de ce détachement, remercie le Roi de son élévation au grade de Brigadier général.

Le vice - amiral John Montague, proche parent du lord Sandwich, fait sceller la patente qui le constitue gouverneur de Terre-Neuve, de la côte de Labradore, depuis l'entrée de la

D. Comment le Gouvernement leve-t-il cette somme ?

R. Il la leve sur ceux qui ont prêté le capital comme sur les autres.

D. Quand le Gouvernement sera-t-il en état de payer le principal ?

R. Lorsqu'il y aura dans la trésorerie d'Angleterre plus d'espèces d'or & d'argent qu'il n'y en a actuellement dans toute l'Europe.

D. Et quand cela pourra-t-il arriver ?

R. Jamais.

14 Mars.

baye d'Hudson jusqu'à la riviere de St. Jean dans le golfe de St. Laurent, ainsi que des îles de la Magdeleine, & des forts & garnisons des dites îles, à la place de M. Robert Duff dont la commission a été retirée.

Le bruit se répand que cet officier pourra bien être mis au conseil de guerre, pour avoir refusé d'envoyer un vaisseau de sa station au secours du général Carleton à Quebec. On l'accuse dans le public d'avoir répondu à l'express que M. Carleton lui avoit dépêché, *que chacun devoit faire la besogne dont il étoit chargé*, & qu'au surplus la saison étoit trop avancée pour qu'un vaisseau pût remonter la riviere St. Laurent. Mais, malheureusement pour lui, le même express a retourné à Quebec sur le bâtiment qui l'avoit amené, & a rendu sa réponse au général Carleton dans un tems où ce refus lui a été d'autant plus sensible, que le secours lui seroit arrivé tout aussi facilement.

Le Roi donne au sieur Bruce cinq mille guinées pour les desseins originaux de la relation qu'il est sur le point de publier de son voyage en Abyssinie, & dont il a vendu le manuscrit deux mille guinées.

Il s'élève des murmures sur la trop rigoureuse situation des débiteurs renfermés en si grand nombre dans les prisons de Londres & des environs, qu'on ne peut leur donner qu'un lit pour quatre. Il est à remarquer que la plupart sont des marchands ruinés par l'interruption du commerce avec l'Amérique.

Les

Les marchands de Londres, déjà contrariés par les pertes que souffre le commerce depuis ^{14 Mars} que le gouvernement enleve tous les matelots en donnant une forte paye, remplissent les écrits publics de leurs plaintes sur ce que les Ministres ont fretté vingt mille tonneaux de bâtimens à Hambourg, à Brème & en Hollande pour transporter en Amérique les troupes auxiliaires.

Le prix des especes d'or augmente de six deniers par once par l'effet des grands (a) enlevemens d'especes pour la solde des troupes en Amérique.

La nommée Stokes accusée d'avoir eu sept maris vivans, est interrogée par le lord Maire.

(a) *L'écrit suivant a été distribué aux portes des deux Chambres du Parlement.*

D'après un compte des services extraordinaires payés par M. Richard Rigby, Trésorier général des troupes de S. M. à compter du 9 Mars 1775 jusqu'au 31 Janvier 1776, & auxquels le Parlement n'avoit point pourvu.

On voit qu'il a été payé entre le 31 Mars 1775 & le 27 Janvier 1776 (ce qui fait au plus dix mois) à Thomas Harley & Henri Drummond, une somme de 408,809 l. 5 s. 1 d. sterl. pour être employée par eux à acheter des especes d'Espagne & de Portugal pour l'usage & le service des troupes de S. M. dans l'Amérique septentrionale.

On passe à ces Messieurs cinq pour cent, & il leur reste deux pour cent, déduction faite du fret, de l'assurance, & du courtage. Les cinq pour cent sur les 408,809 l. sont 20,440 l. 9 s. & les deux pour cent qui font leur bénéfice 8,176 l.

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

4 Mars. Une autre femme affirme qu'un des sept est mort il y a cinq mois en prison, où il avoit été mis par les Créanciers de leur Communauté. Un negre, matelot, demande à être en- rendu en qualité de son mari depuis dix sept ans, & ayant à lui reprocher que toutes les fois qu'il revenoit de la mer on l'emprisonnoit pour les dettes de sa femme. Elle est renvoyée en prison, & on ordonne un plus ample informé.

Si l'on a eu besoin d'une telle somme pour l'usage & le service d'un corps de troupes qui n'a jamais excédé le nombre de huit mille hommes, dans l'espace de dix mois, combien d'argent faudra-t-il envoyer dans l'Amérique septentrionale, pendant douze mois, pour l'usage & le service de quarante mille hommes que le Ministère Ecoffois a résolu d'y envoyer cet été pour *écraser ces poltrons de rebelles Américains* ?

Réponse. Il faudra 2,453,355 l. sterl. & le bénéfice de Messieurs Harley & Drummond à deux pour cent, sera de 49,067 l.

La dépense n'excéderoit-elle pas de beaucoup cette somme, si ces quarante mille hommes entreprennent d'entrer en campagne ?

Peut-on se flatter qu'une partie de cette somme pourra revenir en Angleterre, & quelle partie ? & quand ?

Pendant combien de tems l'Angleterre peut-elle soutenir une perte annuelle de 2,453,355 l. ?

Les Américains, éblouis par tant de richesses qui vont se verser dans leur pays, ne prendront-ils pas le parti de se tenir sur la défensive jusqu'à ce que l'Angleterre soit tellement épuisée, qu'elle se voye forcée à accepter les conditions qu'ils voudront lui prescrire ?

Chambre des Communes.

14 Mars.

La Chambre se forme en grand comité sur le bill pour la milice d'Ecosse. M. Townshend demande que les Commissaires qui seront nommés pour l'exécution de la nouvelle loi soient autorisés à lever sur chaque comté d'Ecosse, & par le même procédé que pour la taxe des terres, les sommes nécessaires pour payer cette milice. M. Townshend soutient sa proposition de ce raisonnement. » Si la milice est une sage institution, pourquoi ne pas y faire participer l'Ecosse? S'il est convenable pour l'Ecosse de se mettre en état de défense sur le même pied que l'Angleterre, pourquoi n'adopteroit elle pas l'institution avec toutes ses obligations comme avec tous ses avantages? On ne sauroit blâmer les Ecoissois de demander une milice; mais il faudroit que les Anglois fussent bien dupes s'ils consentoient à la payer.

Milord North répond qu'un pareil établissement ne sauroit être local, puisque la Grande-Bretagne entière en partagera les avantages: Le chevalier Adam Ferguson observe que les Ecoissois consomment en Angleterre & au profit de l'Angleterre la plus grande partie de leur revenu; & que par conséquent ils payent une part suffisante de ses taxes. M. Townshend réplique que sur ce pied-là les griefs des Américains sont très-fondés, puisqu'en leur qualité de consommateurs ils payent leur part des impôts levés sur la Grande-Bretagne; il fait voir d'ailleurs que la taxe étant locale, les

20 AFFAIRES DE L'ANGLÈTERRE

14 Mars.

corps de milice seront beaucoup mieux composés & tenus, puisque ceux sur qui se leveront les fonds verront eux-mêmes l'emploi, & pourront élever leurs plaintes sur les abus qui s'y introduiroient. Enfin, une pluralité de soixante-sept voix contre cinquante-quatre fait rejeter la proposition de M. Townshend.

Celle d'assigner le grade de Lieutenant aux fils aînés des Pairs est admise par une pluralité de quarante & une voix contre trente huit. La Chambre s'ajourne au lendemain sur la même matière.

Chambre des Pairs.

14 Mars.

Le duc de Grafton présente la motion suivante dont la Chambre ordonne la lecture. » Qu'il soit adressé une humble requête au Roi, pour obtenir de S. M. que dans la vue d'empêcher toute nouvelle effusion de sang, & de faire connoître combien le Roi de la Grande-Bretagne & son Parlement ont à cœur de rétablir la paix dans toutes les parties des domaines de S. M. & avec quelle sérieuse ardeur ils désirent de redresser tous les justes griefs que les sujets de S. M. pourroient avoir, S. M. ait la bonté de rendre une proclamation où elle déclarera que si dans un intervalle de tems raisonnable, avant ou après l'arrivée des troupes destinées pour l'Amérique, les Colonies présentent une requête, soit au Commandant en chef, soit au Commissaire ou aux Commissaires qui seront nommés, en vertu de l'acte prohibitif de tout commerce & correspondance entre la Grande-Bretagne, & celles des Colonies qui y sont désignées, dans laquelle requête, qui sera envoyée à S. M. lesdites Colonies exposeront ce qu'elles estiment être leurs justes droits & leurs griefs, en ce cas, S. M. consentira à une suspension d'armes, & que S. M. est autorisée par son Parlement

à les assurer qu'une telle requête sera reçue , examinée
& répondue «

14 Mars.

Cette lecture faite :

Le Duc de Grafton.

Avant de vous expliquer , Milords , les effets qui doivent résulter de la motion que vous venez d'entendre , & les principes sur lesquels je compte l'appuyer , permettez-moi de vous rappeler une explication qui a eu lieu dans cette Chambre , la dernière fois que j'eus l'honneur de vous parler de l'acte du thé passé en 1769 , & de ce qui s'étoit dit au Conseil du Roi , sur l'avis de révoquer cet acte , ainsi que les autres taxes établies en 1767. J'ai déclaré que mon avis n'avoit point été écouté au Conseil , lorsque cette affaire y avoit été discutée ; & le lord Weymouth a soutenu le contraire. Comme je parlois de mémoire , & qu'il étoit déjà fort tard , je me suis abstenu (quoique je fusse bien sûr de mon fait) de répondre à ce lord , & de soutenir par d'autres détails , ce que j'avois d'abord avancé. Mais je n'ai pu avoir de tranquillité que je n'eusse vérifié la chose par de nouvelles recherches. J'ai donc fouillé dans mes papiers , & j'ai trouvé une note à moi adressée par le lord Hillsborough alors à la tête du département de l'Amérique , laquelle atteste que les avis ne furent point égaux , comme le prétend milord Weymouth , & que le mien tendant à la révocation de la taxe fut rejeté par une pluralité de suffrages , ce qui , dès ce moment-là , me parut devoir entraîner les suites les plus fâcheuses. Ma crainte n'étoit que trop fondée , puisque c'est cette même taxe qui a fait élever les malheureux différends qui menacent aujourd'hui la Grande-Bretagne de sa destruction.

J'ai cru , Milords , qu'il étoit de mon devoir de vous informer de la vérité dans une affaire de cette importance , de peur que quelqu'un de vous , n'imaginât que j'eusse avancé légèrement des faits hazardés , ou que je les eusse déguisés à dessein.

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. Comme tout ce qu'il s'est dit dans les débats du 5 de ce mois a déjà été imprimé, j'ai cru devoir mettre toute l'affaire dans son vrai jour. Si le lord Weymouth me contredit sur ce fait tel que je viens de l'établir, je le prie de se lever à l'instant & de ne pas me laisser aller plus loin ; ou bien il me permettra de prendre son silence pour un aveu de sa part. Je serois fâché, Milords, que dans la suite de ce débat, vous fussiez encore interrompus par quelque discussion qui eût rapport à moi.

Quant à la proposition que je viens de faire, je me flatte que vous sentirez combien il est nécessaire de l'adopter. Je me flatte que vous daignerez croire que les assurances les plus fortes & les plus solennelles de la conviction intime où je suis, que cette résolution ou quelque'autre de semblable nature, est peut-être la seule ressource qui nous reste pour conjurer les orages sans nombre qui s'amassent sur tout l'horizon de la malheureuse Angleterre. Ma proposition découle des principes de l'humanité, de la justice & de la saine politique. Elle ouvre une porte à la réconciliation. Elle offre un moyen de terminer les différends de la Métropole avec les Colonies, sous des conditions d'amitié permanente, cimentées par un intérêt mutuel.

Si elle est admise, l'épée rentrera dans le fourreau ; mais si elle est rejetée, ce ne sera que lorsqu'un déluge de sang aura été versé, & lorsque la Grande-Bretagne ou l'Amérique, ou même toutes les deux, ne pourront plus éviter leur destruction particulière ou totale.

Je ne puis, sans frémir envisager les suites de cette querelle meurtrière. A la vue de tant de milliers d'hommes prêts à s'entrégorger, quels sont les vrais amis de la patrie, quelque puissent être leurs sentimens politiques ; & pour quelque côté que la victoire se déclare, quels sont, dis-je, les honnêtes citoyens qui n'auroient pas les plus justes sujets de gémir & de se désespérer ?

J'en appelle donc, Milords, à votre humanité dans ce moment de crise ; & j'implore votre concours pour

détourner de si grands maux , & pour empêcher toute nouvelle effusion du sang humain. Considérez que la victoire & les succès les plus soutenus ne produiront d'autre effet que de nous affoiblir ou de nous détruire ; & que le sang qui coulera ne sera point celui de nos ennemis naturels , des seuls ennemis que nous devons craindre , mais celui de nos chers concitoyens , de Bretons nos freres , d'un peuple uni avec nous par tous les liens d'affection fraternelle , par tous les motifs d'intérêt commun , & par tous les principes de défense , de protection & d'appui réciproque.

Depuis que Milord George Germaine a établi dans la Chambre des Communes qu'il n'est possible de s'arranger avec les Colonies que sur le pied d'une soumission sans restriction (car je maintiens qu'avant que ce lord fût appelé au Ministère , jamais personne n'avoit avancé ou soutenu ouvertement une telle doctrine , ni dans l'une , ni dans l'autre Chambre) il me semble que l'équité exigeroit de faire savoir aux Américains quels sont aujourd'hui les vrais sentimens de la Grande-Bretagne , afin qu'étant informés de notre *ultimatum* , ils puissent juger s'il doivent y consentir , ou bien courir les risques de la résistance.

Je me rappelle qu'à l'ouverture de la présente session , on tenoit un langage bien différent de celui d'aujourd'hui.

On se défendoit du dessein de taxer les Américains ; ou au moins on y mettoit des modifications. Milord Darmouth , alors Secrétaire d'Etat au département des Colonies , (poste où il étoit responsable des événemens) qui peut-être n'avoit pas été jugé propre à mettre les desseins du gouvernement à exécution , ce Lord , dis-je , vous a assurés à plusieurs reprises *que l'administration n'avoit nullement en vue de réduire l'Amérique.*

Je vous demande , Milords si le nouveau système qu'on a adopté n'a pas les apparences les plus sinistres , s'il ne nous menace pas des plus grands malheurs , & s'il ne dévoile pas dans toutes ses parties cette secrète & toute puissante influence , ces desseins ténébreux &

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. dangereux, qui de tems à autre se manifestent aux yeux du public, & qui font naître les inquiétudes & les soupçons les mieux fondés dans l'esprit de tous ceux qui ne sont point insensibles aux intérêts de notre malheureuse patrie. Lorsque j'ai rédigé la proposition qui est actuellement sous les yeux de la Chambre, je me suis abstenu d'entrer dans aucun détail particulier, parce que j'ai pensé, Milords, que vous la feriez examiner comme une proposition générale par un comité, & que vous pourriez convenir de quelques conditions précises, de quelque *ultimatum* qu'on proposeroit aux Colonies, ou que vous prendriez quelque résolution générale que vous communiqueriez ensuite à la Chambre des Communes, pour servir de base à un accommodement.

Les Américains sauroient à quoi s'en tenir, & pourroient prendre leur parti en conséquence. Vous leur ôteriez le prétexte dont ils couvrent aujourd'hui leur défiance pour les assurances générales, pour les promesses Ministerielles, & pour les prétentions vagues & indéfinies de la Grande-Bretagne : objets relativement auxquels tous ceux qui sont entrés successivement dans l'administration se sont expliqués chacun à sa manière, & sur lesquels il n'y a peut-être pas deux des Ministres actuels qui soient parfaitement d'accord.

Comme la doctrine d'une soumission indéfinie, mise en avant par milord Germaine, a été depuis répétée au milieu de nous, par des Lords, qui sans occuper des places où ils soient responsables, ont néanmoins des liaisons très-intimes avec la Cour, j'ai encore eu pour objet, en faisant cette proposition, d'engager les Ministres à s'expliquer, & à dire clairement si les longues harangues, par lesquelles il ont voulu nous convaincre du desir qu'ils ont d'une réconciliation, & leurs résolutions de céder sur quelque point, sont toutes oubliées ou mises de côté pour ne jamais reparôître, & s'ils ont à proposer quelques autres moyens moins rigoureux que cette soumission indéfinie.

S'ils préfèrent de garder le silence, & qu'en consé-

quence ils rejettent ma proposition, je les entendrai aussi clairement que s'ils parloient. Je serai alors pleinement convaincu qu'ils sont résolus à contraindre les Colonies à une soumission indéfinie : que le parti de faire couler le sang (qui je crois est pris depuis longtemps) prévaudra ; & que la dispute actuelle sera enfin décidée par la force des armes.

14 Mars.

Avant de finir sur cet article, je suis bien aise qu'on sache que je ne donnerai de croyance à aucune de ces explications par lesquelles certaines gens veulent faire entendre que l'administration n'a jamais varié dans son système, depuis le commencement des troubles, & qu'elle est toujours prête à remettre l'épée dans le fourreau & à se prêter à des propositions d'accommodement. Dans la nature des choses, il est impossible de tirer cette conséquence de leur conduite. Je conviens que le discours du Roi renfermoit cette idée. La proposition appelée *conciliatoire* faite par milord North dans la Chambre des Communes, annonçoit aussi quelque chose de moins rigide qu'une soumission indéfinie. Le bill pour interdire tout commerce avec l'Amérique, connu sous le nom d'*acte de capture*, porte une clause qui semble correspondre aux intentions énoncées dans le discours du Roi. Par cette clause on a donné à S. M. le pouvoir de nommer des commissaires pour traiter avec les Colonies, recevoir les soumissions & accorder les pardons. Je n'étois point présent aux débats qui ont eu lieu à la seconde lecture de ce bill. Mais quoique le système que l'administration paroît avoir adopté ne fût point alors avoué ouvertement, il est évident que la personne qui a conseillé ou rédigé cette clause (& à qui je crois que son influence particulière a donné la principale part aux mesures actuelles depuis le commencement de l'affaire, quoiqu'elle n'eût aucun droit d'y concourir) a toujours eu en vue cette soumission indéfinie que le gouvernement ose enfin réclamer.

Lorsque je vis cet acte pour la première fois, & que je comparai le discours du Roi avec la clause,

— j'avoue que je fus fort étonné. Que porte la clause ?
 14 Mars. Que l'on nommera des commissaires, & rien de plus. Que doivent-ils faire ? recevoir des soumissions. Est-il dit dans cet acte à quelles conditions on pourra traiter, ou plutôt l'acte prescrit-il aucunes conditions quelconques ? autorise-t-il les commissaires à se relâcher sur quelques points ? Non. L'alternative est résistance ou soumission indéfinie : guerre & résistance jusqu'à la destruction de l'un ou de l'autre parti ; ou bien les Américains mettront bas les armes sur le champ & se rendront à discrétion. C'est d'après ces observations, Milords, que j'ai cru devoir vous présenter un moyen d'effectuer les gracieuses intentions que S. M. a bien voulu déclarer dans son discours, & de remplir le vœu apparent du *bill de capture*, de ce bill qui a été rendu pour soumettre l'Amérique, en détruisant son commerce, si elle rejettoit avec opiniâtreté les termes d'accommodement que le Parlement Britannique, de concert avec S. M. pourroit croire les plus propres à assurer les prétentions de l'Angleterre & les droits constitutionnels de l'Amérique qui leur sont subordonnés, & à établir pour l'avenir sur une base solide le bonheur & les intérêts des deux pays.

C'est uniquement dans la vue de remplir ces deux objets que je prens aujourd'hui la liberté de vous communiquer mes observations. Si vous ne jugez pas à propos de rien changer à la motion, elle ne peut produire qu'un effet salutaire, puisqu'elle fournira à l'Amérique un moyen de prévenir les calamités actuelles, dont, quel que soit l'événement, elle auroit toujours beaucoup à souffrir ; moyen qu'elle est suffisamment en droit de réclamer, d'après les raisons que vous avez déjà plus d'une fois entendues. Et si l'Amérique refuse de faire aucune proposition, ou si elle en fait qui ne puissent point se concilier avec la dignité & les droits du Parlement Britannique, & avec les intérêts de l'empire en général, il résultera au moins de ma motion, cette conséquence importante & vraiment utile, qu'elle justifiera l'union de nos efforts pour

soutenir des mesures qui sont bien loin d'avoir l'approbation générale, & qu'elle mettra en évidence la justice & l'honneur de la Grande-Bretagne, non-seulement aux yeux de ses sujets, mais aux yeux de toute l'Europe. 14 Mars.

Quant à la politique de la dispute actuelle, c'est un sujet que j'ai déjà traité si souvent que je ne m'y arrêterai point. Je crois que le Ministère auroit dû avoir les preuves les plus satisfaisantes & les moins équivoques des dispositions des Puissances étrangères, avant de se précipiter aveuglément dans une guerre civile. Je me suis longtems occupé des affaires politiques. Je fais le fond que l'on peut faire sur le langage que tiennent ordinairement les Ambassadeurs. Je connois le degré de confiance qu'il faut donner aux assurances générales, relativement à des troupes étrangères. Je suis convaincu qu'on ne doit y compter que très-peu si elles ne sont accompagnées & appuyées d'engagemens particuliers, & d'une connoissance parfaite de la situation où sont des Etats pour nous si redoutables. Enfin nous devons tirer notre sécurité à cet égard bien moins de leurs déclarations que de leur impuissance reconnue de nous faire du mal. Les déclarations peuvent servir à leurrer & tromper; & il est démontré par l'expérience de tous les tems, qu'elles ne produisent jamais d'autres effets. Il n'y a donc que les connoissances de leurs moyens & de leurs facultés qui puissent donner cette espece de sûreté qu'un Ministre sera toujours bien aisé de se procurer avant de faire aucune opération qui puisse exposer sa nation aux insultes de ses ennemis naturels.

Ces Puissances que nous devons craindre, Milords; & que je vous désigne assez sous le nom de nos ennemis naturels, c'est la France & l'Espagne. Personne de vous n'ignore qu'on fait actuellement dans ces royaumes des préparatifs considérables, tant sur mer que sur terre; & il est de mon devoir de vous communiquer un avis, que j'ai reçu depuis peu de l'Amérique. Si cet avis est vrai, comme j'ai tout lieu de

le croire, la nouvelle est très-allarmante, & fait voir
 14 Mars. la défiance avec laquelle nos ministres devroient recevoir les assurances qu'on leur donne.

Voici ce que porte l'avis dont on m'a fait part :

» Deux François de distinction ont débarqué en Amérique vers la fin de l'été dernier ; & ils se sont présentés au général Washington, qui, après leur avoir déclaré qu'il n'avoit pas de pouvoirs pour traiter avec eux, les a renvoyés au Congrès général, où il a été nommé un comité pour écouter leurs propositions ».

Sous quelque point de vue qu'on examine les choses, & soit que l'on consulte l'humanité, la justice ou la politique, je suis persuadé, Milords, que vous conviendrez avec moi que les moyens de conciliation sont toujours entre nos mains ; & qu'il n'y a que la nécessité la plus urgente qui puisse nous forcer à nous souiller du sang de nos freres, au risque de ruiner notre commerce, & de nous engager dans une guerre avec toutes les forces réunies de la maison de Bourbon.

Le Lord Darmouth.

MILORD Duc de Grafton m'ayant cité devant la Chambre, je me vois obligé d'expliquer ici en peu de mots ma façon de penser. Milord-Duc a rapporté les expressions dont je m'étois servi dans un des précédens débats, pour faire voir quelle étoit alors mon opinion, & quel changement il s'est fait dans les sentimens de l'administration depuis que j'ai quitté ma place de Secrétaire d'Etat des Colonies. Je ne prétens point nier que les expressions rapportées par M. le Duc, ne puissent être sorties de ma bouche, & ce n'est pas non plus mon intention de les désavouer aujourd'hui. J'ai toujours pensé, & je pense encore que la Grande-Bretagne n'a ni intérêt ni desir de faire la conquête de l'Amérique. Si c'est l'idée de conquête que Milord-Duc attache aux mots *soumission sans restriction*, je suis certainement fort éloigné de donner mon approbation à une pareille soumission. Mais si l'on

ne doit voir dans ces mêmes mots qu'une résolution de notre part de ne point cesser les hostilités avant d'avoir réduit les Américains à reconnoître l'autorité suprême de la Grande-Bretagne ; c'est-là, exactement l'avis pour lequel je tiens. Je persiste à croire que l'Angleterre ne peut ni ne doit poser les armes, ou suspendre son plan d'opérations, à moins que les Colonies n'aient reconnu sa souveraineté, & que par des actes de soumission & d'obéissance elles n'aient manifesté des dispositions qui les rendent dignes de la bienveillance & de la protection de la Mere-Patrie.

C'est d'ailleurs, selon moi, un procédé peu honnête & peu conforme aux usages du Parlement que de vouloir mettre un homme en contradiction avec lui-même en lui rappelant les expressions dont il s'est servi, & le sentiment pour lequel il s'est déclaré, dans un tems où l'état des choses étoit très-différent de ce qu'il est devenu depuis. Je me plaisois à supposer que les désordres en Amérique étoient purement locaux, & que le mécontentement ne s'étoit glissé que dans les cœurs d'un petit nombre de gens qu'on ne pouvoit craindre que comme des cabaleurs capables de tromper & de soulever les peuples. J'avois toujours espéré que lorsque les Américains commenceroient à réfléchir mûrement sur les suites de leur rébellion, il seroient bientôt frappés de leur danger, & rentreroient dans leur devoir. Encouragé par cet espoir, je souhaitois qu'on pût les traiter avec indulgence, qu'on leur passât même leurs préjugés autant que cela pourroit se faire sans inconvénient. Qu'en est-il résulté ? Ils ont regardé ces actes d'indulgence comme autant d'indices de notre faiblesse : ils ont abusé de notre douceur à proportion de la générosité & de l'amitié avec lesquelles nous l'avons exercée ; & ils ont attribué notre patience, non à la tendresse & à l'affection maternelle de la Grande-Bretagne, mais à la pusillanimité de ses Administrateurs, & à un défaut absolu de moyens pour soutenir ses droits.

M. le Duc de Grafton appuie sa proposition sur des

14 Mars.

motifs d'humanité, d'équité & de politique. J'ose avancer que ni lui ni aucun autre membre de cette Chambre n'est plus rempli que moi de sentimens d'humanité. Mais l'humanité gagneroit-elle à la proposition de M. le Duc ? Je suis sûr que non. Que de pathétique dans ses expressions ! La pensée seul de l'effusion de sang humain le fait frémir d'horreur. Eh bien ! le moyen le plus sûr que je connoisse de prévenir cette calamité, c'est de faire partir au plutôt les armemens destinés pour l'Amérique. La crainte pourra produire, dans la conduite des Américains, un changement auquel ils ne se résoudroient jamais d'eux mêmes étant bien plutôt portés à secouer toute dépendance. Ils verront par-là que nous avons les moyens aussi-bien que la volonté de les forcer à reconnoître la vraie subordination & la soumission constitutionnelles qu'ils doivent à la Métropole. Je suis donc d'accord avec milord Duc sur les principes d'humanité. Nous différons seulement quant aux moyens.

Adopter aujourd'hui la proposition de M. le Duc de Grafton, ce seroit vouloir faire manquer le principal & l'unique objet de cette guerre. En effet qu'est-ce que vous propose Milord Duc ? Il veut qu'on supplie sans délai S. M. de rendre une proclamation pour suspendre toutes hostilités, & d'attendre l'effet que cette proclamation produira en Amérique. Ne seroit-ce point là suivre ce plan de fausse modération qu'on a justement accusé d'être une des causes de notre situation présente ? Ne seroit-ce point déclarer nettement que nous avons peur de soutenir nos droits, ou bien que nous sentons l'impossibilité où nous sommes de le faire ? Je suis persuadé que c'est ainsi qu'on regarderoit une pareille démarche de notre part, & que les Américains ne lui donneroient point d'autre interprétation.

Au surplus, Milords, je vous prie de considérer qu'en envoyant, comme j'espère fermement qu'on le fera, les forces destinées pour l'Amérique, les voies de conciliation n'en resteront pas moins ouvertes, & qu'on pourra tout de même écouter les propositions des Colonies.

14 Mars.

Comme Milord Duc, pour appuyer d'autant mieux sa proposition a donné à entendre que si on la rejettoit, ce seroit une marque que l'objet de la guerre actuelle est de faire la conquête de l'Amérique, ou de la réduire à une soumission sans restriction, je ne veux point voter négativement contre sa motion; & je me contenterai de mander qu'avant de statuer sur le fond, on délibère s'il y a lieu dans le moment actuel à une motion de cette nature. Ce n'est pas certainement que je convienne avec lui qu'une négative impliquerait l'intention ou le desir de la Chambre d'insister sur une soumission sans restriction & conforme à la description que Milord Duc en a faite; mais c'est que je serois fâché de voir une pareille idée se répandre & s'accréditer. Malgré cela, Milords, si je savois qu'on pût donner une autre interprétation à mon suffrage, je le rétracterois sur le champ. Je déclare donc que si pour empêcher que la proposition de M. le Duc ne soit adoptée, il est nécessaire que je vote expressément pour la négative, je le ferai aussitôt sans difficulté. Je suis intimement persuadé qu'elle causeroit beaucoup de mal en interrompant la suite des opérations publiques déjà entamées, & qu'elle ne sauroit produire aucun bien; puisque la voie de la conciliation qu'elle paroît favoriser, sera ouverte tout de même; tandis que d'un autre côté, en donnant, Milords, votre suffrage à cette même proposition, vous feriez croire que vous désapprouvez les opérations adoptées aujourd'hui contre l'Amérique, ou bien que vous êtes dans l'impuissance de les mettre à exécution.

Le Duc de Manchester.

LA situation actuelle des affaires, vues dans leur ensemble, comme dans leurs détails, doit causer les plus vives allarmes à tout Anglois qui s'intéresse à la dignité, à l'honneur ou à la prospérité de son pays. Les grandes dépenses que les opérations actuelles doivent occasionner, l'incertitude de la disposition réelle des Puissances étrangères, l'état présent de notre marine, qui, je

— vous l'affure Milords, n'est pas, à beaucoup près, sur
 14 Mars. un pied aussi respectable que milord Sandwich le prétend, tous ces objets réunis nous démontrent la nécessité d'avoir égard à la proposition de M. le duc de Grafton, & de réfléchir sur tous les risques que nous courons en la rejetant.

Je suis bien-loin d'imaginer que milord Sandwich ait aucun dessein de vous en imposer. Je ne doute point qu'il ne vous ait rapporté de bonne-foi les choses telles qu'elles sont venues à sa connoissance ; mais comme il a été obligé d'en croire le rapport d'autrui sur la plupart des objets dont il vous a parlé, il est vraisemblable qu'il a été trompé. J'ai pris des informations chez des gens du métier qui contredisent formellement les assertions de milord Sandwich sur l'état des vaisseaux de garde, sur le nombre des hommes qu'ils ont à bord, & sur la facilité avec laquelle on peut compléter les équipages. Je fais par exemple que l'*Aigle* qui doit être monté par milord Howe n'a pas plus de quatre-vingt-dix bons matelots à bord ; & que plusieurs des fregates & vaisseaux de guerre destinés ou déjà partis pour l'Amérique, ont été obligés de mettre à la voile assez mal équipés. Cette ardeur pour le service dont Milord a parlé, n'est point fondée en réalité ; car il a fallu tirer de dessus les vaisseaux de garde les hommes nécessaires pour compléter les vaisseaux destinés à un service pressé.

Ceci me conduit à examiner une autre assertion du lord Sandwich, savoir que cette disette de matelots des vaisseaux de garde provient de ce que les matelots ont ambitionné de partir avec les vaisseaux de guerre destinés pour l'Amérique. Comment cela s'est-il pu, si d'abord le complet des équipages pour l'Amérique à dû se former aux dépens des vaisseaux de garde ; & si le *déficit* trouvé ensuite dans le complet de ces vaisseaux n'a pas été plus grand après ces levées qu'au-paravant ; Mais je pense, Milords, qu'on trouveroit le *déficit* des vaisseaux de garde beaucoup plus considérable dans la réalité que ce Lord ne l'a annoncé.

Je

Je crois aussi que leurs équipages sont composés d'hommes qui ne devraient point être admis sur nos vaisseaux de guerre. Je suis bien informé que leur petit nombre n'est pas encore ce qu'il y a de plus fâcheux. Ces équipages sont composés d'hommes de terre, sans proportion avec les matelots, de vagabonds, & peut-être même de malfaiteurs. Je souhaiterois me tromper ; mais si le fait est vrai, c'est une circonstance bien propre à nous allarmer.

14 Mars.

Nous n'avons point, Milords, de plus sûrs boulevards contre nos ennemis étrangers que notre marine : surtout ayant été obligés d'envoyer en Amérique la meilleure partie de nos forces pour pousser avec vigueur nos opérations actuelles. Si nous étions attaqués dans le moment présent où nos armées de terre & de mer sont si affaiblies, les conséquences en seroient bien effrayantes.

Je suis convaincu que nous ne devons pas nous croire en état de sûreté. Je suis même fondé à penser que la France & l'Espagne méditent de nous porter quelque coup. Les faits que milord duc de Grafton a rapportés ne sont que trop constants : ils étoient déjà venus à ma connoissance il y a un mois ; & je vous en aurois fait part si je n'avois pas voulu attendre que l'administration vous les communiquât d'elle-même. Je comptois qu'en vous en informant, le Ministère vous auroit instruit de ses motifs pour négliger ces bruits, ou vous auroit rendu compte des mesures qu'il auroit prises pour exiger de la France une explication sur cet objet.

Je vous rappellerai encore, Milords, qu'il se fait de grands préparatifs en France & en Espagne, tant sur terre que sur mer. On dira qu'il s'agit d'une nouvelle expédition de l'Espagne contre Alger, ou des querelles qui se sont élevées entre l'Espagne & le Portugal dans l'Amérique méridionale. La première supposition peut être fondée. Mais si les forces qu'on rassemble sont destinées contre le Portugal, rappelez-vous, Milords, ce qu'a dit dans les premiers débats

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars.

milord Rocheford, ici présent, qui occupoit alors une place respectable dans l'administration, que si le Portugal étoit attaqué, nous serions forcés de prendre part à cette guerre & de donner aux Portugais toute l'assistance qui seroit en notre pouvoir.

En un mot, Milords, en réunissant toutes les causes, les circonstances & les événemens probables qui sont les sources de la querelle présente, ou qui pourront s'en suivre, je suis absolument de l'avis de milord duc de Grafton. Mon sentiment est de fournir aux colonies un moyen de rentrer naturellement dans leur devoir, tant pour assurer leurs droits constitutionnels, que pour prévenir les malheurs dont chaque partie de l'Empire est menacée, si nous persistons à exécuter des projets aussi ruineux, aussi injustes & aussi oppressifs que ceux que notre ministère a arrêtés.

Le Lord Sandwich.

Je n'interromprois point, Milords, le cours de ces débats si je n'avois pas été attaqué par M. le duc de Manchester qui, j'ose le dire, s'est trompé essentiellement dans chaque fait qu'il a avancé, ou qui a tiré les plus fausses conséquences de ses assertions les mieux établies. Je suis très-fâché que ce Lord ne m'ait pas consulté avant de hazarder des charges d'une nature aussi grave, parce qu'il m'eût été aussi facile qu'agréable de le désabuser & de lui faire voir combien on lui en a imposé. Je soupçonne, & j'oserois presque dire que je sais l'endroit où il a puisé les informations sur lesquelles il a insisté avec tant de chaleur. Les auteurs sont connus par les écrits qu'ils font insérer journellement dans les papiers publics, & par leurs harangues dans la Chambre des Communes (*). Mais il est bon de dire à Milord Duc que ces gens-là sont superficiels & mal instruits, & que tout ce qu'ils ont fait pour décrier la conduite de l'Amirauté à laquelle j'ai l'honneur de présider, n'a servi qu'à mettre en évidence leur ignorance absolue, ainsi que leur animosité personnelle.

(*) Milord Sandwich a eu en vue M. Hartley & le Capitaine Luttrell.

Milord Duc prétend que ce sont des gens du métier qui lui ont donné ces informations. Je leur aurai bientôt démontré qu'ils n'entendent rien du tout à la chose. On parle de l'*Aréthuse*, du *Romney*, de l'*Aigle*, &c. comme ne pouvant pas être mis actuellement à la mer, parce qu'ils n'ont pas leurs équipages complets. D'après les derniers états que j'ai reçus de la situation de ces vaisseaux, je puis affirmer que rien n'est plus faux. Mais en supposant que les faits fussent vrais que s'en suivroit-il ? que d'après l'usage établi dans le service, les hommes ont passé d'un vaisseau à un autre, selon que les circonstances ont rendu ce changement nécessaire : mais cela prouve-t-il qu'un seul vaisseau, depuis le commencement de nos opérations & de nos armemens actuels, ait été arrêté un seul jour dans les ports, faute d'hommes ?

Suivant milord Duc, l'*Aigle* à bord duquel le lord Howe, commandant en chef de l'escadre, doit arborer son pavillon, manque aussi d'hommes. Quand le fait seroit aussi strictement vrai qu'il le prétend, je ne doute point que la réputation du lord Howe & le desir de servir sous un commandant si habile, & en même tems si doux & si affable, ne lui procurent bientôt assez d'hommes pour que le déficit dont milord Duc se plaint, n'ait plus lieu.

Quant à ce que milord Duc avance, qu'attendu le manque de matelots, nous avons été obligés de les suppléer par des vagabonds & des malfaiteurs, je proteste qu'il n'est rien arrivé de semblable, & j'aurois la plus grande répugnance, quelque critiques que les circonstances pussent être, à favoriser aucune maniere d'équiper notre marine qui pût donner du dégoût à une classe d'hommes si utile & si brave. D'ailleurs je crois qu'à bien des égards, il en résulteroit de grands inconveniens ; rien ne seroit plus propre à corrompre les mœurs des matelots, objet très-essentiel & sur lequel je ne cesserai de porter toute l'attention possible, tant que je serai en place.

En général, il n'y a rien à reprocher à nos matelots ;

36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. & leurs mœurs sont honnêtes tout le tems qu'ils restent à bord. Si à terre ils sont plus dissipés, le tout se réduit à de folles dépenses, en parties de plaisir, ce qui n'est nullement contraire au bien du service, & d'autant moins que dès qu'ils n'ont plus d'argent & par conséquent plus de moyens de subsister sur terre, ils retournent gaiement à la mer. Mais si l'on souffroit que les vagabonds & les malfaiteurs s'enrolâssent sur les vaisseaux de Sa Majesté, que s'en suivroit-il? Les plus mauvais sujets d'entr'eux communiquant avec tout le corps des matelots, ils corromproient leurs mœurs sur les vaisseaux, ils les rendroient paresseux & négligens dans leurs devoirs; & à terre, ils leur apprendroient les moyens pervers qu'ils connoissent pour trouver à subsister. C'est ce qu'il n'est pas possible de souffrir, autant pour le maintien des mœurs que pour l'intérêt même du service. Je n'ai jamais perdu de vue un objet de cette conséquence, & je ne crois pas qu'aucun malfaiteur ou homme mal noté ait été enrôlé parmi les matelots. Si cela est arrivé, ce ne peut-être qu'à mon insçu, & ceux qui voudroient le faire trouveroient en moi la plus vigoureuse opposition.

Quoiqu'il en soit, prenons les faits présentés par M. le duc de Manchester sous un autre point de vue. Que prouveront-ils, même en admettant qu'ils soient vrais? Vous n'avez point oublié, Milords, que j'ai affirmé dans un débat précédent que le complet des équipages des vaisseaux de garde montoit à six mille huit cent hommes; qu'actuellement il n'y en avoit que six mille trois cents sur les registres: que par conséquent il y avoit un *déficit* de cinq cents matelots: qu'il étoit aisé de se procurer ces cinq cents hommes; ou que dans une nécessité actuelle ou imprévue ils seroient complétés en un instant, au moyen de la presse. Les faits contredisent-ils ce qu'alors je vous ai exposé sur ce sujet? Je suis convenu d'un *déficit*. Je vous ai informé de la facilité d'avoir des hommes, & j'ai ajouté en même tems que s'il étoit nécessaire

de mettre sur le champ les vaisseaux à la mer, la presse me fourniroit les moyens de pourvoir à tout ce 14 Mars. que l'exigence du cas pourroit requérir.

Quoique je parle de presse, je ne crois pas qu'il se présente d'occasion où nous en ayons besoin. Lorsque j'ai traité cette matiere en dernier lieu, j'ai dit que je croyois qu'on pourroit s'en passer ; & depuis ce tems là, je n'ai point eu de raisons pour changer d'opinion. Mais je n'ai point donné ma parole positive qu'on ne seroit pas obligé d'y avoir recours. Je suis toujours bien loin d'imaginer qu'elle aura lieu. Cependant je n'en réponds pas. Je répète encore ce qu'on m'a souvent entendu dire, que la seule nécessité pourra m'y forcer, & que cette nécessité me paroît aussi éloignée que jamais. D'ailleurs, c'est une opération que je voudrois qu'il fût possible d'éviter. La presse entraîne beaucoup d'actes de rigueur & de cruautés. Rien n'est plus affreux que d'arracher un membre utile de la société à sa famille & à ses parens les plus chers, dans le moment peut-être où ils ont le plus besoin de son industrie & de sa protection. J'ai réfléchi sur cette matiere, & j'espère pouvoir perfectionner quelque projet qui rendra la presse des matelots absolument inutile.

Je suis bien convaincu que le moyen ordinaire de se procurer des matelots est défectueux ; & je saisis avec plaisir cette occasion de parler de deux Officiers très-méritans, dont l'un est proche parent du lord Abercorn. Ces deux Officiers sont les capitaines Hamilton & Pownal ; le dernier jouit d'une fortune de cent mille livres sterl. on ne peut donc lui supposer d'autre motif que le sentiment de son devoir & la justice de la cause. Tous les deux ont offert leurs services de leur propre mouvement sans demander aucun secours à l'amirauté : il ont complété leurs équipages, & se sont mis en peu de jours en état d'appareiller. Je crois même qu'un des deux (le capitaine Hamilton) a été prêt en moins de quinze jours. Ces exemples & beaucoup d'autres semblables m'ont suggéré une idée qui pourroit faciliter beaucoup les recrues de matelots.

14 Mars. Ce seroit de compter moins sur le secours de l'amitié, & de donner tous les encouragemens possibles aux capitaines nommés au commandement des vaisseaux pour qu'ils se chargeassent eux-mêmes de former leurs équipages. Les heureux effets de cette maniere d'accélérer un armement se sont fait sentir dans les deux exemples que je viens de rapporter & dans beaucoup d'autres que je pourrois citer encore.

Je n'ai qu'un mot à ajouter pour faire voir le peu de conséquence des *deficit* que milord Duc se plaît tant à nous reprocher. Supposons qu'un vaisseau soit nommé pour un service quelconque : il peut arriver, que son équipage ne soit pas complet tant qu'il est en armement ; mais aussi-tôt qu'il a ordre de mettre à la voile, le *deficit* est bientôt rempli ; ou bien on prend des hommes des vaisseaux de garde ou d'autres bâtimens dont l'armement n'est pas si avancé. Voilà ce qui se pratique journellement sans que le service en souffre en aucune maniere.

Le duc de Grafton appuie sa proposition sur des motifs d'humanité, de justice & de saine politique. Je répondrai d'abord que le meilleur moyen de remplir cet objet d'humanité, & d'arrêter l'effusion du sang, est de persister avec constance & courage dans les mesures actuelles. Quant à la justice, je suis sûr que les raisons pour rejeter la proposition de milord Duc sont également fortes, à moins que nous ne consentions à abandonner les droits les plus essentiels & les plus sacrés de la législation Britannique. Je ne craindrai pas même d'affirmer que milord duc de Grafton s'est également trompé relativement à la politique. En effet, de même que nous avons le droit, je présume aussi que nous avons le pouvoir d'assurer ce droit, & que nous serons en état de convaincre les Américains que nos moyens ne sont pas moins certains que la justice de nos prétentions & que notre humanité, dans la maniere dont elles ont été soutenues.

Le Duc de Richemond.

14 Mars.

Milord Darmouth chicanne sur les expressions rapportées de lui par M. le duc de Grafton. Je me les rappelle très-bien ; j'en ai pris note dans le tems. Elles portoient que l'intention du Ministère étoit de se relâcher , de concilier , & de n'employer jamais la force des armes pour soumettre l'Amérique.

Telle étoit , Milords , l'idée jettée dans le discours du Roi : tel étoit l'objet apparent de la clause de l'acte de *captûre* à laquelle milord duc de Grafton a fait allusion ; & je suis entierement de son avis lorsqu'il dit que cette clause ne seroit que d'envelope au projet de la guerre pour soumettre l'Amérique. Car c'est ce que l'événement justifie.

Que porte la clause ? énonce-t-elle quelques dispositions pacifiques ? n'est-ce pas un assemblage de mots vagues & louches qui ne veulent rien dire , ou du moins qui ne présentent d'autre vue que d'investir la couronne du pouvoir de disposer des droits du Parlement , d'en rejeter tout l'odieux sur le Parlement ; & si le projet de soumettre l'Amérique se trouve impraticable , de donner à S. M. l'honneur de toutes les facilités auxquelles le Parlement pourroit par la suite se prêter.

Je vous prie, Milords, d'examiner cette clause & les conditions sur lesquelles toute mesure de conciliation doit porter. *Dès qu'une province quelconque &c. se montrera disposée à retourner à son devoir.* Comment connoitra-t-on ses dispositions ? Ce n'est point par le Congrès , car , vous avez refusé de traiter avec lui. Ce ne fera pas non plus par aucune classe de particuliers , puisqu'il ne peut y en avoir aucune autorisée légalement à répondre d'autres personnes que de celles qui la composent. Il n'y a point actuellement d'assemblées avec qui vous puissiez traiter. Ce sont donc les individus que vous voulez détacher de leurs compatriotes dans le dessein de créer des divisions , en annonçant des offres de pardon , & d'avancer par ce moyen

— vos projets, soit de simple conquête ou de soumission
14 Mars. indéfinie.

Mais je puis vous assurer que ce plan, si bien concerté qu'il puisse être, aura le même sort que tous les autres. Les peuples ne se laisseront jamais duper à ce point. Il sera reçu comme l'a été la proposition faite au Congrès de la part de milord North. Il ne fera jamais ce que n'a pu faire la somme de cent mille l. sterl. offerte au Congrès pour lui faire accepter la proposition conciliatoire. L'objet de toute proposition, avec quelque soin qu'on le cache, sera toujours découvert à la fin. Telle est la constitution du Congrès. Les membres ont été obligés de faire part à leurs Electeurs de l'offre des cent mille livres. Ils ont refusé l'argent des Ministres & leur proposition insidieuse, quoique bien différente du système actuel de soumission indéfinie, a été rejetée avec tout le mépris qu'elle méritoit.

Mais supposé que le Congrès eût accepté l'offre, pensez-vous, Milords, que les peuples eussent souscrit à des conditions aussi ignominieuses. Je suis persuadé du contraire. Le Congrès est un corps momentané, variable, dont les membres sont choisis pour un certain tems ; & comme les peuples, dans le cas où le Congrès auroit accepté l'offre, n'auroient pas pu manquer de prendre une pareille condescendance pour un abandon implicite de l'objet en contestation, ils auroient nommé aussitôt d'autres Délégués qui auroient cassé toutes les opérations de leurs prédécesseurs. Certainement les Américains n'acquiesceroient jamais à une loi conçue en ces termes : » vous vous taxerez vous-mêmes ; vous recueillerez vos taxes, & vous en enverrez le montant en Angleterre pour être versé dans le trésor de la Grande-Bretagne. En même tems nous nous réservons non-seulement la négative pour désapprouver le *quantum* de ces taxes, mais aussi le droit de vous taxer nous-mêmes, de telle manière & pour telle somme que nous pourrons le juger à propos par la suite ».

Milord Sandwich s'est servi, en répondant à milord duc de Manchester, d'une expression qui, selon moi, décele une présomption extraordinaire de sa part. Ce Lord non content d'avoir dit au duc de Manchester qu'il étoit mal informé & entièrement dans l'erreur, a ajouté, que comme il présuinoit que milord duc tenoit ses informations de gens du métier, il le prioit de les lui envoyer, & qu'il leur feroit voir qu'ils n'étoient que des ignorants & n'avoient aucune connoissance de la chose.

Voilà, je l'avoue, un langage tout nouveau pour moi. J'avois toujours cru que des gens du métier étoient réputés s'entendre à leur profession : je croyois que dans des entreprises d'une nature importante & difficile, on avoit soin de les consulter. Je ne me serois jamais attendu à voir condamner en bloc un corps aussi respectable que celui de la Marine, & l'envelopper dans un reproche général d'ignorance & d'incapacité. Si l'affertion de milord Sandwich doit être prise au pied de la lettre, ce seroit une raison, ce me semble, pour abandonner notre plan actuel. Car, qui aurions-nous pour le mettre à exécution si cette imputation d'ignorance & d'incapacité étoit fondée ? Mais j'envisage les choses sous un autre point de vue, & j'ose dire que s'il est vrai qu'on fasse si peu de cas des talens & des connoissances des gens du métier, & que milord Sandwich se soit reposé uniquement sur ses lumières, peut-être bien transcendantes à tous autres égards, mais qui ne sauroient, selon moi être mises en parallèle avec celles de personnes qui ont consacré toute leur vie à l'étude de leur métier, je ne suis nullement surpris que jusqu'à ce jour toutes nos opérations aient avorté.

Milord Sandwich soutient qu'il n'est pas vrai qu'on ait enrôlé & reçu des vagabonds ou des malfaiteurs pour servir sur les vaisseaux de guerre. Je puis cependant prouver ce fait, en partie, par des anecdotes qui sont à ma connoissance. En qualité de lord lieutenant du comté de Suffex, j'ai reçu un ordre du

14 Mars. Conseil privé, signé du lord Gower, président de ce Conseil, par lequel il m'a été enjoint de tenir la main à l'exécution effective des loix portées contre les vagabonds, &c. Je pense, Milords, qu'il n'est aucun de vous qui ne sache quel étoit l'effet qu'on attendoit de cet ordre, ou qui puisse supposer que la proclamation dont il s'agit, ait été rendue dans aucune autre vue, que celle de remplir l'objet de la loi, en faisant mettre à bord des vaisseaux en armement les vagabonds qui seroient arrêtés, & qui, malgré tout ce que peut dire milord Sandwich, n'ont pas été envoyés aux prisons, mais sur les vaisseaux où on manquoit d'hommes.

Ce Ministre parle avec beaucoup d'emphase du pouvoir, des forces & des ressources de l'Angleterre. Il peut avoir raison, mais je n'en vois des preuves que dans l'extravagante profusion de nos octrois. Il prétend que nous n'avons pas encore fait jouer tous les ressorts de notre puissance, & que nous sommes en état d'employer & d'entretenir *dix fois plus de forces que nous n'en avons pour le présent*. Milord Sandwich a sans doute un génie très-fécond en expédients; mais je crains fort qu'il n'ait avancé beaucoup plus qu'il ne pourra prouver.

Par les votes de la Chambre, je vois qu'il a déjà été accordé pour le service de l'année courante environ six millions, y compris à-peu-près un million de frais extraordinaires pour l'année dernière. Or, sans supputer à combien pourront se monter les frais extraordinaires de cette année, dans laquelle on doit employer quatre fois plus de forces de terre, indépendamment d'une formidable armée navale, je suppose que les dépenses n'excéderont point les six millions déjà accordés, & je demande à milord Sandwich, s'il croit sincèrement que nous soyons en état de lever soixante millions qu'il faudroit tout juste en adoptant son assertion. Supposé que nous le pussions, la sagesse, la prudence ou la politique nous permettroient elle de faire de pareils efforts?

Le manque de moyens pour nous défendre chez nous :

les dépenses énormes qu'entraînera la poursuite d'une guerre dans un si grand éloignement : les torrens de sang que cette guerre va faire couler : la crainte d'une attaque de la part de nos voisins ; mais sur tout l'injustice de notre cause : Voilà , Milords , les motifs qui me font approuver du fond de mon cœur la proposition de milord duc de Grafton comme un moyen de nous préserver de tous les malheurs dont nous sommes menacés. Je suis persuadé , Milords , que si vous adoptiez sa proposition , elle produiroit tous les effets heureux que son auteur vous a présentés ; & je vous déclare franchement , que si après cela les colonies persistoient dans le refus d'entrer en accommodement : si elles reclamoient des droits préjudiciables à la souveraineté de l'empire Britannique , avec lequel elles ne doivent former qu'un seul & même grand corps politique , je cesserois dès ce moment-là de parler en leur faveur ; & j'insisterois avec autant de chaleur que qui que ce fût , pour qu'on réduisît les colonies à l'espece de soumission d'où dépend le plus essentiellement la force & le pouvoir de la Grande-Bretagne & de toutes ses possessions.

Comme je n'aurai peut-être plus occasion de parler devant les Seigneurs spirituels (les Evêques ,) sur la matiere que je viens de traiter , je prendrai la liberté de leur adresser quelques mots. Je n'ai gueres eu le bonheur jusqu'à présent de mériter leur suffrage , mais lorsque les motifs d'humanité & les sollicitudes de l'amour de la paix & de l'horreur pour l'effusion du sang de nos semblables , seront fortifiées de la considération des intérêts personnels de ces Seigneurs , je me flatte que ce corps respectable m'écouterà avec un peu plus d'attention.

(Il se tourne vers le banc des Prélats.)

Il est possible , Milords , que par l'événement de la crise actuelle la constitution soit détruite , que les droits & les libertés du peuple soient anéantis , ou que nous éprouvions une nouvelle révolution. Ce cas

44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. arrivant, à quel sort Messieurs du haut Clergé pourront-ils s'attendre ? Ne peut-il pas leur arriver de devenir une seconde fois la victime de la fureur des peuples ? Croient-ils qu'on leur (a) laisseroit leurs excellentes prébendes, leurs riches doyennés, leurs beaux évêchés

a, Cette apostrophe de M. le duc de Richemond aux prélats Anglois sur leur attachement pour le temporel, a donné lieu à un Gazetier de remarquer que l'avarice ; la vénalité, l'orgueil, le luxe & l'indolence de quelques membres du haut Clergé d'Angleterre, font plus de tort à la Religion que tous les écrits des Catholiques Romains. Ce Gazetier appuie son observation de l'exposé suivant :

» Il existe dans notre Eglise un Evêque qui entre lui, ses deux gendres & son chapelain, possède près de quatorze mille livres sterl. de rente des biens de l'Eglise.

Les revenus de son Evêché sont de 7,000 l.

Le mari de sa fille aînée, outre un bien propre qui rapporte net 1500 l. par an, jouit encore des places suivantes, savoir :

	<i>livres par an.</i>	
Un Doyenné de	900.	} Total 3, 300.
Une Prébende de	500.	
Un Canoniat de	400.	
Deux Rectories faisant	1200.	
Un Bénéfice simple consistant dans les dîmes d'une Paroisse dont le Dérivant n'a que 50 l. par an	300.	

Le mari de sa seconde fille possède,

Une Canoniat de	500.	} Total 2, 100.
Une Prébende de	400.	
Deux Rectories faisant	1200.	

Les deux gendres ci-dessus ont encore des rentes à vie appartenantes au siege, des places, & des dîmes dont personne ne fait le nombre ni la valeur.

Le Chapelain de l'Evêque qui n'est pas encore assez riche pour quitter cette place, & pour la laisser à un autre, possède deux sortes de Rectories & une Prébende, le tout faisant 1, 000.

» Ainsi, l'Evêque & les siens jouissent d'un revenu ecclésiastique de 13, 400.

& qu'on ne les sacrifieroit pas plutôt , pour appaiser & gagner les esprits du parti dominant? Voilà pourtant ce qui arriveroit si notre constitution venoit à être renversée. Des événemens de cette sorte ont toujours été dans la Grande-Bretagne les suites d'une mauvaise administration.

14 Mars.

Ceux qui tenoient les rênes du Gouvernement commençoient par soulever les esprits des peuples , ils violoient la constitution, ils faisoient des tentatives pour soutenir leurs infractions , & l'événement a toujours été que le peuple est rentré dans ses droits , de sorte que toutes les fois qu'il s'est vu réduit à la nécessité de les défendre , le Gouvernement a été dissous. Je prie Messieurs les Prélats de réfléchir sur leur position , & d'examiner les suites qu'une révolution pourroit entraîner , relativement à eux.

Le Lord Sandwich.

Permettez-moi , Milords , de me disculper des imputations de M. le duc de Richemond. Je n'ai jamais attaqué les talens des gens du métier en général. Je n'ai jamais demandé qu'on me les envoyât pour les instruire. Ce que j'ai dit & ce que je pense en effet , Milords , c'est que M. le duc de Manchester étoit mal informé : que s'il prétendoit tenir ces renseignemens de gens du métier , je devinois qui étoient ces gens là : c'est-à-dire , des hommes superficiels. J'ai prié M. le Duc de m'envoyer ces gens du métier , m'engageant à leur faire voir qu'ils étoient des ignorants , & qu'ils

« Que pouvoit-on reprocher de pire au Clergé Romain lorsqu'il fut expulsé? Ces Messieurs ont acquis tous ces Bénéfices par une infinité de tours d'adresses & d'échanges avec le Ministre. Le but de Monseigneur est de procurer à ses gendres une si grande quantité de places que le Ministre soit obligé de leur donner des Evêchés , pour avoir de son côté la disposition de leurs nombreuses dignités , dîmes , &c. »

» Entre ces trois Ecclésiastiques il n'y en a pas un qui se soit distingué ni par sa piété , ni par sa science , ni par son talent pour la chaire , ni enfin par aucun succès dans la Littérature.

14 Mars.

n'avoient pas la moindre connoissance de la chose. Je vous demande , Milords , si l'expression dont je me suis servi , admet l'interprétation que milord duc de Richemond lui a donnée ? Je ne le crois nullement. On ne sauroit avoir une plus haute idée que moi de la profession des marins. Personne ne peut être plus parfaitement convaincu de la solidité & de l'étendue des connoissances de plusieurs braves officiers de ce corps , qui même seroient en état de remplir avec distinction tout autre service ou profession quelconque.

Le Lord Darmouth.

Je ne puis croire que M. le Duc de Richemond ait eu l'intention de dénaturer rien de ce qui a été dit dans les derniers débats. Milord duc est en général assez exact dans ses rapports. Cependant , Milords , je puis vous assurer qu'il m'a prêté des sentimens que je n'ai jamais eus , & dont je suis uniquement redevable à l'adresse avec laquelle il a su donner à mes paroles une signification toute différente de ce que j'ai eu intention de dire.

Le Lord Hillsborough.

Je n'étois pas présent lorsque milord duc de Grafton m'a cité relativement aux décisions prises dans le cabinet en 1769 , c'est-à-dire à l'époque où il a été proposé de révoquer l'acte pour imposer des droits de port en Amérique. Je viens d'apprendre que milord Duc a avancé que son avis n'avoit pas prévalu dans le cabinet & que je lui avois envoyé une note de ce qu'on y avoit arrêté. Je ne prétens point dire que milord Duc n'a pas reçu une pareille note , mais je nie qu'elle lui ait été remise soit directement ou indirectement de ma part.

Milord duc de Grafton a rappelé plus d'une fois ma malheureuse lettre qui a donné lieu à tant de discussions dans l'une & l'autre Chambre ; & il a soutenu qu'elle avoit été écrite pour amuser les colonies

& les tromper. Je n'ai jamais eu recours à aucune imposture pour faire réussir quelque entreprise que ce pût être. J'en appelle à la teneur de la lettre, & tout ce que je desiré, Milords, c'est que ceux d'entre vous qui pourrout la juger digne de leur attention, ayent la bonté de demander qu'il en soit fait lecture afin que la Chambre puisse elle-même l'apprécier, & qu'elle ne soit point induite en erreur par aucune interprétation partielle. Ce sera là un procédé honnête & conforme aux usages du Parlement. Le passage de la lettre qui a rapport à l'objet dont il s'agit aujourd'hui, portoit : *que les Ministres de S. M. (alors en place) protestoient pour eux-mêmes & prioient les Gouverneurs des Colonies d'assurer leurs assemblées respectives que l'Angleterre n'avoit pas l'intention d'établir aucune taxe en Amérique, dans la vue de lever un revenu.*

Supposé donc que cette promesse dût lier les mains à tous les Ministres suivans, ce que je ne crois pas cependant qu'on ose soutenir, est-il un seul des Lords de la Chambre qui puisse citer une seule circonstance où cette promesse ait été violée ou perdue de vue ? A-t-on imposé aucune taxe ou levé aucun droit depuis cette époque ?

Je n'entrerai ici, Milords, dans aucune discussion particulière sur le droit de l'Angleterre de taxer les colonies. On connoît déjà ma façon de penser à ce sujet. Si la souveraineté renferme tout ce qui est essentiel au pouvoir qui lui est inhérent & à l'exercice de ce pouvoir, il est ridicule & absurde de vouloir que le droit législatif général de gouverner, d'ordonner & de censurer, soit distingué des objets partiels & limités de taxations qui sont compris évidemment dans ce même droit & en forment nécessairement une partie. Il seroit superflu, Milords, de détailler les conséquences qui résultent de ce principe : quant à l'avantage qu'il peut y avoir pour l'Angleterre d'établir des taxes en Amérique, c'est une affaire qui auroit peut-être mérité d'être mieux discutée avant

48 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. le commencement des troubles actuels. Mais dans l'état des choses on ne peut plus & on ne doit plus s'occuper de cette question. Feu M. Grenville, qui le premier proposa l'acte de timbre, croyoit la chose également juste & praticable, & vouloit concilier par cet expédient le maintien du droit de l'Angleterre avec la nécessité où elle se voyoit d'obliger les colonies à la soulager du fardeau de ses dettes qu'elle avoit contractées en partie à leur occasion. Ce Ministre étoit un homme de mérite, & même un grand homme à bien des égards. Cependant j'ai de fortes raisons pour croire qu'il auroit abandonné son dessein s'il avoit pu prévoir tout ce qui est arrivé depuis.

Ceux qui lui ont succédé étoient des gens fondés en principes, & qui avoient les meilleurs motifs pour se comporter comme ils l'ont fait. Ils ont trouvé l'Angleterre dans une situation qui la menaçoit d'une guerre civile. Jaloux de conserver la paix de l'empire, ils ont consenti à la révocation de la loi qui avoit amené de si malheureuses circonstances; mais ces même Ministres ont reconnu le principe établi par leurs prédécesseurs; puisqu'il ont accompagné la révocation de l'acte du timbre d'une loi interprétative qui maintenoit la suprématie législative de la Grande-Bretagne dans tous les cas quelconques.

Lors de l'imposition des droits en 1767, je n'ai point assisté aux séances de la Chambre, & je n'ai eu aucune part à cette imposition. Cependant dès que les Américains nous ont contesté le pouvoir d'imposer ces droits (& voilà, Milords, ce que je vous prie sur-tout de bien remarquer) j'avoue que mon sentiment a été de ne consentir en aucune manière à une révocation totale, à moins que nous ne fussions résolus à abandonner entièrement notre souveraineté sur les colonies. J'ai vu la nécessité qu'il y avoit de laisser subsister une partie des droits en question jusqu'à ce que les Américains eussent reconnu que nous sommes fondés à les imposer. Conséquemment à ce principe, j'ai voté contre la révocation totale, & j'ai

encouru

concouru par mon conseil & par mon approbation à l'expédition de la lettre dont il s'agit. Il falloit, selon 14 Mars. moi, que les Américains reconnussent complètement, clairement & expressement notre droit. Ce point une fois solidement établi, j'aurois pu me relâcher sur l'objet de la convenance.

Je suis encore aujourd'hui dans les mêmes sentimens; & je continuerai toujours de m'opposer, autant que je le pourrai, à toute espece d'accommodement, n'importe sous quelle forme on pourra le présenter, qui n'aura pas pour base la soumission des Américains, & un aveu du droit que nous avons de les taxer tel que je viens de le définir. C'est que je suis intimement persuadé que si nous abandonnions le droit de taxation, nous ne tarderions pas à perdre tous les autres droits lucratifs de notre souveraineté; & que l'Amérique finiroit par se séparer entièrement de la Grande-Bretagne.

Milord duc de Grafton a désapprouvé hautement dans une autre occasion la loi modificative de la chartre de la baye de Massachusett, passée il y a deux ans. Pour moi je pense qu'elle étoit extrêmement nécessaire à tous égards. D'abord je la crois juste par la raison que toute chartre, vu la nature même de la concession, est susceptible d'être réformée & dissoute par la législation suprême. Considérez un moment, Milords, ce qu'il y auroit à craindre si cela n'étoit pas ainsi. Le Roi pourroit accorder des privilèges exclusifs par des chartres: il pourroit les qualifier de maniere à les rendre entièrement indépendans du Parlement; & par ce moyen morceler tout l'empire & le diviser en autant de communautés indépendantes que bon lui sembleroit. Certes, Milords, ce seroit là une absurdité révoltante. Je maintiens que toutes les corporations sont sous l'inspection du Parlement, & qu'il appartient au Parlement de modifier, de rectifier ou de supprimer les privileges accordés de la sorte, toutes les fois qu'il voit que les intérêts de l'empire l'exigent.

14 Mars. Pour appuyer ce principe général, faisons-en l'application particulière à la baye de Massachusett. Vers la fin du règne de Charles second la politique des Ministres (& je la désapprouve tout autant qu'aucun de vous, Milords) étoit de dissoudre les chartres sans autre raison que le seul bon plaisir de la couronne , ou du moins d'une manière qui n'étoit gueres plus légitime. Cependant ce qui se passa à l'égard de la baye de Massachusett ne peut pas être qualifié d'abus. On découvrit que sa chartre n'étoit autre chose qu'une incorporation de certaines personnes réunies , seulement pour affaires de commerce , sous la dénomination d'un président ; & la place de président étoit donnée à la pluralité des suffrages des assesseurs. Ce corps d'assesseurs usurpoit tous les pouvoirs du gouvernement civil ; & au lieu de se regarder comme une compagnie commerçante , il s'étoit érigé en une espèce de petite république : désavouant presque toute relation politique avec la Métropole.

Guidés par ces principes républicains qui ont plus ou moins prévalu parmi ces peuples depuis leur premier établissement en Amérique , le président s'arrogea bientôt le titre de gouverneur : ses assesseurs prirent celui de conseil ; & sur ce conseil le Roi n'avoit aucun pouvoir , attendu qu'il n'avoit la permission de nommer ni le président ni les assesseurs.

Le chartre fût donc dissoute , & quoique les habitants de cette province aient fait tout au monde après la révolution pour en obtenir le renouvellement , leurs efforts furent infructueux.

Les Ministres du Roi Guillaume avoient pourtant exposé leurs vies & leurs fortunes pour le maintien des libertés constitutionnels de leur pays ; & malgré cela on ne put jamais gagner sur eux d'établir ou de renouveler des prétentions si déroatoires aux droits législatifs , à l'autorité souveraine & aux intérêts essentiels de la Grande-Bretagne. Enfin , le peuple de la Nouvelle Angleterre fut obligé de se soumettre. Cette province fut divisée en gouvernement distincts

les uns des autres ; & le Roi se réserva le pouvoir de nommer le gouverneur dans la Province de Massachussetts & pourvut d'une autre manière à l'élection du Conseil. 14 Mars.

Telle étoit la constitution de ce gouvernement au commencement des troubles actuels , lorsqu'on s'aperçut qu'il restoit un vice qui occasionnoit une interruption continuelle dans la marche des affaires. Le voici. En vertu de la chartre du Roi Guillaume ; le Conseil étoit choisi par le peuple , quoique la nomination du gouverneur fût réservée à la couronne. Le gouverneur se voyoit continuellement traversé & dominé dans le Conseil. Ainsi , toutes ses propositions étoient sûres d'échouer , & en général le gouvernement étoit sans activité. C'est pour remédier à ce mal que le bill qui modifie la chartre a été passé en loi. Je suis fâché qu'on n'y ait pas pensé plutôt ; car je ne doute point que si cette loi eût existé auparavant , il ne seroit arrivé aucun des malheurs qui nous donnent aujourd'hui tant d'inquiétudes & dont nous nous affligeons à si juste titre. Le gouvernement auroit déployé ses forces : les partisans de la paix & de l'obéissance auroient eu la liberté de se montrer : on n'auroit vu aucun de ces procédés violens qui ont occasionné des bills de punition : ou s'il y eut eût quelque soulèvement , le mal auroit été arrêté dans sa source ; & la Colonie , & par conséquent tout le continent , seroient aujourd'hui dans un état de tranquillité parfaite & de soumission entière.

D'après toutes ces considérations, Milords, loin de désapprouver avec M. le duc de Grafton le bill de la chartre , ou désirer que le gouvernement n'eût jamais adopté cette mesure , tout ce que je regrette aujourd'hui , c'est qu'on n'ait pas pensé à la mettre en exécution dans un tems où j'ose assurer qu'elle eût produit les effets les plus heureux & les plus salutaires.

Le Lord Shelburne.

Je suis venu aujourd'hui avec le dessein d'appuyer

D ij

52 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars, la proposition de milord duc de Grafton , parce que je crois que dans ce moment-ci il ne nous reste pas d'autre expédient , pour éviter la destruction qui nous menace , que d'abandonner un système extravagant & romanesque de conquête & de coercition : système adopté , je ne le vois que trop , par des personnes qui veulent faire aux dépens de la nation le dangereux essai de leur pouvoir. Dès l'origine de cette malheureuse dispute , j'ai toujours pensé qu'il y avoit des tempérammens à prendre , à la faveur desquels l'Angleterre pourroit se tirer avec honneur de cette affaire , & en même tems répandre sur ses sujets Américains les avantages du gouvernement Britannique autrefois si doux , si heureux. Je n'entends point par-là que l'Angleterre doive sacrifier ses intérêts auxquels je suis tout aussi attaché qu'aucun des Lords de cette Chambre , & que je soutiendrai & défendrai toujours avec tout le zèle possible. Mais je suis persuadé que le pouvoir de taxation qui réside dans les Colonies , & que les privileges dont elles jouissent en vertu de la Charte doivent leur être inviolablement conservés. Je croirai toujours que toute entreprise tendante à les priver de l'un ou de l'autre de ces avantages , sera aussi injuste dans le principe qu'impaticable dans l'exécution.

Je fais bien que , même après que de notre côté nous nous serons beaucoup relâchés , & que les Colonies auront donné des marques de soumission & de fidélité , il restera encore beaucoup à faire. Mais reposons-nous sur la sagesse , l'intégrité & la modération des Ministres , & sur l'habitude qu'ils auront acquise de surmonter de grandes difficultés. Ils vont en rencontrer de bien des especes & de nature très-singulière. J'en prévois même quelques-unes. La distribution de l'armée , par exemple , occasionnera beaucoup d'incertitudes , de contrariétés d'avis , tant ici qu'en Amérique. Pour moi , Milords je défendrai toujours le droit inhérent à la Couronne de commander , d'envoyer & de stationner une armée dans telle partie que ce soit de cet Empire ; & j'avoue que j'ai été aussi sur-

pris que fâché d'entendre une doctrine contraire, enseignée dans cette Chambre par plusieurs Lords qui sont spécialement chargés de maintenir la juste prérogative de Sa Majesté dans sa plus parfaite intégrité. 14 Mars.

Ici je fais allusion particulièrement à ce qui s'est passé en Irlande, & au langage tenu par le Parlement de ce royaume. Je possède des biens considérables en Irlande, & j'ai sincèrement ses intérêts à cœur; mais je ne chercherai jamais à les soutenir aux dépens de l'Angleterre. D'ailleurs je suis persuadé qu'à la fin l'Irlande ne tireroit pas un bénéfice réel de toute grace particulière qui lui seroit accordée, si ce n'est sur des avantages locaux qui ne blessent point l'autorité & la suprématie de l'Angleterre.

Si les loix contre les Catholiques sont cruelles & contraires à la politique, ainsi que le monopole réclamé par la Grande-Bretagne dans quelques circonstances: si on a besoin de loix qui puissent encourager l'industrie domestique, & avancer la culture; personne ne sera plus empressé que moi à concourir à toutes les mesures qui pourront conduire à des objets aussi salutaires & aussi désirables. Mais lorsque j'entends affirmer que la force militaire de cet Empire doit être divisée en établissemens séparés qui ne soient pas immédiatement sous la main du Souverain: que Sa Majesté n'a pas le droit d'envoyer des étrangers avec l'attache d'un Parlement Britannique, dans une partie quelconque de l'Empire, pour la défense particulière de ce pays, ou pour la sûreté de tout l'Empire: lorsque j'entends parler d'un établissement militaire fixe; & pour ainsi dire cloué à l'Irlande, au point qu'on ne puisse pas l'en détacher dans le plus grand besoin des affaires; il m'est impossible de garder le silence, & de ne point exprimer toute mon aversion pour une doctrine si destructive des prérogatives de la Couronne & du pouvoir suprême du Parlement Britannique.

Quant à la proposition sur laquelle on délibère,

54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. elle me paroît l'unique moyen qui nous reste de sauver la Nation. Je n'y vois qu'une seule objection plausible, c'est que si nous reculons dans ce moment-ci, une pareille conduite encouragera les Américains à faire de nouvelles demandes ; & que cette complaisance de notre part , dans un tems de crise , pourra être attribuée par eux à la timidité & au sentiment de notre foiblesse plutôt qu'à un amour réel de la justice. En accordant aux conséquences de cet argument toute la force qu'on leur suppose , je me contenterai de lui opposer l'observation de milord duc de Grafton , c'est qu'en supposant que cette démarche du Gouvernement ne produisît pas d'autre effet sur les Américains , elle donneroit au moins une telle supériorité à ses partisans , elle opéreroit en sa faveur une telle réunion d'esprit & de force , que ces avantages seroient plus que suffisans pour contrebalancer tous les inconvéniens qui pourroient résulter de la suspension d'armes proposée.

En général, je ne vois aucune objection solide contre cette proposition qu'une foule de raisons impérieuses doit au contraire vous porter à accepter. Sur-tout vous ne devez point dissimuler que rien n'est si possible, ou plutôt si probable qu'une guerre étrangère même très-prochaine. Je suis convaincu d'ailleurs que les projets actuels de conquête & de réduction sont aussi contraires à l'équité qu'à la politique ; & d'après cette persuasion je conclus que tous les principes d'humanité, de justice & de politique concourent à soutenir la proposition de milord duc de Grafton,

Le Lord Littleton.

Je ne pense point que les Lords qui ont appuyé la proposition, ni aucun autre membre de cette Chambre aient aucun droit de demander des explications aux Ministres sur des objets qui tiennent aux affaires de leurs départemens. Cependant, comme le parti de l'opposition les a pressés vivement à ce sujet, je serois bien-

aisé de savoir d'eux si les Cours de Versailles & de Madrid les ont assurés d'une manière à leur ôter toute inquiétude, que la Grande Bretagne ne sera pas troublée dans ses opérations pour réduire ses sujets rebelles en Amérique. C'est moins par un motif de curiosité que pour fortifier le courage du Gouvernement que je fais cette demande. Je suis convaincu que ni menaces, ni intrigues ne doivent nous empêcher de tirer l'Amérique de l'état de trouble & de confusion où elle est actuellement, & de nous assurer pour l'avenir sa dépendance & sa soumission constitutionnelles. Mon principal objet est donc de rappeler aux Ministres ce qui s'est passé dans le cours de ces débats, de peur que leur silence ne soit interprété comme un aveu positif.

On avoit reproché au lord Hillsboroug de n'avoir écrit sa lettre circulaire que dans l'intention de tromper les Colonies. Ce Lord s'est très-bien justifié de cette imputation. Mais je suis fort éloigné d'être de son avis sur quelques autres points. Il a dit que depuis on n'avoit imposé aucune taxe, ou que s'il en avoit été mis quelqu'une, c'étoit sous une administration différente; & que ceux qui la composoient dans le tems où cette lettre a été écrite, étoient pour la plupart retirés; si même ils ne l'étoient pas tous. Tout cela me semble absolument étranger à l'affaire & très-inutile; si ce n'est pour servir à la justification personnelle de ce Ministre. Je ne puis convenir Milords, qu'aucune promesse ou aucun engagement d'une administration précédente puisse être réputée obligatoire pour les Ministres actuels. En ma qualité de membre de cette Chambre; je ne consentirai jamais à être lié par une telle obligation. Je ne puis concevoir qu'il soit à la disposition d'aucune classe de Ministres, quelque habiles qu'on les suppose, de faire les honneurs des droits inhérens au Parlement Britannique. C'est une prérogative que leur place ne sauroit leur donner. Si le pouvoir réside dans le Parlement, comme j'en suis convaincu, le Parle-

14 Mars. ment lui-même n'a pas le droit de s'en défaire sans manquer ouvertement à ses obligations. Je maintiens que c'est un droit inhérent au Parlement, originel & inaliénable, & qui ne peut être ni abandonné, ni transmis. Si cela est ainsi, des engagements de cette nature, contractés par des Ministres, doivent encore moins lier le Parlement & la Nation en général.

J'admets que le droit de taxation, qui est l'objet de la dispute actuelle, pour des raisons de convenance particulière, puisse être suspendu ou non exercé ; mais je soutiens qu'il ne peut jamais être entièrement abandonné, parce qu'il est essentiel à la nature même & à l'exercice du gouvernement civil.

La proposition sur laquelle on délibère est, à la vérité, d'une nature très-extraordinaire. Quel est son objet ? Après les actes de violence les plus caractérisés de la part de l'Amérique, après les preuves multipliées que le gouvernement a données de sa patience, de sa modération & de sa condescendance, on nous prie de suspendre toutes opérations ultérieures. Une telle conduite est-elle compatible avec la sagesse & la dignité d'une grande & puissante nation ? Considérez, Milords, quelle figure vous ferez aux yeux de toute l'Europe, aux yeux même des sujets pour l'intérêt desquels on fait cette proposition. Toutes les voix ne se réuniront-elles pas pour déclarer que c'est le comble de l'extravagance, de la lâcheté & de la faiblesse, & non l'ouvrage de la modération & de l'humanité ?

Je suis étonné d'entendre les Lords de l'opposition réclamer avec tant de chaleur les droits de l'humanité pour vous déterminer en faveur de leur proposition. Est-il peuple sur la terre qui ait agi avec plus de barbarie que celui en faveur duquel ils plaident ? Les rebelles n'ont-ils pas déjà détruit jusqu'à la moindre apparence de gouvernement ? N'ont-ils pas ruiné, banni & proscrit tout homme qui a osé se montrer d'un sentiment différent du leur ? N'ont-ils pas foulé aux pieds tous les droits de la liberté personnelle & de la propriété particulière ? N'ont-ils pas empêché

de publier par l'impression, des discussions libres, & n'ont-ils pas renversé ce puissant rempart de la liberté dans la personne de M. Rivington dont le seul crime étoit d'avoir imprimé les opinions de ceux qui avoient osé désapprouver leur conduite ?

Soyez sûrs, Milords, que j'ai des informations sûres pour appuyer ces assertions générales qui m'ont été données par des personnes d'une probité reconnue, de qui j'ai appris nombre de particularités qui vous étonneroient si on les publioit. Mais abstraction faite de la grande question entre les deux pays, je me bornerai à vous demander quel effet peut résulter de cette motion ? Elle ne servira qu'à donner aux Colonies le tems de se préparer à une résistance plus vigoureuse & plus efficace ; & si ce qui a été dit ici aujourd'hui relativement à la disposition réelle des puissances étrangères a quelque fondement, nos ennemis naturels, ainsi que nos sujets rebelles, pourront faire plus à leur aise des préparatifs qui nous mettront hors d'état de réduire les Américains à l'obéissance.

L'Évêque de () Peterboroug.*

(*) Le docteur Hinchcliffe.

Je ne vois rien dans tout le discours de milord Littleton qui puisse m'empêcher d'appuyer la motion de milord duc de Grafton. Tout ce qu'on a dit en faveur des mesures coercitives peut se réduire à deux points. C'est que les Colonies visent à l'indépendance, & que nous ne devons pas suspendre nos opérations que nous ne les ayons réduites à une soumission sans restriction. D'abord l'intention qu'on prête aux Colonies ne me paroît pas prouvée d'une manière satisfaisante. On prétend que l'esprit républicain regne sur toute l'Amérique. Si cette accusation est fondée, on n'a jamais prétendu que cet esprit s'étendit au-delà des limites de la Nouvelle-Angleterre ; & conséquemment on n'a prouvé par aucun fait que cette accusation pût regarder tout le Continent de l'Amérique septentrionale. Dans le cours de ces débats on a fait plusieurs beaux raisonnemens pour

14 Mars. appuyer cette opinion , mais je ne conviendrai jamais que les troubles qui éclatent dans un état d'anarchie ou de confusion , soient des signes certains du caractère d'un peuple. On peut faire & on peut permettre bien des choses qui ne ressemblent guere aux sentimens réels & moins encore aux dernières intentions du plus grand nombre.

Mais quand les Colonies viseroient à l'indépendance , est-ce une raison pour nous plonger dans toutes les horreurs d'une guerre ? En serons-nous beaucoup mieux quand nos armées les auront réduites à la soumission & que nous les aurons convaincues que nous avons des forces supérieures aux leurs ? L'Histoire prouve l'inefficacité des loix lorsque le gouvernement cesse d'être fondé sur l'opinion publique. Les états éclairés ont toujours prêté attention à la voix du peuple ; sans cela il ne leur eût pas été possible de maintenir longtems leur domination. Et quand même on le pourroit , en retireroit-on un fruit proportionné aux peines & à la dépense ? Rome , au faite de la grandeur , sentit le poids de cette objection , & son gouvernement n'étoit pourtant fondé que sur ses forces , en cela bien différent d'un gouvernement qui porte sur l'affection des peuples. Elle céda sagement en se désistant de ses demandes , en changeant de système , en redressant les griefs & en admettant même quelquefois les prétentions de ses sujets quoiqu'elles fussent mal fondées. Je dis donc , Milords , que soit qu'on envisage la question sous le point de vue de l'indépendance de la part des Américains , ou celui de la convenance de notre part , je ne crois pas que l'une ait été plus prouvée que l'autre , quand on seroit satisfait des allégations faites sur ces deux points , cela ne m'empêcheroit pas de regarder le projet d'arracher aux Américains une soumission sans restriction , appuyée par la plupart des Lords qui ont parlé contre la motion , comme un projet aussi injuste que contraire à la saine politique , & je me déclare en faveur de la proposition de milord duc de Grafton.

Le Lord Gower.

14. Mars.

J'ai été un des membres du Cabinet qui ont conseillé la lettre circulaire écrite en 1769 par le lord Hillsborough. Mais pour justifier cette lettre, en voici une autre écrite en 1765 par le général Conway aux Gouverneurs de l'Amérique. Elle renferme la même doctrine défendue par les Lords qui ont parlé contre la motion. L'Amérique, disoit ce Ministre, avant que de pouvoir attendre quelque grace ou quelque indulgence de la part de la métropole, doit reconnoître sa souveraineté & la suprématie de sa législation. Vous voyez donc bien, Milords, que le Ministère n'a point varié dans ses principes.

Le Lord Abingdon.

Je me contenterai de vous observer en peu de mots, Milords, que le droit réclamé par la métropole évincera l'Amérique de ses propriétés, & qu'en lui enlevant ses chartres vous l'avez dépouillée de tous ses droits municipaux. Ainsi la guerre que vous allez lui faire pour la réduire à une soumission sans restriction, est une guerre de conquête qui en cas de succès doit se terminer par l'esclavage absolu des vaincus.

Le Lord Cambden.

J'ai déclaré assez souvent que nous ne pouvions pas, sans injustice, forcer les Américains à payer des taxes tant qu'ils ne seront pas représentés dans notre Parlement, & que ce seroit violer non seulement tous les principes fondamentaux de notre constitution, mais encore les privilèges auxquels les habitans des colonies ont droit de prétendre comme sujets de la Grande-Bretagne & les droits inaliénables de l'humanité. Ainsi, Milords, je ne reviendrai pas sur ces objets, à moins qu'ils ne se présentent naturellement dans ce qui nous reste à discuter, & je me bornerai

à l'examen de la proposition de milord duc de
14 Mars. Grafton.

J'observerai d'abord que quand il y auroit quelque prétexte de taxer les Colonies, la forme qu'on prétend suivre pour exercer ce droit seroit de la plus grande absurdité. Si l'on veut soutenir le droit de les taxer, il faut que ce soit comme un acte de puissance souveraine émané de la législation. Mais d'aller imaginer qu'un Parlement qui ne tient le pouvoir d'octroyer les subsides que de ses constituans, puisse accorder l'argent & les propriétés des autres peuples, c'est un solécisme en politique & en législation, réservé pour notre siècle : c'est une idée qui paroîtra ridicule à tout homme impartial & éclairé. Si nos ancêtres revenoient au monde, & qu'ils eussent connoissance de ces prétentions risibles & injustes, ils auroient peine à croire qu'une telle chimere fût entrée dans la tête de quelqu'un.

J'examinerai donc la proposition actuelle avec le dessein de voir comment on pourroit remédier à cet acte extraordinaire, appelé l'*acte de capture*, passé à la fin de l'année dernière. J'avoue que je suis étonné comment vous avez pu, Milords, approuver une telle loi. Je n'entreprendrai point de vous en faire remarquer la cruauté, l'injustice & l'abus même en politique. Ce n'est point là mon objet. J'étois incommodé à Bath lorsqu'elle a passé. Je voudrois demander à ceux d'entre les Lords qui l'ont approuvée, comment il ont pu admettre la clause par laquelle on règle la maniere dont le pardon s'accordera aux Colonies. Comment ont-ils pu permettre qu'on en imposât à la Chambre, au point de vouloir lui persuader que cette clause déléguoit un pouvoir quelconque d'ouvrir un accommodement avec les Colonies ? Que porte cette fameuse clause ? *que S. M. sera autorisée à faire grace & à recevoir les soumissions de ceux qui voudront rentrer dans leur devoir.* Or, je demande si, en vertu de cette clause, S. M. peut autoriser des Commissaires à accorder le pardon à

des provinces entières & à des corps d'hommes réunis, ainsi qu'à traiter sur les droits du Parlement. Si l'on me répond affirmativement, je m'engage à prouver que cela ne se peut pas, & que celui qui agiroit en vertu d'un tel pouvoir ne le pourroit faire qu'à ses propres risques. Si même S. M. transféroit ce pouvoir jusqu'à ce point, cela rempliroit-il l'objet qu'on s'est proposé par cette clause? Le commandant en chef ou les commissaires pourroient-ils en conséquence entrer en négociation ou convenir de quelques conditions? Je maintiens que non. Celui qui voudroit traiter avec des rebelles autrement que sur le pied d'une soumission sans réserve, risqueroit sa tête.

A quoi bon envoyer des commissaires pour traiter, puisque le Parlement a déclaré que tout traité, communication ou commerce quelconque avec les Colonies seroit un crime de trahison non seulement contre la personne du Roi, mais même contre l'Etat & les droits de législation du Parlement. Les Américains ont été déclarés rebelles. L'acte même dont il est question les qualifie également de rebelles. Comment donc y auroit-il quelqu'un d'assez hardi pour entreprendre un accommodement n'ayant en main qu'une autorité inférieure à celle qui a déclaré les Américains rebelles, à moins que, comme on l'a déjà observé, l'Amérique ne soit censée devoir se soumettre sans conditions? C'est la preuve la plus évidente qu'une soumission totale & sans condition est le vrai objet que le gouvernement a eu en vue, & qu'il s'est efforcé de déguiser sous le pitoyable prétexte dont je viens de parler. C'est principalement par cette raison que je voudrois qu'on adoptât la proposition de milord duc de Grafton afin de connoître les vraies intentions de la Cour, & de savoir si les Ministres prétendent renoncer à la totalité de ce qu'ils demandoient, ou s'ils veulent tout risquer & continuer la guerre dans l'espérance ou de remporter une victoire complète, ou d'obtenir une soumission absolue & sans conditions. Leur refus ne nous laissera pas longtems ignorer leurs

14 Mars. dernières intentions. Ces mots vagues, *concession*, *traité*, *négociation*, auroient précisément la même force que le mot *accommodement* dans une comédie de *Shakespear* où le soldat, lorsqu'on le presse d'expliquer ce que signifie le mot *accommodement*, répond *accommodement veut dire accommodement*.

Mais, Milords, on insiste beaucoup sur ce que les Américains se sont emparés des châteaux, des forts, des munitions appartenants à Sa Majesté. C'est-là, dit-on, une rébellion bien caractérisée. S'il y a en cela quelque chose de vrai, l'imputation ne peut regarder que le Canada. Quoiqu'il en soit, si nous consultons la loi, qui peut être notre seul guide, je révoquerai en doute la vérité de cette assertion. Avant le regne d'Edouard VI. ces hostilités n'étoient point regardées comme crimes de trahisons. Pendant le regne de ce Prince il fut publié une loi qui statuoit que quiconque s'empareroit des châteaux du Roi, de ses forteresses, &c. seroit puni comme coupable de haute trahison. Sous le regne suivant, celui de Marie, cette loi fut abolie, ainsi que quelques autres passées depuis la vingt-cinquième année du regne d'Edouard I^{er}. Je n'ai pas connoissance qu'on l'ait renouvelée depuis; & je ne vois pas, si l'on n'étoit accusé que de ce seul délit, qu'il y eût lieu à la punition.

Je remarque dans cette étrange clause qu'il s'y est glissé une singulière expression; &, sans l'odieuse tournure de toute cette unique affaire, j'aurois pu croire qu'elle se trouvoit-là par une bévue de copiste, puisqu'elle est de la plus grande absurdité. C'est la condition sur laquelle le pardon s'accordera, aussi tôt, dit-on, que la province sera dans *la paix du Roi*. Cette phrase n'a aucun sens. *La paix du Roi* ne signifie rien qu'autant qu'elle feroit allusion à l'ancienne coutume du tems où les feudataires se faisoient réciproquement la guerre, soit en voulant se faire justice eux-mêmes des insultes qu'ils recevoient, soit par voie de représailles. Et lorsque le Roi vouloit mettre fin à ces sortes de querelles, il faisoit publier que les dis-

tricts respectifs où regnoit la guerre étoient dans la
paix du Roi.

14 Mars.

A force de méditer sur cet objet , je crois avoir enfin découvert le vrai motif pour lequel on a fait revivre ce terme suranné. C'est que tout va de pair dans l'intrigue par laquelle on a voulu dès le principe , aggrandir le pouvoir de la Couronne sous le spécieux prétexte d'assurer le droit du Parlement. A tout événement on veut déshonorer le Parlement ; & quand les Ministres auront éprouvé l'impossibilité de réussir dans leurs projets , ils n'auront plus qu'une chose à faire , ce sera de déclarer que la *Province est dans la paix du Roi.* Les hostilités cesseront , & comme on vous l'a déjà dit, Milords, le Parlement sera chargé , tant ici qu'en Amérique , de tout l'odieux d'un tel procédé , & particulièrement d'avoir violé les libertés de ses concitoyens. Alors les Ministres , comme on dit , s'en laveront les mains , & pourront se retirer avec la conscience nette d'une mauvaise affaire , dont cependant ils auront été les vrais moteurs.

LE LORD CAMPDEN ayant cessé de parler , le lord Mansfield demande la permission de dire quelques mots pour sa justification personnelle , relativement aux griefs allégués contre lui dans le cours du débat. Il fait voir ensuite que dans le principe les Américains n'ont eu d'autre vue que celle de l'indépendance. Pour appuyer cette assertion , il lit à la Chambre une pièce tirée du journal du Congrès , qui porte en termes clairs & précis que le Parlement de la Grande-Bretagne n'a point de pouvoir législatif sur les Américains , & qu'ils ne connoîtront en aucun cas d'autres loix que celles qu'ils auront faites eux-mêmes , ou celles qu'ils auront adoptées.

Le Lord Cambden réplique au lord Mansfield que les clauses susceptibles d'objections dans l'acte de capture , ne donnent à la Couronne aucun nouveau pouvoir. Il convient que le pouvoir de faire grace aux coupables est inséparablement attaché à la Couronne ; mais non pas relativement aux objets dont il a été question dans le discours du Roi , & dans la clause de l'acte de capture actuellement en discussion.

64 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

14 Mars. Le lord Weymouth observe qu'en la qualité de membre de la Chambre, il n'est obligé de répondre à aucune question sur ce qui est parvenu à sa connoissance comme Secrétaire d'état. Mais pour rassurer les Lords que l'avis donné par M. le duc de Grafton pourroit inquieter, & pour tranquiliser en particulier milord Littleton, il déclare à la Chambre qu'en aucun tems la cour de Londres n'a eu moins de motifs de se défier des cours de France & d'Espagne qu'à présent. Il ne conteste pas les faits concernant les François qu'on a vus en Amérique; mais il observe qu'il pouvoient y avoir été pour leur amusement, ou pour quelque affaire particuliere.

Le duc de Grafton termine le débat en répliquant au lord Mansfield sur l'inculpation qui lui a été faite d'inexactitude dans ses assertions.

La motion du duc de Grafton ne passe point, n'ayant été appuyée que de trente & une voix contre soixante & une.

La suite au N°. IV.

E R R A T A.

N°. II, p. 27, lign. 2 de la note, *un discours formel*, lisez *un désaveu formel*.

*Lettre d'un Banquier de Londres
à M. * * * , à Anvers.*

De Londres le 4 Juin 1776.

Vous savez, Monsieur, que le Parlement s'est séparé le 23 du mois dernier. Après le discours ordinaire de clôture, le Roi a fait proroger l'assemblée au premier du mois d'Août prochain. M. Hartley avoit proposé la veille, dans la chambre des Communes, de supplier le Roi de différer cette prorogation, & de permettre que les Chambres restassent assemblées, par ajournement, pendant le cours de l'été. Ses motifs étoient que, dans la situation actuelle des choses, il pouvoit survenir tout-à-coup des événemens relativement auxquels la facilité de réunir le Parlement d'un moment à l'autre feroit peut-être le salut de la nation. Mais le Ministère ne la croit point dans un si grand péril; & ces considérations ne lui ont point paru devoir retarder le repos qu'il juge nécessaire aux Députés, après une session si longue & si orageuse.

Du côté de l'Amérique, le Roi se repose entièrement sur les grandes forces qui lui ont été confiées; & quant au dehors, Sa Majesté montre la même sécurité d'après les assurances qu'elle a reçues des dispositions des différentes puissances de l'Europe, ce qui n'en excepte

66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

aucune. Cette sécurité est fondée aussi sur ce qu'il n'est survenu *aucun changement*, c'est-à-dire, d'aucune espèce, dans la situation des affaires étrangères, depuis que S. M. avoit assuré, à l'ouverture de la session, que les opérations du Parlement ne seroient interrompues par des différends avec *aucune* puissance étrangère. Vous observerez, Monsieur, que le Roi, en rendant ces assertions si générales, a eu en vue les inquietudes que M. le duc de Richmond avoit montrées sur l'effet des Traités avec les princes d'Allemagne. Il a voulu faire entendre à ce seigneur & à son parti, qui, la veille encore, avoit touché cette corde dans la chambre des Communes, qu'il régnoit en Europe un calme si général & si heureux, que même les *orangers du Landgrave* seroient en sûreté, & que l'Angleterre ne seroit point obligée d'effectuer à son égard les engagements de secours réciproque qui ont excité tant de rumeurs dans le parlement.

Dans ce discours ; le Ministre . . . je veux dire le Roi, répond aux critiques sanglantes que l'opération de finances de milord North a essuyées, lorsque S. M. félicite ses fideles Communes sur l'attention égale qu'elles ont montrée pour les besoins du service & pour le *soulagement* de ses peuples. Ainsi Sa M. déclare qu'elle ne croit point ses peuples foulés par les nouveaux impôts sur les cartes, sur les gazettes, sur les voitures & sur les actes. Il y a des gens qui sont persuadés que cette

opinion du souverain n'est que trop fondée ; relativement aux intérêts de l'Echiquier. En effet, s'il résulte de la surcharge des impôts qu'il se fasse une plus grande fraude sur les cartes & sur les voitures, qu'il y ait un plus grand nombre d'actes sous feing privé & d'associations pour la lecture des gazettes, certainement on aura travaillé pour le soulagement des peuples.

Le Roi fait aussi considérer à son Parlement que les droits & les *intérêts* essentiels de *tout* l'empire sont étroitement liés à l'issue de la grande affaire de l'Amérique. Par le mot *intérêts*, qui est de conséquence dans cette phrase, S. M. cherche à nourrir l'espoir dont on a flatté les propriétaires de terres, que l'Amérique supporteroit sa part du fardeau national ; & l'adjectif *tout* associe l'Irlande à ces avantages, en reconnoissance des facilités que la condescendance de son Parlement vient de donner pour l'exécution du plan ministériel.

Le Roi ajoute. « Ces droits & intérêts essentiels de tout l'empire, ne peuvent trouver de *permanence* & de *sécurité* que dans cette subordination constitutionnelle que nous *cherchons à soutenir* ». Les mots *permanence* & *sécurité* signifient que les droits du Parlement & les intérêts des propriétaires de terres doivent être plus solidement établis que sur un simple arrangement de convenance entre les Colonies & la Métropole. Ils prouvent l'existence

68 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

du plan de milord Germaine , de les réduire à l'alternative ou d'une destruction totale , ou d'une soumission indéfinie.

Remarquez aussi combien est mesurée cette expression, » la subordination constitutionnelle *que nous cherchons à soutenir* «. Le Roi ne dit point pour laquelle nous portons par-tout le fer & la flamme. Cet aveu , ou l'équivalent , ne pouvoit sortir de la bouche d'un Monarque qui parle en pere , & dont l'unique vœu est de ramener à son sein des enfans qui s'égarerent. Enfin il fait observer à son Parlement que la *conservation* de ces droits & intérêts essentiels est un bien qu'on ne sauroit acheter à un trop haut prix. Le mot *conservation* établit l'ancienneté de ces droits & intérêts, & ferment la bouche à ceux qui qualifient de nouveautés les prétentions actuelles du Ministère.

Le Roi termine ainsi cet intéressant discours : » Si de tels motifs & de telles *dispositions* (il parle de ses sentimens paternels) n'operent point du côté des Américains une soumission convenable , *je crois être certain* (ce mot est bien remarquable , & je l'adoucis peut-être mal à propos ; car l'Anglois *I trust* signifie exactement je suis certain) de pouvoir , avec le secours de la providence , obtenir d'eux cette soumission , en faisant un *plein usage* des grandes forces que vous m'avez confiées «. *Le plein usage* des forces vous donne à entendre qu'on pourra charger les canons aussi

avec des guinées , & que les Hessois , qui sont encore chez eux , arriveront assez tôt pour participer aux opérations de la campagne.

Les discours des Rois d'Angleterre portent souvent un très-grand sens dans des termes qu'on croiroit amenés uniquement pour arrondir la phrase. Ils demandent à être étudiés & médités comme les oracles des anciens. On y trouve des allusions fines à l'état actuel des affaires , qui aident à débrouiller le cahos des événemens , & quelquefois à démêler les intentions cachées des Ministres , ou les ressources secretes qu'il se ménagent pour leur justification.

Cette observation me ramene , Monsieur , à l'expression du Roi, *je suis certain*. Combien n'est-elle pas importante au repos de tous les Ministres responsables qu'on a tant de fois menacés du ressentiment de la nation ? Ici le Roi se montre à la breche pour eux. C'est sa certaine science , après Dieu , qui le détermine , & qui fera agir les grandes forces qu'on lui a confiées , dont il est content , & avec lesquelles *il compte sans aucun doute* obtenir la soumission constitutionnelle. Après cela , chicannez les Ministres sur l'insuffisance des forces.

Ce discours du Roi a été précédé d'une courte harangue de l'orateur des Communes à S. M. Il y rappella les diverses loix salutaires passées dans le cours de la session , &

fit un éloge particulier de celle qui interdit tout commerce & correspondance avec l'Amérique. Il renouvela au Roi l'assurance du plaisir avec lequel ses Communes lui avoient octroyé d'abondans secours , parce qu'elles étoient convaincues de la nécessité d'établir sur une base solide la subordination & la dépendance des Colonies. Il protesta aussi que les Communes ne desiroient point la réduction , mais le retour volontaire des Américains.

La veille on avoit discuté vivement dans la Chambre des Communes l'objet des commissions conciliatoires données au lord Howe & au général son frere. Le général Conway fit une motion pour qu'on demandât au Roi communication de leurs instructions. Cette motion a passé à la négative de cent soixante & onze voix contre quatre-vingt cinq. M. Conway, ci-devant secrétaire d'Etat, est revêtu de plusieurs charges importantes qui dépendent de la Cour. Il est l'ami particulier du Roi , & tous ses parens occupent des postes de distinction dans le Gouvernement. Aucune de ces considérations n'a empêché ce député d'insister sur la nécessité d'informer la Chambre des dispositions des Américains , ainsi que des conditions dont la Cour ne vouloit point se départir. Il fit les plus piquans reproches aux Ministres sur la mobilité de leurs résolutions , & sur la conduite de la guerre. Il soutint que les Américains ne méritoient point le nom

de rebelles , & qu'ils étoient visiblement aidés par la Providence. » Vous avez dédaigné, dit-il , en s'adressant aux Ministres , de traiter avec trois millions de sujets, maîtres d'un pays où la population double tous les vingt-cinq ans. Les Romains ne se sont pas crus avilis pour avoir cédé sur quelques points dans la première guerre sociale. Charles premier a traité avec des rebelles. Louis XIV lui-même a écrit de sa propre main au maréchal de Turenne , alors en rébellion. L'histoire de tous les peuples , & la nature de la société civile , attestent la convenance autant que la nécessité de traiter avec des rebelles qui ont quatre cents mille combattants , & huit cents soixante & deux bâtimens à la mer , ou prêts à y aller. Je vous cite le dénombrement qui en a été fait par ordre du Congrès , & qui lui a été apporté le premier du mois de Mars dernier «. M. Conway menaça les Ministres de tout le ressentiment de la nation , & leur présenta les changemens survenus dans le ministère de France comme un événement des plus inquiétans pour eux & pour l'Angleterre. A l'appui de cette menace , il les pria d'observer qu'il y a cette différence entre la France & l'Angleterre , que celle-ci en changeant les hommes ne change point les mesures , au lieu qu'en France c'est communément un changement de système qui fait changer les Ministres.

Le lord Cavendish a rappelé à la Chambre

qu'il lui avoit prédit que les divers armemens des années dernières seroient insuffisans pour la réduction de l'Amérique; & il a annoncé le même sort pour celui de l'année présente.

Le lord North a soutenu qu'on ne devoit point donner la communication demandée, & qu'une telle condescendance porteroit préjudice au succès de la négociation. Il s'est seulement permis de déclarer à la Chambre que l'objet réel de la commission expédiée aux deux Commandans généraux de terre & de mer étoit moins d'arrêter aucuns termes spécifiques d'accommodement, que de *sonder* les dispositions réelles des Américains, pour savoir quels sont les objets de leurs prétentions.

Cet aveu a mis en gaieté le parti de l'opposition. » Pour le coup, s'est écrié un membre de ce parti, le mystère est dévoilé. Quarante-huit-mille hommes de troupes sont allées *sonder* les Américains. Le calcul est simple. Il y a cinq cens mille chefs de famille en Amérique : nos troupes ont ordre de leur demander le *oui* ou le *non*. Chaque soldat en aura dix à confesser. C'est l'affaire d'une nuit, & encore sans qu'on soit embarrassé pour la confession des Allemands, puisque nos vaisseaux en portent dix-sept mille. Le lendemain tous les *oui* passeront d'un côté : tous les *non* resteront de l'autre : on releguera ceux-ci dans les Apalaches & sur les lacs, où les sauvages nous en déferont peu-à-peu; & voilà la querelle finie. Oh rare sagesse de nos Ministres ! «

M. Burke a plaisanté aussi sur l'idée d'envoyer cinquante mille hommes pour *tâter le poulx* des Américains, ce qui lui auroit paru incroyable s'il ne l'eût entendu de la bouche du Ministre. Il a demandé comment on s'y prendroit vis-à-vis de *Hancox* & de *Adams*, ces deux fameux proscrits de la façon du général Gage ; & si sérieusement on prétendoit exiger des Américains une soumission indéfinie ?

Le Ministre a répliqué qu'il ne pouvoit rien dire que l'on ne sût les dispositions des Américains. M. Fox a parlé avec beaucoup de véhémence contre le lord North. » Il n'est pas vrai, a-t-il dit, que les instructions portent de *sonder* les cœurs ; c'est plutôt d'y enfoncer le poignard, & de tout mettre à feu & à sang «. Il a rappellé toutes les cruautés inutiles exercées depuis deux ans sur les pauvres Américains, l'incendie de leurs villes, la ruine de leur commerce, &c. &c, & aujourd'hui, dit-il, on parle de les *sonder* ! Enfin, ce député a déclaré hautement que milord North seroit responsable de la criminelle persévérance avec laquelle il poursuit l'exécution des projets détestables que lui ont suggérés des traîtres qui se gardent bien de paroître.

M. Adam s'est montré persuadé que la nouvelle commission n'auroit pas plus d'effet que l'ancienne proposition conciliatoire de milord North, quoiqu'appuyée d'une offre de cent mille livres sterl. pour le Congrès. Il a opiné

pour qu'on abandonnât l'Amérique, ou que l'autorité législative de la Métropole fût maintenue dans son intégrité.

Le lord Germaine a protesté à l'Assemblée qu'on ne négocieroit que pour recevoir des soumissions, & que c'étoit une épreuve qu'il falloit *tenter* même quoiqu'elle pût être infructueuse.

Le colonel Barré ne s'est point contenté de cette interprétation du mot *sonder*. » Tenons-nous à cette expression, a-t-il dit : elle est heureuse. Le terme est bien choisi pour la chose. Il annonce & explique toute la destinée de l'expédition ; c'est-à-dire, que le général Howe & son frere le Marin vont *sonder* les côtes de l'Amérique «. (Cette faillie fit partir un éclat de rire général dans toute la Chambre). M. Barré a d'ailleurs assuré la Chambre que, d'après la connoissance très-particulière qu'il avoit des deux freres, il ne les croyoit nullement propres pour une si délicate commission, quoiqu'habiles & excellents militaires chacun dans son genre. Enfin, il a présenté à la Chambre un tableau affreux de la situation des affaires. » Dans l'Inde, a-t-il dit, tout est confusion au-dedans, & foiblesse au-dehors. Une cruelle famine désole nos îles de l'Amérique. Les revers les plus terribles nous menacent de toutes parts. Que fera-ce si la France veut tirer avantage du délabrement où nous sommes ? Notre situation n'est-elle pas bien propre à réveiller l'ambi-

tion ou le ressentiment de ces turbulens voisins?

Le colonel Johnstone a terminé ces intéressans débats par une vive sortie contre les moyens infâmes que l'administration ne cesse de mettre en œuvre pour s'assurer la pluralité des suffrages. Il a fait voir dans les papiers apportés à la Chambre à l'occasion de la recherche des permissions accordées pour commercer avec l'Amérique, un marché passé avec le chevalier James Cockburne, un des membres de la Chambre, pour une fourniture de deux cents mille gallons de rum, à quatre shillings le gallon, sur laquelle il a prouvé que M. le Chevalier & son Associé gagneroient vingt-deux mille liv. sterl. M. Johnstone, à l'appui de son assertion, a produit sur le champ le calcul suivant devant la Chambre :

Deux cents mille gallons de rum,	
à 16 d. $\frac{1}{3}$ sterl., coûteront aux îles	13,750 l.

Le fret des îles à l'Amérique sera	
de 3 d, par gallon,	2,500 l.

Les barriques, si encore elles	
sont comprises dans le marché,	
ce qui est fort douteux, revien-	
dront à	<u>1,666 l.</u>

Total des déboursés & frais du	
Chevalier	19,916 l.

Déduisez cette somme de 40,000 l.	
qui est le prix de son marché,	
il lui reste un produit net de...	<u>22,084 l.</u>

Marché	<u>40,000 l.</u>
--------------	------------------

76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

Est-il étonnant que le Ministère ait toujours une pluralité considérable de son côté , & que la guerre civile de l'Amérique , qui fait horreur à tout vrai & honnête Anglois , paroisse être l'objet favori de la pluralité du Parlement ?

Un autre membre , pour faire voir que la mauvaise économie des Ministres se ressembloit en tout , a appris à la Chambre que ce n'est que le 20 du mois de Mai que sont arrivés à Portsmouth les bâtimens Hollandois qui doivent transporter en Amérique quinze cents chevaux que le Gouvernement a achetés il y a quatre mois , & qui depuis ce tems-là lui coûtent douze mille guinées , sur le pied d'une demi-guinée par semaine pour chaque cheval. Il a ajouté qu'on pouvoit compter que tous ces chevaux périroient ou de soif dans la traversée , ou de faim au débarquement , parce que les Américains brûleront tous les fourrages qu'on leur porte d'ici à grands frais , & que le reste sera mangé des moustiques dans les chaleurs. Dans un autre discours , le harangueur opposant a trouvé le moyen de placer une imputation contre le corps de l'artillerie qui a dû causer une grande surprise à la Chambre. Il a assuré que dans

(*) A Bun- une (*) action de l'été dernier entre l'armée du
ker's-hill. Roi & les Insurgens , lorsque les artilleux
avoient voulu charger leurs canons , il s'étoit
trouvé que les boulets étoient de dix - huit &
les pieces de douze. En effet la méprise est
forte !

Cette remarque a fait sensation. On vient d'ordonner à l'arsenal de Woolwich de fondre très-promptement plusieurs milliers de boulets, parce qu'on a reconnu en effet que tous les boulets envoyés par les derniers bâtimens pour l'Amérique sont de douze, tandis que les pièces ne sont que de six & de neuf.

C'est ainsi, Monsieur, que l'Opposition a fait ses adieux au Ministère chez les Communes la veille de la séparation de l'assemblée. Il n'avoit été rien agité de nouveau dans la Chambre haute depuis la motion du lord Effingham concernant les divers effets de luxe embarqués sous le nom de munitions. Les Ministres lui ont répondu que ces effets étant pour les femmes des Officiers, ils faisoient une partie nécessaire de l'attirail de l'armée. Mais milord Effingham que cette décision ne satisfait point, compte bien reprendre l'affaire à l'ouverture de la prochaine session.

Vous avez pu observer, Monsieur, dans ces derniers débats & dans quelques autres, que la terreur des armes de la France & de l'Espagne tourmente furieusement certaines têtes Angloises. Comment ne s'est-il pas trouvé dans le Parlement quelque franc & honnête Breton qui ait rassuré ses compatriotes sur des appréhensions plus capables de nourrir leur fol orgueil, que d'opérer leur sécurité ? La France & l'Espagne profiteroient de leurs dissensions & de leur misère pour les écraser ! Ah, la plupart des Anglois savent bien peu ce que c'est

qu'une grande nation ! Les puissances de Bourbon se respectent , & se font respecter ; c'est tout ce qu'on en doit dire. Je trouverois plus pardonnables ceux qui prétendoient que la France donneroit des secours à la Grande-Bretagne pour l'aider à rentrer dans ses droits envahis. Au moins ceux - là parloient de la France comme d'une nation protectrice ; & si je ne croyois pas son Ministère trop sage & trop sensible pour s'exposer aux fluctuations & aux orages d'un Parlement Britannique : si j'avois vu les droits des Anglois , dans la querelle présente , clairement déterminés à leurs propres yeux : s'il n'étoit pas connu généralement qu'un respectable Lord a entraîné la pluralité des suffrages pour la guerre, par le grand argument *qu'il falloit la faire , quoiqu'on ne sût pas trop qui avoit tort ou raison* ; je me serois aisément persuadé qu'une Puissance imposante , qui ne se fait point stipendier , pouvoit prêter un appui généreux & salutaire au Parlement & au Roi de la Grande-Bretagne , pour leur conserver des millions de sujets victimes d'un égarement bien constaté.

J'ai aussi entendu des gens , à la Bourse , assurer , avec le ton de mystère , que le grand armement des Anglois fonderoit sur les possessions des François & des Espagnols , ou lorsque l'entreprise contre l'Amérique aura échoué , ou avant cette entreprise , ou enfin lorsqu'elle aura réussi. Si c'est avant , le coup est porté ;

& peut-être la flotte d'évacuation est elle déjà à Saint-Domingue , où sûrement elle se trouveroit mieux qu'à Halifax. Après le succès ; fort bien vu sans doute. Mais l'ivresse du bonheur leur fera-t-elle oublier qu'il n'y a pas actuellement quatre mille bons matelots, pas dix mille hommes effectifs de vieilles troupes dans les trois Royaumes ? &c. — Ce fera, direz-vous, après l'Amérique perdue & un coup de désespoir. — Soyons donc tranquilles pour cette campagne , au moins ; car je crains fort que l'Angleterre , si elle doit perdre l'Amérique , n'ait pas même le bonheur que ce soit cette année-ci. Et d'ailleurs *Anglica gens optima flens*, disoit Barclay dans son *Euphormion*.

D'autres se figurent que les îles Françaises & Espagnoles seront envahies par la Puissance naissante sur le continent Américain , ou que d'elles-mêmes elles solliciteront l'honneur de lui être soumises. Moi , je n'appréhenderois point de semblables usurpations de la part des descendans de ceux qui ont chassé de la Nouvelle - York les Hollandois usurpateurs ; & je ne me figure point que des îles qui , dans tous les pays , ont toujours redouté par-dessus tout de dépendre d'un continent républicain , iront baisser leur tête sous le joug d'une jeune démocratie , la pire espèce de tous les tyrans ? Si le cas de la séparation arrivoit , l'Angleterre seule auroit perdu l'Amérique. La France & l'Espagne garderoient leurs Colonies ; & les Américains, émules dans le Nouveau-Monde de

la sagesse actuelle des Hollandois, chercheroient dans une paisible neutralité les vrais moyens de s'assurer une opulence & une prospérité permanentes. Je conclurai, en vous assurant que la baisse considérable survenue depuis quelques jours dans les fonds Anglois, n'a rien de commun, comme on se plaît à le croire ici, avec les événemens de la Cour de Versailles qui ne variera jamais dans le sentiment de ce qu'elle se doit à elle-même; quoique M. Conway ait pu dire, comme vous venez de voir, que le changement des Ministres y étoit toujours amené par un changement de système. Vous avouerez que cette assertion doit surprendre de la part d'une faction qui dans le même instant a reproché aux Ministres Anglois que milord Hillsborough avoit eu sa retraite, parce que le Conseil n'avoit pas voulu soutenir la lettre circulaire qu'il lui avoit fait écrire pour la pacification des Colonies. Il y a souvent de l'incohérence dans les discours de ces Messieurs. C'est tout simplement l'évacuation de Boston qui a fait baisser les fonds; & ils ne se sont pas relevés depuis, parce qu'on tremble toujours qu'il ne soit arrivé quelque catastrophe à l'armée de M. Howe.

Je crois que le ministère Anglois donneroit bien de l'argent, & de bon cœur, pour apprendre qu'enfin M. Howe est arrivé à Halifax, ou qu'il a trouvé quelque autre azile. Indépendamment du préjudice que le crédit souffre

souffre de l'incertitude où l'on reste à cet égard, il n'y a pas de jour que les papiers publics ne régalent les Ministres de quelque nouveau sarcasme sur ce pauvre gazetier de la Cour, comme s'il avoit fait si mal de passer un léger vernis sur l'évacuation.

Un bon apôtre s'avise d'écrire à milord North pour l'informer des bruits méchants qu'on répand sur le sort de cette armée Angloise. » Il se fait, lui dit-il, des paris de dix contre un, qu'une partie échouera sur diverses côtes, & que ceux qui échapperont aux orages périront de besoin à Halifax, parce que les habitans de ce pays n'ont pas eux-mêmes la moitié des subsistances qui leur sont nécessaires. Le desir de vous rendre un bon office, car je compatis sincèrement à votre anxiété, Milord, m'a inspiré l'idée de rédiger d'avance un article pour la gazette de la Cour qui annoncera les nouvelles que vous devez attendre si impatiemment. J'ai fait ce que j'ai pu pour saisir votre manière. Voyez si j'ai réussi &c.

De Whitehall le 1778. (La date est un peu reculée, mais c'est pour avoir de la marge.) Le général Howe ayant jugé qu'il étoit essentiel aux intérêts du service de S. M. que son armée quittât Boston pour se rendre à Halifax, est parti de cette ville le 17 Mars 1775, & est heureusement arrivé à Halifax le sans le moindre accident, & sans avoir perdu un seul vaisseau ni un seul

82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

homme. Il y avoit dans ce port une telle abondance de provisions de toutes especes , que l'armée ne peut desirer aucune sorte de rafraîchissements & de douceurs qui ne s'y trouvent avec profusion. L'ardeur & le contentement des troupes est plus aisé à imaginer qu'à décrire. Les forces du Roi sont si considérablement augmentées par le prodigieux nombre d'amis du Gouvernement qui sont accourus de toutes parts , que le Général comptoit pouvoir commencer sous peu de jours ses opérations contre les Rebelles.

En attendant l'arrivée des vaisseaux d'Amérique que le vent d'Est écarte depuis quelques jours de nos côtes , en même tems qu'il porte chez les Américains avec une merveilleuse rapidité les Hessois & les pardons , je veux vous amuser , Monsieur , d'une couple de productions du génie vainqueur des Bostoniens. Ils ont délibéré d'élever dans la plus belle place de la Ville un obélisque à l'instar du fameux monument de Londres , construit en mémoire de l'incendie & du rétablissement de cette Ville , & en haine de ceux que les Anglois de ce tems-là appelloient la faction papiste. Voici l'inscription destinée pour l'obélisque de Boston :

Après deux longs hyvers
de prison
en cette ville ,
un million sterling
de dépense ,
& la perte de plusieurs milliers de soldats ,

l'armée Angloise
forte de huit mille hommes ,
quoiqu'à la veille de recevoir un renfort
de troupes & d'argent ,
a été contrainte
de se rembarquer sur ses vaisseaux
le Dimanche 17 Mars 1776 ,
par le fer , par la faim
& par la terreur de notre bombardement ,
laissant son ancienne réputation
& son artillerie
derrière elle.

Il faut bien peu compter sur la bravoure des meilleures troupes , quand on veut la faire servir à opprimer l'esprit de liberté.

Cet obélisque a été élevé par les Provinciaux victorieux, sous le commandement du Major-Général *Washington*.

L'autre morceau est d'un ton plus jovial. Aussi je l'ai gardé pour le dernier , parce que dans tout il faut faire en sorte de finir par rire. Vous saurez que les Bostoniens ont célébré leur rentrée dans Boston par des fêtes , & qu'entr'autres il y a eu , dans le palais que venoit de quitter le général Howe, un concert d'amateurs. On y a exécuté une piece de chant à grande symphonie sur le sujet de la joie publique. La voici. Vous trouverez le copiste bien aimable de n'avoir omis aucunes des indications de mouvement pour chaque phrase de chant.

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Les Planettes forment leur danse,
le Soleil s'élève pour les regarder. (*maestoso*)
Oh merveilleux changement !
Disparoissez, neige & frimats ,
l'ardeur du Soldat Anglois s'enflamme.
Il est agité par le démon des batailles. (*furiosissimo*)

§
Quel bruit de guerre ! Le tambour raisonne,
la trompette sonne ; le fracas des armes,
le bruit du canon ébranle la voûte azurée.
Marchez , brillante jeunesse , au coup d'œil du colonel,
au mouvement de tête du Général.
Remplissez l'air de blasphêmes tout rouges encore
des forges de l'enfer. (*Strepitoso*)

§
Ecoutez la harangue de votre Chef : faites silence.
Allons, mes amis, mes dignes camarades, (*piano*)
cette journée sera le terme de nos travaux guerriers.

envain nos cœurs se sont attendris
sur l'aveuglement de ces malheureux. (*affettuososo*)
Il faut écraser d'audacieux
Rebelles. (*fortissimo*)
nous en avons pris la résolution. (*adagio*)

§
Voyez leurs tentes, leurs misérables chaumières ;
ils sont gelés, dépenaillés ; leurs boyaux crient,
& nous avons le ventre plein. (*mezza voce*)
Il n'y a point de châtiment trop sévère
pour cette canaille.

ET DE L'AMÉRIQUE. 85

Nous aurons la gloire, le pays & les femmes. (*allegro*)

Digne prix de notre résolution ! (*con brio*)

Mais qu'entens-je ? Un bruit éloigné !

Aide-de-Camp, eh vite, mon télescope ! (*presto*)

Quoi ces coquins de Rebelles....

Il faut être bien insolent !

Interrompre ainsi notre harangue.

Courage, enfans, nous les tuons ; (*andantino*)

nous les ferons pendre

par une louable résolution. (*grazioso*)

§

Mais je crois que les marauts s'avancent.

Marchons à eux, au pas de la cavalerie

Angloise à Minden. (*lento*)

Nous ne les joindrons que trop tôt

pour leur salut.

Il s'approchent !

Les voilà bientôt maîtres de la ville.

Oh, il est tems de songer à la retraite. (*tempo giusto*)

§

Les boulets roulent sur nos têtes... (*pizzicato*)

Courons au plus vite nous embarquer.

Ils font un vacarme d'enfer.

Sauve qui peut... ; me voilà à bord. (*vivace*)

Ainsi finit la harangue. Un cri général s'élève. (*crescendo*)

Sauve qui peut, sauve qui peut. (*chorus*)

§

Dansez, soldats Anglois, sur les vagues soulevées :

dansez au bruit de nos huées & de nos sifflets (*rinforzando*)

86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Nous garderons notre pays, nos libertés & nos femmes. (*amoroso*)

Reprenez votre courage (*sostenuto*) pour affronter les périls des mers. Et sur-tout ne murmurez que tout bas (*pianissimo*) de la courageuse résolution de votre Chef qui vous emmene (*prestissimo*) à jeun & sans le sou, il ne fait où.

Vous ne direz sûrement pas, Monsieur, comme *Bartholo*, mais quel radotage me faites-vous donc là, *Basile*? Et quel rapport ce *piano crescendo* peut il avoir à la politique?

Je vais vous en faire voir un bien plus étrange, vraiment! Ici, Monsieur, tout se rapporte à la politique. Cela doit-il vous surprendre dans un pays où des chiffons de modes sont donnés pour des munitions de guerre? Mais allons au fait. Je vis, il y a quelques jours, je ne fais plus dans quels papiers publics, l'annonce suivante que je copie ici de mémoire.

Affaire de Mariage.

Un Anglois d'environ cinquante ans, de bonne compagnie, ayant vu le monde & riche, désire de se marier dans sa patrie. Il lui faut une femme jeune, aimable & honnête : peu importe qu'elle ait du bien, pourvu qu'il ait la certitude d'être bientôt pere. Il arrivera incessamment de ses voyages, & se mariera aussitôt. On s'adressera, &c.

Je vous avoue, Monsieur, que je pris cette

affiche pour une bouffonnerie qui même me paroïssoit blesser la bienséance publique. Mais quelle est aujourd'hui ma surprise ! J'apprens, & tout Londres l'atteste , que rien n'est plus sérieux que l'intention de cette annonce ; & bien plus , que c'est un trait d'animosité de parti , pour priver d'une grosse succession le second fils d'un des Lords les plus en crédit à la Cour. L'épouseur est ce fameux M. Edouard Wortley Montague , fils de Milady Montague si célèbre par ses lettres & dans l'histoire de l'inoculation. C'est enfin le propre frere de Milady Montague , Comtesse de Bute.

Vous l'avoir nommé , c'est avoir tout dit. Il est mort sur la route de Venise à Londres où il se hâtoit d'arriver pour effectuer ce bizarre mariage. Sa vie , qui n'a cessé d'être singulière , devoit finir par une singularité. Il n'y avoit point de métier qu'il n'eût fait , même dès son enfance. Il s'étoit échappé trois fois de l'école de Westminster. Il gagnoit sa vie à ramoner des cheminées dans Londres. Il y a crié & vendu du poisson. Il a été garçon de muletier en Espagne , où il étoit passé en qualité de mousse. Il a servi sa patrie dans deux Parlemens. Ses dettes l'ayant obligé à voyager , il s'est fixé dans le Levant. Il y adopta la maniere de vivre des Orientaux dont il possédoit les diverses langues. Il portoit une grande barbe , & ne pouvoit plus s'asseoir que sur des carreaux : il a été aussi

88 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Visir d'Aly-Bey. On a de lui divers ouvrages de littérature & de physique. Depuis son retour en Europe il avoit embrassé la cause des Américains. On assure même que son dessein étoit d'aller terminer parmi eux sa carrière , & de partir aussi-tôt qu'il seroit pere. C'est par pur esprit d'opposition , & pour signaler son patriotisme , qu'il avoit résolu de frustrer son neveu de ses biens , par la seule raison qu'il est fils de celui qu'on s'obstine à regarder comme l'auteur des troubles actuels.

Plusieurs jeunes personnes conditionnées ainsi qu'il le desiroit , s'étoient présentées à l'adresse indiquée. Son correspondant en avoit choisi une qui l'attendoit , comme on peut croire , avec grande impatience , & que sa mort doit affliger d'autant plus que des occasions pareilles ne se trouvent pas tous les jours.

J'ai l'honneur d'être , &c.

P. S. Un paquebot de la Nouvelle-York , d'où il est parti le 3 Mai , vient de verser ici. Monsieur , un torrent de nouvelles. Il y en a & de Quebec , & d'Halifax , & de Boston , & de la Virginie , & de la Caroline. Pour éviter la confusion , j'en ferai deux classes. Commençons par celles qui , de l'aveu général ,

ral, ont besoin de confirmation. C'est d'abord une seconde tentative manquée sur Québec le 27 Avril : ensuite une action dans la Virginie où le général Lée auroit été fait prisonnier : puis le général Washington destitué du commandement par le Congrès : puis enfin l'heureux débarquement de l'armée de Howe à Halifax d'où il auroit repoussé les Rebelles. Les Ministres, eux-mêmes, que chacune de ces nouvelles doit beaucoup réjouir, conviennent qu'ils n'en ont aucune certitude. En effet la gazette de la Cour n'en dit mot, & les fonds ne haussent point. M. Tryon, gouverneur de la Nouvelle-York, a mandé l'événement de Québec, mais en observant qu'il ne le savoit que sur oui dire. Quant à celle de la défaite du général Lée, on l'attribue à ses ennemis personnels en Angleterre ; qui débitent en même tems qu'il a trahi son parti pour une moitié environ des cent mille livres-sterling que le Congrès avoit refusées. On trouve trop ridicule celle de la disgrâce du vainqueur de Boston ; & comme celle d'Halifax n'est venue que pour le Ministre, on la suspecte fort.

Voici à présent ce qui se débite comme très-certain. La gazette de la Nouvelle-York a donné une relation autentique d'une action importante du 27 Février dans la Caroline Septentrionale, entre un corps d'Insurgens & un corps de Royalistes. M. Macdonald, général de ceux-ci, a été fait prisonnier : deux capi-

taines ont été tués avec environ cinquante officiers , & les Insurgens ont fait huit cents cinquante prisonniers. Depuis ce succès ils se sont encore fortifiés considérablement , & les Royalistes étoient entièrement dispersés. Ils ont laissé deux mille fusils , quantité de munitions & leur caisse militaire où il y avoit quinze mille livres sterl. Milord Sandwich avoit bien raison , lorsqu'il a dit dans la Chambre des Pairs , qu'il ne comptoit pas beaucoup sur l'expédition du gouverneur Martin dans les parties du Sud.

On a une lettre du général Washington au lord Sterling , l'un des commandans des Insurgens à la Nouvelle-York. Elle confirme les détails que vous savez déjà , Monsieur , de l'évacuation de Boston. Il paroît très-content de toutes les munitions & provisions que le général Howe lui a laissées , & du bon état dans lequel il a trouvé la ville. M. Washington annonce à ce Lord qu'il lui a détaché cinq bataillons de son armée pour l'aider à mettre la Nouvelle-York en état de défense , & que bientôt il lui en enverra d'autres. Il ajoute qu'il ne doute point qu'avec ces forces , & celles qu'au besoin on pourra encore rassembler, on ne puisse empêcher l'ennemi de prendre la ville , ou de s'y faire un logement , en attendant que le corps de l'armée (de Washington) arrive. Cette lettre est datée de Cambridge le 19 Mars.

Le grand Congrès a publié le 23 Mars un acte

de capture & de représailles contre tous les vaisseaux Anglois ennemis, du produit desquels il s'adjuge les deux tiers, laissant l'autre tiers pour l'équipage preneur, après que le vaisseau aura été jugé de bonne prise, aux cours Américaines, suivant les loix & usages de la guerre.

Il se débite encore que le commodore Américain Hopkins, de retour de la Nouvelle-Providence, a rencontré la frégate du Roi *le Glasgow*, & qu'il y a eu un combat très-vif entre leurs deux escadres. Suivant les uns deux vaisseaux de Hopkins lui ont été enlevés. Suivant d'autres le *Glasgow* a été obligé de fuir : il n'y a pas plus de certitude d'un côté que de l'autre sur cet événement.

Ce 7 Juin.

J'ai manqué, Monsieur, le dernier courrier.

L'arrivée de M. Howe à Halifax paroît constante. Mais presque tous les malades qu'il avoit enlevés précipitamment de Boston sont morts dans la traversée ; & il a perdu encore beaucoup de monde dans une tempête qui l'a séparé de l'Amiral. Quoiqu'il n'ait point trouvé de résistance à Halifax, il ne s'y croit point en sûreté : le défaut de subsistances l'a même obligé de faire partir un régiment pour Quebec. Il garde les vaisseaux pour se rembarquer, s'il est attaqué. — La frégate *le Glasgow* est partie d'Halifax le 12 Mai. Elle a eu en effet une action avec Hopkins, qu'elle n'a pas pu empêcher de débarquer à New-

92 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

London tout le butin qu'il avoit enlevé de la Providence, de Bahama, d'où il a emmené le Gouverneur prisonnier. Sa prochaine expédition sera pour les îles Bermudes. Il a débarqué beaucoup de munitions.

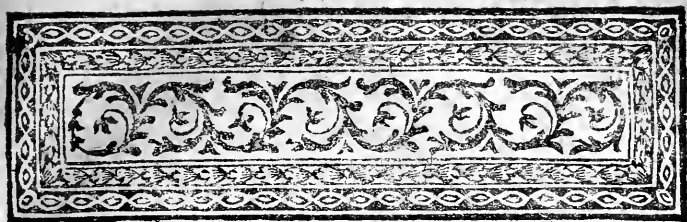
On parle toujours fortement de l'échec des Insurgens devant Quebec. Deux Canadiens, dit-on, en ont confirmé hier la nouvelle au Roi.

Une lettre de Philadelphie, du 15 Avril, assure que le grand Congrès attend l'arrivée des commissaires pour voir si l'Amérique peut compter sur un accommodement honorable. Dans le cas contraire, le Congrès est décidé pour l'indépendance. — Depuis ces nouvelles les fonds sont un peu haussés.

Il n'est point question du général Lée. On a la certitude qu'il étoit encore le 4 Mai à New-York avec quinze mille hommes. Le chevalier Parker a débarqué à la Virginie le général Cornwallis & ses troupes. Les milices se sont retirées de James-Town à son approche.

Dans une de mes prochaines lettres, je tâcherai de vous faire bien connoître un pamphlet Américain, intitulé *le Sens commun*, qui fait ici la plus grande sensation. Vous en avez vu un petit échantillon dans ma lettre du 4 Mai. L'auteur prouve par une multitude de raisons, que la séparation est inévitable & nécessaire, & ne peut pas se différer.





AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

LE baron de Schlieffen, Lieutenant-général
au service du Landgrave de Hesse - Cassel , 15 Mars.
& son Ministre plénipotentiaire auprès du Roi,
a une audience particuliere de S. M. à qui
il a l'honneur de remettre ses lettres de
créances.

Le lord Edouard Smith , comte de Derby,
prête serment pour la place de Lord-lieutenant
du comté de Lancafter , devenue vacante par
la mort de son pere , & à laquelle le Roi a bien
voulu le nommer.

La veuve du général Scot accouche d'une
fille. C'est la troisieme née de ce mariage ,
& toutes trois sont vivantes ; mais , d'après
le testament du pere , la totalité des biens

N^o. IV.

A

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. doit appartenir à l'aînée, puisque l'enfant posthume se trouve être une fille. Mademoiselle Scot l'aînée sera le plus riche parti de l'Europe, elle aura en mariage un million sterl.

Une des causes qui rallentit l'équipement des vaisseaux de guerre, c'est que les matelots aiment mieux s'embarquer sur les bâtimens de transport, fretés par le Gouvernement, où ils reçoivent quarante-cinq shellings par mois, que de s'enrôler, presque pour leur vie, sur les vaisseaux du Roi où on ne leur donne par mois que vingt-deux shellings & demi. Les hommes de terre sont moins rares parce qu'on les remet en liberté après la campagne; mais ils ne rendent pas à beaucoup près le même service.

Il n'y a encore qu'un très-petit nombre d'Allemands embarqués: en Allemagne le manque de futailles pour leur provision d'eau retient le reste sur les côtes. L'ordre a été envoyé à Amsterdam d'en faire passer sans délai trois mille à Stade, & il a été question, dans le Conseil d'envoyer à Hambourg cent tonneaux pour accélérer cet ouvrage.

Les Brunswickois, actuellement à Spithead, manquent des choses les plus nécessaires: la plupart n'ont pas de souliers; ce sera un article de plus pour l'entreprise de Mrs Harlay & Fordice. Ces Brunswickois passent pour d'assez mauvaises troupes.

Les bâtimens de transport destinés pour les gardes, ne sont pas en fort bon ordre. Le sieur

John Wrottesley en avoit monté un qu'il a été obligé d'abandonner, & qui depuis a été condamné comme hors d'état de servir. Plusieurs autres sont très-mauvais. 15 Mars.

Chambre des Pairs.

Le duc de Manchester demande à s'expliquer sur un point des débats de la veille.

Milords, je vous demande pardon si je m'écarte de l'usage pour revenir sur quelques assertions hasardées hier par le lord Sandwich (qui vient d'entrer) & qui m'ont paru jeter des nuages sur ma véracité, ou du moins sur ma délicatesse dans ce que j'avance. J'ai dit que l'équipage de l'*Aigle* n'étoit pas complet : qu'il n'avoit à son bord que quarante hommes ; & le lord Sandwich a assuré que ce vaisseau en avoit cent, & qu'il étoit prêt à descendre la Tamise. Il est bon que vous sachiez qu'on a tiré soixante hommes de dessus les Yachts, pour les mettre sur ce vaisseau ; & voilà comment de quarante hommes le lord Sandwich fait en faire cent. Mais mon objet principal est l'article des vagabonds & des gens repris de justice, au sujet desquels le lord Sandwich nous a dit si positivement qu'on n'en avoit reçu aucun à bord des vaisseaux du Roi. Voici, Milords, un ordre des juges d'Hampshire sur lequel sept hommes, accusés de vol & d'autres crimes, ont été soustraits au châtiment qu'ils méritoient, à condition qu'ils serviroient sur les vaisseaux du Roi. (*Le duc de*

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. *Manchester fait lecture de l'ordre avec le nom des hommes*) Je me flatte actuellement, Milords, qu'on ne me reprochera plus de m'être trop avancé, & que je n'ai guère mérité une leçon de cette nature.

Le Lord Sandwich.

Je suis très-obligé à M. le duc de Manchester de me fournir l'occasion d'éclaircir, même à sa satisfaction, les deux points dont il s'agit. S'il m'eût averti de son intention, j'aurois apporté des papiers qui me mettroient en état de prouver la chose plus complètement. Quoiqu'il en soit, Milords, je proteste que je n'ai eu hier aucune intention d'apostropher M. le duc de Manchester, & que je n'ai point cherché à lui faire une leçon. Personne au monde ne l'estime plus que moi, & je serois au désespoir de me permettre un seul mot qui pût me faire soupçonner de vivacité ou de manque de respect à son égard. S'il m'est échappé quelque propos qui ait laissé cette impression, je suis sûr que ce n'a été que parce que je supposois que M. le Duc avoit reçu ces informations d'un (a) certain Officier de marine qui ne cesse d'outrager le Ministère dans les papiers publics; mais je me

(a) L'écrit suivant, contenant des observations sur l'état de la marine, en réponse aux assertions des Ministres, passé pour être de M. Luttrell que milord Sandwich a désigné clairement dans la chambre.

soucie fort peu de tout ce que lui & d'autres peuvent dire.

15 Mars.

A l'égard de l'*Aigle*, M. le Duc est fort

des Lords comme de ceux qui s'attachent à décrier la marine sans avoir aucune connoissance de la chose. Il est daté du 30 Mars.

Les Ministres ont assuré le Parlement que la marine étoit en bon état par rapport aux hommes, & que les matelots s'enrôloient avec plaisir pour le service actuel. — De deux choses l'une : ou cela est, ou cela n'est point. — Les faits parlent deux-mêmes : En voici.

Il doit y avoir vingt vaisseaux de garde. Leur équipage est réglé en tems de paix pour les vaisseaux de soixante & quatorze canons à trois cents cinquante hommes y compris les Officiers, les matelots & les soldats de marine ; pour les vaisseaux de soixante & quatre canons à trois cents hommes au moins ; dont le tiers est composé d'Officiers, de valets & de soldats de marine ; de sorte que les vaisseaux de soixante & quatorze canons ne se trouvent avoir que deux cents cinquante matelots environ, & ceux de soixante & quatre canons n'en ont que deux cents.

Il est certain que le *Raisonné* de soixante & quatre canons, qui est à Plimouth, à cent hommes de moins qu'il ne doit avoir, de même que l'*Exéter* de soixante & quatre à Portsmouth, & l'*Egmont* de soixante & quatorze à Spithead. En déduisant ces cent hommes qu'ils ont de moins, & qui sont tirés du nombre des matelots, (car celui des Officiers & des valets est toujours complet,) il s'en suit que les deux premiers vaisseaux qui sont de soixante & quatorze canons, n'ont que cent hommes qui peuvent être ou ne pas être matelots, selon que cela se trouve ; & que le dernier n'en a que cent cinquante. Or, l'équipage complet en tems de guerre ou de service actuel pour un vaisseau de

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. dans l'erreur. Le dernier état de son complet étoit de soixante-dix-neuf hommes appartenans à ce vaisseau ; mais sur l'état des hommes

soixante & quatorze canons , est de six cents cinquante hommes , & pour un vaisseau de soixante & quatre , de cinq cents vingt hommes. Je demande donc si on peut dire qu'aucun de ces trois vaisseaux soit en état de servir.

S'il ne se trouve pas sur les autres vaisseaux de garde un déficit tout-à-fait aussi considérable ; malgré cela ils n'ont pas leur nombre complet ; ainsi ils ne sont pas en état de rendre à la nation le service qu'elle a droit d'en attendre.

Quant aux vaisseaux en armement , je soutiendrai , & je puis affirmer avec vérité , qu'ils n'ont jamais été aussi mal montés en matelots. Leur équipement se fait par entreprise , méthode que je ne condamne point quoiqu'elle ait été convertie en affaire qui se donne à la faveur. Il est pourtant vrai qu'il n'y a aucun des vaisseaux qui ont appareillé auquel il ait fallu moins de trois mois pour son équipement , à compter du moment où il avoit été nommé , & la plupart sont sortis dans un état pitoyable. Le *Boreas* a échoué faute d'hommes pour le manœuvrer : l'*Alceon* a beaucoup souffert par la même raison.

Je soutiens & je prouverai que le Capitaine aux cent mille livres sterling , M. Pownal , commandant la frégate la *Blonde* , ne l'a pas encore équipée , quoiqu'elle soit en commission depuis plus de trois mois. Je fais qu'il ne s'en est jamais vanté ; c'est un homme d'honneur incapable de rien hasarder , & il ne le diroit pas plus à présent qu'il n'a pu le dire jusqu'à cette heure. Je fais , & j'ose soutenir , qu'il n'y a pas une des frégates qui ont mis à la voile pour l'Amérique , qui ait été équipée si mal qu'elle ait pu l'être , en moins de trois mois ; & je fais que l'*Aigle* , que doit monter le

payés, il n'est pas fait mention de furnuméraires, puisqu'ils n'appartiennent pas absolument à ce vaisseau. Si on les comptoit, le nombre seroit de cent. Quant aux hommes qu'on prend sur les Yachts, ce n'est que passagèrement & selon les diverses occasions où l'on en a besoin. Quelques-uns ont été employés dernièrement à faire sortir d'Harwich un vaisseau de soixante - dix canons; mais ils retourneront bientôt sur leur Yacht. Ces changemens sont inévitables, ils l'ont toujours été, & ils doivent toujours l'être. Si j'avois imaginé qu'il dût être question de cet objet, j'aurois apporté ici le registre de revue pour faire voir à M. le Duc à quel point il s'est trompé.

Quant aux malfaiteurs, je suis surpris, je l'avoue, que pareille chose soit arrivée; mais je suis porté à croire que ce n'est qu'une offre faite par les juges, & qui n'a pas été acceptée par la marine. M. le Duc ne peut pas affirmer qu'on les ait acceptés: s'il veut me laisser ce papier, je me ferai informer du fait, & je le satisferai sur ce point. J'ai déclaré bien posi-

lord Howe, n'a pas quarante hommes, si on en excepte les Officiers & les valets. Le *Rainbow* qui a été mis en commission il y a plus de trois mois, n'a pas encore vingt matelots.

Si j'avance une fausseté, tout le monde a le droit de me contredire; mais j'en appelle au témoignage des Commandans même de ces vaisseaux, & de plusieurs autres qui sont instruits de la vérité.

Signé, un marin qui se croit digne de porter ce nom.

15 Mars. — tivement qu'on ne doit point recevoir des mal-
fauteurs dans la marine du Roi.

Il ne me reste, Milords, qu'à m'excuser de paroître dans l'habillement où vous me voyez. Je n'étois jamais venu dans cette chambre en *fraque*, & je ne crois pas que cela m'arrive jamais. Je suis fâché de l'importunité que je vous cause. J'ai été obligé de quitter mon dîner ; & encore je crains d'avoir abusé de votre complaisance.

Le Lord Suffolk.

Pour moi, je diffère absolument de l'avis de milord Sandwich. J'entens qu'on reçoive sur nos vaisseaux des vagabonds & des gens repris de justice, & je ne conçois pas comment ce Lord peut assurer qu'il ne s'y en trouve pas. Dans une disette d'hommes, qu'est-ce qui empêche qu'on ne se serve de gens à qui on ne peut reprocher que des fautes légères ? La vertu des matelots de l'équipage d'un vaisseau de guerre, est-elle assez intacte pour qu'on la puisse croire souillée par le commerce d'un polisson qui aura commis quelque faute dont huit jours de prison seroient toute la punition ? Pendant que je suis levé, permettez-moi, Milords, de vous rappeler qu'on a osé dire à la Chambre que les Hessois avoient été presque jusqu'à Stade, & qu'ils avoient rebroussé chemin, parce que les vaisseaux de transport n'étoient pas prêts. D'abord il est faux qu'ils se soient mis en marche pour Stade ;

& certainement ce n'est pas là qu'ils iront, puisque Brême est le port de l'embarquement. 15 Mars.
 Ensuite il n'est pas vrai qu'ils aient été aussi loin, car ils n'ont fait de fausse marche qu'un seul jour, ce qui est tout-à-fait différent de ce qui a été avancé sur des informations très-peu sûres & qui ressemblent aux nouvelles que les Lords de l'opposition reçoivent de la mer.

La Chambre se sépare à cinq heures & un quart, & s'ajourne au lundi 18.

Chambre des Communes.

Grand comité sur la milice d'Ecosse. Certaines clauses du Bill occasionnent encore de longs débats, ce sont celle du nombre d'hommes qui le fixe à six mille, celle qui règle les conditions auxquelles le milicien pourra se faire remplacer, & enfin celle qui fixe les propriétés en terres qui donneront le droit aux places d'Officiers. — La discussion se termine par une sorte de compromis entre les deux partis qui conviennent de reprendre cette matière après que des copies imprimées du Bill auront été distribuées à la Chambre.

Une lettre de Jersey donne les connoissances suivantes sur l'état de cette île :

» Toutes les affaires languissent tellement ici que les marins y périssent de besoin, depuis que le Ministère a arrêté leur commerce. Il n'y a pas un des habitans qui ne soit disposé à rendre toutes sortes de service

10 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. aux Colonies, parce qu'ils détestent l'esclavage, parce qu'ils se croient dans la même position que les Américains, & parce qu'ils espèrent que la destinée des uns reglera celle des autres «,

La frégate *le Triton*, de vingt-huit canons, appareille de Spithead pour Boston avec six bâtimens de transport sous son escorte.

Chambre des Communes.

Lecture d'une motion de M. Wilkes pour qu'il soit ordonné de dresser un bill par lequel la représentation du peuple Anglois au Parlement seroit assujettie à des regles plus équitables & plus égales.

M. Wilkes.

Tous les Gouvernemens, & tous les états sages & bien réglés se sont attachés à observer & à corriger les diverses abus qu'un laps considérable de tems doit nécessairement engendrer. Il en existe un de la plus grande conséquence en Angleterre, c'est l'inégalité de la représentation du peuple au Parlement. Avec le tems cette représentation est devenue si inégale que je ne doute point qu'un grand nombre de membres de cette Chambre ne reconnoisse la nécessité de s'occuper très-sérieusement de cette matiere, & de chercher à remedier à un mal dont chaque jour voit croître les dangers.

Je voudrois avoir assez de talens pour discuter à fond une affaire de cette importance; mais au moins je ferai tous mes efforts pour la reprendre dès la première origine, & pour ne rien omettre de ce qui peut l'éclaircir.

L'idée la plus naturelle & la plus parfaite d'un

gouvernement libre , est , selon moi , celle d'un peuple
 qui s'assemble pour déterminer par quelles loix il pré- 15 Mars.
 fere de se gouverner , & pour établir les réglemens
 qu'il croit nécessaires à la protection de sa propriété
 & de sa liberté contre toute violence & toute fraude.
 Chaque membre de cette communauté doit se soumettre
 avec joie à l'observation de ce qui a été ordonné par
 lui-même , & aider volontiers à donner de l'efficacité
 & de la vigueur aux loix & ordonnances qui ont
 tiré leur autorité de son approbation & de son con-
 cours.

Des états peu considérables ont suivi avec succès
 cette forme de législation dans les tems passés & dans
 les tems modernes ; mais l'étendue & la population
 d'un grand empire ne pourroient en écarter le désordre
 & le tumulte. Aussi nos ancêtres , plus sages en cela
 que les anciens Romains , ont-ils adopté la représen-
 tation de tout le corps par quelques membres, comme
 répondant plus parfaitement aux véritables vues du
 gouvernement. Rome fut asservie pour n'avoir pas
 fait cette observation & pour avoir laissé trop long-
 tems le pouvoir entre les mains des mêmes personnes.
 De-là , il arriva que les armées de la République
 devinrent les armées de Sylla , de Pompée & de César :
 leçon terrible pour un peuple , & qui doit lui inspirer
 la même défiance contre ses représentans. Lorsque
 tous les bourgs de l'Italie participerent aux privilèges
 de Rome , & qu'ils voterent dans les assemblées pu-
 bliques, leur grand nombre ne permit plus de distin-
 guer les citoyens d'avec les étrangers. Le désordre &
 le tumulte présiderent aux assemblées & aux délibé-
 rations. Des hommes pervers & ambitieux trouverent
 le secret de faire servir ces assemblées à la ruine de
 la liberté romaine & de la République. Parmi nous
 ce mal est prévenu par la représentation , & la jus-
 tice du principe est conservée. Tout Anglois est sup-
 posé assister au Parlement , soit en personne , soit par
 un député de son choix. La résolution du Parlement
 est censée être celle de chaque individu. Elle est censée

12 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

donner aux délibérations publiques le consentement &
15 Mars. l'approbation de chaque agent libre de la communauté.

Dans cette première formation de cette excellente constitution qui fut si long-temps & à si juste titre notre héritage le plus beau & le plus précieux, nous voyons que le peuple eut soin qu'on ne fit aucune loi & qu'on ne levât aucune taxe sans son consentement énoncé par ses représentans dans le Grand-Conseil de la nation. Comme dans les anciens tems la représentation étoit égale & proportionnée, l'opinion du peuple étoit connue par celle du Parlement. Sa portion de pouvoir dans la législation étoit maintenue & établie sur une juste & égale distribution. Aujourd'hui ce pouvoir est devenu insuffisant, partial & injuste.

Quand on a considéré le tableau si agréable du juste pouvoir que nos ancêtres avoient assuré avec tant de sagesse & de soin aux Communes de ce Royaume, on trouve que l'état actuel des choses ne nous offre pas des ruines bien respectables de cet édifice superbe & majestueux, la constitution Angloise. Le désordre & la confusion y percent de toutes parts, & on ne retrouve plus de traces de l'ancienne harmonie de ses parties. Dans les archives de l'Echiquier on voit qu'il n'y a pas moins de vingt-deux villes qui, dans la vingt-troisième, la vingt-cinquième & la vingt-sixième année d'Edouard I. envoioient des députés au Parlement, & qui depuis long-tems ont cessé d'être représentées. A peine connoissons-nous le nom de quelques unes, comme *Cambrig* & *Banburg* dans le Northumberland : *Pershore* & *Brem* dans le Comté de Worcester : *Jarvail* & *Tyckhul* dans le Comté d'York. Les bourgs de *Gatton* & du vieux *Sarum* ont eu un sort plus heureux. Quoiqu'on puisse dire de ces villes *ipsæ periere ruinæ*, leurs noms nous sont tout aussi familiers que si elles existoient encore. Le Clerc de la Chambre ne manque jamais de les nommer dans l'appel : quatre respectables personnages représentent leur grandeur passée, de même qu'au sacre du Roi, des

Chevaliers représentent l'Aquitaine & la Normandie. La petite ville de Bambury (petite ville, grand renom, comme dit Rabelais en parlant de Chinon) n'a, je crois, que dix-sept Electeurs; cependant elle nous donne en la personne de son représentant, ce qui est de la plus haute importance pour la pluralité des suffrages dans le Parlement, un premier Lord de la Trésorerie, & un Chancelier de l'Echiquier (a). Combien de fois n'ai-je pas vu dans nos délibérations son crédit l'emporter sur la force réunie des représentans de Londres, de Bristol & de plusieurs autres des comtés les plus peuplés? *Last Grinstead* n'a guere, je crois, que trente Electeurs; & ce bourg donne une place parmi nous à ce brave, cet héroïque Lord, chef d'un grand & aujourd'hui très-militaire département, & qui a si fermement résolu de *conquérir l'Amérique*, à l'exemple de *milord Chatham*, mais non pas comme lui en *Allemagne*.

15 Mars.

(a) *Milord*
Nort réunie
 ces deux
Charges.

Mon dessein n'est pas d'abuser de la patience de la Chambre par des recherches fastidieuses sur l'ancien état de notre représentation, & sur ses variations à différentes époques. Je me contenterai de faire de courtes observations sur ce qui s'est passé sous le règne de Henri VI, & de quelques-uns de ses successeurs.

Le chevalier John Fortescue, chancelier de Henri VI, nous apprend que de son tems la Chambre des Communes étoit composée de plus de trois cents Députés élus. Divers changemens furent faits à ce nombre sous les regnes des Rois suivans, jusqu'à Jacques II. mais depuis ce regne il ne s'en est plus fait. Il faut convenir que nos anciens Souverains commirent de grands abus en donnant le droit de représentation à plusieurs petits bourgs, en considération de ce que ces lieux étoient pauvres, & qu'ils dépendoient d'eux ou de quelque grand Seigneur. Les limites de la constitution ont été souvent reculées. La partialité pour la province de Cornwall est frappante. Cette province envoie autant de membres, à un seul près, que tout le royaume d'Ecosse. Cela est venu de ce qu'elle ren-

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. doit à la Couronne , en étain & en terres , un revenu héréditaire plus considérable qu'aucun autre comté Anglois , & de ce que le duché , appartenant à la Couronne , augmente prodigieusement son pouvoir & son crédit. Ces procédés de la part de nos Princes ont porté les atteintes les plus funestes à la constitution. Henri VIII rétablit deux Membres : Edouard VI, vingt : la reine Marie , quatre : la reine Elisabeth , douze : Jacques premier , seize : Charles premier , dix-huit ; en tout soixante & douze. Dans le même période les changemens par création furent plus considérables : Henri VIII créa trente trois Membres : Edouard VI , vingt-huit : la reine Marie , dix-sept : la reine Elisabeth , quarante huit : Jacques premier , onze : en tout cent-trente-sept. Charles premier ne fit aucune création de cette espece. Charles II ajouta deux Membres pour le comté de Durham , deux pour la ville du même nom , & deux pour Newarke-sur-Trente. Cette Chambre est aujourd'hui composée du même nombre de représentans qu'à la mort de ce Prince ; quoique d'ailleurs elle ait éprouvé depuis cette époque bien des changemens essentiels. Mon objet est d'examiner si dans l'état actuel de la représentation , on peut être fondé à dire que l'opinion du Parlement est celle de la nation comme du tems de nos ancêtres. Pour moi je suis persuadé que les sentimens du peuple ne peuvent être véritablement connus par les résolutions d'un Parlement tel que nous le voyons aujourd'hui composé , même fût-il vrai qu'il ne se pratique aucune manœuvre illégitime après l'installation des membres dans la Chambre , & que tous les infâmes moyens de corruption ne soient plus mis en usage , ce que néanmoins je ne puis pas croire de la part d'une administration perverse , comme celle qui est aujourd'hui à la tête des affaires. Examinons donc de bonne-foi & sérieusement les parties qui constituent cette Chambre , & le poids qu'elles doivent avoir dans la grande balance du peuple d'Angleterre qu'elles sont censées représenter.

La partie méridionale de cette île (l'Angleterre) à laquelle je me restreins , est composée d'environ cinq millions d'habitans , d'après les calculs les plus généralement reçus. Je veux établir par quel nombre d'Electeurs la majorité de cette Chambre est choisie , & je suppose le plus grand nombre de députés présens en même-tems à la Chambre dont il soit fait mention dans nos journaux. Ce fut dans l'année 1741 : les journaux de cette fameuse année font mention des trois plus grands nombres de Députés rassemblés en même tems dans la Chambre.

15 Mars.

Le premier est du 21 janvier : ce jour-là il y eut une pluralité de deux cents cinquante-trois contre deux cents cinquante. Le second est du 28 du même mois où la division fut de deux cents trente-six contre deux cents trente-cinq. Le troisième , du 9 mars , où elle fut de deux cents quarante-quatre contre deux cents quarante-deux. Dans ces divisions les Députés de l'Ecosse sont compris. Mais je n'établirai mes calculs que sur l'Angleterre , pour donner plus de force à mon raisonnement. Ainsi le nombre que j'adopte est celui du 21 janvier , jour auquel il se trouvoit à la Chambre cinq cents trois Députés. Supposons que la majorité de deux cents cinquante-quatre soit le plus grand nombre de Membres qui aient pu occuper leurs places. Je l'établis aussi fort à cause des absences pour cause de maladie , de service dans les pays étrangers , de voyages & d'affaires indispensables. Or , d'après le plus grand nombre d'Electeurs dans les bourgs qui élisent les membres de cette Chambre , il est visible que ce nombre de deux cents cinquante-quatre membres constituant la majorité de la Chambre , toujours donnée par les bourgs , n'est réellement élu que par cinq cents soixante & douze personnes qui en général sont habitans des bourgs de Cornouailles & d'autres , & qui sûrement ne sont pas la partie la plus respectable de la nation. Est-ce par ce petit nombre de personnes que notre Souverain doit connoître les sentimens de tout son peuple ? Est-ce à ces gens-là à

16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

15 Mars. donner des loix à ce vaste empire , & à taxer cette opulente nation ? Je passe tous les calculs fastidieux parce qu'on les trouve détaillés dans l'ouvrage de l'incomparable docteur Price , dans Postlethwaite & dans les recherches politiques de Burgh. Les chiffres démontrent la chose plus clairement , & ne prétend ni à la chicane , ni au sophisme. Depuis les calculs de Burgh il n'est arrivé qu'un changement de conséquence : je parle du bourg de Shoreham dans la province de Suffex ; car , par l'acte de 1771 , tous les Franc-tenanciers possesseurs d'un revenu de quarante sous par an , dans la centaine de Bramber , voisins de Shoreham , ont été admis à voter pour ce bourg ; mais plusieurs des anciens Electeurs avoient perdu leurs privilèges. Il y a trente-six de nos membres qui sont élus par des bourgs qui entr'eux tous ne contiennent que trois cents soixante & quatre Electeurs. Le chancelier Talbot a supposé que la majorité de cette Chambre étoit élue par cinq mille personnes , & il se récrioit contre une représentation aussi inégale. Des calculs plus exacts que ceux de ce lord , & les regles infailibles de l'Arithmétique politique ont fait voir une injustice beaucoup plus étendue que celle qu'il soupçonnoit.

Lorsque nous considérons que les pouvoirs les plus importans de cette Chambre , ceux de lever des taxes & de faire des loix pour cinq millions d'hommes sont ainsi usurpés & exercés contre le vœu de la constitution par le petit nombre dont je viens de parler , ne devons-nous pas convenir que le peuple a le droit de demander à être réintégré dans ses privilèges incontestables , dans sa portion primitive de la législation ? Nous voyons que l'ancienne représentation de ce Royaume fut fondée par nos ancêtres , sur la justice , la sagesse & l'égalité. Il y auroit donc autant de folie & d'opiniâtreté que d'injustice à vouloir maintenir les choses dans leur état actuel. Nos patriotes les plus sages ont déclamé souvent contre ces abus.

Qu'on me permette de citer les expressions du célèbre

lebre M. Locke dans son *Traité du gouvernement civil*. » Les choses ne changeant pas également, & 17 Mars.
l'intérêt particulier soutenant souvent des usages & des privilèges lorsque leurs motifs ont cessé, il arrive que dans les Gouvernemens, où une partie de la législation est composée de représentans choisis par le peuple, cette représentation à la longue ne répond plus dans une proportion égale aux motifs sur lesquels elle a été établie. Nous pouvons nous convaincre des absurdités énormes que peuvent entraîner les suites d'un usage, après que son motif n'existe plus, lorsque nous voyons que le simple nom d'une ville dont les restes ne sont que des ruines où à peine on trouveroit une cabane pour un berger, & une étable pour ses moutons, envoie à la grande assemblée des législateurs autant de représentans que tout un Comté très-riche & très-peuplé. Y a-t-il rien de plus étonnant que cet abus ; & peut-on disconvenir qu'il ne soit nécessaire d'y remédier « ?

Après une autorité aussi imposante que celle de M. Locke, je me flatte qu'on ne me traitera pas de visionnaire, & qu'il n'y aura pas de dispute sur la convenance de la proposition que j'aurai l'honneur de soumettre à la Chambre. Je suis même persuadé que les membres pour le vieux *Sarum* & *Gatton*, dont on peut bien dire *Stant nominis umbræ*, sont trop généreux & trop honnêtes pour réprouver l'avis de transporter au Comté le prétendu droit du petit nombre de leurs constituans, si tant est qu'ils ayent des constituans, & si ce n'est pas par eux-mêmes qu'ils sont créés, élus & existans. Par un tel arrangement, les villes de Birmingham, de Manchester, de Leeds, de Sheffield & d'autres villes recommandables par leur population, leurs richesses & leurs manufactures auront enfin une juste part à la formation des loix par lesquelles elles sont gouvernées. Je demande qu'on retranche en général les villes & les bourgs qui sont pauvres & dépeuplés ; & je dirai avec Horace, *Inutiles ramos amputans feliciores inserit*.

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

17 Mars. Ce n'est point la première entreprise de cette espèce qui ait été faite pour apporter du remède à ce mal. Nous en avons des exemples qui remontent à plus d'un siècle. Le Clerc de la Chambre va vous lire, dans les journaux, ce qui a été fait le 26 mars 1668, à l'occasion d'un bill pour autoriser le comté Palatin de Durham à députer deux Chevaliers pour le Comté, & deux Bourgeois pour la ville de Durham. (*Le Greffier lit*) On trouve dans un Recueil authentique (les débats d'Anchitell-Grey) des détails plus particuliers de ce qui s'est passé dans la Chambre à cette occasion. » Le chevalier Thomas Macs proposa, dit-il, de donner plus de Chevaliers aux Comtés, & de retirer le droit de députer à quelques petits bourgs où il n'y avoit que peu d'Electeurs; & il demanda qu'il fût fait un bill à ce sujet ». Sa notion fut rejetée à la pluralité de soixante-cinq voix contre cinquante. Mais ceci ne regarde que le bill relatif au comté & à la ville de Durham. Je rapporterai encore à ce sujet quelques expressions remarquables employées dans ces débats par le chevalier Thomas Strickland, & qui me paroissent offrir une application frappante à nos querelles avec l'Amérique. » Le comté Palatin de Durham n'a jamais été taxé au Parlement, ayant un ancien privilège qui remonte par de-là le regne du Roi Jacques, & ainsi il n'avoit pas besoin de représentans. Mais aujourd'hui qu'il est taxé, il est raisonnable qu'il en ait ». Tels sont les principes qui étoient suivis dans cette Chambre dès le tems de Charles I^r.

Je fais bien qu'on me demandera si la législation a le pouvoir d'oter la franchise à des bourgs, sous prétexte d'améliorer la constitution; & si le représentant a celui de détruire son constituant immédiat? On ne peut mieux répondre à cette question que par celle-ci, comment le droit de représentation a-t-il pris naissance, & sur quel fondement a-t-il été accordé? Le vieux *Sarum* & *Gatton* étoient des villes considérables quand le droit de représentation leur a été donné. Elles sont actuellement désertes; elles ne doivent donc point con-

server un privilège qu'elles n'avoient obtenu qu'en considération de leur étendue & de leur population. 17 Mars. Nous devons autant qu'il est possible faire cadrer ensemble la théorie & la pratique de la constitution ; & ce pouvoir doit être inhérent au corps législatif d'un État. Il a été exercé récemment dans toute son étendue , & avec l'approbation universelle lors de l'affaire de *Shoremham* , puisque la franchise a été ôtée à environ cent personnes de ce bourg , convaincues de corruption en même-tems qu'on a admis à voter cent francs-tenanciers du comté de *Suffex*.

On m'objectera encore que , pour proposer des réglemens intérieurs de cette importance , il faudroit attendre que ce vaste Empire fût dans un état parfait de calme & de tranquillité : On me dira que la discorde & la guerre civile exercent leurs ravages dans tout le continent septentrional de l'Amérique : qu'un objet aussi allarmant doit fixer seul toute notre attention ; & que nous devons appliquer tous nos efforts à arrêter les progrès de cet incendie. Mais au contraire il me paroît que la guerre d'Amérique , dans cette époque vraiment allarmante , est un des arguments les plus victorieux pour nous décider à remédier aux abus de notre représentation par les reglemens que j'ai l'honneur de proposer à la Chambre. Je puis prédire que cette querelle n'est pas une affaire du moment : qu'elle sera la grande affaire de l'Angleterre dans tout ce siècle ; & qu'elle occupera toute la génération actuelle.

Dans nos derniers démêlés avec l'Amérique nous avons toujours regardé comme une chose convenue que les procédés iniques , cruels , arbitraires & extravagans de l'administration étoient approuvés par les peuples , parce qu'ils l'étoient par la pluralité des membres de cette Chambre. L'absurdité de cet argument est palpable ; car la pluralité de cette Chambre ne parle que pour 5723 personnes , même en supposant que d'après la coutume constitutionnelle de nos ancêtres , les constituans aient été consultés ainsi qu'ils

20 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

17 Mars. auroient dû l'être sur un point intéressant pour la nation. Nous savons de quelle manière on se procure cette pluralité. Les habitans de la partie méridionale de cette île montent à plus de cinq millions. Il est donc impossible d'attribuer à cinq millions d'hommes une opinion qui n'est pas celle de six mille : même en supposant qu'on eût recueilli en effet les suffrages de ces derniers. Les Américains prétendent avec grande raison que la guerre actuelle est suivie contre le vœu de la nation par une *junte* ministériale, & une faction arbitraire également ennemis des droits des Anglois, & des prétentions de l'Amérique. Cette assertion est confirmée par les diverses adresses présentées au trône par des corps plus nombreux, pour prier le Roi de faire cesser les hostilités. Cette capitale-même a déclaré par plusieurs actes publics son aversion pour la guerre civile actuelle : guerre contre nature & fondée sur des principes qui renversent totalement notre constitution. Notre histoire fournit une foule d'exemples où le sentiment du Parlement a été directement contraire au sentiment de la nation. C'est ce qui a eu lieu notoirement dans l'affaire de l'élection de Middlesex. Je crois le fait également démontré dans la grande dispute d'Amérique, au moins relativement aux hostilités actuelles contre nos frères & co-sujets. Ma proposition fera décider la question ; & par une représentation impartiale & égale des peuples, l'Amérique pourra distinguer à l'avenir les sentimens réels des citoyens libres & vraiment Anglois.

Je ne prétens point entrer dans le détail de toutes les propositions qui ont été faites pour remédier à cette irrégularité dans la représentation du peuple. Je n'abuserai point de l'indulgence de la Chambre que j'ai trouvée si favorable à mon égard. Lorsque le Bill sera dressé & examiné en comité, il sera tems de discuter toutes les parties de ce grand projet. Les journaux du Parlement de Cromwell prouvent que la représentation étoit alors établie sur un pied plus égal, & que ce bienfait fut son ouvrage. Ce génie vaste & vrai-

ment étonnant a embrassé l'ensemble de ce puissant Empire dans sa totalité. L'Irlande fut mise de niveau avec l'Ecosse, & chaque Royaume envoyoit trente membres au Parlement qui étoit composé de quatre cents députés tant d'Angleterre que du pays de Galles, & devoit être triennal. Nos Colonies n'étoient alors qu'un point sur la surface du Globe : Elles couvrent à présent la moitié du Nouveau-Monde.

17. Mars.

Tout agent libre de ce royaume doit être selon moi représenté au Parlement. La Métropole qui contient la neuvieme partie des peuples du Royaume, & les comtés de Middlesex, d'York & autres qui fourmillent d'habitans, doivent envoyer un plus grand nombre de représentans. On en retranchera le droit aux bourgs pauvres & dépeuplés, & leurs Electeurs voteront parmi ceux des provinces. Les villes riches, populeuses & commerçantes, telles que Birmingham, Manchester, Sheffield, Leeds & autres, acquerront le droit d'envoyer des députés au grand conseil de la nation.

La vénalité, la corruption, la dépendance, suites trop communes de la misère, disparoîtroient de ce Senat auguste avec les représentans de ces pauvres bourgs; & ce seroit le coup le plus efficace que l'on pût porter à l'influence de la trésorerie, ainsi qu'à la tyrannie Aristocratique. Nous devons également nous méfier & de ceux qui se vendent eux-mêmes, & de ceux qui sont vendus par leurs maîtres. Les dépendances féodales, & les propriétés particulieres dans le partage de la législation, sont des absurdités monstrueuses dans un Etat libre. Elles sont une insulte à la raison. Je voudrois qu'un Parlement Britannique fût l'organe libre & indépendant des sentimens du peuple Anglois en général, & de chaque individu qui peut justement être compris dans une pluralité légale. Le dernier des artisans, le plus pauvre des paysans & des journaliers a des droits importans relativement à sa liberté personnelle, à celle de sa femme & de ses enfans, à ses propriétés quelconques, à ses salaires, à ses gains, au prix & à la valeur du labeur pénible de chaque jour.

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

17 Mars. toutes choses qui dans divers branches de commerce & de manufactures sont réglées par l'autorité du Parlement. Toutes les loix relatives au mariage , à la protection d'une femme , d'une sœur ou d'une fille , contre la violence & la brutalité de la débauche , à tout contrat , à toute convention avec un maître usurpateur & injuste , intéressent le manufacturier , le paysan , le domestique autant que les riches sujets de l'Etat. Cette classe de citoyens , la dernière pour le rang , mais non pas pour l'utilité dans la chaîne sociale , doit donc participer pour quelque chose au pouvoir de faire ces loix qui l'intéressent si essentiellement , & auxquelles elle est obligé de se soumettre. C'est une vérité reconnue par tout Etat libre que le gouvernement est institué pour le bien-être général des peuples , qu'ils sont la source primitive du pouvoir & même du revenu , & à tout événement sa dernière ressource.

Différens usages fondés sur l'injustice & la partialité fourniront aussi matière à nos recherches. On pourra examiner pourquoi un grand nombre de francs-tenanciers de la ville de Londres ne sont point représentés dans le Parlement. Ces francs-tenanciers étant sous la juridiction particulière de la cité , sont exclus du droit de donner leur suffrage dans le comté de Middlesex , & par acte du Parlement il n'y a que les membres des Corps & Métiers (Liverymen) qui puissent élire les membres du Parlement pour la ville de Londres.

Je borne mes recherches à la partie méridionale de cette île. J'abandonne l'Ecosse au soin de ses enfans dont on connoît l'affection filiale. J'espère qu'ils déroberont quelques momens aux affaires critiques de l'Angleterre & de l'Amérique , qui occupent si utilement leur tems pour méditer sur l'état de la représentation parmi leurs propres concitoyens , supposé qu'ils n'aient pas tous quitté leur stérile & rude climat pour venir partager les douceurs & l'abondance du nôtre. Je suis effrayé de voir que les quarante-cinq députés

17 Mars.

d'Ecosse dans cette Chambre se représentent eux-mêmes. Peut-être dans mon plan pour l'amélioration de la représentation en Angleterre, presque tous les naturels d'Ecosse se trouveront-ils y être compris. Je remarquerai seulement qu'on ne peut point changer la proportion de la représentation entre les deux royaumes. Dans l'article XXII du Traité d'union, le nombre de quarante-cinq est fixé pour composer le corps représentatif dans le Parlement de la Grande-Bretagne pour la partie septentrionale de cette île. Augmenter les membres pour l'Angleterre, & le pays de Galles, & en porter le nombre par de-là celui dont le Parlement Anglois étoit composé à l'époque de ce Traité en 1706, ce seroit enfreindre la foi publique, & violer un Traité solennel entre deux Etats indépendans. Ma proposition a pour base la conservation de ce contrat, & le maintien de la part proportionnelle de chaque royaume dans le corps législatif, suivant son établissement actuel.

Je crois avoir bien établi l'injustice & la partialité monstrueuses de la représentation actuelle des Communes d'Angleterre. Ces vices sont presque aussi généralement reconnus que la nécessité où nous sommes de recourir au grand principe de notre libre constitution, qui déclare que cette Chambre du Parlement est la seule puissance déléguée du peuple en général. La politique autant que la justice nous font un devoir de nous occuper de cet objet. C'est à la raison & non à l'usage à nous guider dans une affaire aussi importante qui intéresse directement les droits d'un peuple libre. Sans une vraie représentation des Communes, notre représentation est essentiellement défectueuse : notre Parlement n'est qu'un vain nom, un vrai phantôme. Tous les autres remèdes pour rendre à la forme de gouvernement établie par nos ancêtres, son ancienne pureté seroient inefficaces même quand on abrégeroit la durée des Parlements, & quand on restreindroit le nombre des pensionnaires & des gens en place dans le Parlement, quoique ce soient des

24 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

17 Mars. opérations qui d'ailleurs me paroissent extrêmement nécessaires. J'ose donc me flatter que la Chambre secondera par son concours ma proposition , » pour qu'il soit permis de dresser un Bill aux fins d'une représentation juste & égale du peuple d'Angleterre dans le Parlement ».

LE LORD NORTH répond, que M. Wilkes, quelque peine que puisse lui faire d'ailleurs l'état actuel de la représentation en Angleterre, doit pourtant se trouver assez bien des effets de la constitution par rapport à lui, dans le succès dont ses brigues ont été couronnées tant dans Londres où on l'a vu Lord-Maire que dans le comté de Middlesex qui l'a choisi pour son député au nouveau Parlement : qu'il ne croit pas que M. Wilkes se soit sérieusement flatté que la Chambre pût consentir à se former en comité pour délibérer sur sa proposition : que si elle étoit admise à l'examen, elle éprouveroit les plus vives contradictions de la part de ceux à la disposition de qui sont les bourgs qu'il a traités si durement, & qui ne sacrifieroient pas aisément à une chimère de réformation les avantages réels qui sont attachés à cette espèce de propriété : que l'amputation n'est pas toujours salutaire, & qu'il ne faut pas la risquer légèrement, soit en politique soit en chirurgie : que les épreuves de cette nature sont quelque fois très-fatales aux constitutions des corps naturels ou des Etats ; & enfin qu'il voit tout le mal que la proposition de M. Wilkes peut faire, mais nul bien qui en puisse résulter.

M. WILKES réplique en peu de mots sur le même ton de plaisanterie, & sa motion est rejetée sans qu'il soit nécessaire d'aller aux voix.

18 Mars. On reçoit au palais de Glocester des nouvelles satisfaisantes de Rome sur la santé du duc & de la duchesse de Glocester, ainsi que du prince leur fils,

Le duc de Wirtemberg, accompagné du

lord Barrington , secrétaire de la guerre , & des principaux officiers du corps de l'artillerie , se rend au parc de Woolwich , pour être présent à une épreuve de plusieurs pieces de canon , ensuite il parcourt avec le lord Sandwich , premier lord de l'Amirauté , les chantiers de Woolwich , de Greenwich & de Deptford.

18 Mars.

Mort du lord Jean de Courcy , baron de Kinsale. Ce lord avoit passé toute sa jeunesse dans une classe obscure du service de la marine. Lorsqu'il hérita du titre , ce ne fut qu'après beaucoup de tems & de peines qu'il parvint à faire reconnoître ses droits. Il jouissoit d'une pension de 400 l. sterl. sur les fonds de l'Irlande , & il l'avoit obtenue en considération du délabrement dans lequel il avoit trouvé les affaires de cette ancienne & illustre maison. Le Ministère ne s'y étoit porté que pour empêcher que la demande en fût faite en plein Parlement. Ceux qui soutenoient ce lord reprochoient à la Cour la profusion avec laquelle se donnoient les pensions même à des Princes étrangers , pour liquider leurs prétentions déraisonnables à la suite de la dernière guerre , tandis qu'un des plus nobles d'entre les Lords se trouvoit dans le plus pressant besoin.

Cette famille est très-ancienne. Le privilege de son chef , de se couvrir & de rester couvert devant le Roi , dont ne jouit aucune autre

26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

18 Mars. famille de pairs des trois royaumes , a été accordé à un de ses ancêtres par le Roi Jean , pour récompenser , suivant l'usage de ce tems-là , la bravoure qu'il avoit montrée dans un combat singulier avec un champion François. Tous les nouveaux titulaires ne négligent aucunes des précautions nécessaires pour maintenir leur droit. Un de ces Barons qui venoit d'hériter du titre , ayant été présenté à George I. un jour de gala , il assista , le chapeau sur la tête , au bal paré où il y avoit une prodigieuse affluence de seigneurs & de dames de la Cour. Non content de s'être couvert , & voulant jouir de sa prérogative dans toute son étendue , il gardoit toujours son chapeau. Le Roi , qui trouva ce procédé peu honnête , voulut lui faire une leçon. Le Baron passant près de lui , il l'appelle , lui ôte son chapeau , le lui met à la main , & lui dit avec bonté & en fouriant : » Milord Kinsale , je ne vous conteste pas le droit d'user de votre privilege en ma présence ; mais je vous demande à vous-même s'il est honnête de rester le chapeau sur la tête devant les dames «.

Le *Swift* , vaisseau munitionnaire , parti de Portsmouth pour Boston le 16 , avec plusieurs autres bâtimens de transport , sous le convoi de la frégate de guerre le *Triton* , prend feu à la mer , & saute en l'air devant le port de Torbay. Quelques officiers du vingt - neuvieme régiment d'infanterie périssent par ce désastre.

Ils s'étoient jettés dans une chaloupe qui a chaviré. Le vaisseau a été consommé avec toutes les provisions. On a sauvé la plus grande partie des passagers & de l'équipage. A quatre heures du matin l'explosion de la soute aux poudres termina cette scene affreuse. Il n'y avoit pas deux ans que le vingt-neuvieme régiment étoit de retour en Angleterre, & c'est par le fatal crédit de ses commandans qu'on l'a fait passer avant quatorze autres pour l'embarquement.

18 Mars.

La frégate le *Seaford*, de vingt canons, & le *Dealcastle*, de vingt-quatre, appareillent de Plimouth, la premiere pour l'île d'Antigoa, & l'autre pour Terre-Neuve, & la *Perle*, de trente-deux, pour Corke.

On tire des détachemens de l'hôpital des Invalides de marine, pour remplacer sur les vaisseaux de gardes les hommes qu'on a fait passer sur les vaisseaux en armement.

Les hommes sont aussi rares pour le service de terre que pour celui de mer. A la fin de la guerre derniere le Gouvernement gardoit la paie des hommes non effectifs, & il n'y a pas fort long-tems encore qu'on ne donnoit que trois guinées & demie d'engagement ; mais les officiers recruteurs ont ordre aujourd'hui d'offrir jusqu'à six guinées par homme.

On apprend par une lettre de Dublin qu'au lieu de six régimens qui composoient ci-devant

18 Mars.

la garnison de cette ville, il n'y a plus que deux régimens avec la compagnie d'artillerie : la lettre finit par un de ces traits qui sont connus en Angleterre sous le nom de sel hibernois. » Les commissions d'officiers qui coûtoient très-cher il y a deux ou trois ans, sont aujourd'hui si décréditées, que celui qui en auroit eu une pour rien n'en retrouveroit pas son argent «.

On apprend que les Insurgens ont pris dans le Canada pour plus de 40,000 l. sterl. de peaux de castor & autres pelleteries.

Chambre des Communes.

M. Hartley demande que le Ministère produise un état des dépenses de la marine. Il observe que les estimations ou apperçus sont communément d'un bon tiers au-dessous du vrai montant des articles : que sous le titre de dette de la marine, de services auxquels on n'avoit point pourvu & d'extraordinaires, il s'est introduit peu-à-peu une habitude de confiance dans les Ministres qui les rend maîtres absolus de la bourse du public ; & que dans le moment actuel il faut que le Parlement redouble d'attention sur la conduite des Ministres qui pourroient, à la faveur de cet abus, dépenser des sommes immenses, sans que la Chambre en eût la moindre connoissance. Il avoue que si le Ministère s'obstine à faire un mystère de sa conduite à cet égard, on feroit des efforts inutiles pour triompher

de sa résistance ; mais il presse les Ministres ,
 par la considération de leur propre honneur ,
 de donner un compte des dépenses de l'année
 dernière , qui comprenne les sommes em-
 ployées pour les transports , ainsi que la dette
 de la marine.

 18 Mars.

Le lord North répond que l'administration ne voudroit ni ne pourroit faire aucun mystere à la Chambre : que dans tous les tems il a fallu faire des dépenses dont il étoit impossible de rendre un compte précis : qu'on ne peut pas prévoir ce que seront des extraordinaires , ni à quoi ils se monteront : que les états viennent toujours dans leur tems sous les yeux de la Chambre qui peut alors juger si l'on a abusé de sa confiance , & punir les prévaricateurs ; qu'au surplus il offre de mettre sous les yeux de la Chambre les comptes qui se trouveront être prêts.

M. Hartley insiste pour avoir celui des billets de marine pour vivres & transports au 29 Février 1776 ; & celui de l'augmentation de la dette de la marine dans l'intervalle du 31 Décembre 1774 au 31 Décembre 1775 , avec la spécification des articles.

Le Roi passe en revue , dans la plaine de Wrinbledon , les détachemens des trois régi-
 mens des Gardes , dont les officiers ont pris le même uniforme que les soldats. Sa Majesté a paru très-contente des exercices & évolutions. Parmi une foule immense de spectateurs , on a remarqué un chef de Sauvages vêtu dans le

 19 Mars.

30 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

19 Mars.

costume de son pays, le visage bariolé de rouge, & une hache de guerre à la main. On assure qu'après avoir admiré la vivacité & la précision des manœuvres, il s'est écrié : » Tout cela est fort beau ; mais il faudra voir en Amérique ». Le prince de Galles à cheval & en uniforme a assisté à cette revue, ainsi que le duc régnant de Wirtemberg.

Quelques soldats de ces détachemens ont eu recours à diverses ruses pour se dispenser de marcher. Les uns se sont fait arrêter pour dettes ; mais le corps a payé, & on les a retirés de prison. D'autres ont mis en gage des effets ou marchandises qu'on leur avoit confiés pour y travailler, délit pour lequel ils étoient sûrs d'être condamnés à un mois de prison ; mais le juge, démêlant la connivence, les a remis au sergent qui les réclamoit. D'autres enfin ont insulté les passans, pour avoir occasion de se battre & de mériter la prison. Un de ceux-ci, bien étrillé par un domestique, a fait l'aveu de son dessein devant le peuple attroupé pour juger le combat. — Le parti de l'opposition augure de ces divers événemens, que le gros de ces troupes ne secondera pas d'un cœur bien joyeux les vues de conquête du Gouvernement. Il croit voir dans ces gens-là autant de martyrs de la bonne cause, qui sacrifient leur liberté individuelle à l'intérêt de la liberté Américaine.

Assemblée générale de quartier des actionnaires de la Compagnie des Indes. — Le Vice-

Président produit les comptes ordinaires de profit & de perte, d'où il résulte que la créance du Gouvernement s'est trouvée, au premier Mars, réduite de 1,400,000 livres à 420,000 livres, & qu'à tous autres égards les affaires de la Compagnie sont en très-bonne posture.

19 Mars.

M. Fitzgerald demande qu'il soit pris jour pour délibérer sur le tonnage des vaisseaux employés par la Compagnie, déclarant qu'il a sur cet article d'importantes améliorations à proposer. Il appuie sa motion sur un arrêté de l'Assemblée générale de l'année 1774, qui recommande aux Directeurs de s'occuper de cet objet. Il se plaint de quelques persécutions que son zèle lui a attirées, & de l'indifférence avec laquelle la Compagnie paroît l'accueillir.

Le Vice-Président répond sur l'objet du tonnage que c'est une matière qui demande les plus mûres réflexions, & par rapport à laquelle il faut d'autant moins se presser de prendre une résolution définitive, que les gens les plus éclairés sont bien loin de convenir ensemble dans leur opinion; & il justifie la direction des reproches que lui a faits M. Fitzgerald pour ce qui lui est personnel.

M. Maclean observe que mal-à-propos on veut faire juger cette affaire par une assemblée générale, puisque c'est accuser de négligence le Conseil de direction, & par une assemblée générale de quartier où il semble

19 Mars.

qu'on ait voulu la rapporter par surprise , puisque , suivant l'usage de tous les tems , on auroit dû en prévenir l'assemblée , qui alors seroit devenue spéciale pour cet objet. Il avance que peut-être le tonnage a-t-il déjà souffert de trop fortes diminutions, puisqu'une grande partie des produits de l'année dernière est restée dans l'Inde faute de bâtimens pour les charger.

M. Fitzgerald est soutenu par plusieurs actionnaires qui cependant le décident à retirer sa motion , en recommandant d'un autre côté aux Directeurs de donner à cet objet important la plus sérieuse attention.

M. Elliot exhorte l'Assemblée à s'occuper de la situation critique des affaires dans l'Inde, & sur-tout à Bombay. » J'avoue , dit-il , que l'intérêt de la Compagnie exige qu'elle y étende son territoire ; mais il me paroît que cela auroit dû se faire plutôt par la négociation que par les armes ; & que si une guerre étoit indispensable , on a mal pris son tems pour la faire, & aussi mal choisi les moyens ». Il parle aussi des intérêts de la Compagnie sur la côte de Coromandel , touche légèrement le caractère & les sentimens du Nabob d'Arcot , & l'état actuel du Tanjour. J'attens d'excellentes choses , dit-il , du lord Pigot ; mais je crois qu'il est de la plus grande nécessité de lui nommer un successeur pour le cas de mort ou d'autre accident.

La suite au N° V.

Lettre

*Lettre d'un Banquier de Londres ,
à M*** à Anvers.*

De Londres le 15 Juin 1776.

JE me suis engagé, Monsieur, à vous faire bien connoître le fameux Pamphlet Américain, le *Sens commun*, attribué à un fameux proscrit, M. Adams, un des Députés de la Nouvelle-Angleterre au Congrès général. Il ne faut point se dissimuler que les fâcheuses circonstances où M. Adams se trouve doivent avoir allumé sa bile républicaine. J'ai donc cru devoir méditer sur quelques-unes de ses assertions, pour ne pas m'égarer en le suivant dans ses emportemens. Je suis bien aise de savoir par quelles raisons il prouve que la séparation est nécessaire & indispensable, & ne peut pas se différer; mais quand je verrai ce nouvel Ajax saisi par son accès, je m'écarterai de lui pour discuter tranquillement avec vous le point sur lequel il m'aura paru se répandre en vaines déclamations. Il s'en est permis de violentes contre la Royauté. J'espère pourtant vous faire voir que ce n'est pas la forme de gouvernement qu'il abhorre le plus dans son cœur; & que dans la fureur qui le transporte, il s'est trompé sur le véritable objet de sa haine. Vous me rendrez sûrement la justice de croire que je l'ai traduit avec une fidélité scrupuleuse. Les lacunes que vous

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

trouverez font ou des redites , ou des amplifications dont je vous aurai donné le texte , ou des morceaux que vous avez déjà vus dans ma Lettre du 4 Mai , & que je n'ai pas jugé très-essentiels dans cette nouvelle traduction.

M. Adams va parler.

» Suivant quelques Ecrivains la Société &
» le Gouvernement seroient une seule & même
» chose. Il est pourtant vrai que non-seulement
» il y a une grande distance de l'un à l'autre ,
» mais encore que leur origine n'est pas la
» même. Nos besoins ont produit la société ,
» & nos vices le gouvernement. La société
» fait notre bonheur *positivement* en unissant
» nos affections : le gouvernement le fait *né-*
» *gativement* en mettant un frein à nos vices.
» La communication résulte de l'une , & les
» distinctions naissent de l'autre. Punir & pro-
» téger sont les fonctions des deux , & assuré-
» ment de nature très-distincte «.

» Telle qu'elle soit , la société est un bien ;
» & le gouvernement dans sa plus grande per-
» fection n'est qu'un mal nécessaire «.

Vous reconnoissez , Monsieur , dans ces premières idées sur le gouvernement , celles de tous les peuples policés. Il est constant que l'administration la plus parfaite n'est qu'un mal nécessaire , puisque c'est la foiblesse de notre nature qui lui donne l'existence. L'Auteur ajoute que , » lorsqu'un gouvernement est dé-
» térioré autant qu'il soit possible , il devient
» intolérable , & qu'il vaudroit autant retôm-

» ber dans l'anarchie «. On voit jusqu'où le
 » menera cette opinion. Il est inutile de le suivre
 » quand on est persuadé que le plus mauvais
 » gouvernement est préférable à l'anarchie qui
 » est essentiellement le despotisme de tous. Ce
 » qu'il dit de la formation & de l'accroissement
 » des Sociétés pour arriver à la nécessité d'un gou-
 » vernement, se trouvant par tout, je me suis
 » dispensé de le traduire. » C'est, dit-il, dans
 » la nature qu'il prend l'idée d'un gouverne-
 » ment. En conséquence il doit y régner une
 » grande simplicité, par la raison que plus une
 » machine est simple, moins elle est sujette à
 » se déranger «. Voilà un principe dont il faut
 » se souvenir; il me paroît convenir merveilleu-
 » sement à la monarchie illimitée & héréditaire,
 » & nullement au plan que l'Auteur proposera
 » pour l'Amérique. D'après cette maxime, il exa-
 » mine la constitution Angloise qu'il met au-
 » dessous même des gouvernemens absolus.

» La constitution de l'Angleterre fut sans
 » doute quelque chose de sublime pour les
 » tems de ténèbres & d'esclavage qui la virent
 » naître. Lorsque le despotisme subjugoit
 » tout, le plus léger effort pour s'en affranchir
 » étoit une entreprise hardie & glorieuse. Mais
 » il est aisé de démontrer que cette constitu-
 » tion est imparfaite, qu'elle est sujette à des
 » convulsions, & incapable de produire ce
 » qu'elle paroît promettre. Elle est si singulière-
 » ment compliquée, que la nation pourroit être
 » malade pendant une suite d'années, sans

36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» qu'on pût découvrir à quelle partie le mal se
» seroit attaché. Les uns diront d'une façon ,
» ceux là d'une autre ; & chaque Médecin po-
» litique prescrira un régime différent.

» Je fais qu'on extirpe difficilement un pré-
» jugé inhérent au sol , & que le tems y a vu
» vieillir ; mais examinons les parties consti-
» tuantes du gouvernement Anglois , & nous
» trouverons qu'elles sont les méprisables
» restes de deux anciennes tyrannies où entrent
» quelques nouveaux matériaux républicains.
» Ce sont les restes d'une monarchie tyrân-
» nique dans la personne du Roi.

» Les restes d'une tyrannie Aristocratique
» dans la chambre des Pairs.

» Les nouveaux matériaux républicains dans
» celle des Communes , de la vertu desquelles
» dépend la liberté de l'Angleterre.

» Le Roi & les Pairs , comme héréditaires ,
» sont indépendans du peuple ; ainsi , *dans un*
» *sens constitutionnel* ils ne contribuent en rien
» à la liberté de l'Etat.

» Dire que la constitution de l'Angleterre
» est l'*union* de trois pouvoirs qui se balancent
» réciproquement , c'est une puérité dont les
» termes se contredisent.

» Dire que l'autorité des Communes tempere
» celle du Roi , c'est supposer deux choses.

» Premièrement , qu'il ne faut mettre de
» confiance dans le Roi qu'en le surveillant ,
» ou , en d'autres mots , que la soif du pou-
» voir absolu est une maladie propre à la Mo-
» narchie.

2°. » Que les Communes étant chargées de
» surveiller le Roi, sont ou plus sages que lui,
» ou plus dignes de notre confiance.

» Mais, comme la même constitution qui
» donne aux Communes un pouvoir de con-
» trainte sur le Roi, en faisant dépendre d'elles
» les subsides, donne ensuite au Roi le même
» pouvoir de contrainte sur les Commu-
» nes, par la faculté qu'il a de rejeter tous
» leurs autres bills, il doit en résulter que le
» Roi est plus sage que ceux qu'on a déjà sup-
» posé être plus sages que lui. Quelle absur-
» dité ! «

Arrêtons-nous un moment, Monsieur, sur
ce que l'Auteur dit de la soif du pouvoir ab-
solu. Vous mettez sûrement une grande diffé-
rence entre *gouvernement illimité* & *gouverne-
ment absolu*. Ce dernier doit être un gouver-
nement où il n'y auroit de loi que le caprice
du Souverain. J'appellerois illimité celui dont
le Souverain est chargé seul de maintenir la
loi & de la perfectionner. Je voudrois donc
que M. Adams eût dit que la soif du pouvoir
illimité est une maladie propre à la monarchie
limitée.

» Plusieurs Auteurs ont donné l'explication
» suivante de la constitution Angloise : Le Roi,
» disent-ils, est une chose, le peuple en est une
» autre. Les Pairs composent une Chambre
» en faveur du Roi, & les Communes en com-
» posent une autre en faveur du peuple. Tout

38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» cela ressemble bien à une maison divisée
 » d'avec elle-même . . . Cette explication
 » de la constitution Angloise suppose cette
 » question préliminaire ; *comment le Roi est-il*
 » *parvenu à un pouvoir que le peuple craint de lui*
 » *confier , & que ce même peuple est toujours*
 » *obligé de retenir ?* Un tel pouvoir n'a pas pu
 » être donné par un peuple sage ; & tout pou-
 » voir *qui a besoin d'être retenu* ne peut prove-
 » nir de Dieu. Cependant l'établissement que
 » forme la constitution Angloise suppose que
 » ce pouvoir existe.

» Mais cet établissement ne remplit pas son
 » objet : les moyens n'y conduisent pas ; &
 » toute l'affaire se détruit elle-même. Comme
 » le plus grand poids entraîne toujours le plus
 » léger : & comme toutes les roues d'une ma-
 » chine sont mises en mouvement par une
 » seule roue ; il s'agit uniquement de savoir
 » quel est le pouvoir qui , dans la constitution,
 » a le plus de poids : c'est celui-là qui gouver-
 » nera. Quoique les autres roues ou une partie
 » puissent gêner & ralentir la rapidité du mou-
 » vement de la machine ; néanmoins , tant
 » qu'elles ne pourront pas l'arrêter, leurs ef-
 » forts seront inefficaces. La première force
 » motrice aura définitivement son effet ; & le
 » tems suppléera au défaut de célérité.

» Tout le monde fait que la couronne est
 » cette partie prépondérante dans la constitu-
 » tion Angloise, uniquement parce qu'elle est

» la dispensatrice des places & des pensions.
 » Ainsi, quoique nous ayons été assez prudents
 » pour fermer la porte à la monarchie abso-
 » lue, nous avons en même tems été assez fous
 » pour mettre la couronne en possession de la
 » clé.

» C'est le préjugé national bien plus que la
 » raison qui nourrit l'affection des Anglois pour
 » leur gouvernement, réparti entre le Roi,
 » les Pairs & les Communes. La liberté indi-
 » viduelle est sans contredit plus en sûreté en
 » Angleterre que dans quelques autres Etats ;
 » mais la *volonté* du Roi est tout autant la *loi*
 » du pays dans la Grande-Bretagne qu'en
 » France, avec cette différence qu'au lieu d'é-
 » maner directement de sa personne, elle ar-
 » rive au peuple sous la forme terrible d'un
 » acte du Parlement. Je suis étonné que l'Au-
 » teur Américain n'ait pas ajouté, *qui n'écoute*
 » *point de remontrances.* » Le sort de Charles pre-
 » mier n'a fait que rendre nos Rois plus avisés,
 » mais non pas plus justes ».

Le seconde section de cet Ouvrage traite
 de la monarchie & de la succession hérédi-
 taire. Après avoir établi que l'anarchie est
 préférable à la constitution Angloise, l'Au-
 teur entreprend de faire voir que la royauté
 est un abus par deux raisons : 1°. parce que
 la nature n'a point distingué les hommes en
 Roi & en sujets, comme elle les a distingués
 en mâles & femelles : & 2°. parce que dans les
 tems très-anciens il n'y avoit point de Rois,

40 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

Sa première raison est pitoyable, puisque la royauté, comme tout gouvernement quelconque résulte évidemment des propriétés pour lesquelles la nature n'a pas marqué plus de distinctions. Quant à l'autre raison, l'Auteur oublie le principe qu'il a établi, que c'est l'imperfection de notre nature qui a donné l'être aux gouvernemens. Tout ce qu'il avoit droit de dire, pour être conséquent, c'est que la royauté est un gouvernement moins parfait que celui de Dieu même, auquel elle a succédé. Il observe qu'elle a attiré la malédiction de Dieu sur les enfans d'Israël. Mais est-ce que l'homme n'aura pas toujours lieu de redouter son changement de condition, quand son cœur pervers lui fera quitter le mieux pour le pire ? Les mêmes anathêmes menacent ceux qui préféreroient l'anarchie : fût-ce au plus mauvais gouvernement. Il attaque avec aussi peu de raison la succession héréditaire qui assure la permanence de tous les Etats où elle est établie, & qui, en somme, est un bien si précieux pour l'humanité, tels & si grands que puissent être ses inconvéniens relativement à quelques individus ou à quelques points dans l'espace. C'est ce que justifie l'histoire d'Angleterre, puisque nonobstant huit guerres civiles, & dix-neuf rébellions qui ont eu lieu sous trente-deux regnes & deux minorités ; cet état se soutient encore malgré toutes ses imperfections : grâces à ce que le droit héréditaire y a été respecté même dans les révolutions.

Tout ce que vous venez de voir, Monsieur, fait la matière d'une très-longue dissertation dans ce pamphlet Américain, où je soupçonne par la foiblesse des raisons contre la royauté, qu'on n'a pas eu intention de lui porter des atteintes sérieuses. Vous trouverez l'Auteur bien plus fort sur les vices de la constitution Angloise & sur les intérêts de l'Amérique.

» On a écrit des volumes sur la querelle de
 » l'Amérique. Des gens de toute espèce s'en
 » sont mêlés d'après divers motifs, & dans
 » des vues très-différentes. Tout ce qui s'est
 » dit de part & d'autre n'a servi à rien. Le
 » tems de discuter est passé. Le Roi a mieux
 » aimé en venir à un défi, & notre continent
 » l'accepte.

» M. Pelham, (Ministre habile, quoiqu'il
 » eût ses défauts) étant attaqué dans la cham-
 » bre des Communes sur ce que ses opéra-
 » tions étoient d'une nature à ne pouvoir du-
 » rer, répondit : *qu'elles durent autant que moi,*
 » *& je suis content.* Si dans ce moment-ci
 » les Américains pensoient d'une manière
 » aussi dangereuse & aussi basse, leurs descen-
 » dans ne se souviendroient d'eux qu'avec
 » horreur.

» Le soleil n'a jamais vu les hommes occu-
 » pés d'un plus grand intérêt. Ce n'est point
 » ici l'affaire d'une ville, d'un comté, d'une
 » province, d'un royaume; il s'agit d'un im-
 » mense continent, il s'agit au moins de la hui-
 » tième partie du globe habité. Ce n'est point

42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» l'affaire d'un jour , d'une année , d'un siècle :
» la postérité est virtuellement enveloppée dans
» la querelle ; & ce qui se fait aujourd'hui
» l'affectera plus ou moins , même jusqu'à la
» fin des tems. C'est dans ce moment ci qu'il
» faut faire germer l'union , la foi & l'honneur
» du continent Américain. La moindre inci-
» sion à cette jeune plante s'agrandira avec le
» tems , & la postérité lira notre lâcheté en gros
» caracteres.

» Du moment où l'on a laissé la dispute
» pour en venir aux armes , une nouvelle
» époque a commencé ; une révolution s'est
» faite dans les esprits. Tous les plans , toutes
» les propositions antérieures au 19 Avril
» 1775 , jour mémorable de l'affaire de
» Lexington , ne sont plus que de vieux al-
» manachs. Nous respirons dans un autre
» siècle...

» Comme il a été dit beaucoup de choses
» sur les avantages d'une réconciliation , &
» qu'elles n'ont abouti à rien , il est juste que
» nous examinions le côté opposé , & que nous
» fassions observer quelques-uns des torts réels
» que les colonies souffrent & souffriront tou-
» jours , tant qu'elles seront unies avec la
» Grande - Bretagne ou qu'elles dépendront
» d'elle. Discutons donc cette union & cette
» dépendance d'après les principes de la nature
» & du sens commun. Voyons ce qui nous
» arrivera si nous nous séparons , ou si nous
» restons dans la dépendance.

» J'ai entendu assurer que comme l'Améri-
 » que a prospéré sous son ancienne liaison avec
 » la Grande - Bretagne , cette même liaison
 » étoit nécessaire pour sa prospérité future , &
 » qu'elle produiroit toujours les mêmes effets.
 » Rien n'est plus illusoire que cette manière
 » de raisonner. Nous pouvons tout aussi bien
 » assurer que parce qu'un enfant a profité avec
 » du lait , il ne doit jamais prendre d'autre
 » nourriture , ou que les vingt premières an-
 » nées de notre vie doivent servir de modèle
 » aux vingt années suivantes. Mais je ne con-
 » viens pas même du bien que ce régime passe
 » pour avoir fait à l'Amérique ; & je n'hésite
 » point à déclarer que l'Amérique auroit prof-
 » péré tout autant , & probablement bien da-
 » vantage si aucune puissance Européenne ne
 » s'étoit mêlée de ses affaires. Le commerce par
 » lequel elle s'est enrichie consiste dans les
 » choses de premier besoin ; & elle trouvera
 » toujours de quoi vendre , tant que l'Europe
 » conservera l'usage de manger.

» D'autres disent : l'Angleterre nous a pro-
 » tégés. Moi , je leur demanderai , comment ?
 » Qu'a-t-elle fait de plus que de défendre le
 » Continent à nos dépens comme aux siens ?
 » N'auroit-elle pas protégé de même la Tur-
 » quie pour aggrandir son commerce & sa do-
 » mination ?

» Que la Grande - Bretagne renonce à ses
 » prétentions sur le Continent, ou que le Con-
 » tinent secoue le joug de la dépendance, nous

44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» aurons la paix avec la France & l'Espagne
» quand ces deux Puissances seront en guerre
» avec elle. . . .

» Mais , dit on , la Grande-Bretagne est la
» Mere-Patrie. Eh bien , sa conduite en est
» d'autant plus blâmable. Les animaux les plus
» féroces ne dévorent point leurs petits ; & les
» sauvages ne font point la guerre à leurs fa-
» milles. . . . C'est l'Europe , & non pas l'An-
» gleterre qui est la Mere-Patrie de l'Amé-
» rique. Ce nouveau monde a été l'asile des
» malheureux qui ont été persécutés dans tou-
» tes les parties de l'Europe , pour avoir voulu
» conserver leurs libertés civiles & religieuses.
» C'est ici qu'ils se sont réfugiés , non pas pour
» se dérober aux tendres embrassemens d'une
» mere , mais pour échapper aux cruautés d'un
» monstre impitoyable. Cela est si vrai relati-
» vement à l'Angleterre , que la même tyran-
» nie , qui a chassé de chez elle les premiers
» émigrans , est encore celle qui ne cesse de
» poursuivre leurs descendans.

» Dans cette vaste partie du globe , à peine
» appercevons-nous le cercle étroit de trois
» cens soixante mille (l'étendue de l'Angle-
» terre) : notre amitié se déploie sur une
» échelle bien plus grande. Nous voulons être
» les freres de toute la Chrétienté.

» C'est une chose plaisante que la gradation
» bien compassée par laquelle on parvient à
» surmonter la force du préjugé national à
» mesure qu'on voit du pays. Demeure-t-on

» dans la même rue, si on se trouve ailleurs on
» se traite de voisins : un peu plus loin , on
» est de la même paroisse : à quelques lieues
» de chez soi , de la même ville : hors de la
» province , on est *Yorkshire-man* , *Cheshire-*
» *man* , *Londoner*. Si dans leurs excursions
» étrangères deux Anglois se rencontrent, tous
» ces petits souvenirs de rue , de paroisse , de
» ville & de province se confondent dans le
» nom d'*Englishmen*. Par une juste parité de
» raisonnement tous les Européens qui se ren-
» contrent en Amérique, ou dans quelque autre
» partie du globe , sont *Countrymen* (Compa-
» triotes). L'Angleterre , la Hollande , l'Alle-
» magne ou la Suede , vis-à-vis du globe en-
» tier , sont comme les divisions de rue , de
» ville & de province sur de plus petites échelles ;
» distinctions trop limitées pour les esprits du
» continent Américain. Dans cette province
» de Pensilvanie , il n'y a pas un tiers des ha-
» bitans qui soit d'origine Angloise. J'ai donc
» raison de rejeter le titre de Mere - patrie ,
» appliqué à l'Angleterre , parce qu'il présente
» une idée fausse , petite & indigne de l'une &
» de l'autre

» On a avancé que les forces réunies de la
» Grande Bretagne & des Colonies pouvoient
» défier toutes les autres puissances de la terre.
» Premièrement c'est avancer beaucoup ; car
» le sort de la guerre est incertain. Ensuite ,
» c'est une assertion vuide de sens. Jamais
» l'Amérique ne souffrira qu'on lui enleve une

46 AFFAIRES DEL'ANGLETERRE

» partie de ses habitans pour soutenir les
» armes Britanniques en Asie, en Afrique ou
» en Europe.

» Qu'avons-nous besoin de faire la guerre
» à toute la terre ? Notre plan est le com-
» merce, & ce commerce bien suivi nous assu-
» rera la paix & l'amitié de toute l'Europe,
» parce qu'il est de son intérêt que le conti-
» nent de l'Amérique soit pour elle un
» port franc. Ici le commerce sera toujours
» protégé ; & , comme nous n'avons ni or
» ni argent, notre sol sera à l'abri des inva-
» sions....

» L'Europe étant notre marché pour le
» commerce, nous ne devons point nous lier
» exclusivement avec aucune de ses parties.
» Il est du véritable intérêt de l'Amérique de
» décliner toutes les querelles Européennes.
» C'est ce qu'elle ne pourra jamais faire, tant
» que par sa dépendance de l'Angleterre, elle
» servira à compléter son poids dans la balance
» politique.

» Il y a trop d'Etats en Europe pour que la
» paix y subsiste long-tems. Dès qu'une guerre
» se déclare entre l'Angleterre & quelque Puif-
» sance étrangere, le commerce de l'Amérique
» est ruiné à cause de ses liaisons avec la Grande-
» Bretagne....

» L'autorité de la Grande-Bretagne sur l'A-
» mérique, est une forme de gouvernement
» qui tôt ou tard doit avoir une fin, & qui ne
» nous donne qu'une constitution passagere.

» Comme peres, cette vérité est affreuse pour
 » nous, puisque nous ne pouvons rien laisser
 » de certain à nos enfans. Or, puisqu'ils seront
 » chargés de nos dettes, travaillons au moins
 » à leur assurer leur existence. Autrement,
 » nous les traitons indignement & en peres
 » barbares. Anticipons sur l'avenir : prenons
 » ces enfans par la main, montons avec eux
 » sur le faite du temple : de-là contemplons ce
 » que quelques craintes & quelques préjugés
 » cachent aujourd'hui à nos yeux : prome-
 » nons nos regards sur la désolation répandue
 » dans nos villes & dans nos campagnes par
 » les armes Britanniques, sur Boston, sur Nor-
 » folk, &c. &c.

» Il n'est pas au pouvoir de la Grande-Bre-
 » tagne ou de l'Europe de conquérir l'Améri-
 » que, si l'Amérique ne leur facilite pas cette
 » conquête ou par irrésolution, ou par timidité.
 » L'hiver actuel vaut un siècle ; mais il faut le
 » mettre à profit. Si l'occasion est manquée,
 » tout le Continent partagera le malheur des
 » Bostoniens ; & il n'y a point de trop rude
 » châtiment pour l'homme de quelque classe
 » ou condition qu'il soit, & en quelque lieu
 » qu'il habite, qui sera cause de la perte d'un
 » moment si précieux. . . .

» Puisqu'il n'y a que les armes qui puissent
 » décider la question ; pour l'amour de Dieu
 » hâtons une séparation définitive, & ne souf-
 » frons point que la génération prochaine s'en-
 » tregorge sous les noms de peres & d'enfans,

48 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» noms qui ne seront plus sacrés , & qui n'au-
 » ront plus aucun sens.

» Il est absurde & ridicule de dire que l'An-
 » gleterre se conduira mieux à notre égard.
 » On s'étoit flatté de cet espoir à la révocation
 » de l'acte du timbre. Deux années au plus
 » nous ont détrompés. C'est comme si on di-
 » soit que des nations qui ont été une fois bat-
 » tues ne se rebattront jamais.

» Quant à ce qui regarde l'administration ;
 » il n'est pas possible que la Grande-Bretagne
 » se charge de celle de l'Amérique. C'est une
 » affaire trop importante & trop embrouillée
 » pour qu'elle puisse être menée avec quelque
 » sorte de convenance par une Puissance si
 » éloignée de nous , & qui nous connoît si peu.
 » De même qu'elle ne peut pas nous conqué-
 » rir , il lui est impossible de nous gouverner.
 » Etre toujours dans l'obligation de traverser
 » quinze ou dix-huit cents lieues de mer avec
 » un rapport ou une pétition à la main : at-
 » tendre pendant quatre ou cinq mois une ré-
 » ponse , & cinq ou six autres pour son inter-
 » prétation , c'est en vérité un état de soumis-
 » sion & de perplexité qui , dans quelques an-
 » nées , sera regardé comme la plus grande des
 » extravagances & des puérités. . . . Il fut un
 » tems où cela étoit convenable ; mais voici
 » le moment où cela doit cesser α.

Je suis fâché , Monsieur , que l'Auteur ait
 dit plus haut qu'il ne croyoit point que la
 protection de la Grande-Bretagne eût jamais
 été

» été nécessaire & avantageuse à l'Amérique ;
 » & que même elle lui avoit fait tort. Pour
 » quoi, dit-il ici, *il fut un tems où cela étoit con-*
 » *venable ?*

» Que de petites îles qui ne peuvent se dé-
 » fendre elles-mêmes, soient protégées par des
 » royaumes, cela est tout naturel ; mais il
 » est absurde de vouloir qu'un continent soit
 » éternellement gouverné par une île. La na-
 » ture n'a point fait le satellite plus grand que
 » sa planète. Comme l'Angleterre & l'Améri-
 » que, l'une à l'égard de l'autre sont l'inverse
 » de l'ordre de la nature ; il est évident qu'el-
 » les appartiennent à des systèmes différens,
 » l'Angleterre à l'Europe, & l'Amérique à elle-
 » même. . . .

» Puisque la Grande-Bretagne n'a point
 » montré le moindre desir d'entrer en arran-
 » gement ; nous pouvons être sûrs de n'obte-
 » nir aucunes conditions que le Continent
 » puisse honorablement accepter, ou qui nous
 » dédommagent en aucune maniere, du sang
 » & de l'or que cette contestation nous a dé-
 » jà coûté.

» L'objet sur lequel nous insistons doit tou-
 » jours être en proportion avec la dépense.
 » Les trois millions que nous avons sacri-
 » fiés ne peuvent pas se racheter par l'ex-
 » pulsion du lord North, ou de la détestable
 » *Junte*. Une suppression passagere de com-
 » merce a produit un mal, qui eût peut-être
 » été suffisamment réparé par la révocation

50 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» de tous les actes dont on se plaignoit, si on
 » eût obtenu cette révocation. Mais puisqu'il
 » faut que tout le Continent prenne les armes,
 » & que tout Américain soit soldat, en vérité
 » c'est bien perdre notre tems de ne com-
 » battre que pour renverser un méprisable mi-
 » nistère : c'est acheter trop cher la révocation
 » des loix oppressives. N'est ce pas assez du
 » sang que nous avons versé pour conserver
 » notre pays ? Faut-il encore payer nos loix
 » au même prix ?

» Remettez-nous, ont crié quelques-uns de
 » nos compatriotes, sur le pied où nous étions
 » en 1763. Mais est-il aujourd'hui au pouvoir
 » de la Grande-Bretagne de faire ce qu'ils de-
 » mandent, & pense-t-on que ce soit son in-
 » tention ? En supposant qu'elle rétablît
 » les choses comme elles étoient à la fin de
 » la guerre, comment pourrions-nous comp-
 » ter sur les engagements d'une Cour aussi cor-
 » rompue & aussi fausse ? Un autre Parlement,
 » que dis-je ? celui-ci même peut revenir
 » contre ce qui aura été fait sous le prétexte de
 » violence ou de légèreté. Alors, où sera notre
 » recours ? Il n'y a point de Tribunal pour les
 » nations : les canons sont les avocats des Cou-
 » rones ; & l'épée, non de la Justice, mais de
 » la guerre, juge leurs procès.

» Pour être remis dans l'état où nous étions
 » en 1763, il ne suffit pas de rétablir les loix
 » qui existoient alors ; il faut encore que les
 » circonstances soient les mêmes : il faut que

» nos villes brûlées ou détruites soient rebâ-
 » ties : que les particuliers qui ont fait des
 » pertes en soient indemnisés en entier :
 » qu'on paye les dettes publiques que nous
 » avons contractées pour notre défense ; autre-
 » ment nous serons bien loin de cette époque
 » vraiment digne d'envie. Il y a un an que
 » l'accomplissement de cette demande auroit
 » comblé les vœux des Américains ; mais au-
 » jourd'hui il est trop tard : *le Rubicon est passé.*

» Considérons la chose sous un autre point
 » de vue. L'action de prendre les armes, uni-
 » quement pour obtenir par la force la ré-
 » vocation d'une loi pécunaire , semble aussi
 » contraire aux préceptes de Dieu & aux droits
 » de l'humanité , que celle de prendre les
 » armes , pour faire exécuter de force une
 » pareille loi. L'objet dans l'un & l'autre cas
 » ne justifie pas les moyens ; car la vie des
 » hommes est trop précieuse pour être sacri-
 » fiée à de telles misères. Ce sont les menaces
 » & les violences qui nous ont été faites ; c'est
 » la destruction de nos propriétés : c'est la dé-
 » vastation de notre patrie par le fer & par
 » le feu ; ce sont tous ces excès qui nous au-
 » torisent à prendre les armes. Nous aurions
 » dû cesser d'être sujets de la Grande-Bre-
 » tagne du moment où cette défense est de-
 » venue nécessaire. *Le premier coup de fusil tiré*
 » *contre l'Amérique* étoit l'époque précise d'où
 » l'on auroit dû dater l'indépendance de cette
 » belle partie du Monde.

52 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» J'ai toujours regardé l'indépendance de
 » ce continent comme un événement qui de-
 » voit arriver tôt ou tard. Or d'après les pro-
 » grès rapides que l'Amérique vient de faire
 » pour porter la chose à sa maturité, il est im-
 » possible que la révolution ne soit pas pro-
 » chaine. Il étoit donc inutile, lorsqu'une fois
 » l'épée a été tirée, de disputer sur un point que
 » le tems devoit résoudre, si nous n'étions
 » pas déterminés à le décider plus prompte-
 » ment. Ce seroit ruiner un bien par de longs
 » procès pour réprimer les écarts d'un fermier
 » dont le bail est prêt d'expirer. Personne n'a
 » désiré aussi vivement que moi une réconci-
 » liation avant l'époque fatale du 19 Avril

(*) Jour de la
 Bataille de
 Lexington.

» 1775 (*); mais dès la première nouvelle
 » que j'en ai eue; j'ai dit adieu à l'Angleterre.
 » Si les choses s'arrangent aujourd'hui, qu'en
 » résultera-t-il? Le voici : la ruine de l'Amé-
 » rique.

» D'abord le pouvoir de gouverner rési-
 » dant toujours dans la personne du Roi, il
 » aura toujours voix négative dans la législa-
 » tion de ce Continent. S'y trouve-t-il un ha-
 » bitant assez ignorant pour ne pas savoir que
 » suivant ce qu'on appelle la constitution ac-
 » tuelle, nous ne pourrons jamais faire de loix
 » que celles qu'il plaira au Roi de nous per-
 » mettre de faire? Y en a-t-il d'assez ineptes
 » pour ne pas voir, qu'après tout ce qui s'est
 » passé, le Roi ne permettra pas qu'on fasse
 » d'autres loix que celle qui conviendront

» à ses desseins. De-là il résulte qu'on nous
 » laissera manquer des loix qui nous sont le
 » plus nécessaires. Or, on est aussi effective-
 » ment esclave faute de loix, qu'en se sou-
 » mettant à des loix qu'on n'a pas faites soi-
 » même. Quand les choses seront arrangées,
 » qui peut douter que la Couronne ne fasse
 » en sorte de laisser ce continent dans l'état le
 » plus abject qu'il sera possible ? Au lieu d'a-
 » vancer, nous reculerons ; ou bien nous per-
 » drons tout notre tems à disputer & à redi-
 » ger des pétitions ridicules.

» Une autorité jalouse de notre prof-
 » périté est-elle faite pour nous gouverner ?
 » Quiconque répond *non est indépendant* ; car
 » notre indépendance ne consiste que dans la
 » liberté de faire nos loix....

» La négative du Roi seroit dix fois plus
 » dangereuse en Amérique qu'elle ne peut
 » l'être en Angleterre, où il refuse rarement
 » son consentement à un Bill pour mettre
 » l'Angleterre dans le meilleur état de défense
 » possible ; au lieu qu'en Amérique il ne don-
 » nera jamais son consentement à un pareil
 » Bill....

» Comme les meilleures conditions que
 » nous puissions attendre, ne peuvent produire
 » qu'un accommodement passager, ou une es-
 » pece de gouvernement de tutelle jusqu'à ce
 » que les Colonies soient majeures ; les affaires
 » dans cet intervalle resteront toujours dans
 » le désordre & le délabrement. Les Emigrans

54 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» aisés ne viendront point s'établir dans un
 » pays où la forme de gouvernement ne tient
 » qu'à un fil, & est sans cesse agitée de troubles
 » & de dissensions. La plupart des habitans
 » profiteront de l'intervale pour disposer de
 » leurs effets & quitter l'Amérique.

» Mais le plus victorieux de tous les rais-
 » sonnemens, c'est qu'il n'y a que l'indépen-
 » dance, c'est-à-dire, une forme de gouver-
 » nement propre à l'Amérique qui puisse assu-
 » rer la paix de notre continent, & le préfer-
 » ver absolument des guerres civiles. Je re-
 » doute une reconciliation, parce qu'il est plus
 » que probable qu'elle sera suivie d'une ré-
 » volte en quelqu'endroit de l'Amérique, dont
 » les conséquences peuvent nous être plus fa-
 » tales que toutes la méchanceté de la Grande-
 » Bretagne....

» La disposition générale des colonies en-
 » vers le gouvernement Britanique sera comme
 » celle d'un jeune homme qui est sur le point
 » de devenir majeur, c'est-à-dire, qu'elles
 » s'en moqueront. Un gouvernement qui ne
 » peut pas maintenir la paix, n'est nullement
 » un gouvernement. Nous donnerons donc
 » notre argent pour rien! Que pourroit faire
 » la Grande-Bretagne dont les forces n'existe-
 » ront plus que sur le papier, s'il éclatoit une
 » révolte le lendemain de la réconciliation?

» J'ai entendu dire que l'indépendance étoit
 » à redouter, parce qu'elle ameneroit des
 » guerres civiles. Rarement nos premières idées

» font-elles bien justes ; & c'est ce qui arrive
 » ici. Il y a dix fois plus à craindre d'une
 » mauvaise réunion que de l'indépendance.
 » Je me mets à la place de ceux qui ont
 » souffert , & je proteste que si je me voyois
 » expulsé de chez moi , si ma propriété &
 » tous mes biens étoient détruits : je proteste ,
 » dis-je , que comme homme , sensible à une
 » offense , jamais je n'adhérerois à une recon-
 » ciliation , ni ne me croirois lié par elle . . .

» S'il existe un juste motif de crainte par
 » rapport à l'indépendance , c'est qu'il n'y a
 » encore aucun plan d'arrêté. On ne voit point
 » par où on sortira de tout ceci. Je vais donc
 » proposer quelques-unes de mes idées à ce
 » sujet. J'annonce en même tems que je ne
 » suis nullement attaché à mon plan , & que
 » je serois ravi de voir qu'on en imaginât un
 » meilleur ».

*Projet d'une nouvelle forme de Gouvernement
 pour l'Amérique septentrionale.*

» Les assemblées de chaque province ou co-
 » lonie seront annuelles , sous la direction
 » d'un seul Président Il y aura une juste
 » répartition de Représentans. Ces assemblées
 » ne s'occuperont que de leurs affaires inté-
 » rieures , sous l'autorité d'un Congrès gé-
 » néral.

» Chaque province sera divisée en fix ,
 » huit ou dix districts qui enverront chacun
 » un nombre suffisant de Délégués au Con-
 » grès général ; de sorte qu'il y en ait au moins

56 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» trente de chacune. Tous ces Députés réunis
 » en Congrès formeront au moins le nombre
 » de 390. Chaque nouveau Congrès général
 » durera. ; & le Directeur
 » sera choisi de la manière suivante.

» Lorsque les Députés seront assemblés , on
 » tirera au sort une des provinces sur toutes
 » les treize , & ensuite tout le Congrès élira par
 » scrutin un Directeur dans le nombre des
 » trente Députés de cette province. Au Con-
 » grès suivant , la province qui doit fournir le
 » Directeur sera tirée au sort sur les douze
 » restantes , en laissant à part celle d'où le Di-
 » recteur aura été tiré dans le précédent Con-
 » grès. On procédera de la même manière jus-
 » qu'à ce que les treize provinces aient , cha-
 » cune à leur tour, fourni le Directeur ou Pré-
 » sident. Et afin que rien ne puisse passer en
 » loi que ce qui sera propre à opérer la satis-
 » faction générale, il faudra les trois cinquièmes
 » du Congrès pour faire pluralité. Mais comme
 » il y a un point délicat qui est de savoir par
 » qui , ou comment cette affaire doit d'abord
 » commencer ; & comme il semble plus con-
 » venable qu'elle émane de quelque corps
 » intermédiaire entre les gouvernés & les gou-
 » vernants, c'est-à-dire , entre le Congrès &
 » le peuple ; il se tiendra une conférence con-
 » tinentale, pour laquelle on formera un Co-
 » mité composé de vingt-six membres du Con-
 » grès actuel , savoir deux pour chaque colo-
 » nie ou province ; de deux membres de cha-

» que assemblée provinciale, & de cinq repré-
» sentants du peuple en général, choisis dans
» la cité ou ville capitale de chaque province,
» pour toute la province, par tout autant de
» votans qu'elle jugera à propos d'envoyer de
» toutes ses parties pour cet objet; ou, si cela
» convient mieux, les représentans pourront
» être choisis dans deux ou trois endroits de
» cette province, les plus peuplés. Dans cette
» conférence continentale, qui sera composée
» de cent quatre-vingt Députés, se trouveront
» réunis deux grands principes, *connoissance*
» & *pouvoir*. Les membres du Congrès déjà
» subsistant, & des assemblées provinciales,
» au nombre de cinquante-deux, qui ont de
» l'expérience dans les affaires nationales, de-
» viendront des Conseillers capables & utiles;
» & le tout recevant son pouvoir du peuple,
» aura une autorité vraiment légale.

» Cette conférence ainsi assemblée, la pre-
» miere affaire sera de travailler à une char-
» tre continentale, ou chartre des Colonies
» unies (répondant à ce qu'on appelle la
» grande chartre d'Angleterre). Elle prescrira
» la maniere d'élire les membres du premier
» Congrès général, & les membres des assem-
» blées provinciales : elle en fixera le nom-
» bre ainsi que le tems de la durée de ces
» assemblées, & elle tirera la ligne de sépa-
» ration d'affaires & de Jurisdiction entr'elles;
» elle se souviendra toujours que notre union est
» continentale & non provinciale; elle assure-

58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» rera la liberté & la propriété à tous les in-
 » dividus , & sur toutes choses le libre exer-
 » cice de Religion d'après les impulsions de la
 » conscience ; & elle fera tous les autres régle-
 » mens qu'une chartre doit contenir. Aussi-tôt
 » que cette chartre sera rédigée , ladite confé-
 » rence sera dissoute , & les Corps élus sui-
 » vant les réglemens de ladite Chartre , seront
 » pour ce tems , les Gouverneurs & les Légis-
 » lateurs de ce continent , à qui Dieu veuille
 » accorder paix & prospérité. Amen.

» Si jamais quelque corps d'hommes est
 » délégué pour remplir l'objet de cette con-
 » férence , ou quelqu'autre de cette nature ,
 » qu'il ait toujours devant les yeux le pas-
 » sage suivant , tiré d'un Auteur qui a fait
 » des observations bien judicieuses sur le gou-
 » vernement. *La science d'un bon politique , dit-
 » il , consiste à fixer le vrai point de bonheur
 » & de liberté. Celui qui pourroit découvrir une
 » forme de Gouvernement contenant la plus
 » grande somme de bonheur individuel , avec
 » la plus petite dépense nationale , mériterait une
 » reconnoissance éternelle de la part des humains.*

Dragonetti sur la vertu & les récompenses.

» Mais , dira-t-on , où est le Roi de l'Amé-
 » rique ? Je réponds : amis , nous en avons un
 » qui regne là haut , & qui n'extermine point
 » ses sujets. « Ah , monsieur Adams ; vous avez
 » oublié les terribles châtimens d'Israël , ses cris ,
 » ses murmures , & les remontrances de Moïse ,

qui demandoit à Dieu que tout ce peuple ne fût pas exterminé comme un seul homme.

» Cependant pour paroître donner quelque chose à la représentation & aux honneurs terrestres, on marquera un jour pour la proclamation de la chartre. Elle sera posée sur les livres saints, sur la parole de Dieu : & au-dessus on placera la couronne, afin que l'univers apprenne que nous approuvons aussi la Monarchie, mais qu'en Amérique la Loi est le Roi. Car si dans les gouvernemens absolus le Roi est la Loi, de même dans les pays libres la Loi doit être le Roi, & il ne doit point y en avoir d'autre. Mais de peur que par la suite on ne fasse un mauvais usage de cette Couronne, il faudra qu'à la fin de la cérémonie elle soit mise en pieces, & qu'on en distribue les débris au peuple à qui elle appartient.

Jouissons, M., du magnifique & touchant spectacle que nous offre ici la riche imagination de M. Adams. Je vois ce trône élevé pour la Loi. Je la vois posée sur les livres saints, & couronnée aux acclamations d'un peuple immense. Je vois sa couronne démolie, & chacun des assistans emporter ses débris. Plus de couronne : la Loi seule reste. Sans doute l'œil de l'homme & du philosophe ne peut s'arrêter sur une scène plus intéressante. Approchons pour la contempler dans tous ses détails. — Quoi M. Adams, vous faites voir un trône aux yeux surpris de vos Améri-

60 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

cains ! Ne craignez-vous pas le charme de cet objet nouveau sur leurs esprits ? Ne leur offre-t-il pas cette précieuse simplicité que vous estimez tant , & qu'on est si loin de trouver dans vos assemblées & vos conférences compliquées ? La multitude émerveillée ne se dira-t-elle pas à elle-même , voilà un trône , voilà le vrai centre d'une union continentale qui ne doit point être provinciale. C'est-là que viendroient se confondre toutes les différences de mœurs , de religion & d'intérêts de nos vastes contrées. Pourquoi faut-il que tour-à-tour le haut & le bas , le froid & le chaud , l'humide & le sec viennent y regner , après des *filieres* d'élections plus orageuses que le conflit des élémens ? L'éclat dont il brille le rend si semblable au soleil qui répand tout à la fois sa bienfaisance sur la nature entière ! Un trône se rapproche ou s'éloigne , s'élève ou s'abaisse selon les intérêts & les besoins des pays & des peuples. Je le verrai peut-être se promener sur nos lacs , s'écriera l'habitant de Niagara ; & nous dans nos montagnes , répondront ceux des Apalaches. Quand j'en approcherai , dira un autre , je ne serai point humilié par l'orgueil de mes égaux ; je ne fléchirai point le genou devant des gens dont je connois la bassesse & les intrigues. L'élévation d'un trône ne cause aucune altération dans les sens de celui qui est fait pour l'occuper. Ses yeux , ceux de ses enfans y sont accoutumés. L'ordre héréditaire garantit les

Etats des révolutions & assure le repos des individus. Il ne me fera point redouter l'effet des haines personnelles. Si mes foiblesses sont connues à un Roi, je suis bien plus sûr d'en obtenir le pardon. Ses rigueurs ne seront point inflexibles. Qui dit Roi, dit modérateur, dit pere. Où sont les entrailles d'une Loi ? Quelques Rois n'en ont point eu, mais la Loi n'en peut jamais avoir. Elle est sourde & aveugle. Sommes-nous d'autres hommes ici qu'en Europe ? La sensibilité est-elle retranchée de notre héritage ? Ah faisons occuper ce trône qui sera bien plus terrible pour nous vuide que rempli ! Que sera-ce si cet Américain se représente la douceur, la sagesse, l'équité & les autres belles qualités de la plupart des Souverains actuels de l'Europe, dont quelques uns sont révéres & chéris de leurs peuples jusqu'à l'idolâtrie ? Telles sont, Monsieur, les idées que l'aspect d'un trône peut très-raisonnablement faire naître dans tous les spectateurs assemblés par M. Adams : sans parler du risque qu'il ne suscite dans quelque'esprit ambitieux le dessein d'y monter. La distribution des débris de la couronne, qui n'est autre chose que celle des membres de Romulus que les Sénateurs emportèrent sous leurs robes, après l'avoir coupé par morceaux, ne produira pas plus d'effet en Amérique que chez les Romains. C'est d'un Senat que le peuple ne veut point, parce que cette forme de gouvernement multiplie trop ses maîtres. Celui de Rome demanda hau-

tement avant l'expiration de l'année que l'on mit fin à l'interregne ; & un nouveau Roi fut choisi. Je dis plus , si les oracles de l'histoire ne sont pas faux , le Congrès subsistant lors de la séparation , prendroit seul le timon de l'Etat & lui feroit une constitution , sans attendre l'issue des tumultueuses diétines de M. Adams. Prétendre annoncer la forme de gouvernement qui seroit préférée , c'est anticiper sur les droits de la Providence. Dire ses rêveries , c'est ce que font le plus volontiers ceux qui y attachent le moins de valeur. Le Congrès , selon que la séparation seroit totale , ou seulement en partie , choisiroit entre les gouvernemens actuels de l'Europe ou des divers âges , celui qui s'adapteroit le mieux à la diversité des climats Américains. Si dans ce moment-là M. Adams n'offroit point aux regards de ces peuples le séduisant aspect d'un trône , peut-être se décideroient-ils pour l'Aristocratie Hollandoise , sous la direction d'un Stathouder héréditaire.

Je suis persuadé , Monsieur , que l'Auteur du *Sens commun* , qui doit connoître la marche du cœur & de l'esprit humain , ne croit point à la possibilité de sa Démocratie. Peut-être n'y a-t-il point d'Américain mieux disposé que lui pour la Monarchie même héréditaire. Elle découle naturellement de son principe de simplicité. C'est sa conviction intime , que cette forme de gouvernement est la plus parfaite , qui , sans qu'il s'en doute , aura jetté l'idée

du trône sur son tableau. Ce qu'il déteste, c'est une gouvernement mixte, c'est une monarchie limitée. Il le fait bien voir quand il dit que *tout pouvoir qui a besoin d'être retenu ne peut pas venir de Dieu* : & ailleurs, qu'il faut bien se souvenir que *l'union doit être continentale & non provinciale*. Pouvoit-il rien dire de plus favorable au gouvernement monarchique, & de plus contraire à la *tournelle* de Colonies ? Je ne crois pas que vous vous contentiez non plus de la distinction entre les gouvernemens absolus & les pays libres relativement à la loi. Premièrement, je ne crois point aux *gouvernemens absolus*, c'est-à-dire, où il n'y auroit d'autre loi que le caprice du Souverain. Dans ce sens, qui est celui de M. Adams, il n'y a pas plus de gouvernemens absolus, que de vraie démocratie. Loi & gouvernement sont deux idées inséparables comme démocratie & anarchie. Où la loi manque il ne peut y avoir de gouvernement ; & un gouvernement sans loi est un mot vuide de sens. C'est comme si on disoit un gouverneur sans gouvernés. Dans les Gouvernemens *illimités*, s'il est vrai que le Roi soit la Loi, ce que le vieux François rend en ces mots, *si veut le Roi, si veut la Loi*, c'est une preuve qu'ils n'ont point de Roi sans Loi ; au lieu que le pays libre de M. Adams auroit une Loi sans Roi, mais non pas sans une multitude de Démagogues. Et s'il s'agit du mérite de la place, pour le vrai bonheur de l'humanité, entre

Roi & Loi, j'aime mieux le Roi devant qu'après; parce que la Loi étant l'ouvrage périssable des hommes, elle a besoin à tous momens d'une main secourable qui remédie à ses imperfections. Tout l'Orient vit dans la persuasion que Dieu a retouché plusieurs fois l'Alcoran qui est pourtant une loi divine pour les Musulmans. Que de choses il y auroit à dire sur tout ceci, Monsieur, & que de gens les diroient mieux que moi! Je reviens à M. Adams pour ne plus l'interrompre dans les intéressans détails qu'il va nous donner sur les forces actuelles de l'Amérique.

» Nous gouverner nous-mêmes est notre
 » droit naturel. Tout homme capable de sérieuses réflexions sur l'instabilité des choses
 » humaines, se convaincra aisément qu'il est
 » beaucoup plus sage & plus sûr de former
 » nous-mêmes notre constitution, tandis que
 » nous le pouvons, que d'en abandonner le
 » soin au tems & au hazard. Ne laissons point
 » échapper une occasion aussi favorable; car
 » il pourra s'élever quelque nouveau *Mazanielle* qui, profitant des inquiétudes populaires, & après avoir rassemblé les désespérés & les mécontents, partagera avec eux
 » le souverain pouvoir, & détruira de fond
 » en comble les libertés de ce Continent.

» Si le gouvernement de l'Amérique retombe entre les mains de la Grande-Bretagne, la situation équivoque des choses tentera quelque aventurier qui, n'ayant plus
 » rien à perdre, hazardera la conquête des Co-

» lonies

» Ionies Angloises. Dans une telle circonstance,
 » que fera la Grande-Bretagne ? Peut-être l'af-
 » faire sera-t-elle terminée avant qu'elle en ait
 » eu les premières nouvelles, & nous gémi-
 » rons sous l'oppression du conquérant.

» Jamais je n'ai entendu personne ici ou en
 » Angleterre raisonner sur l'Amérique, qui
 » n'ait dit que tôt ou tard il y auroit sépara-
 » tion entre ces deux pays.... Comme tout
 » le monde convient de la nécessité de l'évé-
 » nement, & que les opinions ne varient que
 » sur le tems où il doit avoir lieu, exami-
 » nons, pour assurer la nôtre, l'état des choses
 » en général ; & tâchons de déterminer ce
 » tems. Mais nous n'irons pas le chercher
 » bien-loin, car il nous a trouvés. C'est ce
 » que démontre le concours général, & la glo-
 » rieuse réunion de toutes les circonstances.

» Ce n'est point dans le nombre des hom-
 » mes, c'est dans le bon accord que consiste
 » notre principale force. Cependant notre po-
 » pulation actuelle est suffisante pour résister à
 » tout l'univers. L'Amérique a maintenant sur
 » pied l'armée la plus considérable & la mieux
 » disciplinée qui soit dans le monde entier :
 » elle est parvenue à un point de puissance
 » qui donnera à l'union de toutes, la force
 » suffisante pour effectuer ce grand ouvrage ;
 » que la foiblesse particulière de chacune em-
 » pêcheroit de tenter. Un degré de force de
 » plus, ou un degré de moins nous seroit éga-
 » lement funeste dans ses conséquences.

66 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» Nos forces de terre sont déjà suffisantes.
» Quant à la marine nous ne pouvons pas
» ignorer que la Grande-Bretagne ne souf-
» frira jamais que l'Amérique construise un
» seul vaisseau, tant que notre continent sera
» en son pouvoir. Nous ne ferons donc pas
» plus avancés pour cette partie dans cent
» ans qu'aujourd'hui. Nous le ferons même
» moins, parce que nos bois de construction
» diminuent tous les jours dans le pays, &
» que ceux qui resteront seront si éloignés,
» qu'on ne pourra se les procurer qu'avec
» les plus grandes difficultés.

» Si notre continent étoit couvert d'ha-
» bitans, la malheureuse situation où l'An-
» gleterre nous a réduits seroit insoutenable.
» Plus nous aurions de ports de mer, plus
» aurions-nous aussi de places à défendre & à
» perdre. Notre population actuelle est si heu-
» reusement proportionnée à nos besoins, qu'il
» y a de l'occupation pour tout le monde. La
» réduction du commerce nous procure une
» armée, & les besoins d'une armée donnent
» l'existence à un nouveau commerce.

» Nous n'avons point de dettes, & toutes
» celles que nous pouvons contracter pour
» la guerre actuelle seront un monument glo-
» rieux de notre courage... Pourvu que nous
» remplissions notre objet, ces dettes ne doi-
» vent pas nous inquiéter. Nulle nation ne
» doit être sans dette. Une dette nationale
» est un lien national; & quand elle ne porte

» point d'intérêt, elle n'est point funeste. La
 » Grande-Bretagne est chargée d'une dette
 » de près de cent cinquante millions sterling,
 » pour lesquels elle paye près de cinq millions
 » d'intérêt. Elle a une marine considérable
 » qui compense cette dette. L'Amérique n'a
 » ni dette ni marine, cependant pour la ving-
 » tième partie de la dette nationale de la
 » Grande-Bretagne nous pourrions avoir une
 » marine deux fois aussi forte que la sienne.
 » Actuellement la marine Angloise ne vaut pas
 » plus de trois millions & demi sterling.

» Voici un tableau des frais de construc-
 » tion d'un vaisseau dans chaque rang, de
 » ses fournitures de mâts, de vergues & de
 » voiles avec les munitions du Bosseman &
 » du Charpentier pour huit mois, suivant le
 » calcul de M. Burchett, anciennement Se-
 » crétaire de la marine.

Pour un
vaisseau

Liv. sterl. Liv. tourn.

de 100 canons.....	35,553.....	839,284
90.....	26,886.....	705,505
80.....	23,638.....	558,011
70.....	17,785.....	419,842
60.....	14,197.....	335,142
50.....	10,606.....	250,371
40.....	7,558.....	178,418
30.....	5,846.....	138,004
20.....	3,710.....	87,580

» Il est aisé d'apprécier la valeur ou plutôt

68 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» la dépense de toute la marine Britannique ;
 » qui dans l'année 1757, un de ses plus beaux
 » momens , étoit de la force suivante.

Vaiffeaux. Canons.	Prix d'un vaiffeau. l. ft.	Prix de tous Liv. sterl.	Liv. tourn.
6... 100...	35,553....	213,318.....	5,035,704.
12... 90...	26,886....	358,932.....	8,466,060.
12... 80...	23,638....	283,656.....	6,696,132.
43... 70...	17,785....	754,755.....	18,053,206.
35... 60...	14,197....	496,895.....	11,729,970.
40... 50...	10,606....	424,240.....	10,014,880.
45... 40...	7,558....	340,110.....	8,028,810.
58... 20...	3,710....	251,180.....	5,079,640.
85.. Sloops, bombardes & brulots, l'un dans l'autre.	2,000....	170,000.....	4,013,114.
<u>336</u>		<u>3,266,786....</u>	<u>77,107,476.</u>

Reste pour les canons 233,214.... 5,505,380.

3,5000,000 82,612,856.

» Il n'y a point dans le monde de pays
 » à qui sa situation & ses productions don-
 » nent autant de moyens qu'à l'Amérique de
 » se faire une Armée navale. Le goudron ,
 » le merrein, le fer & les cordages sont des
 » articles qui appartiennent naturellement
 » à l'Amérique. Nous n'avons pas besoin
 » d'aller rien chercher ailleurs. Les Hol-
 » landois qui font de grands profits sur le
 » fret de leurs vaisseaux aux Espagnols &
 » aux Portugais sont obligés de tirer du

» dehors la plupart des matériaux qu'ils
 » employent. Nous devons regarder la conf-
 » truction d'une flotte , comme un article
 » de commerce , puisque c'est la manufac-
 » ture naturelle de notre Continent. Est-il
 » un meilleur emploi pour notre argent ?
 » Un vaisseau quand il est fini , vaut plus qu'il
 » n'a coûté , & voilà en quoi consiste la vertu
 » secrete de politique nationale , qui unit en-
 » semble le commerce & la protection. Occu-
 » pons-nous donc de la construction des
 » vaisseaux. Si nous n'en avons pas besoin ,
 » nous les vendrons , & nous remplacerons
 » notre papier monnoyé avec de l'or & de
 » l'argent comptant.

» On est en général dans une grande erreur
 » sur la maniere d'équiper une flotte. Il n'est
 » pas nécessaire que le quart des équipages soit
 » composé de bons matelots. Le Corsaire-le
 » *Terrible* a soutenu pendant la guerre der-
 » niere les actions les plus vives sans avoir à
 » bord plus de vingt bons matelots , quoi-
 » que le complet de son équipage montât à
 » plus de deux cens hommes. Quelques ma-
 » telots habiles & d'un caractère sociable au-
 » ront bientôt appris le service ordinaire d'un
 » vaisseau à un nombre suffisant de gens de
 » bonne volonté. Nous ne pouvons donc trou-
 » ver de moment plus favorable pour com-
 » mencer à établir notre marine , que le mo-
 » ment présent , où notre bois de construction
 » est sur pied , où nos pêcheries sont inter-

70 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» ceptées , & nos matelots & nos ouvriers sans
» emploi.

» Il y a quarante ans qu'on a construit
» dans la nouvelle Angleterre des vaisseaux
» de guerre de 70 à 80 canons. Est ce que
» nous n'avons pas aujourd'hui les mêmes
» moyens ? La construction des vaisseaux fait
» la gloire de l'Amérique. C'est un art dans
» lequel avec le tems elle surpassera tous les
» autres peuples. La plupart des grands Em-
»pires de l'Orient ne sont point baignés de
» la mer. Ne craignons point qu'ils deviennent
» nos rivaux dans cette branche d'industrie.
» L'Afrique est encore plongée dans la bar-
» barie ; & il n'y a point en Europe de Puif-
» sance qui ait ni une aussi grande étendue
» de côtes que nous , ni autant de secours in-
» térieurs pour les matériaux. Celles qui ont
» l'un , manquent de l'autre ; ce n'est qu'à l'A-
» mérique que la nature a prodigué tant de
» rares trésors. Le vaste Empire de Russie est
» presque entièrement séparé de la mer ; ses
» immenses forêts , son goudron , son fer & ses
» cordages ne sont pour lui que des articles de
» commerce.

» L'intérêt de notre sûreté même nous im-
» pose l'obligation d'avoir une flotte. Nous
» ne sommes plus ce que nous étions il y a
» soixante ans. Alors nous pouvions laisser
» sans crainte nos effets dans les rues ou dans
» les champs. Nous pouvions dormir avec
» sécurité sans serrures & sans verroux à nos

» portes ni à nos fenêtres. Les choses sont
 » bien changées actuellement , & nos moyens
 » de défense doivent changer avec l'accrois-
 » sement de nos propriétés. Il y a un an qu'un
 » mince Pirate auroit pu remonter la riviere
 » Delaware , & lever telle contribution qu'il
 » auroit voulu sur la ville de Philadelphie.
 » Toutes nos autres villes étoient dans le même
 » cas. Quelques hardis coquins montant un
 » Brigantin de 14 ou 16 canons , auroient
 » pu dépouiller tout le Continent & nous enle-
 » ver plus d'un demi million en especes. Ce
 » sont là des considérations qui méritent toute
 » notre attention , & qui font voir la nécessité
 » d'une protection navale.

» On dira peut - être qu'après nous être
 » arrangés avec la Grande-Bretagne ; cette
 » Puissance nous protégera. Serons nous assez
 » fous pour croire qu'elle entretiendra une
 » flotte dans nos ports tout exprès pour cet
 » objet ? Le sens commun doit nous apprendre
 » que la Puissance qui a tenté de nous sub-
 » juguer est la moins propre de toutes à nous
 » défendre. La conquête peut s'effectuer sous
 » le nom d'amitié. Après une longue & va-
 » leureuse résistance de notre part , il est po-
 » sible qu'on nous tende ce piège pour nous
 » réduire à la servitude ; mais si l'on ne laisse
 » point entrer de vaisseaux dans nos ports ,
 » de peur de nous effrayer , je demande com-
 » ment ces vaisseaux pourront nous défendre.
 » Une marine à quinze cens ou deux mille

» lieues de distance ne peut pas nous rendre
 » de grands services; & il est des cas où elle
 » ne pourra nous en rendre aucun. Si nous
 » devons par la fuite nous défendre, pour-
 » quoi ne pas le faire pour nous-mêmes?
 » Pourquoi le faire pour d'autres?

» La liste des vaisseaux de guerre Anglois
 » est longue & formidable; mais il n'y en a
 » pas la dixième partie en état de servir en
 » même tems. Nombre de ces vaisseaux n'exis-
 » tent que sur le papier. Cependant leurs noms
 » occupent une belle place sur les tableaux
 » de la marine, tant qu'il en reste une seule
 » planche dans le chantier. L'Angleterre ne
 » peut armer en même tems, pour aucune
 » station, un cinquième de ceux qui sont en
 » état de servir. Les deux Indes, la Médité-
 » rannée, l'Afrique & les autres pays sur les-
 » quels la Grande-Bretagne étend ses préten-
 » tions, occupent une grande partie de sa Ma-
 » rine.

» Un mélange de préjugés & d'inattention
 » nous a donné de fausses idées sur la marine
 » d'Angleterre. On auroit dit que nous avions
 » toute cette marine à la fois à combattre.
 » D'après cela on a supposé qu'il nous en
 » falloit une immense. Comme il étoit impos-
 » sible de lui donner l'existence sur le champ,
 » nos ennemis secrets ont essayé d'arrêter par
 » le découragement les efforts que nous fai-
 » sions pour commencer au moins ce grand
 » ouvrage.

» Rien n'est plus mal fondé qu'une telle
» opinion. Si l'Amérique avoit seulement la
» vingtième partie des forces navales de la
» Grande-Bretagne, sa puissance maritime se-
» roit bien supérieure à celle de la Métro-
» pole ; parce que n'ayant aucuns domaines
» étrangers, ni la prétention d'en avoir, toutes
» nos forces serviroient à la garde de nos
» côtes. Il est évident que nous aurons avec
» le tems l'avantage de deux contre un sur
» ceux qui auront à faire un trajet de quinze
» cent ou deux mille lieues, pour venir nous
» attaquer, ou pour retourner chez eux se
» rétablir & se recruter. Si la Grande-Bre-
» tagne, par ses escadres, peut gêner notre
» commerce avec l'Europe, nous avons le
» même avantage sur elle relativement à son
» commerce avec les îles de l'Amérique, qui
» se faisant dans le voisinage de notre conti-
» nent, est entièrement à notre discrétion.

» Il est possible de trouver quelques moyens
» pour entretenir des forces navales en tems
» de paix. Si nous ne jugeons pas qu'il soit
» nécessaire d'avoir constamment sur pied une
» marine militaire, nous pouvons accorder
» des gratifications à des Marchands, pour
» construire & employer à leur service des
» vaisseaux montés de vingt, trente, quarante
» ou cinquante canons, (les gratifications
» étant toujours proportionnées à la diminu-
» tion de la cargaison de l'Armateur). Cin-
» quante ou soixante de ces vaisseaux, avec

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» quelques bâtimens garde-côtes, dont le service ne seroit jamais interrompu, nous four-
» niroient une marine suffisante. Nous éviterions l'inconvénient contre lequel on murmure tant en Angleterre, de laisser en tems de paix les escadres pourrir dans les ports.
» Serrer dans le même noeud les moyens de commerce & de défense est un chef-d'œuvre de politique. Lorsque nos forces & nos richesses se soutiendront mutuellement, nous n'avons rien à craindre d'aucun ennemi étranger.

» La nature nous a donné avec profusion tous les articles nécessaires à notre défense.
» Le chanvre ne croît chez nous qu'avec trop d'abondance. Nous ne pouvons jamais manquer de cordages. Notre fer est supérieur à celui des autres pays Il n'y a nulle part de menues armes meilleures que les nôtres.
» Nous pouvons fonder autant de canons que nous le voulons. Nos fabriques de salpêtre & de poudre à canon sont continuellement en activité. Nous acquérons tous les jours de nouvelles connoissances. Le caractère de l'Américain est entreprenant; & le courage ne l'a jamais abandonné. Qu'est ce donc qui peut nous manquer? Qui peut nous faire hésiter? Nous n'avons rien à attendre de la Grande-Bretagne que notre ruine. Si on lui permet de reprendre le gouvernement de l'Amérique, ce Continent n'aura plus qu'une existence précaire. Il ne mérit-

» tera plus qu'on s'y attache. Il y aura sans
 » cesse des jalousies & des divisions : on n'en-
 » tendra parler que de troubles & de soulè-
 » vemens ; & qui se chargera de les appaiser ,
 » qui voudra hazarder sa vie pour soumettre
 » ses compatriotes à un joug étranger ? Les
 » différens survenus entre la Pensylvanie &
 » le Connecticut , relativement à quelques ter-
 » res vagues , font voir l'insuffisance d'un gou-
 » vernement Britannique ; & ils prouvent dé-
 » monstrativement qu'il n'y a que l'autorité
 » du Continent qui puisse régler les affaires
 » du Continent.

» Une autre raison qui doit faire choisir le
 » moment actuel de préférence à tout autre ,
 » c'est que moins nous sommes nombreux ,
 » plus il reste de terre à concéder. Ces terres
 » au lieu d'être donnés par le Roi aux mau-
 » vais sujets qui l'entourent , pourront dans
 » la suite être appliqués non seulement à l'ac-
 » quittement de la dette actuelle , mais au sou-
 » tien constant du gouvernement. Il n'y a
 » pas de nation qui ait d'aussi précieux avan-
 » tages.

» L'enfance des Colonies , au lieu de nous
 » éloigner de l'indépendance , est au contraire
 » un argument en sa faveur. Nous sommes
 » assez nombreux ; & si notre population étoit
 » plus considérable , nous serions peut-être
 » moins unis. C'est une chose digne de remar-
 » que que plus un pays est peuplé , moins ses ar-
 » mées sont fortes. Les armées des anciens

76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» étoient beaucoup plus considérables que les
 » nôtres; & la raison en est sensible, car le
 » commerce étant la conséquence de la po-
 » pulation, il absorbe entierement l'esprit des
 » habitans qui se trouve trop occupés de
 » ses intérêts pour suivre d'autres goûts. Le
 » commerce énerve l'esprit de patriotisme &
 » de défense militaire. L'histoire nous prouve
 » assez que les plus grands faits de guerre ont
 » toujours été l'ouvrage des nations qui étoient
 » dans leur adolescence. En augmentant son
 » commerce, l'Angleterre a perdu son éner-
 » gie. La ville de Londres, malgré sa grande
 » population, se laisse journellement insulter
 » avec une patience, ou plutôt une lâcheté
 » inconcevable. Plus les hommes ont à perdre
 » moins ils osent hazarder. Les riches en gé-
 » néral sont les esclaves de la peur.

» J'ai souvent entendu dire que si cette
 » rupture fût arrivée dans quarante à cin-
 » quante ans d'ici, nous aurions été plus en
 » état de secouer le joug de la dépendance.
 » Je pense tout le contraire; car dans un demi-
 » siècle nous aurons entierement perdu nos
 » connoissances militaires qui sont le fruit de
 » l'expérience que nous avons acquise dans la
 » guerre dernière. Il ne resteroit plus alors au
 » Continent un Général, ni même un seul
 » Officier; & ses habitans seroient aussi no-
 » vices dans l'état militaire que l'étoient les
 » anciens sauvages. Cette considération seule,
 » si l'on y prend bien garde, suffit pour dé-

» montrer que le moment actuel est préfé-
 » rable à tout autre. A la fin de la guerre
 » dernière nous avons l'avantage de l'expé-
 » rience ; mais notre population n'étoit pas
 » assez considérable : dans un demi siècle, nous
 » aurions assez de monde ; mais nous man-
 » quions d'expérience. Le point convenable
 » est trouvé : c'est celui qui tient le juste mi-
 » lieu entre les deux extrêmes : c'est le moment
 » où l'on conserve assez d'expériences , & où
 » l'on a acquis assez de forces ; c'est l'époque
 » actuelle. Si nous ne profitons pas d'une cir-
 » constance aussi favorable & aussi encoura-
 » geante pour établir notre indépendance ,
 » & qu'elle vienne ensuite à s'opérer par d'au-
 » tres moyens, nous ne devons nous en prendre
 » qu'à nous mêmes, ou du moins à ceux dont
 » les ames étroites & stupides s'opposent con-
 » tamment sans examen & sans réflexion à
 » tout ce qui leur paroît nouveau.

» La jeunesse est le tems de faire germer
 » les bons principes, & cela est vrai des nations
 » aussi-bien que des individus, Dans un demi
 » siècle il sera d'une difficulté extrême , & peut-
 » être impossible de faire de ce Continent un seul
 » Gouvernement. La variété immense d'in-
 » térêts , occasionnée par un accroissement de
 » commerce & de population , y amenera la
 » confusion. On verra les provinces armées
 » les unes contre les autres : celles qui se croi-
 » ront assez fortes mépriseront l'assistance des
 » foibles ; & tandis que chez les unes la vanité

78 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

« se glorifiera follement de ses petites distinc-
 » tions; les autres plus sages gémiront de
 » ce que l'union n'aura pas été formée plutôt.
 » Voilà pourquoi le tems actuel est le vrai
 » moment de la séparation. L'intimité con-
 » tractée dès l'enfance ou dans l'adversité laisse
 » des traces durables dans les esprits. Notre
 » union actuelle porte ces deux caractères.
 » Nous sommes jeunes & nous avons été persé-
 » cutés; la concorde aura fait cesser ces trou-
 » bles; elles aura formé une époque mémorable
 » qui fera la gloire de nos descendans. Un peu-
 » ple qui est dans la dépendance étrangère, dont
 » le commerce est limité, & pour lequel sa
 » propre législation est un tissu d'entraves, ne
 » peut jamais s'élever à un degré considérable
 » de puissance. L'Amérique ignore encore ce
 » que c'est que l'opulence, & quoique les pro-
 » grès qu'elle a faits soient sans exemple, ce
 » n'est qu'une enfance en comparaison de ceux
 » qu'elle auroit pu faire, si jusqu'ici elle eût
 » été, comme elle devoit l'être, la maîtresse
 » de sa législation.

» Le moment où nous sommes ne s'offre
 » pas deux fois à une nation. Elle ne trouve
 » pas deux fois l'occasion de se former un
 » gouvernement. La plupart des peuples l'ont
 » laissé échapper, & par cette négligence, il
 » se sont vus forcés de recevoir les loix d'un
 » vainqueur, au-lieu qu'ils auroient pû se
 » faire leurs loix eux-mêmes. Ils ont commen-
 » cé par avoir un Roi, & ensuite une forme

» de gouvernement. Ce devrait être le con-
 » traire. On devrait d'abord dresser les ar-
 » ticles ou la chartre du gouvernement , &
 » ensuite nommer des Délégués pour les faire
 » exécuter. Que les méprises des autres peu-
 » ples nous servent d'instruction pour pro-
 » fiter de l'occasion actuelle , *en commençant*
 » *par où il convient l'édifice du gouvernement.*

» Nous devons penser que notre indépen-
 » dance peut s'effectuer de trois manières , &
 » que l'une des trois fixera un jour ou un
 » autre le destin de l'Amérique. Ce sera ou
 » par le vœu légal des peuples représentés
 » dans un congrès général , ou par les forces
 » d'un conquérant , ou par un soulèvement.
 » Qui nous répond que nos soldats seront
 » toujours citoyens , & la multitude toujours
 » raisonnable ? La vertu n'est ni héréditaire ,
 » ni perpétuelle. Si notre indépendance est
 » l'effet du vœu général , nous aurons tou-
 » tes les facilités & tous les encourage-
 » mens nécessaires pour établir la conf-
 » titution la plus noble & la plus pure qui
 » existe sur la face du globe. Il sera en notre
 » pouvoir de renouveler le monde une se-
 » conde fois. Depuis Noë aucun peuple ne
 » s'est trouvé dans une situation comme la
 » nôtre. La naissance d'une nouvel ordre de
 » choses est prochaine , & l'événement de quel-
 » que mois va donner la liberté à une race
 » d'hommes dont le nombre égalera peut-être
 » celui de tous les peuples de l'Europe. Une

80 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» méditation profonde doit suivre une telle
» idée ; & il faut avouer que les sophismes
» de quelques hommes foibles & intéressés pa-
» roissent bien petits, bien misérables, bien
» ridicules quand il sont ainsi mis en balance
» avec le destin d'un monde entier.

» Lorsque Guillaume le Conquérant sub-
» jugua l'Angleterre, il lui donna des loix à la
» pointe de l'épée. Jusqu'à ce que le siège du
» gouvernement soit par nous-mêmes légale-
» ment établi en Amérique nous aurons tou-
» jours lieu de craindre l'audace de quelque
» heureux brigand qui nous traitera comme
» Guillaume a traité l'Angleterre. Et alors où
» sera notre liberté ? Où seront nos pro-
» priétés ?

» Quant à la religion, je regarde comme le
» devoir indispensable de tout gouvernement
» de protéger ceux qui la professent selon leur
» conscience ; & c'est, selon moi, la seule ma-
» nière dont il doive s'en occuper Les di-
» verses communions sont à mes yeux des
» enfans de la même famille qui ne diffèrent
» entre eux que par leurs noms de baptême.

» J'ai déjà dit un mot de la manière dont
» il faut dresser une chartre du Continent.
» Je reviens sur ce sujet pour observer qu'une
» chartre doit être considérée comme un pacte
» d'obligation solennelle contracté par le corps
» entier, pour soutenir les droits de chaque
» partie séparée, relativement à la religion ,

à

» à la liberté personnelle & aux propriétés. Les
» bons comptes font les bons amis.

» J'ai parlé aussi de la nécessité d'une repré-
» sentation considérable & égale. Il n'y a point
» d'objet politique qui mérite davantage notre
» attention. . . .

» La nécessité du moment rend convenables
» beaucoup d'opérations, qui, à la longue dé-
» généreroient en oppressions. La convenance
» & le droit sont deux choses très-différentes...
» Je demande à tous ceux qui étudient l'his-
» toire de l'humanité, *si la représentation &*
» *l'Election* ne forment pas ensemble un trop
» grand pouvoir pour être possédé par un seul
» & même corps d'hommes ? Lorsque nous
» travaillons pour la postérité, nous devons
» nous souvenir que la vertu n'est point héréditaire.

J'avois promis de ne plus interrompre M. Adams ; mais voilà la seconde fois qu'il affecte de remarquer que la vertu n'est point héréditaire ; & il me paroît qu'il en tire un trop grand avantage en faveur de l'Election. Son axiome a heureusement souffert de fréquentes exceptions. En voici un qui n'en connoît presque point ; c'est que les Elections ont ouvert la porte à tous les vices, à tous les abus & à tous les désordres.

» C'est souvent à nos ennemis que nous
» sommes redevables de notre sagesse. Il n'est
» pas rare que leurs méprises nous mettent
» dans le droit chemin. M. Cornwall, un des

82 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» lords de la Trésorerie, a traité avec le plus
» grand mépris la pétition de l'assemblée de
» New-York, parce que cette Chambre, di-
» soit-il, n'étoit composée que de vingt-fix
» membres : ce qui étoit un trop petit nombre
» d'hommes, pour qu'on pût regarder leur avis
» comme celui de tout le peuple. Nous lui de-
» vons des remerciemens du service involon-
» taire qu'il nous a rendu.

» Enfin, quelque'étrange que cela puisse pa-
» roître à certaines personnes aveuglées par la
» prévention ou la mauvaise volonté, il n'est
» pas moins vrai qu'il existe une foule de rai-
» sons également frappantes qui démontrent
» que la voie la plus courte pour l'arrangement
» de nos affaires est la résolution de déclarer
» ouvertement notre indépendance. Voici les
» principales de ces raisons.

» 1^o. C'est un usage reçu parmi les nations
» policées, lorsque la guerre s'est allumée
» entre deux peuples, que quelque Puissance
» neutre propose sa médiation, & mette en
» avant des préliminaires de paix. Mais tant
» que l'Amérique se dira elle-même sujette
» de la Grande-Bretagne, aucune Puissance,
» quelque bien disposée qu'elle puisse être,
» ne pourra se rendre médiatrice dans la que-
» relle. Nous aurons donc la guerre éternel-
» lement.

» 2^o. Il n'est pas raisonnable de supposer
» que la France & l'Espagne nous donnent
» aucune espece d'assistance, si nous ne vou-

» lons faire usage de ce secours que pour répa-
 » rer la breche & resserrer le nœud qui unissoit
 » la Grande-Bretagne à l'Amérique, parce que
 » les conséquences d'une pareille réunion ne
 » pourroient être que préjudiciables aux inté-
 » rêts de ces deux Puissances.

» 30. Tant que nous parlerons en sujets de la
 » Grande-Bretagne, nous devons nous attendre
 » à être regardés comme des rebelles par les
 » Puissances étrangères. L'exemple a quelque
 » chose de dangereux pour leur tranquillité ;
 » & elles verront toujours de mauvais œil des
 » sujets armés contre leur Souverain. L'u-
 » nion de la résistance & de la dépendance
 » est un paradoxe aux yeux de tous autres
 » que les Américains. C'est une idée trop
 » subtile pour être sentie par le commun des
 » hommes.

» 40. Si notre Congrès publioit un mani-
 » feste pour les Cours étrangères où il expo-
 » sât tous les maux que nous avons soufferts ,
 » & tous les moyens pacifiques que nous avons
 » inutilement employés pour obtenir le re-
 » dressement de nos griefs : si nous y déclai-
 » rions que , ne pouvant plus supporter l'ad-
 » ministration cruelle de la Cour Britannique
 » qui ne nous permet plus d'attendre ni bon-
 » heur ni sûreté sous son gouvernement , nous
 » avons été forcé de briser tous les liens qui
 » nous attachoient à cette Puissance ; & si nous
 » assurons en même tems ces Cours de nos dis-
 » positions favorables à leur égard, & de notre

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

» desir d'établir entr'elles & nous un commerce
» réciproque ; certainement un tel Mémoire
» produiroit de meilleurs effets que l'envoi
» d'un bâtiment avec une cargaison de péti-
» tions pour la Grande-Bretagne.

» Sous notre dénomination actuelle de su-
» jets Britanniques, nous ne pouvons être re-
» çus ni écoutés nulle part. Le système de
» toutes les Cours est contre nous, & il le sera
» toujours jusqu'à ce que notre indépendance
» nous ait fait prendre un rang parmi les autres
» nations.

» La séparation est même le seul état dans
» lequel nous puissions traiter avec la Grande-
» Bretagne ; car il y a lieu de croire que l'or-
» gueil de cette Cour sera moins choqué de
» négocier pour la paix *avec les Etats Amé-*
» *ricains, que pour un accommodement avec ceux*
» qu'elle appelle des *sujets rebelles*. C'est notre
» irrésolution qui lui fait espérer de nous con-
» quérir, & notre lenteur ne sert qu'à prolonger la guerre. Jusqu'à présent nous n'avons
» retiré aucun fruit d'avoir interrompu notre
» commerce pour obtenir le redressement de
» nos griefs. Il est tems d'essayer l'alternative
» en les redressant nous-mêmes par l'*indépen-*
» *dance*, & en offrant ensuite la liberté du com-
» merce. Tout ce qu'il y a en Angleterre d'hom-
» mes raisonnables & de commerçans, sera tou-
» jours pour nous, parce que la paix *avec le*
» commerce, est préférable à la guerre *sans*
» commerce. Si cette proposition n'est pas

» acceptée par la Grande-Bretagne, on pourra
» s'adresser à d'autres Puissances.

» Ces moyens paroîtront d'abord étranges
» & difficiles ; mais il en sera comme de toutes
» les autres démarches que nous avons déjà
» faites : en peu de tems nous y ferons accou-
» tumés ; & ils nous paroîtront tout naturels.
» Jusqu'à la déclaration de l'indépendance le
» Continent sera comme un homme qui remet
» de jour en jour quelque opération désagréable.
» Il fait cependant qu'il faut la faire ; il craint
» de s'y mettre : il voudroit qu'elle fût faite ; &
» il est continuellement obsédé par le senti-
» ment de sa nécessité.

» Ainsi donc , au lieu de nous observer tous
» avec une curiosité inquiète & soupçonneuse,
» il faut que chacun de nous tende à son voi-
» sin la main secourable de l'amitié : il faut
» d'un commun accord tirer une ligne qui ,
» comme une amnistie , fasse perdre le souve-
» nir de toutes les dissensions précédentes. Il
» faut supprimer les noms de *Whigs* & de *To-*
» *rys*, & qu'il n'en existe plus aucun autre par-
» mi nous que ceux de *bon citoyen*, *d'ami véri-*
» *table* & de *vertueux défenseur des droits de l'hu-*
» *manité* & de *Etats libres & indépendans de*
» *l'Amérique* «.

Vous avez vu , Monsieur , tout ce qu'il y
a de vraiment intéressant dans le pamphlet du
Sens commun. On assure que le célèbre docteur
Franklin y a travaillé avec M. Adams , ainsi
qu'un autre écrivain de grande réputation en

Amérique, nommé M. Dickenson, qui donna, il y a quelques années, des Lettres politiques très-curieuses sous le nom d'un fermier de Pensilvanie. Si vous êtes surpris que de si grands noms ne m'en aient pas imposé, & que j'aie hasardé de lutter d'opinion avec des fondateurs d'Empires, considérez, je vous prie, pour première raison, que ma lettre est datée d'un pays où l'on ose tout. Je vous avouerai ensuite que je n'ai jamais été plus Royaliste que depuis que je vis au milieu de ceux qui ne cessent de vanter une prétendue liberté qui tient les plus honnêtes gens dans un frissonnement continuel pour leur réputation, & qui met très-souvent en danger les biens & la vie. Ils disent que la licence est le rempart de la liberté : moi, je pense qu'une liberté toujours inquiète est un triste avantage. Si sous un gouvernement monarchique la liberté n'a pas besoin d'un rempart tel que la licence, il me semble qu'il est préférable à tout autre, & surtout au système que M. Adams & compagnie veulent bâtir pour les Américains. Au surplus, en prenant celle de croiser les idées de ces Messieurs, je n'ai fait que ce que d'avance ils ont promis de trouver bon de la part de quiconque voudroit s'en amuser.

Quant aux raisons dont M. Adams soutient son opinion sur la séparation & sur la nécessité de saisir le moment actuel pour l'effectuer, j'ai dû me contenter de vous les exposer dans toute leur ingénuité. Toute dis-

cussion de cet objet feroit remonter à celle des causes. Il faudroit reprendre l'examen de la question de droit : c'est ce que je ne me sens point la force de faire ; c'est-à-dire, que je n'en ai pas plus le courage que le talent. D'ailleurs , étranger parmi ce peuple , il ne m'appartient point de juger sa querelle. Comme homme je compatis au sort déplorable où elle a réduit les Américains. Comme négociant je gémis de l'interruption du commerce & de toutes les fausses opérations qui ont amené ce désordre. Pour le surplus je me borne à dire avec milord Mansfield , *je ne fais point qui a tort ou raison*. C'est dans ces sentimens que j'attens avec impatience l'issue de la commission des deux généraux.

Voici sur la même matière , un autre Ecrit d'un ton plus modéré que le *Sens commun* , & qui offre une solution plus consolante pour les bonnes gens dans les deux partis.

LA RÉCONCILIATION,

Dialogue entre la Mere & la Fille.

Honni soit qui mal y pense.

Ma mere, vous avez l'air bien triste aujourd'hui. Vous pleurez ?

Hélas , ma fille , j'ai une si pauvre santé ! Voyez la foiblesse & le dépérissement de ma constitution. Je n'ai pas long-tems à vivre.

88 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Mais ce qui m'afflige le plus, c'est l'ingratitude de quelques - uns de mes enfans , de vous en particulier , ma fille ; & quand je vous vois , puis-je retenir mes larmes ? Vous savez tout ce que m'a coûté ma nombreuse famille. Il a fallu s'endetter pour vous élever , vous entretenir & vous mettre à l'abri de tout danger ; & aujourd'hui je ne puis pas me libérer. Mes deux filles aînées veulent bien m'aider à sortir d'embarras ; mais toutes mes filles cadettes , & vousêtes du nombre , ne m'assisteroient pas d'un denier. Laissez-moi , ma fille , c'est plus que je ne puis supporter.

Ma mere , je vous en prie pour mes sœurs comme pour moi , daignez m'écouter. Vos cadettes ne laissent pas d'être éloignées de vous : ne peut-on pas les avoir desservies dans votre esprit ? On nous a reproché l'ingratitude & la désobéissance ; c'est en vérité bien à tort. S'il est vrai que vous n'ayez contracté ces dettes énormes *que par rapport à nous seulement* , nous ne demandons pas mieux que de contribuer à votre soulagement. Mais il s'en faut bien que vous vous soyiez endettée pour notre seul intérêt , ou que votre revenu soit insuffisant pour votre dépense. C'est que vos gens d'affaires vous pillent. Non contents de cela , ils vous font voler par leurs amis & par leurs créatures ; & ils refusent de rendre leurs comptes aux tems ordinaires , ce qui étoit , comme vous savez , l'ancien usage de notre famille. Vos meilleurs amis vous ont

souvent priée de faire maison nette ; ils vous ont avertie qu'on vous ruinoit. C'est par une suite de cette mauvaise conduite que des conseillers perfides vous ont brouillée avec vos enfans. Ils comptent si fort sur votre foiblesse, qu'ils vous font rejeter toutes nos remontrances avec dureté. Ils ont poussé l'audace jusqu'à nous menacer de nous battre & de nous mettre à la porte, si nous osions souffler. Ma mere, la plupart de vos domestiques ne vous rendent aucun service réel. Vous feriez de grandes épargnes en renvoyant tous ceux qui sont inutiles.

Je conviens, ma fille, qu'il y auroit de l'économie. Mais revenons à vous. Comment pouvez vous refuser de m'aider ?

Vous refuser, ma mere ! Vous ne nous avez jamais fait de demandes relativement à vos dettes. On nous a signifié de votre part une saisie réelle ; &, parce que nous n'avons pas voulu laissé entrer votre huissier, vous nous avez fait attaquer par des gens armés qui ont environné notre maison & notre ferme, qui ont tout ravagé, & qui, non contents de mettre le feu à nos granges, ont encore brûlé notre habitation, dont il n'est pas resté pierre sur pierre. En vérité, ma mere, nous avons plus sujet de pleurer que vous.

Mais ce malheur, ma fille, a été la suite de votre obstination & de votre refus. Si vous vous étiez soumise, si vous aviez envoyé l'argent que je demandois, rien de tout cela ne seroit arrivé.

90 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Oui, ma mere, cela peut bien être. Mais n'avez-vous pas envahi injustement & illégalement nos propriétés ? N'avez-vous pas excédé vos droits de mere ?

Mes droits de mere ! Vous mettez donc en question le droit que j'ai sur vous, Mademoiselle ? Vous êtes un enfant rebelle. Mais je vous ferai bien voir que mon autorité est suprême, incontestable & toute puissante dans tous les cas quelconques.

Fort bien, ma mere : voilà d'excellente politique. C'est le langage du parlement d'Angleterre avec l'Amérique. Mais vous me pardonnerez si je pense & si je dis que votre droit de mere ne s'étend pas à tous les cas quelconques. Il est vrai que, lorsque j'étois enfant, j'étois traitée en enfant ; & alors votre pouvoir s'étendoit sur tout. Mais aujourd'hui que j'ai atteint l'âge de discrétion, je ne puis vous accorder que votre autorité soit aussi illimitée. J'aurai soin de ne rien faire qui blesse le respect que je vous dois comme ma mere : vous me trouverez toujours disposée à vous consulter, à vous remercier de vos sages conseils, & à faire tout mon possible pour devenir l'appui & la consolation de votre vieillesse. Cependant je ne puis m'empêcher de croire qu'il n'y ait bien des cas où votre autorité n'est nullement compétente. Par exemple vous ne pouvez pas m'obliger de vivre & mourir vieille fille, ni m'astreindre à rester perpétuellement dans une société stérile avec vous.

Vous n'avez pas le droit de me forcer à un mariage mal assorti , ou contre mon inclination. Si j'entre en service , vous ne pouvez pas réclamer l'argent que je gagne à la sueur de mon front : cet argent est à moi. Ainsi les loix divines & humaines mettent des bornes à votre autorité de mère ; par conséquent cette autorité ne s'étend point à tous les cas quelconques.

Ce que vous dites , ma chère fille , paroît assez raisonnable. Je commence à sentir en effet que je n'ai point le droit de prendre le bien de mes enfans , à moins que par un consentement unanime , ils ne m'en aient donné la faculté , & qu'ils ne m'aient autorisée à envoyer quelqu'un pour leur demander ce qui m'est nécessaire. Je conviens que j'ai abusé de mon autorité. J'ai agi avec vous trop durement , trop précipitamment ; mais la nécessité m'y forçoit.

Cela n'est malheureusement que trop vrai , ma mère. Est-ce que vous n'auriez pas obtenu davantage en demandant qu'en exigeant ? Il n'y a pas une de nous qui vous eût refusée. Et encore , avant de nous appeler ingrates , vous auriez dû vous souvenir qu'il s'en faut bien que nous ayons reçu de vous une égale portion de fortune. Quelques-unes de nous ont des biens qui leur ont été laissés par des parens ; ainsi , ma mère , nous ne vous avons pas toutes été également à charge. Cependant , puisque vous avez assez de générosité pour

92 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

reconnoître que vous ne vous êtes pas bien conduite envers vos filles cadettes, nous allons vous faire voir que malgré la rigueur de vos procédés, nous vous portons toujours une vraie affection, & que nous n'oublions point les obligations que nous vous avons comme mere. Ainsi nous qui sommes vos plus jeunes enfans, nous convenons & consentons, de notre volonté libre, de vous accorder tous les ans des secours proportionnés à nos facultés respectives, pour vous soulager dans votre détresse, pourvu qu'à l'avenir on n'use d'aucune violence à notre égard.

Ma chere fille, mes chers enfans, je vous remercie de cette preuve de votre tendresse pour moi. Je vois que j'ai obtenu en reconnoissant mon erreur, ce que j'aurois certainement perdu en persistant à suivre de mauvais conseils. Me préserve le ciel de jamais rien faire qui m'ôte votre affection !

L'HUMANITÉ entiere, Monsieur, verroit sans doute avec grand plaisir un aussi heureux dénouement. Dieu veuille que les commissions conciliatoires ne servent pas plutôt à le reculer qu'à l'avancer.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 22 Juin. Les nouvelles publiques, Monsieur, vous ont confirmé la levée du siege de Quebec ; mais non le bruit qui avoit couru de la défaite des assiégeans. La Cour a fait imprimer la lettre de M. Carleton, que la ga-

zette a copiée , dit - on , avec une fidélité trop scrupuleuse pour l'honneur de ce Général. En vérité ceux qui dirigent cette gazette doivent être bien embarrassés ; on lui trouve toujours quelque tort. L'amiral Byng se plaignit qu'elle avoit tronqué sa relation du combat devant St. Philippe. Seulement depuis cette époque jusqu'à l'évacuation de Boston , on feroit un gros & intéressant recueil de toutes les pieces que le parti de l'opposition l'accuse d'avoir altérées & dénaturées. Aujourd'hui encore elle donne une relation curieuse du combat de la frégate le Glasgow avec l'escadre du rebelle Hopkins , & notez qu'elle annonce que le Glasgow arrive en droiture d'Halifax où s'est retiré le général Howe : Eh bien , elle a rapporté tous les détails du combat , sans parler de la navigation de l'armée de Boston , & de ce qui s'est passé à son arrivée dans le port d'Halifax. » Que nous importent, disent les mécontents, toutes les particularités d'une affaire d'où une seule frégate s'est échappée , tandis qu'on nous laisse à deviner si toute une armée Angloise sur plus de cent trente bâtimens de transport est heureusement entrée dans le port qui lui devoit servir d'azile. Des choses pareilles doivent-elles se supposer dans les circonstances où l'on fait cette armée & dans la saison où on l'a fait embarquer ? On gronde cette pauvre gazette & de ce qu'elle dit & de ce qu'elle ne dit pas. On voudroit qu'elle eût changé plusieurs ex-

pressions de la relation de M. Carleton qui est un brave officier, un homme de mérite, & beau-frere de milord Effingham, si généralement aimé & estimé. On fait le plus mauvais gré au gazetier de ce qu'il a plu à ce Général de qualifier de *fanfarons* & de *pillards* des gens qui l'ont bloqué ou assiégé en bonne regle pendant cinq mois d'un rigoureux hiver, en renouvelant à chaque instant des tentatives qui ont fait briller ce *courage*, ce *zele*, cette *fermeté*, cette *persévérance*, cette *patience peu commune*, cette *vigilance*, cette *activité enfin* de la garnison Angloise, dont M. Carleton a fait les plus grands éloges. On trouve singulier que n'ayant parlé d'aucune sortie de cette garnison, depuis le 5 Décembre, où la ville fut *étroitement investie*, ce sont ses termes, intervalle dans lequel il dit qu'on lui a livré un assaut : qu'on a brûlé tous ses faux-bourgs & une partie de ses vaisseaux : qu'on a écarté tous les secours qui lui arrivoient par terre : qu'on a battu la place de plusieurs batteries, & même à boulets rouges : qu'on l'a bombardée, qu'on lui a lâché un brulot ; & enfin que son artillerie avoit endommagé les batteries des assiégeans, il ait pu employer des expressions comme celles-ci, *les troupes marcherent pour aller voir ce que faisoient ces redoutables fanfarons, & la plaine fut bientôt nettoyée de ces pillards*. Ne croiroit-on pas que ce n'étoit qu'une bande de maraudeurs qui avoient paru de la veille seule-

ment devant Quebec , où ils auroient pris quelques choux , & tué quelques dindons ? Ces pillards-là *avoient réduit en cendres la plus grande partie des fauxbourgs de S. Roch & de S. Jean : le reste avoit servi de chauffage à la ville, où l'on en avoit grand besoin.* C'est un aveu ingénu de M. Carleton. S'il ignoroit *ce que ces fanfarons faisoient* , il savoit bien au moins de quel bois ils se chauffoient.

Nous ne pouvons parler , Monsieur , de cet événement , que d'après les lettres de ce Général , ou d'après les rapports des vaisseaux arrivés de Quebec. Quelque jour nous aurons les relations des généraux Arnold & Thomas qui commandoient l'armée Américaine. Nous saurons par eux en quoi consistoit *toute leur artillerie, leurs munitions, leurs échelles, leurs pétards , &c.* qu'ils ont abandonnés aux assiégés , & dont il semble que M. Carleton auroit dû envoyer un état à sa Cour. Nous saurons comment il s'est fait qu'il n'y ait eu ni tués ni blessés , *lorsque la ligne s'avança , après quelques coups tirés de part & d'autre.* Nous saurons dans quelle intention l'arrière garde des Américains s'est arrêtée à *Déchambault* , en face des régimens devant qui ils sembloient fuir , & que leur ardeur n'a point emportés de ce côté-là , quoique quelques-uns de ces corps fussent tout frais sortis des vaisseaux, quoiqu'ils fussent soutenus *de la plus grande partie de la garnison qui se trouvoit fort augmentée & pleine d'ardeur* , mais non de la curiosité

d'aller voir de plus près ce que *faisoient ces fanfarons*.

La relation même du Général vainqueur nous fait connoître que la retraite, loin d'avoir été précipitée, s'est faite avec beaucoup d'ordre, & sans qu'il y ait eu un seul traîneur : que l'armée Américaine s'est retirée bien saine & bien entiere, en laissant seulement quelques effets de siege qui ne pouvoient que lui causer de l'embarras & de la fatigue dans sa marche : qu'elle s'est déterminée à la retraite, plus par la raison que la saison étoit trop avancée pour qu'on pût espérer de prendre une place de la force de Quebec, que par la frayeur qu'aura pu lui causer un débarquement de deux cents hommes. Nous devons donc croire, Monsieur, que les généraux Américains auront pris cette résolution dans la vue de ménager toutes leurs forces pour se maintenir avec avantage dans les parties du Canada qu'ils esperent conserver, & pour tenir en échec au moins dix mille hommes de troupes Angloises qui vont s'y trouver réunies.

Le général Burgoyne a ordre, dit-on, de marcher avec une partie de l'armée Angloise vers les lacs, pour redescendre de-là sur la Nouvelle-York, & l'attaquer par les derrieres en même tems que d'autres corps y entre-roient du côté de la mer. Voilà, sans doute, un beau projet de campagne ; mais cette même armée Américaine souffrira-t-elle qu'il

ait

ait son exécution ? Ne doit-on pas croire qu'elle se distribuera en divers partis qui détruiront toute l'armée Angloise dans une marche de plusieurs mois par des bois & des montagnes dont on n'a point d'idée , & où , dans la guerre dernière , les troupes Européennes, quoiqu'occupant les meilleurs postes, ont presque toujours été défaites ? Telle est pourtant la vraie position des Anglois dans le Canada ; & j'ose redire encore telle est le fruit de l'invasion de cette Province , qu'on prétend que le Congrès n'avoit pas trop approuvée. Ne vous paroît-il pas comme à moi , Monsieur , que si les Américains n'eussent pas pris dès l'automne dernière les forts de Chambli & de S. Jean , où ils ont fait deux régimens prisonniers , & où ils ont trouvé une immense quantité de munitions de guerre : que s'ils n'eussent pas occupé & exercé pendant tout l'hiver un gros corps de volontaires devant Quebec , non seulement ils n'auroient point actuellement plusieurs excellentes places d'armes & une armée aguerrie prête à repousser l'ennemi par-tout où il se présentera ; mais que les troupes Angloises pourroient parcourir tout ce pays sans trouver aucune résistance ? Est-ce que même , dès avant l'hiver , M. Carleton n'auroit pas formé des corps de Canadiens qui auroient été attaquer les Américains à Cambridge , & dans les autres postes qu'ils occupoient autour de Boston , d'où enfin ils ont chassé l'armée du Roi ? Cela n'est

point arrivé parce que M. Carleton avoit à peine les forces nécessaires pour se défendre ; & cette nouvelle campagne pourra être tout aussi infructueuse pour l'Angleterre , par la raison que la même armée traversera par-tout la marche de ses forces.

J'irois même jusqu'à dire que c'est pour mieux servir la cause Américaine que M. Arnold s'est retiré de devant Quebec , quand il a vu les vaisseaux Anglois arriver avant la jonction du renfort qu'il attendoit. D'abord il ne l'eût pas pris sans une grande perte ; & comme il n'auroit pas eu le tems de le démanteler , il auroit eu de la peine à défendre une place de cette étendue. L'armée Angloise dont il croyoit voir la tête , l'auroit tout au moins bloqué à son tour , & dans une saison où cela est bien plus facile. Son renfort seroit venu inutilement , & auroit été dispersé ; & M. Burgoyne choisissant sa route pour gagner la Nouvelle-York , auroit fait cette expédition avec une aisance qu'aujourd'hui il n'est pas si sûr d'avoir.

Tout cela n'empêche point que le Ministère ne montre le plus grand contentement de la retraite des *fanfarons* & des *pillards*. L'Amirauté a donné le commandement d'un vaisseau de soixante & quatre canons à l'Officier qui en a apporté la nouvelle. Elle avoit promis deux cents guinées à chacun des pilotes de l'escadre de M. Douglas , s'ils arrivoient à Quebec avant que la ville fût prise

par ces *fanfarons*. Les vaisseaux ont fait à l'envi des efforts prodigieux pour remonter le fleuve Saint-Laurent au milieu des monceaux de glace qu'il commençoit à charier. Vous pouvez vous souvenir que dans la guerre dernière le capitaine Swanton sur le *Vanguard*, vaisseau de ligne, triompha des mêmes obstacles ; & que le Roi d'Angleterre lui fit le compliment à son retour que Wolfe avoit pris Québec, mais que Swanton l'avoit sauvé.

J'ai observé, Monsieur, que la relation donnée par la Cour, de la défense de Québec, a plutôt ranimé que détruit les espérances de tous ceux qui ont épousé la cause des Américains. Il n'y a point de prodiges de valeur & de science militaire que l'on n'attende aujourd'hui d'une armée qui a suivi un siège de cette importance avec autant d'intelligence, d'activité & de persévérance que le fait entendre M. Carleton dans sa relation qui, après avoir réjoui la Cour pendant quelques momens, lui donnera autant à penser sur l'espèce d'hommes qu'elle a entrepris de soumettre, qu'elle inspirera de confiance à leur parti, aussi bien ici qu'en Amérique. C'étoit le bruit général à la Bourse, le 17, que les Américains s'étoient retranchés à quelques lieues de Québec, & que leur armée venoit de recevoir un renfort considérable.

Les Ministres se félicitent, Monsieur, de la belle navigation que le lord Howe doit avoir eue depuis son départ de Portsmouth ; mais

quel bien produira sa prompte arrivée à sa destination, s'il est vrai que la division de Hessois qu'il transporte est résolue de ne point agir que tous le corps ne soit réuni? Il passe pour certain que le général Harvey, que le Roi avoit envoyé exprès à Portsmouth, a eu toutes les peines du monde à décider le commandant Hessois à partir, & que cet Officier a déclaré bien positivement que ses troupes ne feroient pas un pas, & ne tireroient pas un seul coup de fusil, que le corps entier ne fût assemblé. Or, vous savez que le 9 de ce mois le défaut de bâtimens de transport en retenoit encore une partie en Allemagne. Le bon vent qui aura procuré à la première division une traversée si rapide, ne servira donc qu'à faire connoître aux Américains l'endroit par lequel on veut les attaquer, deux ou trois mois au moins avant qu'on puisse engager aucune action sérieuse; de sorte qu'ils pourront enfermer & détruire leur ennemi pendant qu'il aura, pour ainsi dire, les bras liés, en attendant le reste de ses forces. Ce sont des conjectures que le parti de l'opposition appuie sur la connoissance bien certaine qu'il prétend avoir des dispositions du commandant Hessois.

La nouvelle du débarquement des troupes aux ordres du lord Cornwallis à la Virginie, étoit fautive. On a certitude que cette flotte; commandée par le chevalier Parker, étoit le 17 Avril par 29 latitude septentrionale, 61

longitude occidentale de Londres , & le 18 devant la Barbade , avec vingt compagnies seulement , & que le reste avoit été dispersé dès la baye de Biscaye. Une partie a relâché à l'île d'Antigoa. L'artillerie étoit aux îles Madere. La destination de ces troupes est toujours pour la Virginie.

Du côté de l'Amérique , on paroît persuadé que le Congrès s'est attaché le fameux major Rogers , qui , tour à tour , a été maltraité & caressé de la Cour , & qui a un grand crédit sur les Sauvages. On dit que cet Officier , qui jusqu'ici ne s'étoit déclaré ni pour ni contre les Américains, a tout-à-coup pris la hache en leur faveur , & qu'il amene au Congrès cinq Chefs de nations qui ont rejeté des offres qu'on leur avoit faites de la part du Gouvernement. J'ai vu une lettre de Philadelphie où on assure que le Congrès a fait présent à cet Officier d'une épée où sont gravés ces mots : *Vaincre ou mourir.*

Quelques-unes des tribus de Sauvages se sont déclarées pour les Américains. Il n'y en a point encore qui ait accepté les offres du Gouvernement. Les Onéidas ont juré qu'ils resteroient neutres. Ils ont envoyé cette parole aux quatre provinces de la Nouvelle-Angleterre : » Votre querelle est contre nature , vous êtes deux freres du même sang que nous aimons également. Si le grand Roi nous fait demander de nous joindre à ses troupes , nous ne le ferons pas , & nous refuserons de même

les Colonies. Il est nouveau pour nous que deux freres se fassent une guerre cruelle. Nos peres ne nous ont point laissé le souvenir d'un si étrange événement. Freres, ne soyez point surpris que les Onéidas s'abstiennent de prendre part à cette guerre. Si c'étoit une nation étrangere qui vous eût attaqués, nous verrions de quoi il s'agiroit. — Freres, nous tenons pour la paix; ne demandez point aux Sauvages nos freres, qui sont parmi vous, leur secours. Que les Sauvages vivent en bonne union entr'eux, & vous autres blancs, arrangez les querelles que vous avez ensemble. Freres, voilà notre résolution, faites-nous savoir la vôtre. — Nous Sachems, guerriers, & *Femmes Gouvernantes* d'Onéida, à nos affectionnés Freres le Gouverneur. & tous les Chefs de la Nouvelle-Angleterre. Voilà des Sauvages, Monsieur, qui ont des mœurs bien douces; mais cela peut-il être autrement, puisque le beau-sexe les gouverne? Je suis pourtant fâché pour cette raison-là même que les Onéidas se refusent au soutien de la cause Américaine. Il est bon sans doute de n'avoir pas les dames contre soi; mais il vaut encore mieux les avoir de son côté.

Le bruit court que l'Américain Hopkins, avec neuf vaisseaux, a fait une descente aux îles Bermudes d'où il a enlevé un butin considérable. Il a donné chasse à un bâtiment de S. Vincent pour Liverpool.

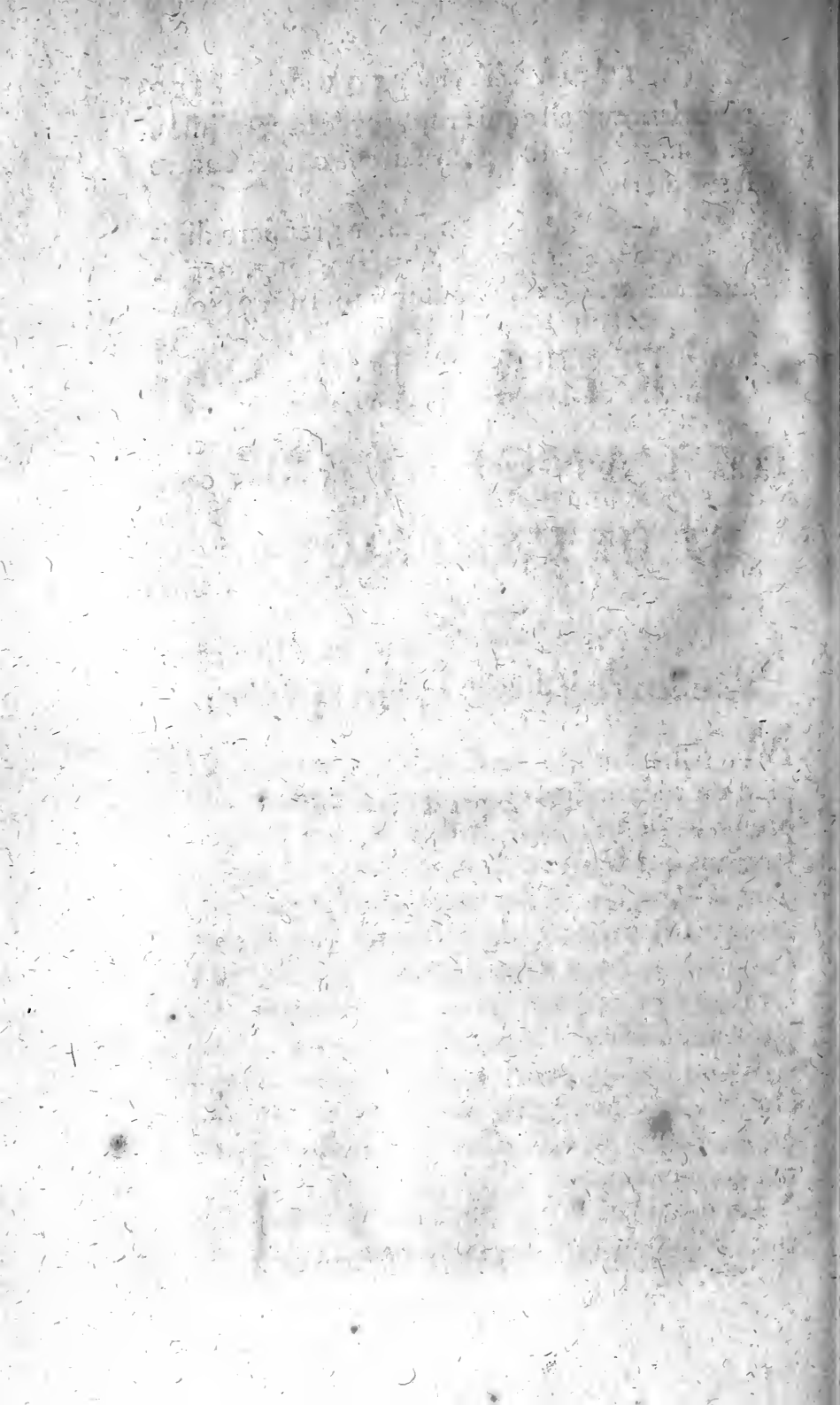
Les habitans de la Jamaïque ont mis en

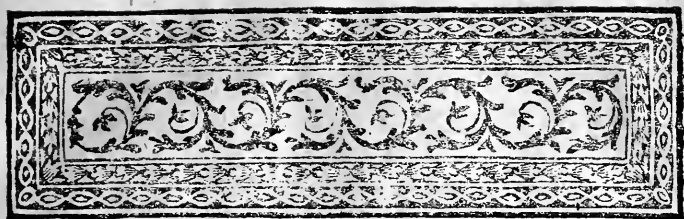
pieces un corsaire qui armoit avec la permission de l'amiral Gayton pour faire la course contre les Américains.

On a rencontré le 30 Mai la premiere division des Hessois par 29 degrés de long. occid. de Londres. Le vent a aussitôt tourné au Nord-Ouest, & la flotte a été obligée de ralentir sa marche. Depuis ce jour-là il a dû toujours être Ouest, le bâtiment qui l'a vue étant arrivé très - promptement à Bristol. On en conclut que cette flotte devoit être le 15 Juin à cent lieues plus loin d'Halifax qu'elle n'étoit le 30 Mai. Le lord Howe, qui n'a débouqué que le 16 ou 17 Mai, doit être encore moins avancé.

Il reste encore à embarquer en Allemagne une partie du régiment Hessois de Bunau.







AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

1776.

Suite des débats de la Compagnie des Indes.

M. Elliot insiste pour qu'on travaille à un plan de réconciliation entre les Employés. Il prend de-là occasion de dire un mot des dissensions qui désolent les établissemens Anglois dans le Bengale, & des maux qu'elles peuvent amener. Il propose de présenter requête au Parlement, pour faire rappeler un des trois Officiers principaux qu'on y a envoyés, ou pour augmenter leur nombre de deux autres. » Si l'on ne fait point attention à cela, conclut-il, la Compagnie sera perdue; mais au moins j'aurai rempli mon devoir, & satisfait ma conscience «.

La nomination du Brigadier général Carnac, à l'adjonction au gouvernement de Bom-

N^o. V.

A

19 Mars.

2 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— bay, est confirmé par une pluralité de 577.
19 Mars. contre 91. L'assemblée s'ajourne *fine die*.

Chambre des Communes.

On remet au 27 à délibérer sur une pétition de plusieurs marchands qui sollicitent la permission d'exporter du grain à Terre-Neuve.

La Chambre délibère de nouveau sur la milice d'Ecosse. Les partisans du Bill proposent d'examiner les modifications. M. Burke & d'autres membres de l'opposition demandent que cet examen soit renvoyé à quatre mois, ce qui signifie, dans le style du Parlement, qu'on ne s'en occupera plus dans la session actuelle. Ce dernier avis l'emporte, après de longs débats, à la pluralité de 112 voix contre 93.

M. Townshend a fait remarquer dans le Bill une clause qui seule lui paroissoit suffisante pour le faire rejeter, en ce qu'elle mettoit au pouvoir de la Couronne un moyen dont les dépositaires de l'autorité pourroient faire le plus pernicieux usage, & qui sembloit dévoiler en eux le dessein secret de soumettre bientôt aux mêmes conditions la milice d'Angleterre. Cette clause porte que le Lieutenant pour le Roi dans chaque Comté, ou trois de ses Subdélégués, pourroient faire enlever, par qui & quand il leur plairoit, les armes, habits & équipemens appartenans audit Comté, & les faire remettre sous la garde

de qui il leur conviendrait : le tout ainsi qu'ils jugeroient nécessaire pour le plus grand bien du Royaume. 19 Mars.

M. Powis a observé , pour appuyer la motion de M. Townshend , que l'Ecosse ne paie pas une quarantieme partie de la taxe des terres de la Grande Bretagne , quoique le revenu de ses terres soit d'un sixieme de celui de l'Angleterre : que dans le présent Bill , en fixant à six mille hommes la milice d'Ecosse , on paroît avoir eu en vue cette dernière proportion , puisqu'il la milice d'Angleterre est à peu près de 36,000 hommes ; qu'ainsi l'Ecosse doit avoir l'option , ou de contribuer pour un sixieme dans le total de la taxe des terres , en considération de quoi , on lui paieroit une milice sur ce produit , ou de payer elle-même cette milice par une taxe locale.

Le lord Mounstuart , auteur de la motion , a allégué qu'une milice nationale étoit le rempart constitutionnel de la Grande Bretagne , & que l'Ecosse devoit participer à tous ses avantages : que les Anglois sont exercés aux armes , tandis que les Ecoissois restent dans un état de foiblesse qui doit donner les plus grandes inquiétudes ; que le gouvernement y manque même des moyens de faire respecter les loix. Il a apporté en preuve l'arrivée d'un canot contrebandier armé , qui , en plein jour , a débarqué , dans le détroit de Froth , toutes ses marchandises. Les Officiers de l'Accise ont demandé un renfort d'un sergent & de douze

4 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

19 Mars. — hommes, qui sont enfin arrivés, mais de si loin, que les contrebandiers avoient eu tout le tems nécessaire pour achever leur opération, & se retirer.

M. Turner a répondu à ce dernier article qu'il savoit une province maritime d'Angleterre où il n'y a pas de plus grands contrebandiers que les miliciens, si ce n'est cependant les commis même de la Douane.

M. Stanhope a insisté sur le danger de laisser aux Ministres le pouvoir de désarmer à leur gré des corps de milice : ce qu'ils feroient peut-être dans les momens où le secours de cette milice seroit le plus nécessaire. » Comment le Ministre des finances, a-t-il dit, peut-il prêter son appui à un Bill qui augmenteroit si considérablement nos dépenses, tandis qu'il assure au Roi que nous ne pourrions pas soulager sa liste civile d'une dette de 5,000 liv. sterling ? Se figure-t-il que la clause qui autorise à donner pour chaque homme trois guinées d'enrollement, suffira pour recruter notre armée, & qu'elle nous fera éviter l'embarras & la dépense d'envoyer en Amérique un corps de mercenaires étrangers, avec la commission infernale d'égorger nos freres & nos concitoyens ? « Il a fini par une énumération des énormes dépenses de l'année 1775, & il a fait voir la nécessité indispensable, ou d'imposer de nouvelles taxes, ou de donner des primes de 50 pour cent à toute la clique des entrepreneurs, courtiers, &c. qui sont les sangsues de l'Etat.

M. Sawbridge, Lord-Maire de Londres, s'est déclaré l'ennemi de toute espece de milice constituée d'après les modifications agréées pour celles d'Angleterre au commencement de la session actuelle. » Je ne vois plus, dans notre milice, a-t-il dit, une vraie sûreté constitutionnelle dépendante du corps de la nation, puisqu'on la convertit en armée subsistante que le Roi peut mettre sur pied arbitrairement, & employer ensuite à tout service quelconque. Nous ne pouvons point ignorer que les principes des Ecoissois en matière de gouvernement, sont en général assez tournés au despotisme. Si on leur confie une milice, leurs intérêts secondant leurs dispositions naturelles, je vois aussitôt en eux les plus dévoués serviteurs d'une administration ennemie de nos libertés. J'appelle ici en témoignage les adresses qui sont venues d'Ecosse en plus grand nombre qu'il n'y a en Ecosse de villes & de corporations, & dans lesquelles, si ces bons Ecoissois n'ont pas articulé explicitement qu'ils étoient prêts à massacrer tous les Américains, ils ont au moins fait entendre assez clairement qu'ils égorgeroient, quand il plaîroit au Roi, leurs compatriotes en Angleterre. Cependant, ajoute M. Sawbridge, ceci n'est qu'une assertion vague & générale. Il y a de dignes & honnêtes citoyens dans les pays les plus infectés des principes du despotisme «.

19 Mars.

Le lord North assure la Chambre que les

6 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

19 Mars.

adresses d'Ecosse ne sont pas susceptibles d'une si noire interprétation, & qu'apparemment milord Maire les a lues en courant, ou qu'il n'auroit pas pu en parler de la sorte.

M. Grenville, en parlant sur la dépense du corps en question, dit que pour vingt-huit jours il coûteroit 34,970 livres, & que si on l'enrégimenteroit, ce qui suppose qu'on le tiendrait assemblé toute l'année, la dépense pour treize mois monteroit à 104,440 livres : que cette somme ne pouvoit être prise que sur une taxe des terres produisant, à 4 sh. pour livre, la somme de 47,959 liv. 1 s. 2 d. (C'est la portion de l'Ecosse dans les deux millions réputés être le produit de la taxe des terres de la Grande Bretagne, à 4 sh. pour liv.) En réponse à quelques assertions relatives aux revenus d'Ecosse, il a produit divers papiers originaux, d'après lesquels il a fait voir que, par une estimation moyenne de dix années, le revenu d'Ecosse ne montoit qu'à 97,945 livres, déduction faite des droits des Barons, des remises de droits, & des frais d'administration; que sur cette somme il falloit prendre la taxe des terres pour 47,959 livres, la dreche pour 19,280 l., la douane & l'accise pour 13,555 liv., le papier timbré, les saisies, les rentes de la couronne & autres articles pour 14,156 l. Ensuite il a fait l'énumération des articles de dépenses que cette modique somme devoit supporter avant que d'arriver à l'Echiquier, telles que la dépense pour l'entretien des routes,

pour les fortifications, l'artillerie, l'Etat major & l'établissement militaire. Enfin il a assuré la Chambre que loin d'avoir évalué trop bas les revenus d'Ecosse, il les avoit même portés trop haut dans plusieurs articles, en prenant des époques où ces revenus avoient dû monter le plus haut, & en mettant la taxe des terres, qui en fait le principal objet, à 4 s. pour livre.

19 Mars.

Un autre membre a développé le meme compte de la maniere suivante :

L'accise sur toute la nation Ecoissoise monte par une estimation moyenne de dernieres années, à

95,222 l.

Les Douanes à

68,369 l.

La taxe des terres est fixée par le traité d'union, & quand elle est à quatre sols par liv. l'Ecosse doit rendre

47,954 l.

Desorte que les Ecoissois ne paient dans les dépenses publiques que

211,545 l.

Pendant qu'on a levé sur la Grande-Bretagne, y compris cette petite portion de l'Ecosse, & quand la taxe des terres étoit seulement à trois shel., la somme de

10,000,000 l.

Mais comme cette taxe est pour l'année 1776 à quatre sols pour livre; si les autres impôts ne donnent point de

8 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— *deficit*, le montant des taxes
 19 Mars. fera de..... 10,500,000 l.

Si l'on déduit de cette
 somme la part de l'Ecosse
 qui est de 211,545 l.

La somme qu'on levera
 cette année sur l'Angleterre
 fera de 10,288,455 l.

Des calculateurs ont porté à 1,500,000
 le nombre des habitans de l'Ecosse. Si on dis-
 tribue 225,000 l. sur eux tous, on verra qu'ils
 ne paient que trois sous par tête, & cette somme
 de 225,000 l. se trouvera complétée par le
 produit des droits intérieurs qui se levent en
 Ecosse indépendamment de l'accise ; car ces
 droits intérieurs ne peuvent guere être por-
 tés qu'à 13,500 l., qui, joints aux 211,545 l.
 ci-dessus, donnent les 225,000 l., & forment
 exactement la somme par laquelle ils paient
 trois sous par tête.

Or, si de celle de..... 10,5000,000 l.

On ôte 225,000 l.

L'Angleterre & le pays de
 Galles paieront 10,275,000 l.

Supposons que le nombre des habitans de
 l'Angleterre & du pays de Galles soit de 6,
 000,000, les taxes seront supportées par eux
 sur le pied de 34 shel. par tête, tandis que les
 Ecoissois n'en paient que trois.

D'après ce calcul, il est évident que les
 Ecoissois ne paient que la quarante-neuvieme
 partie des taxes, & cependant ils recueillent

une partie des émolumens de l'Etat. Le docteur Price porte les seuls frais de la perception des droits dans la Grande-Bretagne à 1,166,334 l., & les Ecoffois en ont une grande partie. Outre ces places, ils sont employés dans les troupes & dans la marine; ils ont des gouvernemens, des ambassades, &c., peut-être jusqu'à la concurrence du tiers; mais au moins de la moitié.

19 Mars.

Il résulte de-là que les Ecoffois emportent une somme plus considérable que celle que leur nation paie pour supporter les charges publiques. Si nous ajoutons leur commerce, qui est considérablement accru depuis quelque tems, la perte que nos liaisons avec l'Ecosse nous occasionne peut à peine être évaluée.

Examinons maintenant la situation des Américains. Ils paient leurs Gouverneurs; & s'ils ne supportent qu'une médiocre partie des charges publiques, cependant comme ils souffrent de grandes restrictions dans leur commerce, & que la Grande-Bretagne en fait le monopole de la manière que le Parlement juge la plus avantageuse, leurs contributions quoique moins directes, doivent être très-considérables, puisqu'on a vu que les exportations de la Grande-Bretagne pour l'Amérique ont été en 1773 de trois millions. Combien de milliers de personnes de tout rang, depuis le plus petit manufacturier jusqu'au plus gros marchand, un commerce aussi étendu ne doit il pas soutenir?

19 Mars.

Il est donc prouvé que les Ecoffois emportent de l'Angleterre par leurs pensions, leurs émolumens & leur commerce, plus qu'ils ne contribuent. Au contraire les Américains, en se soumettant au monopole de leur commerce, contribuent considérablement aux dépenses publiques ; & il n'y a rien à en rabattre pour les pensions & emplois, car il n'y en a point pour eux.

En tems de guerre les Ecoffois levent des hommes, mais les Anglois les paient. Les Américains en levent davantage, & ils les entretiennent.

Si les Ecoffois, par une éducation plus soignée, & par une plus grande application aux affaires, se sont rendus plus propres que d'autres pour les places que l'intérêt public a fait créer, je ne prétends point qu'ils en soient écartés par la raison qu'ils sont Ecoffois. Mon objet est de faire voir la partialité & l'injustice de ceux qui voudroient encore que l'Angleterre leur payât une milice, & qui condamnent les Américains, sur le prétexte de leur refus de contribuer aux charges publiques, tandis qu'ils y contribuent infiniment plus que les Ecoffois qui se soumettent à la taxation du Parlement.

AINSI se termine l'affaire du Bill de la milice d'Ecosse, dans laquelle les Ecoffois ont succombé faute d'uniformité dans les opinions de leur parti, & celui de l'opposition en célèbre sa joie comme d'une victoire remportée sur les Ministres, jusqu'à l'année prochaine.

Le gouvernement fait demander aux marins de la Tamise le nombre d'hommes qu'ils sont obligés de fournir, en vertu de leur chartre, pour le service de la marine. 20 Mars.

Des gens en place, inquiets sur le bruit qui se répand que le lord Effingham doit faire une motion à la chambre des Pairs concernant les dispenses accordées pour l'Amérique, font donner l'ordre de remettre à terre toutes les marchandises embarquées sur les bâtimens qui transporteront des troupes aux colonies.

Le bureau de la guerre & celui des vivres font suspendre pour vingt jours l'embarquement de toutes les provisions, ainsi que celui des soldats qui sont à Portsmouth & à Chatam.

Plusieurs vaisseaux d'Ostende, & d'autres ports étrangers, chargés de froment & divers autres grains, arrivent à Londres; mais tous les magasins étant remplis, ils seront obligés de garder leurs cargaisons pendant quelque tems.

On publie une liste de vaisseaux munitionnaires chargés à Corke pour Boston depuis le 10 Septembre jusqu'au 7 Mars, & dont la plupart ont été enlevés par les Insurgens. 21 Mars.

Le paquebot de la Jamaïque apporte la nouvelle de la prorogation de l'assemblée de cette île du 30 Décembre au 30 Janvier, après un discours du Gouverneur qui a remercié l'assemblée du zèle avec lequel elle s'est prêtée à toutes les vues de l'administration. On apprend

12 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

21 Mars. en même tems que les frégates du Roi dans ces parages, ont pris beaucoup de bâtimens chargés de denrées & d'argent pour le compte des Insurgens.

Ouverture de la navigation sur le fameux canal du duc de Bridgwater, qui établit une communication entre la ville manufacturiere de Manchester & le port de Liverpool.

Observations sur la Canalomanie.

» Les grandes surfaces d'eau rendent l'air humide & froid. Du tems de Jules-César cette température empêchoit le grain en Angleterre de venir à maturité. On s'est occupé pendant une suite de siècles à corriger le climat par des desséchemens. Ils semblerent que les grands seigneurs, faisant ouvrir des canaux de tous les côtés, veuillent ramener les jours malheureux de nos barbares ancêtres. L'indemnité d'une demi guinée par acre aux propriétaires, ne rend point le sol à la nation qui perd un revenu de trois demi-guinées pour chaque acre. Un canal de vingt lieues de longueur sur cinquante pieds de largeur, occupe cent vingt acres de terrain. Tous nos canaux, étangs & pieces d'eau équivalent aujourd'hui en superficie à une grande province; & le préjudice qui en résulte pour le royaume est de 200,000 l. sterl. par année. Si l'on continue à percer par-tout des canaux comme on le fait depuis vingt ans, avant peu la perte nationale sera par an d'un demi-million sterl «.

Chambre des Communes.

21 Mars.

M. Joliffe expose que la taxe des pauvres se monte aujourd'hui à près de trois millions sterl., & que le seul moyen de la diminuer seroit une taxe sur les chiens dont le trop grand nombre, dit-il, commence à devenir incommode à la société. Il assure que ces animaux consomment une partie de la subsistance des pauvres ; & que la folie du siècle paieroit par leur moyen un tribut considérable aux besoins de l'Etat. Sa proposition est appuyée par le chevalier Young qui assure la Chambre que dans le Devonshire depuis sept ans la taxe des pauvres s'est augmentée d'un tiers.

M. Rigby, pour faire abandonner cette idée qui paroïssoit avoir assez de partisans dans la Chambre . demande qu'on ajoute ces quatre mots, & *sur les chats*, attendu, poursuit-il, que toutes les objections de M. Joliffe contre les chiens pouvant s'appliquer aux chats également, il est convenable qu'on ne fasse pas plus de grace aux uns qu'aux autres. La proposition de M. Joliffe passe à la négative de 24 voix contre 19.

La Chambre se forme en comité sur le Bill proposé pour recruter avec plus de célérité les troupes de marine destinées à servir à bord des vaisseaux de guerre, & pour faciliter aux bâtimens marchands la formation de leurs équipages.

14 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

21 Mars.

M. Luttrell propose une modification qui , dit-il , empêcheroit que la loi ne fût exécutée d'une maniere cruelle & oppressive. Il est secondé par M. Townshend qui censure avec beaucoup de liberté & de force les procédés de l'administration.

Le chevalier Grey Cooper observe qu'il a été passé un pareil Bill en 1775 , au moment où a éclaté la dernière guerre , & qu'il n'en étoit résulté aucun des inconvéniens que MM. Luttrell & Townshend affectoient de craindre.

M. Hartley , en parlant à l'appui de la clause de M. Luttrell , entre dans la discussion de l'état allarmant & dangereux où se trouve aujourd'hui l'Angleterre. Nous avons déjà , dit-il , voté vingt-huit mille matelots , & il nous en faudroit encore le double , tant pour la garde & la défense de l'Angleterre , que pour assurer la propriété des marchands , qui certainement demanderont des convois. Si tel est l'état des choses , comment les Ministres peuvent-ils soutenir les regards de la Chambre ? Comment se laveront-ils du juste reproche d'avoir fait dépendre l'honneur , peut-être même le salut de l'Etat du succès d'une seule campagne , sans avoir pris les précautions nécessaires pour pousser les opérations d'une guerre maritime qui seule pouvoit assurer ce succès ? Car , ajoute-t-il , qui est-ce qui seroit assez borné pour prétendre que , si l'Amérique trouve le moyen d'entretenir une correspon-

dance avec l'Europe , il sera possible à la Grande-Bretagne de la forcer d'y renoncer ; ou que , si nous ne portons pas un coup décisif à l'Amérique la campagne prochaine , nous pourrons également par la suite espérer d'en triompher ? La dépense de cette année montera au moins à douze millions , & celle de la suivante sera du double plus forte , sans qu'on puisse prévoir quelles seront les suites d'une aussi grande profusion de sang & de trésors.

M. Hugh Palliser , en réponse à plusieurs allégations de M. Luttrell , observe qu'elles pourroient être vraies sans que le service en souffrît : qu'il avoit été mis des vaisseaux en commission dont on avoit nommé les Officiers à différentes époques ; mais qu'on ne leur donnoit leurs matelots qu'au moment où ils recevoient l'ordre d'appareiller : que dans l'intervalle de la nomination des Officiers & de l'équipement , on pouvoit croire qu'ils n'étoient pas complets , quoique par l'événement ils se trouvaient l'être : qu'il s'agit de savoir si quelques vaisseaux après avoir reçu ordre de mettre à la mer , ont été retenus faute de matelots pour les manœuvrer ; qu'il est certain que M. Luttrell n'en pourroit donner aucune preuve.

M. Burke parle en faveur de la modification , & le lord North ne dit que très-peu de chose pour la combattre. La modification est rejetée à la pluralité de 51 voix contre 20. On

16 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

ordonne que le Bill sera rapporté le Lundi 25
21 Mars. Mars.

M. Lutrel avoit fait lecture dans ces débats d'un état des forces navales actuelles de la France & de l'Espagne, tant en Europe que dans les Indes orientales & occidentales; &, pour convaincre la Chambre que le lord Sandwich avoit trompé les Pairs en niant qu'il eût été admis des vagabonds tirés des prisons de Hampshire à bord des vaisseaux de guerre à Portsmouth, il a produit un certificat du Geolier de Gosport, qui atteste que le premier Janvier on a tiré de sa prison des malfaiteurs qui ont été embarqués sur la corvette de guerre le *Greyhound*.

22 Mars. Proclamation du Roi, qui porte à la somme de trois livres sterling pour les bons matelots, & de deux livres pour les matelots ordinaires, la gratification pour ceux qui s'enrôleront de bonne volonté jusqu'au 30 Avril.

Le Lord-Maire, les Aldermans & le Conseil commun de Londres, présentent leur requête au Roi.

TRÈS-GRACIEUX SOUVERAIN.

Nous les Lords-Maire, Aldermans & Communes de la ville de Londres, assemblés en Conseil commun, demandons la permission d'approcher de votre trône, & de supplier votre Majesté de nous honorer de votre attention dans ce moment où, en sujets fideles & soumis,

soumis, nous prenons la liberté d'exposer à votre Majesté l'impression que font sur nous l'intention & l'objet des opérations actuelles, les allarmes que nous cause l'état d'abandon où se trouve ce pays, dégarni de troupes nationales, ainsi que le danger & les calamités dont nous menacent les traités pour des mercenaires étrangers, traités dont l'extension va jusqu'à pourvoir aux moyens d'introduire une armée étrangère, même dans ce Royaume.

Nous ne pouvons, Sire, voir sans horreur le démembrement qui menace cet Empire : l'accroissement énorme de la dette nationale & des taxes ; la perte de nos ressources les plus profitables : l'état de détresse où se trouvent nos marchands & nos manufactures : les *deficit* des revenus publics : l'effusion du sang de nos compatriotes & de nos frères : la décadence du crédit ; enfin les calamités & les convulsions qui doivent résulter d'une guerre civile, commencée & suivie, comme celle-ci, & dont la prudence humaine ne peut prévoir la suite.

Nous pensons qu'aucun peuple ne peut être contraint à abandonner ses droits & ses libertés en retour de la protection qu'on lui accorde. Les Colonies ont toujours combattu pour nous, & , dans la dernière guerre, leurs efforts ont tellement surpassé leurs facultés, que la Grande Bretagne a cru qu'il étoit juste & nécessaire de leur accorder une indemnité annuelle ; & même que le besoin de leur propre

18 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

32 Mars.

défense les a entraînés dans une guerre ouverte. Si on leur assure la jouissance paisible de leurs chartes, elles consentent à nous continuer tous les avantages d'un commerce exclusif & régulier, auquel nous avons été longtemps redevables de notre opulence & de notre prospérité. Toutes les assurances que peuvent donner, sans danger, des hommes dans leur situation, nous garantissent que, s'ils sont requis comme hommes libres, ils sont disposés à faire de nouveaux sacrifices; & à venir au secours de l'état d'épuisement où sont les finances de ce pays, par des contributions volontaires & conformes à leurs facultés, pourvu que ces contributions soient fidèlement & uniquement appliquées à remédier à la détresse qui peut seule être le fondement raisonnable & politique de la réquisition qui leur seroit faite, & pourvu que l'argent qu'ils donneront & nos propres fonds d'amortissement ne soient plus distraits du bénéfice public, & appliqués, par un emploi coupable, à des essais de corruption, au lieu de racheter la dette de la nation, conformément à la sagesse & à la justice de leur institution.

Daignez, très-gracieux Souverain, vous abandonner aux mouvemens de la bonté & de l'humanité qui vous sont naturelles, & nos vœux seront exaucés. Nous conjurons votre Majesté d'étendre jusques sur l'Amérique les mêmes sentimens de justice & de clémence qui ont prévalu dans le cœur de votre Ma-

jesté, lorsqu'elle étoit l'arbitre des conditions de la paix, sur tous les droits qu'elle avoit à exercer pour s'indemniser des dépenses de la guerre. 22 Mars

Nous demandons humblement & instamment à Votre Majesté de faire que les opérations effrayantes de votre armement soient précédées de la spécification la plus authentique, la plus claire, la plus distincte & la moins équivoque des justes & honorables conditions que Votre Majesté, avec les deux chambres du Parlement, est dans l'intention d'accorder aux Colonies. Alors la conduite de la métropole, bien connue, ne sera plus exposée aux moindres soupçons d'injustice & d'oppression; &, si les Colonies n'acceptent point ces justes & honorables conditions que Votre Majesté fera certainement autorisée à leur proposer, quelle résistance la rébellion pourra-t-elle opposer au courage & à la vigueur d'un peuple fidele & uni? «

Sa Majesté a fait à cette requête la réponse suivante : » Je vois avec la douleur la plus amère les maux qu'une grande partie de mes sujets dans l'Amérique Septentrionale se sont attirés par une résistance inexcusable à l'autorité constitutionnelle de ce Royaume, & je serai toujours empressé & satisfait d'adoucir ces maux par des actes de bonté & de clémence, lorsque l'autorité sera rétablie, & que la rébellion sera éteinte. J'emploierai invariablement les moyens les plus convenables &

50 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

— les plus efficaces pour remplir ces objets salutaires «.

22 Mars.

Le parti de l'opposition croit entendre que cette réponse signifie que l'on poursuivra la guerre à toute outrance jusqu'à ce que les Américains aient mis bas les armes, & qu'ils se soient soumis absolument & sans réserve ; & de-là on augure que Carthage sera détruite.

Il y a tant de vaisseaux de transport occupés pour les troupes , que les Commissaires des vivres ne peuvent en trouver pour les munitions de toute espece qu'on envoie en Amérique. Ils font publier qu'ils prendront des bâtimens au-dessous de trois cens tonneaux.

Plus de vingt vaisseaux marchands destinés pour l'étranger se trouvent arrêtés dans la Tamise , par la raison que leurs équipages refusent d'aller en mer , à moins de cinquante shellings par mois.

Les vaisseaux de la Compagnie destinés pour l'Inde, sont retenus à Gravesend, parce que les matelots les ont abandonnés, & qu'ils refusent de venir , à moins que les Capitaines ne leur paient sept guinées d'avance.

Le munitionnaire du vaisseau de la Compagnie des Indes le *Nottingham* arrive à l'hôtel de la Compagnie avec la nouvelle que ce vaisseau est entré heureusement à Plimouth , venant de Madras. Il avoit appareillé des Dunes pour l'Inde , le 14 Mars 1775. On

apprend par ce vaisseau que le *Salisbury*, parti de Londres, est arrivé dans la rivière de Bengale, le *Godfrey* à Madras, & le *Talbot* à Bombay : ces deux derniers étoient partis pareillement de Londres. Le *Nottingham* a quitté Madras au commencement d'Octobre, sans avoir fait voile pour le Bengale. Il a appareillé du cap de Bonne - Espérance le 11 de ce mois, & il a laissé le *Colebrook*, qui devoit partir pour l'Europe douze heures après le *Nottingham*. Le *Calcutta* se trouvoit en bon état à la hauteur de Ceylon, au commencement de Novembre, & le *Granville*, à bord duquel étoit embarqué le lord Pigot, est arrivé à Aujengo, au commencement du même mois.

Le Gouvernement ordonne que, comme il n'est plus possible d'envoyer les malfaiteurs aux Colonies septentrionales ; la chaîne, actuellement embarquée sera transportée à la Floride Orientale, dont la capitale est la ville de S. Augustin.

On lit dans la plupart des gazettes l'article suivant : « Nous sommes autorisés à prévenir le public que l'extrait d'une prétendue lettre du Comte de Chatam datée de Hayes le 9 Mars 1776, & insérée, comme authentique, dans diverses gazettes est entièrement supposée, & que c'est un artifice grossier, imaginé pour tromper le public ».

On apprend de la Jamaïque que le biscuit s'y vend cinq l. quinze s. sterl. le quintal, &

22 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

23 Mars. que toutes les denrées y sont cheres en proportion , depuis l'interruption du commerce avec l'Amérique Septentrionale , de sorte qu'un grand nombre de pauvres familles de cette île a été obligé de passer dans les îles étrangères.

24 Mars. M. Harrison , inventeur du *mesure-tems* pour trouver la longitude de la mer , & mécanicien très-habile , que la nature seule avoit enrichi de ses dons , meurt à Londres , âgé de quatre-vingt-quatre ans.

La premiere division du détachement des Gardes part de Winbledon pour Portsmouth. On distribue aux Officiers & aux soldats des bonnets de feutre ornés d'une plume noire.

On reçoit de la Grenade le détail de l'incendie arrivé le premier Novembre au bourg de S. George , & qui l'a consumé en entier. On estime la perte 500,000 l. sterl. & elle est tombée principalement sur ceux que l'incendie du mois de Décembre 1771 avoit déjà ruinés. Tous les habitans & negres ont eu le bonheur de se sauver. Le Conseil de l'île & les habitans ont fait des remerciemens publics des secours qui leur ont été donnés au sieur Young, Commandant en chef, ainsi qu'au quarante-huitieme régiment d'infanterie , & à un Lieutenant d'artillerie nommé *Ross*, qu'ils ont supplié le Gouverneur de recommander au Roi. Cette île a exporté dans l'année derniere 17,500 barriques de sucre, 6,350 poinçons de rum, & 14,812 sacs de coton.

Le docteur Rowley présente au Roi un ouvrage de médecine de sa composition, intitulé *Avis aux troupes de terre & de mer, employées à l'expédition d'Amérique, sur leur santé.* 25 Mars.

Incendie d'une maison située sur les bords de la Tamise, au-dessous du pont de Londres, où le Consul de Dannemarck perd une partie de ses effets & papiers, après avoir échappé lui-même aux plus grands risques pour sa vie. Il s'y étoit établi pour veiller de plus près au maintien des privilèges de sa nation, sur le bruit qu'on alloit presser des matelots avec la plus grande rigueur.

Le lord Lieutenant d'Irlande donne le consentement royal à un Bill pour mieux assurer la perception des revenus du Roi, & à divers autres.

Les frégates le *Boréas* & le *Seaford* partent de Falmouth pour l'Amérique.

Chambre des Pairs.

Une commission du Roi composée de l'Archevêque de Cantorbery, du Lord-Chancelier & du lord Gower, donne dans la chambre des Pairs, en présence des Communes, le consentement royal à plusieurs Bills, dont un a pour objet le maintien de la discipline de l'armée en Amérique, & un autre supprime pour un certain tems les droits qui se paient sur les suifs importés.

25 Mars.

Chambre des Communes.

Il est arrêté que le projet de taxe sur les chiens ne lui sera plus présenté dans la session actuelle.

Rapport du grand comité sur le Bill pour permettre aux matelots étrangers (dont le nombre n'excéderoit pas les trois quarts de l'équipage d'un vaisseau ,) de servir à bord des bâtimens marchands. M. Luttrell & le chevalier George Young font diverses objections contre ce Bill. Le premier prétend qu'il entraînera la ruine des pépinières Angloises , (déjà renfermées depuis quelques années dans des bornes fort étroites par les actes du Parlement) & qu'il en formera de nouvelles pour les étrangers , & pour ceux qui jaloussent le commerce des Anglois , & la souveraineté qu'ils exercent sur les mers. Il insiste sur le danger de former les Russes au métier de la mer , de donner une connoissance parfaite aux ennemis naturels des Anglois , de leurs ports & de leurs arsenaux dans la Grande-Bretagne , & dans ses colonies. Il dit que ce Bill , joint à l'affretement des vaisseaux étrangers , pour transporter les troupes mercenaires Allemandes en Amérique , annule absolument tous les actes de navigation , à moins qu'on ne convienne que ces vaisseaux étrangers seront saisissables & regardés comme de bonne prise : qu'il est directement

contraire aux traités de l'Angleterre avec les Régences d'Afrique , & aux passeports pour la Méditerranée , & pour le commerce du Levant , lesquels portent que les deux tiers de l'équipage seront composés de sujets naturels ou naturalisés de la Grande-Bretagne : qu'en entretenant une communication continue avec les pirates de Barbarie , ce qui doit être la conséquence naturelle de ce Bill , & en admettant des matelots du Levant , on court le plus grand danger de la peste , le seul malheur qui manque pour mettre le comble à la détresse actuelle : » Nos armées en Amérique , poursuit-il , seront composées d'étrangers : la plupart de nos garnisons en Europe seront confiées à la garde des étrangers ; les deux tiers de nos bâtimens de commerce seront équipées par des étrangers ; & ils auront en leur possession les ports de Portsmouth , de Plimouth , & le centre même de votre Empire.

Le chevalier George Young combat aussi ce Bill , par des observations sur la nature de la guerre actuelle , si différente de toutes les guerres étrangères , où il a pu être jugé nécessaire d'adopter un semblable projet : il dit qu'il regarde comme une suite nécessaire de l'état actuel des choses qu'on ordonne une presse dans peu de jours , & il ajoute que , si , dans d'autres occasions , les moyens violens employés pour équiper une escadre ont répugné aux honnêtes gens , il seroit sur-tout au-

26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

25 Mars.

jourd'hui de la plus grande injustice & de la plus grande cruauté d'en faire usage.

Le Bill passe à une grande pluralité de voix, les circonstances où se trouvent les affaires publiques exigeant un prompt secours de matelots.

M. Luttrell propose d'y faire une modification, en y insérant ces mots : » excepté les sujets naturels & naturalisés de la France & de l'Espagne.

M. Luttrell.

Je désapprouve hautement ce Bill. Je le regarde comme une suite du système ministériel à l'égard de l'Amérique. On charge de tout les étrangers. Ce sont eux qui massacreront nos frères en Amérique. Ils livreront bataille pour nous : ils garderont nos côtes : ils détruiront nos ennemis : ils protégeront notre commerce : ils défendront nos forteresses. Guerre sanglante & barbare qui révolte & fait frémir les Anglois ! L'Anglois est trop noble, trop généreux, trop brave, trop humain pour égorger son compatriote. Les armées de l'Angleterre seront composées d'étrangers : leurs Commandans seront étrangers ; &, pour comble de maux, la marine d'Angleterre (l'objet de la jalousie & la terreur de l'Europe, la force & la gloire de la Grande-Bretagne) sera commandée par des étrangers. Dans toutes nos grandes guerres maritimes, depuis un siècle, les sujets de la France & de l'Espagne ont tou-

25 Mars.

jours été exclus du service sur nos escadres, & sur-tout dans la dernière guerre, lorsqu'on passa un Bill de même nature que celui-ci. Mais aujourd'hui vous appelez sur vos vaisseaux de guerre les François & les Espagnols; vous les mettez à portée de connoître vos ports, vos havres, vos chantiers, vos arsenaux. Vous allez les former à votre discipline navale, & les instruire sur toutes les matières qui peuvent servir à en faire des ennemis formidables pour la Grande-Bretagne, sans considérer que chacun de ces François ou Espagnols peut être rappelé chez lui au premier moment; que nos vaisseaux se trouveront dégarnis, & notre commerce arrêté ou considérablement diminué faute de matelots. Mais ce qu'il y aura de plus fâcheux, c'est que nous aurons à nous reprocher d'avoir formé une pépinière de matelots François & Espagnols qu'on emploiera contre nous, aussitôt que la France & l'Espagne croiront trouver l'occasion de se venger des prétendus outrages qu'elles ont soufferts au commencement & dans le cours de la dernière guerre.

Le Chevalier George Young.

Je me proposois de m'étendre sur cette matière; mais j'ai été prévenu par M. Luttrell. Je suis cependant frappé de deux choses que je ne puis m'empêcher de faire observer, quoiqu'il y en ait une qu'on a déjà très-disertement discutée. Je vois d'abord que c'est la nécessité qui

25 Mars.

force l'administration d'adopter l'expédient actuel, & ensuite que cet expédient tend à affoiblir cette espece de force qui faisoit notre seule protection assurée contre tous les projets d'ambition, de vengeance ou de jalousie nationale qui peuvent être formés sur le continent. Quant à la premiere, elle prouve non-seulement que la guerre actuelle contre nos freres de l'Amérique est une guerre qui déplaît à la nation ; mais elle démontre que le peuple condamne cette guerre, & qu'elle n'est pas accompagnée de ce degré de conviction & d'approbation capable d'échauffer le peuple. Anglois qui demande toujours à être convaincu de la justice de la cause qu'il doit soutenir, avant de s'y engager avec autant de plaisir que de zele. A l'égard de l'autre, je maintiens que, dès que nous dépendrons des nations rivales pour avoir des gens de mer qui servent sur nos vaisseaux de guerre, & des matelots qui montent nos bâtimens marchands, aussitôt notre pouvoir maritime, & par conséquent, tout le crédit que nous tirons de notre commerce sera perdu pour nous. Je ne puis que déplorer la situation de nos affaires, & les opérations imprudentes du ministere à l'égard de l'Amérique. Des deux côtés la destruction me paroît inévitable. Une foible lueur de conciliation s'étoit montrée au commencement de la session ; mais les intrigues de quelques esprits dangereux, pervers & tout puissans, l'ont fait évanouir, & il n'y a plus lieu d'espérer aucune sorte d'accommodement.

Les partisans du Bill se contentent de répondre qu'une loi semblable a été passée au commencement de la dernière guerre, & qu'on en a tiré de forts grands avantages pour la force maritime, & les intérêts mercantiles du Royaume. 25 Mars.

La modification de M. Luttrell est rejetée à la pluralité de cinquante-trois voix contre vingt-deux.

Le Roi fait une promotion dans ses troupes, les Majors-Généraux Guy Carleton & William Howe sont nommés Généraux. Les Majors-Généraux Henri Clinton, John Burgoyne, Hughes, Comte de Percy, Charles, Comte de Cornwallis, Lieutenans-Généraux : les Colonels Eyre Massey, John Vaughan, Robert Pigot, Valentine Jones, James Grant, William Philips & Richard Prescott, Majors-Généraux, & tous ne jouiront de leurs nouveaux grades respectifs qu'en Amérique seulement. Cette réserve de la jouissance du grade seulement en Amérique constitue le gouvernement, suivant des calculateurs, dans un surcroît de dépense de soixante livres sterling par jour. 26 Mars.

Chambre des Communes.

Troisième lecture du Bill pour mieux fournir de matelots les vaisseaux, tant de guerre, que de commerce, il est ordonné de le porter aux Lords pour avoir leur concours.

M. Burke propose un Bill pour garantir du

26 Mars.

pillage les vaisseaux naufragés , en portant de nouvelles peines pécuniaires & corporelles contre ceux qui commettroient de pareils attentats , dont l'infâme barbarie les poussoit quelquefois jusqu'à couper les cables des vaisseaux pour les faire échouer.

M. Burke observe à la Chambre qu'il n'y a pas d'hiver dans lequel il ne se commetté nombre d'excès de cette nature sur les côtes d'Angleterre , & sur lesquels , à la honte de la nation , il semble qu'on ferme les yeux. — Le lord Maire , soutenu de Messieurs Rawhleigh & Rice , & du chevalier Young , lui répond que le remede seroit pire que le mal , si on ne rend pas la loi coactive contre les juges de paix : que les loix déjà portées à cet effet doivent être suffisantes , ou que les nouvelles ne seront pas plus respectées , si les gens aisés & les juges de paix voisins des côtes négligent de tenir la main à leur exécution. — Le chevalier Grey Cooper déclare qu'il trouve la motion de M. Burke inutile ; mais que , pour qu'il ne soit pas dit qu'un Bill , ayant pour objet les droits les plus sacrés de l'humanité , ait été rejeté par la Chambre , sur son simple titre , il appuyoit la motion , sous la réserve d'opiner contre , dans la suite de la discussion. M. Burke prie la Chambre de prendre plutôt le parti de le rejeter que de l'admettre à une pareille condition , puisque ce seroit faire perdre inutilement à la Chambre un tems précieux.

Le lord Maire observe qu'il avoit été question d'un pareil Bill dans la dernière session ; mais que la Chambre avoit très-judicieusement pris le parti de le rejeter. La motion est admise à la pluralité de cinquante - six voix , contre trente-une.

26 Mars.

On augmente de huit Officiers le corps du génie , qui jusqu'ici n'étoit que de soixante.

27 Mars.

L'Amirauté fait doubler en cuivre plusieurs frégates neuves, pour préserver leurs bordages de toutes les saletés qui s'y attachent & retardent la marche du bâtiment.

On reçoit ordre à Sheerness d'armer une frégate , dont la destination doit être de croiser devant les îles Françoises & Danoises , pour enlever les vaisseaux des Rebelles qui espéreroient de tirer des secours de ces îles. — Les Lords de l'Amirauté , accompagnés de Messieurs Bancks & Solander , examinent dans le même port le vaisseau le *Strombolo* , armé en brûlot, & ils admirent l'art avec lequel les matières combustibles y sont disposées.

Chambre des Pairs.

Les gens de loi donnent leurs conclusions sur l'affaire portée au tribunal de la Chambre par appel de la Cour des sessions en Ecosse contre Dunbar , comte de Selkirck , appellant, & Archibal Douglas , & autres intimés. La succession , qui donne lieu à ce procès , est réputée un objet d'environ 7,000 livr. sterl. par an. C'est enfin le fameux procès des Douglas

27 Mars.

renouvelé sous une autre forme. Dans cette première affaire, le duc d'Hamilton réclamoit une portion des biens du dernier duc de Douglas, comme son héritier mâle général : dans celle-ci, Dunbar, comte de Selkirck, appellant, fonde ses droits comme héritier par substitution des biens de la famille, en vertu des dispositions faites par le marquis de Douglas, pere du dernier Duc. Archibal Douglas oppose à l'un & à l'autre son titre de plus proche héritier, & une substitution du même Marquis.

La requête porte que, depuis que la cause actuelle étoit pendante devant la Cour d'Écosse, le frere du duc mineur Georges James, duc d'Hamilton & de Brandon, étoit mort. Que le mineur, héritier le plus proche de son frere, n'avoit pas été appelé en cause devant la susdite Cour ; mais qu'au préjudice de ses droits, ce Tribunal avoit rendu, le 19 Juillet 1769, le jugement interlocutoire dont il a été interjetté appel. Que c'étoit contre ce jugement que les conseils de la tutelle demandoient à être entendus, pour prévenir le tort que ledit jugement pourroit faire aux droits du mineur, à la succession du feu duc de Douglas, comme héritier mâle général de tous les biens.

Le lord Effingham informe la Chambre qu'il compte faire, après les vacances de Pâques, une motion concernant l'Amérique ; mais que, pour cet effet, il est nécessaire qu'on remette à la Chambre des copies des per-

missions.

missions accordées par les lords Commissaires de l'Amirauté, depuis le 23 Décembre dernier, ^{27 Mars} pour l'exportation des provisions & autres articles pour l'Amérique, depuis qu'on a passé l'acte pour rompre toute liaison de commerce avec les Colonies; & en même tems des copies exactes de tous les enregistremens relatifs à ces mêmes permissions, & une notice des droits payés à la Douane. Il déclare qu'il formeroit dès à présent sa motion, si la Chambre étoit suffisamment garnie de membres; mais qu'un des Ministres à qui il s'est ouvert de son projet, l'a assuré qu'il n'éprouveroit aucune difficulté sur l'article des registres. Il explique ainsi ses motifs :

» En vertu de l'acte de capture, tout commerce & toute communication ont dû cesser entre la Grande-Bretagne & ses Colonies d'Amérique. Cependant, comme les troupes employées à Boston ont tiré d'ici leurs subsistances, & qu'il a fallu y envoyer divers bâtimens chargés de provisions, je serois curieux de savoir quelles précautions on a prises pour faire passer ces secours à nos troupes, sans violer l'acte en question «.

» Je demande donc qu'il soit ordonné que les Commissaires des Douanes mettent sous les yeux de la Chambre des copies fidelles de toutes les permissions accordées par les Commissaires de l'Amirauté, pour exporter des provisions & d'autres articles pour l'Amérique, & qui auront été présentées aux Com-

34 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE.

— missaires des Douanes depuis l'acte intitulé :
27 Mars. *Acte pour défendre tout commerce & toute communication avec les Colonies de New-Hampshire, &c.* ainsi que des copies fidelles des déclarations & enregistremens faits aux Douanes, en vertu de ces permissions α.

Cette motion du lord Effingham est fondée sur le fait suivant, bien connu de ce Lord & de plusieurs Lords du parti de l'opposition. Nonobstant l'acte en question, des personnes en place ont procuré des permissions à leurs amis, que l'on croit être des Ecoissois, de commercer avec les Colonies dans tels articles qu'ils jugeroient à propos. En conséquence de ces permissions, plusieurs vaisseaux ont chargé différentes marchandises pour les Colonies, & il y en a déjà un au moins qui a mis à la voile.

— Le général Carnac prend congé du Roi pour
28 Mars. se rendre à Bombay.

Edouard Barry, Docteur en Médecine, & de la Société royale, meurt aux eaux de Bath. Il étoit premier Médecin des armées du Roi en Irlande, & avoit été pendant plusieurs années député au Parlement de ce Royaume.

Chambre des Pairs.

Le comte de Derby présente requête aux Pairs aux nom des tuteurs du duc d'Hamilton en minorité, pour prier les Pairs de ne point rendre de jugement dans la cause d'entre le comte de Selkirck & M. Douglaïs au préjudice

des droits du mineur. Les Pairs demandent aux Avocats de l'appellant & de l'intimé, si ^{28 Mars.} la Cour des sessions d'Ecosse recevrait le mineur partie dans l'appel, en cas que ledit appel fût renvoyé à ce tribunal. Les avis de ces deux Jurisconsultes, ne pouvant se concilier, les Pairs, informés que les Avocats de la tutelle étoient en route pour venir soutenir leur requête, s'ajournent sur cette cause au Mercredi 3 Avril.

Chambre des Communes.

La Chambre, informée de la grande augmentation de la consommation des plumes, devenues une partie essentielle de la parure des femmes, observe que ces plumés s'introduisent dans le Royaume en paquets ferrés & cousus comme celles qui sont destinées à former les lits, &, par conséquent ne paient que le droit très-modique assigné sur cet article. En conséquence elle arrête qu'à l'avenir les paquets cousus paieront les mêmes droits de six liv. sterl. par quintal que les plumes non-cousues.

Le général Burgoine prend congé du Roi, ^{29 Mars.} ainsi que le colonel Philips, Commandant de l'artillerie.

L'Amirauté est obligée de distribuer un grand nombre de lettres de protection, parce que divers vaisseaux, que la crainte d'une presse de matelots retient à l'entrée de la Tamise, menacent de repartir sans apporter leurs chargemens à Londres. — La corporation des

36 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

~~29~~ Mars. mariniers de la Tamise fournit à l'Amirauté cinq cens matelots qui lui sont demandés pour son contingent.

Le Corps des Marchands de drap , déterminé par l'exemple du Conseil commun de la ville de Londres , & voulant marquer au Docteur Price combien les Marchands croient lui être obligés de l'excellent écrit qu'il a fait paroître sur les troubles actuels , arrête que les franchises de la Communauté lui seront présentées.

On parle beaucoup de paix. Il paroît que ces bruits sont fondés principalement sur deux faits auxquels on a donné une fausse interprétation. Un ordre a été envoyé dans les ports de différer de trois semaines le départ des bâtimens qui doivent transporter des troupes en Amérique , & , en même tems , on a fait vendre une certaine quantité de chevaux des régimens de cavalerie & de dragons. Mais c'est mal-à-propos que le public en a inféré qu'il étoit venu des propositions d'accommodement de la part des Rebelles. L'ordre a été donné de retarder le départ des bâtimens de transport , parce qu'on avoit permis inconsidérément aux capitaines & aux propriétaires des bâtimens destinés au seul transport des troupes , de prendre , au lieu de lest , des marchandises dont on jugeoit que les troupes pourroient faire usage pour acheter en Amérique à un prix modéré les articles qui leur seroient nécessaires. Lorsque les déclarations sont ve-

nues à la Douane, les permissions se sont trouvées contraires directement les termes du dernier acte de Parlement qui défend d'introduire, par le moyen des vaisseaux Anglois ou de tous autres vaisseaux, aucune espèce de marchandises dans tel port que ce soit des Colonies confédérées. Ces marchandises ne pouvant donc être expédiées, il a fallu donner le tems nécessaire pour les remettre à terre & pour prendre du lest. Voilà l'unique cause du retardement du départ de ces vaisseaux. Ceux dont la destination étoit pour le Canada ou pour Halifax, sont déjà partis ou partiront bientôt, la restriction n'ayant point lieu pour ces colonies.

Quant à la vente d'un grand nombre de chevaux de cavalerie, on sait qu'il s'en fait une tous les ans dans ce tems-ci, conséquemment à la réforme des chevaux qui ne peuvent plus servir. Le public voyant tout-à-coup les marchés garnis de tant de chevaux dont le nombre étoit encore augmenté par ceux qui, après avoir été essayés, avoient été rendus aux marchands, n'a pas compris que ces marchands devoient cacher la vraie cause de cette surabondance, & il a reçu trop légèrement celle que leur intérêt leur a fait imaginer.

Le parti de l'opposition présente l'événement des marchandises embarquées sous un point de vue qui rend les marchands moins blâmables que les Ministres. Il prétend que les permissions ont été données à des favoris de la Cour, & notamment à des Ecoffois, &

38 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

29 Mars.

qu'au moins un des vaisseaux ainsi chargés est parti pour les Colonies réfractaires. Le comte d'Effingham, par la motion qu'il a faite dans la chambre des Pairs le 27 Mars, a été cause que cette manœuvre ne s'est pas effectuée dans sa totalité.

30 Mars.

Derniere revue du bataillon des gardes aux ordres du colonel Matheus, qui doit s'embarquer pour l'Amérique. Elle se fait auprès de Kingston sur la Tamise. Dans ses diverses manœuvres le bataillon exécute un rembarquement qu'il plaît à quelques spectateurs d'appeller méchamment une répétition de *Saint-Cas*.

Promotion d'officiers généraux en Irlande. Le chevalier John Irwin, Lieutenant général, est nommé commandant général, ayant trois majors généraux sous ses ordres, le comte de Cavan, le colonel Johnston & le colonel Cuningham. Le Roi reçoit enseigne dans le vingt-sixieme régiment d'infanterie, M. Peter Johnson, jeune officier qui s'est distingué par sa bravoure & ses sentimens d'humanité dans la derniere campagne en Canada. Ce fut lui qui fit prisonnier le fameux colonel Allen, dans un combat où celui-ci venoit de blesser mortellement le major Carden. Allen tire sur M. Johnson, le manque, & s'écrie : *Voilà la premiere fois que cela m'arrive !* Johnson lui présente son fusil, & le fait prisonnier. Les Sauvages veulent l'arracher des mains de son jeune vainqueur pour l'immoler sur le champ.

aux manes du Major ; mais M. Johnson leur ré-
 fist, & rend une seconde fois la vie qu'il avoit 30 Mars
 déjà accordée à ce même Allen qui avoit mon-
 tré tant de dépit de l'avoir manqué.

Ce beau trait du jeune M. Johnson nous
 invite à en rapporter quelques - uns qui ne
 font pas moins d'honneur au parti des In-
 surgens.

Les soldats Américains ont donné les plus
 grandes preuves d'humanité aux prisonniers
 Anglois blessés dans l'affaire avec le lord Dun-
 more. Plusieurs d'entr'eux , l'action durant
 encore, se sont précipités au milieu du feu,
 pour porter des secours à des Anglois blessés.
 Les prisonniers s'attendoient à avoir la che-
 velure enlevée , & leur crioient , *pour l'amour*
de Dieu ne nous massacrez pas. L'un d'eux , hors
 d'état de marcher , ayant adressé cette prière
 à un Américain , celui - ci lui répond : *Passé*
tes bras autour de mon cou , & laisse - moi faire.
 Le prisonnier obéit. L'Américain le souleve
 avec précaution , & le porte doucement jus-
 qu'au parapet. Le capitaine Leslie , qui avoit
 observé cette action , & qui vit sauver de la
 même manière plusieurs autres de ses soldats ,
 que les sauvages auroient massacrés , s'avance
 jusqu'auprès du glacié , bat des mains , s'in-
 cline très - profondément , & remercie les
 Américains de leurs procédés humains & gé-
 néreux.

L'arrêté suivant sur le traitement des pri-

sonniers avoir été pris par le Congrès le 2 Janvier dernier.

30 Mars.

Et d'autant que l'exécrable barbarie avec laquelle nos ennemis se sont conduits jusqu'ici dans cette malheureuse guerre en brûlant nos villes & villages qui étoient sans défense : en exposant ceux qui les habitoient, sans distinction ni d'âge ni de sexe, à toutes les calamités que peuvent entraîner la perte de tout ce que l'on possède, la rigueur de la saison, & une dévastation cruelle & générale : en excitant des soulèvemens & des meurtres parmi nous : en engageant les Sauvages à répandre la désolation sur nos frontières : en jettant dans des cachots, & y laissant languir dans les fers & dans le besoin ceux d'entre nous qui ont eu le malheur de tomber entre leurs mains : en tenant, au mépris de leurs promesses, les habitans de Boston renfermés dans la ville, où ils sont exposés à l'insolence de la soldatesque, & à d'autres horreurs qui feront rougir à jamais l'humanité, attendu que toutes ces abominations pourroient à juste titre porter les habitans des colonies à user de représailles, nous avons résolu de leur recommander de ne point se relâcher dans leurs principes de douceur & d'humanité qui doivent être le caractère distinctif de la bravoure : toute cruauté devant être bannie des actions d'un peuple libre, & de faire en sorte qu'aucune page des annales de l'Amérique ne

puisse être souillée par le récit d'un seul fait que la justice ou le christianisme pourroient désavouer : leur promettant d'un autre côté que, si, jamais, cependant, il devenoit indispensablement nécessaire d'avoir recours au *talion*, & qu'il fallût le faire pour la sûreté des colonies, le Congrès, malgré toute sa réputation pour un pareil moyen, se croira obligé de le mettre en usage «.

30 Mars

Si des exhortations dictées par une si sage humanité sont capables d'adoucir les ames les plus féroces, elles y fortifient en même tems l'attachement pour la cause générale, & produisent des exemples extraordinaires de courage & de fermeté.

Deux soldats provinciaux, blessés & pris dans quelque escarmouche, ayant été conduits à l'hôpital, avoient refusé de laisser panser leurs plaies, pour sauver leur vie qui étoit en danger. On leur lia les mains jusqu'à ce que les chirurgiens eussent mis l'appareil; mais à peine eurent-ils les mains libres, qu'ils arracherent les bandages, & moururent ainsi, en déclarant qu'ils étoient trop heureux de perdre la vie pour la glorieuse cause de la liberté Américaine.

La corvette *le Ranger*, de huit canons, appareille de Plymouth avec cinq bâtimens de l'escadre du chevalier Parker qui avoient été séparés de la flotte après leur départ de Corke pour l'Amérique.

Vingt vaisseaux chargés de grains arrivent

42 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

30 Mars.

devant Londres de la mer d'Allemagne & de la Baltique. Leur chargement ne trouvant pas de place dans les magasins, on espere que le prix du bled diminuera.

31 Mars.

Le général Burgoine & plusieurs officiers s'embarquent à bord de la frégate *la Blonde* de trente - deux canons, pour faire voile par le premier bon vent pour Boston.

Lettre écrite de Dublin.

» Tout le monde attend ici avec impatience l'issue du procès que M. Ogle vient d'intenter à nos officiers de douane, pour avoir arrêté la cargaison de deux bâtimens que ce membre du Parlement avoit chargés pour Bordeaux, dans le dessein de mettre à l'épreuve l'efficacité de la proclamation du Roi. Nos meilleurs Jurisconsultes pensent qu'il lui sera accordé un dédommagement considérable; c'est ce que chacun verra avec un grand plaisir. On n'a pourtant ici aucun penchant secret à s'opposer à toutes les proclamations en général, moins encore à celles que la crise actuelle des affaires peut rendre nécessaires au salut de la nation; mais c'est que dans celle dont il s'agit il y a un abus visible, & que la religion du Roi a été surprise. Comment est-il possible que dans un tems d'abondance de grains reconnue, on ait fait rendre une proclamation qui en défend l'exportation, non pour l'avantage du royaume, mais pour faire la fortune de quelques favoris de la Cour, aux dépens

d'un peuple qui n'est déjà que trop maltraité par le Gouvernement ? Un député de sa nation qui a le courage d'opposer l'autorité des loix à l'exécution d'un ordre partial & abusif non revêtu de la sanction Parlementaire, mérite les applaudissemens, non-seulement de tous ses compatriotes, mais de tout le genre humain.

Il s'éleve des contestations à Portsmouth entre les officiers du Roi & les maîtres des bâtimens pour le transport de l'artillerie. Ceux-ci refusent de recevoir sur leur bord des officiers d'artillerie pour les commander, & les officiers prétendent qu'ils doivent suivre les munitions confiées à leur charge. La même chose est arrivée à Grenock en Ecosse il y a quelques jours, & les équipages qui insistoient sur une augmentation de salaires, n'ont consenti à s'embarquer qu'à l'arrivée des troupes qu'on avoit mandées pour les y contraindre.

On voit paroître une lettre du lord Dunmore, Gouverneur de la Virginie, apportée par la corvette de guerre le *Kings-fisher*. Cette lettre a été écrite le 27 Janvier, à bord du vaisseau le *Dunmor*, sur la riviere Elisabeth, au sieur Corbin, un des principaux habitans de la Province. Milord Dunmore, qui n'a plus aucune correspondance avec son Gouvernement, s'adresse à ce particulier pour le prier de faire connoître à la Colonie le plaisir avec lequel il exécuteroit la commission qui lui est

44 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1. Avril.

annoncée par le discours du Roi à la rentrée du Parlement , pour effectuer une heureuse réconciliation. — Le comité de sûreté, à qui M. Corbin avoit communiqué cette lettre, lui fait réponse qu'il n'a point les facultés nécessaires pour entrer en négociation avec le Gouverneur : que sa lettre sera remise à l'assemblée qui doit se tenir le 7 Mars, & qu'en attendant la réponse que le Roi pourra faire à la dernière supplique qui lui a été adressée par le Congrès du Continent, après laquelle il est douteux que les Ministres trouvent une nouvelle occasion d'entrer en accommodement ; on espéroit de l'humanité du lord Dunmore, & de l'affection dont il se dit rempli pour la Colonie, la cessation de tous les actes d'hostilité qui pourroient rendre la réconciliation encore plus difficile. Cette réponse est signée *Edmond Penderton*.

Chambre des Pairs.

On discute un Bill agréé & envoyé par les Communes, aux fins d'accorder au sieur Liatard une prolongation de son privilège pour composer & débiter seul pendant vingt-cinq ans un ciment de son invention, appelé *pierre artificielle*, sa patente actuelle devant expirer dans onze ans. Le lord Chancelier assure la Chambre que c'est une découverte très-intéressante pour l'architecture, tant civile que militaire, ainsi que pour l'ornement des édifices. Le duc de Chandos se déclare contre

tout espece de monopoles, en vertu de chartres, de patentes ou d'acte du Parlement. Le lord Catheart insiste sur la justice & la nécessité de récompenser, par des privileges exclusifs, ceux qui rendent des services essentiels à la société par des inventions utiles, le fruit de leurs veilles & de leurs sueurs, & souvent qui ont occasionné le dérangement de leur fortune. Il invite le lord Chancelier à répondre à la direction du Comité, où cette affaire sera examinée.

1. Avril

Chambre des Communes.

LE LORD NORTH propose un Bill pour modifier la loi qui ordonne de transporter certains malfaiteurs en Amérique.

M, JOHNSTONE observe qu'il ne voit pas pour quelle raison les malfaiteurs ne seroient pas envoyés aux Indes occidentales, ou à l'île Falkland; « mais j'oublie, dit-il, qu'une administration pusillanime qui a vendu l'honneur & la dignité de l'Angleterre à tous les plus petits Etats de l'Europe, & qui n'a conservé de la force que pour opprimer & massacrer ses compatriotes en Amérique, aura abandonné cette île qui nous coûte plusieurs millions, par un arrangement avec l'Espagne. La proposition du lord North est admise, & il est ordonné de dresser un Bill en conséquence.

M. HARTLEY fait les motions suivantes, qui, après un débat de trois heures, sont toutes rejetées,

26 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

1. Avril.

Qu'il sera mis sous les yeux de la Chambre :
Premierement un état estimatif de la dépense probable de la marine pour l'année présente.

2°. Un état de la dépense des bâtimens de transport , & des vivres aussi pendant l'année.

3°. Un état de la dépense probable des troupes de terre pendant une année , à commencer du 9 Mars 1776.

4°. Un état de la dépense probable de l'artillerie pendant l'année présente , en sus de l'octroi passé par le Parlement.

Il demande aussi qu'il soit arrêté qu'il paroît à la Chambre que les subsides déjà votés pendant cette session , se montent à 6,157,000 l. sans y comprendre les services auxquels il n'a pas encore été pourvu.

Que la Chambre pense que la dépense de la marine pour l'année 1776, pourra excéder les octrois du Parlement de 2,500,000 l.

Que les extraordinaires des troupes de terre se monteront probablement à 2,500,000 l.

Que l'extraordinaire de l'artillerie pourra être de 300,000 l.

Qu'il existe des billets de l'Echiquier , dus par la nation , pour la somme de 1,250,000 l. dont le paiement est affecté sur les premiers subsides qui seront octroyés dans cette session.

Que la dette de la marine au 31 Décembre dernier , se montoit à 2,698,000 l.

Et enfin , qu'il seroit à propos de pourvoir au paiement des billets en circulation de la

marine, des vivres & de transports, dont le montant au 9 Février 1776, étoit de 2,300,000 l.

1. Avril.

M. Hartley observe qu'il est nécessaire que le lord North fasse connoître à quoi peuvent se monter les dépenses probables, afin que le Parlement soit en état, d'après l'exposé clair & fidele qui lui en sera fait, de juger de leur nécessité. Par exemple, dit-il, si, à l'ouverture de la session, les députés indépendans avoient été informés que les frais de la campagne de 1776, se monteroient à la somme immense de dix millions, sans y comprendre toutes les autres espèces de dépenses intérieures : si on leur eût dit que la guerre, si heureuse qu'elle pût être, ne seroit pas terminée dans une campagne : si on leur eût dit tout cela lorsque cette guerre cruelle, & dont l'unique but est de réduire les Américains à l'esclavage, fût décidément résolue, & si on eût ajouté que probablement la campagne de 1777 coûteroit quinze ou vingt millions : Messieurs les indépendans, avec toute leur ardeur pour cette guerre, se feroient sûrement donné le tems de balancer les désavantages certains contre les avantages probables ; &, avant de consentir à se charger d'un surcroît de dette de trente millions, ils auroient d'abord comparé leurs facultés avec la nature de l'entreprise, & auroient ensuite calculé ce qu'ils pourroient attendre en retour,

1. Avril.

Mais quelle a été au contraire la conduite du Ministère ? Il a d'abord parlé de paix & de réconciliation : ensuite il a procédé à des estimations nominales, en cachant l'énormité des dépenses réelles ; lorsqu'on a jugé que le Parlement s'étoit trop avancé pour pouvoir reculer, il a déclaré que la paix ne pouvoit plus se faire que sous la condition d'une soumission absolue. On a pris des étrangers à la solde de la Grande - Bretagne. On a marqué la plus grande répugnance pour mettre les dépenses extraordinaires de Boston sous les yeux de la Chambre. Toutes les opérations ont été couvertes du voile le plus épais ; & on a trouvé moyen de faire voter aveuglément, jour par jour, des sommes qui, prises ensemble, se montent déjà à plus de six millions sterl.

Mais ce n'est pas là le pire encore. Car ; quoique le Ministère eût en partie développé son plan : quoiqu'il fût résolu qu'on n'admettroit d'autres conditions que celle d'une soumission absolue & une reconnoissance du droit de taxation : quoiqu'on voulût obtenir ces deux points à tel prix que ce fût, on a toujours usé de la même mauvaise foi , & on ne s'est point départi du principe de tromper la Chambre. On lui a dissimulé la moitié des dépenses. Or , puisqu'on refuse tout éclaircissement , c'est ce qui me décide à proposer les motions qu'on vient d'entendre , afin que la nation puisse être amplement informée

formée de tout ce que les Ministres cherchent à lui cacher. 1. Avril.

J'ai le droit de calculer les dépenses probables, & si mon calcul est faux, je somme l'administration de le réfuter. Je me crois très-fondé à supposer qu'outre les six millions déjà accordés, la campagne actuelle en coûtera cinq de plus. J'ai droit de supposer que l'armée coûtera deux millions & demi : la marine deux millions & demi : l'artillerie & les extraordinaires deux millions & demi ; & les bâtimens de transport, vivres, &c. deux millions & demi.

M. Hartley entre ensuite dans les calculs des dépenses de la guerre actuelle comparée avec celles de la dernière guerre.

» Je soutiens, dit il, qu'il y a actuellement plus de billets de marine en circulation qu'il n'y en avoit à la fin des cinq premières années de la dernière guerre : que les dépenses de la marine pour les années 1756, 1757 & 1758, ne se sont jamais montées à plus de cinq millions par an ; & qu'elles étoient bien moins considérables que ne seront celles de l'année 1776.

On fait outrage à la Chambre, & on se moque de la nation, quand on présente de fausses estimations, & que l'on cache les vraies : quand la banque qui a été établie dans les vues les plus sages & les plus utiles, devient le vil instrument d'une Cour & de son parti : quand on contracte sous main des dettes énormes

1. Avril. pour lesquelles la banque se laisse persuader de donner une garantie chimérique. Mais, poursuit-il, un tems viendra où toutes les iniquités seront exposées au grand jour. Alors tous ces comptes seront produits au Parlement tels qu'ils existent en effet dans leur honteuse difformité : alors le gouvernement exigera de nous non seulement d'assurer le principal, mais même de faire honneur aux engagemens privés : de payer les douceurs accordées aux prêteurs ; aux contractans, aux agioteurs : & jusqu'aux présens donnés à ceux qui ont abusé de la foi publique & exposé la nation aux horreurs d'une banqueroute.

LE LORD NORTH ne répond que foiblement à ces imputations. Suivant lui, M. Hartley demande l'impossible ; comment deviner à combien se montera la dépense de la campagne ? On ne peut rien dire qu'elle ne soit faite ; & sur plusieurs articles ce ne sera encore que longtems après. Les comptes envoyés aux bureaux respectifs sont mis régulièrement sous les yeux de la Chambre ; & c'est tout ce qu'on peut faire. » J'opine, dit ce Lord, contre la motion, parce que je ne puis pas y acquiescer. Les sommes pourroient être justes ; mais la Chambre ne peut avoir aucunes des pieces nécessaires pour établir l'examen proposé par M. Hartley &c.

M. HENRI LUTRELL s'explique en termes très-forts sur la cruauté & l'injustice de la guerre d'Amérique, & sur la maniere de la

faire, & il prétend qu'il ne peut en résulter que la ruine de la nation, si l'on s'obstine à la poursuivre.

1. Avril.

LE LORD JOHN CAVENDISH parle en faveur de la proposition de M. Hartley. Il demande qu'on fasse connoître les sommes dont on a besoin, afin que la Chambre puisse être en état de juger de la convenance de l'entreprise, & il exhorte les Ministres à se défister de leur pitoyable manie, de produire leurs comptes piece par piece. Il les presse de parler ouvertement comme des gens qui n'ont rien à craindre ou à dissimuler, & qui sont prêts à soumettre leurs opérations avec toutes leurs conséquences à l'examen du Parlement.

M. HARTLEY se leve une seconde fois pour dire que telles choses qui puissent résulter de sa proposition, il est en partie satisfait, puisque le lord North a reconnu la vérité de son assertion, ne l'ayant pas contredite. » Nous pouvons donc, poursuit-il, calculer les dépenses de la guerre d'Amérique pour l'année 1776, sur le pied de dix millions sterling : somme beaucoup plus forte que celle qui a été votée dans les quatre premières années de la dernière guerre, lorsque presque toutes les grandes puissances de l'Europe étoient liguées, & agissoient contre nous, soit directement, soit indirectement.

M. JAMES LUTREL observe que les informations demandées par M. Hartley seront en-

1. Avril.

core très-insuffisantes, si elles ressembloient aux estimations tronquées & apprêtées qu'on a mises sous les yeux de la Chambre, & qui tendent plutôt à l'abuser qu'à l'instruire. » Ces estimations, ajoute-t-il, ont été dressées avec tant d'adresse & d'une manière si embrouillée, qu'elles paroissent indéchiffrables. Mais on a pris une peine inutile pour dégouter la Chambre de les examiner. Dans l'état où elles sont, je vais faire voir qu'elles ne contiennent que fraude & imposture, & que les sommes votées n'ont pas été employées aux divers objets de leur destination. C'est une pratique trop ordinaire ici de lever de l'argent sous de faux prétextes. Le Parlement a voté 60,000 l. st. expressement pour réparer deux vaisseaux de soixante & quatorze canons & une frégate, & pas un denier de cette somme n'a été employé à ces objets. Cela est si vrai, que les deux vaisseaux se sont pourris depuis faute de réparation, & que la frégate a été déchirée au même moment où l'argent a été demandé.

Je prouverai, quand on voudra, que les subfides considérables que le Parlement octroie tous les ans, s'ils étoient bien administrés, feroient suffisans pour faire face à toutes les dépenses nécessaires de la marine.

Ce ne peut être que par ignorance ou par mauvaise foi que la dette de la marine est devenue aussi énorme qu'elle l'est aujourd'hui ; mais je suis sûr que la Chambre n'a jamais

été informée des vrais objets qui ont donné lieu à cette dette ; & si le gouvernement ne craint point le ressentiment que devoient lui attirer les stratagèmes par lesquels il trompe le public & outrage cette Chambre, c'est uniquement parce qu'il connoît l'indolence du Parlement, & qu'il est persuadé que les estimations sont arrangées de manière que personne ne sauroit y démêler la vérité.

1. Avril.

J'é pose en fait que depuis 1771 il a été voté plus de cinq cens mille livres sterl. pour les munitions navales non compris les deux livres sterl. sur quatre qui se prennent sur la paie de chaque mois du matelot pour l'usée, ce qui est assurément beaucoup : que depuis quelques années seulement divers articles ont été portés dans les estimations des dépenses ordinaires presque au double de leur évaluation antérieure à cette époque : que le prix des munitions navales que l'Amérique nous fournissoit avant la guerre actuelle ; avoit baissé d'un tiers pendant les dernières années qui ont précédé cette guerre : que les amarres dans les ports royaux, qui n'excédoient pas il y a quelques années 20,000 l. st. par an, en coûtent aujourd'hui 50,000 au gouvernement, quoiqu'on le change moins souvent qu'autrefois ; & que diverses circonstances qui en augmentoient ci-devant le prix, n'existent plus présentement : qu'il a été accordé annuellement pour les réparations de notre flotte une somme de 400,000 l. st., ce qui est plus que

1. Avril.

le double de la somme votée pour cet objet l'année d'après la guerre ; quoique plusieurs vieux vaisseaux aient été remplacés dans cette année-là par des vaisseaux neufs ; & enfin que le service auquel notre marine a été employée pendant la paix, n'a pas été de nature à pouvoir entraîner de fréquentes réparations «.

M. Luttrell fait ensuite plusieurs observations sur divers autres articles portés dans l'état de la marine, entr'autres de 264,795 l. sterl. accordées pour améliorer les chantiers : sur celui de 400,000 l. sterl. pour réduction de la dette de la marine, &c. » Que sont devenues toutes ces sommes ? A quel usage ont-elles été employées ? C'est ce qu'il m'est impossible de voir par les estimations & les autres comptes qui ont été présentés jusqu'à présent au Parlement. Ce qu'il y a de certain, continue-t-il, c'est que depuis le 31 Décembre 1775, la dette de la marine (en comptant les 400,000 liv. sterl. octroyées pour la réduction,) a monté de 1,179,375 l. 12 s. $\frac{1}{2}$ d. à 3,098,579 l. $\frac{3}{4}$ d. «

M. Luttrell forme diverses objections contre les estimations de la marine qui ont été mises sous les yeux du parlement : entr'autres sur le nombre des matelots qui se trouve sur les états de dépense, plus considérable que celui qui a été voté : sur un compte mutilé concernant la construction de vaisseaux de Roi dans des chantiers particuliers, dont la dépense ne paroît se monter qu'à 20,096 l.

12 f 8 d. tandis que, pour cet objet, il a été accordé 17,574 l. de plus, qu'on a fait entrer adroitement dans une autre estimation de la même année; & enfin sur l'emploi d'une somme de 91,524 l. 9 f. 10 d. dont on ne voit point l'objet, & que le bureau de l'Amirauté ne peut justifier, qu'en supposant qu'il y ait à bord des vaisseaux plus de provisions, & qu'elles soient plus chères cette année que l'année dernière.

1. Avril.

M. Luttrell soutient que les 96,291 l. 5 f. 5 d. portés pour la subsistance des troupes de terre, ne devoient point paroître sur l'état de la marine. A l'appui de cette assertion, pour faire voir combien il est nécessaire que le Parlement examine à fond toutes ces malversations, & pour indiquer le remède qu'il convient d'y apporter, il demande que le Greffier fasse lecture d'une adresse de la chambre des Communes au Roi du 31 Mai 1711, dans laquelle cette Chambre a déclaré qu'il appartenoit à elle seule de déterminer la proportion des sommes qu'elle octroie, ou qu'elle est obligée de fournir pour les besoins de l'Etat : que lorsque les sommes sont fixées & accordées, ceux qui sont chargés de l'emploi de ces sommes ne doivent point avoir la liberté, sous quelque prétexte que ce soit, de les changer ou augmenter : que lorsqu'on trouve des emplois d'argent pour lesquels la Chambre n'a ni voté ni été requise, ce sont de faux emplois de l'argent public. » Dans

1. Avril. la même adresse , poursuit - il , la chambre des Communes s'éleva contre l'abus de divertir les diverses sommes de leurs objets , & de les employer à d'autres objets auxquels elles n'ont pas été destinées. Elle soutint que de pareilles pratiques sont des entreprises qui diffèrent peu d'une levée d'argent qu'on feroit sans aucune espece de consentement du Parlement : que la somme de 660,800 l. 7 s. 7 d. imputée sur la dette de la marine ayant été employée à l'avitaillement des troupes de terre employées en garnison à Gibraltar , sans qu'il parût , qu'en compensation de cette somme , il eût été fait aucune déduction de la paie de ces troupes , ou qu'aucune partie de cette somme eût été réassignée à l'avitaillement de la marine , c'étoit une infraction de divers actes du Parlement. » Comme cette adresse , poursuit M. Lutrell, fait mention d'abus exactement semblables à ceux que j'ai rapportés concernant l'Amérique , je suis d'avis que la Chambre supplie le Roi, pour l'honneur de Sa Majesté & pour l'intérêt public , d'avoir la bonté de retirer sa confiance aux personnes qui ont été trouvées coupables de pareilles malversations , & je demande que ces mêmes personnes soient ensuite traduites en justice pour répondre de leur conduite «.

La motion de M. Hartley est rejetée , sans qu'on aille aux opinions.

DANS CES DÉBATS un membre de l'opposition a produit le calcul & les observations sui-

vantes , sur les dépenses qui seront indispen-
sables pour la marine dans l'année présente ,
d'après les comptes actuellement sous les yeux
de la Chambre.

1. Avril.

Dette de la marine au 31 Déc- 1774..... D. ^o au 31 Déc. 1775. Accroisse- ment dans l'an 1775.	<i>Argent sterling.</i>	<i>Argent de France.</i>
	1,886,100 l. 8 s. 3 d.	44,524,337 l. 10 s. 0 d.
	2,698,579 l. 0 s. 0 d.	63,704,160 l. 1 s. 0 d.
	802,478, l. 11 s. 9 d.	19,179,822 l. 11 s. 0 d.

Etat des billets de marine , de vivres & de transports
qui restoient dus au 18 Mars 1776.

Pour le service de la marine.. Pour le service de transport.. Billets de vivres....	<i>Argent sterling.</i>	<i>Argent de France.</i>
	1,287,938 l. 15 s. 11 d.	30,403,801 l. 1 s. 0 d.
	139,722, l. 17 s. 11 d.	3,281,851 l. 19 s. 0 d.
	880,684 l... 7 s. 8 d.	20,789,26 l. 8 s. 0 d.
	<u>2,308,345, l. 11 s. 5 d.</u>	<u>54,405,579, l. 7 s. 0 d.</u>

Il résulte que la dépense des trois derniers
mois, c'est-à-dire, depuis le 31 Décembre jus-
qu'au 18 Mars, seulement en billets de marine
& de vivres, s'est montée à 452,567 l. 15 s. 7 d.
(10.683,567, l. 5 s.), de sorte que cet objet
doit aller, pour l'année 1776, à 1,810,271 l.

58 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

2 f. 4 d. (42,734,268 l. 19 s.), Encore faut-il
 1. Avril. observer que la dépense de ces trois derniers
 mois ne renferme pas celle des vaisseaux de
 transport, ni celle des vivres pour les troupes
 étrangères à qui on doit envoyer régulièrement, à la distance de 1200 lieues, des provisions & tout ce qui leur sera nécessaire. Sans
 comprendre cette dépense additionnelle, voici
 l'estimation de la marine pour l'année 1776 :

28,000 hommes à 4 livres par mois.....	<u>Argent sterling.</u>	<u>Argent de France.</u>
Ordinaire de la marine suivant l'estimation remise au Parlement.	1,456,000 l.. 0 s.. 0 d.	34,371,147 l.. 11 s.. 0 d.
Constructions & réparations..	431,904 l.. 0 s.. 0 d.	10,195,676 l.. 17 s.. 0 d.
Accroissement de la dette de la marine ainsi qu'on l'a vu plus haut.	339,151 l.. 0 s.. 0 d.	8,006,187 l.. 11 s.. 0 d.
Intérêts sur 2,308, 346 liv. de billets de marine ayant plus de six mois de date à 2 & 1/2	1,810,271 l.. 0 s.. 0 d.	42,734,266 l.. 4 s.. 0 d.

cent. demi pour

1. Avril.

Dépense
de la ma-
rine pour
l'an 1776.

57,707 l.. 0 s.. 0 d. 1,362,106 l.. 12 s.. 0 d.

4,005,033 l.. 0 s.. 0 d. 99,669,384 l.. 15 s.. 0 d.

Le même député a fait observer à la Chambre que les vivres pour les soixante mille hommes de terre & de mer, coûteront, pour l'année 1776, un million quatre-vingt-quinze mille liv. sterl. (environ vingt-quatre millions tournois) à raison d'un shil. par homme pour chaque jour, sans compter ceux qui se rangeront dans le parti du Ministère, & qu'il faudra pareillement faire subsister.

Il ne comprend point dans les soixante mille hommes les équipages du nombre immense de bâtimens de transport qui ont porté les troupes en Amérique, & dont la plupart y seront retenus par les mouvemens perpétuels des divisions & des détachemens.

LE ROI confère la dignité de Chevalier à M. Trevor Corry, Commissaire de Sa Majesté à Dantzig. 2 Avril.

Le comte de Brealdalbane, un des seize Pairs d'Ecosse, a l'honneur de faire ses révérences au Roi pour la première fois depuis son élection, & il prête serment dans la chambre des Pairs où il prend séance.

Le Roi signe la commission qui établit le lord Chancelier grand Sénéchal d'Angleterre

2 Avril.

pour le jugement de la duchesse de Kingston. Cette commission est couchée en lettres d'or sur une grande feuille de parchemin dont les bords sont ornés de superbes vignettes.

Les jugemens rendus par les Pairs sont fort anciens : sous Guillaume le Conquérant , le comte de Héreford fut jugé par ses Pairs pour être entré dans une conspiration dont l'objet étoit d'introduire les Danois en Angleterre. Il fut déclaré coupable de haute trahison. On lui fit cependant grace de la vie ; mais il garda prison pour le reste de ses jours.

Le lord grand Sénéchal n'a point de voix dans les jugemens *par commission* ; il n'en a que dans les procès qui se jugent dans la chambre des Pairs pendant une session régulière du Parlement. Dans tous les procès qui se jugent par les Pairs du Royaume , en cour de pairie , il faut que la pluralité soit au moins de douze Pairs. Ce grand Officier avoit autrefois la principale autorité après le Roi en tout ce qui concernoit l'administration de la justice & des autres affaires du Royaume , civiles ou militaires , en guerre comme en paix. Les Jurisconsultes lui donnoient le titre de *magnus anglia fenes calculus*. Mais , comme on a trouvé cette autorité trop étendue pour un sujet , elle ne se confere plus depuis quelques siècles que *pro hac vice* , pour l'occasion , soit pour le jugement d'un Pair du Royaume , accusé de crime capital , soit pour décider sur les prétentions de ceux qui réclament , par *grande sergenrie* ,

le droit de remplir quelque fonction honorable au couronnement du Roi. Dans ces deux cas le grand Sénéchal tient le tribunal ; & juge la question suivant les loix & les coutumes d'Angleterre. 2 Avril.

Cet office a été héréditaire dans la famille des comtes de Leicester jusqu'au tems de Henri III. Ils le perdirent sous ce regne. Depuis on n'y a nommé que par occasion. Le premier grand Sénéchal qui a été nommé ensuite pour une solennité de couronnement , a été Thomas second fils de Henri IV ; & le premier pour un jugement de Pair, a été Edouard comte de Devon, dans le procès fait à Jean Holdernes comte d'Huntington sous le même regne.

Un grand Sénéchal reçoit 1000 l. sterl. par jour pendant la durée de son office. Le signe de sa dignité est un bâton blanc ; & quand le procès est terminé , il le rompt en présence de la Cour , & de ce moment sa commission cesse.

ON LIT les observations suivantes dans un écrit public de ce jour.

» Ce sera à-peu-près sans fruit qu'on aura éventé la manœuvre que les Ministres mettoient en usage pour favoriser leurs créatures en leur donnant des permissions d'équiper des bâtimens pour les colonies proscrites, au mépris d'un acte récent du Parlement. La proposition du lord Effingham à ce sujet a produit l'expédient curieux que nous allons rapporter. On prétend que la destination des vaisseaux

2 Avril.

est changée, & on laissera faire les expéditions des bureaux avec l'endossement suivant sur les acquits de douane en vertu desquels les marchandises avoient été originairement enregistrées & embarquées pour Boston. *Les effets ci-dessus mentionnés sont embarqués sur le même bâtiment & capitaine pour la Nouvelle-Ecosse & le Canada, le* Mars 1776. C'est par ce tour d'adresse que nos sages & vertueux Ministres ont cru colorer leur infraction compliquée de la loi : car il est clair que toutes les marchandises & tous les bâtimens sur lesquels elles étoient chargées, devoient être confisqués en vertu de l'acte, pour interdire tout commerce avec les Colonies. C'étoit donc une obligation indispensable pour les Ministres de les faire saisir & de les condamner conformément aux dispositions dudit acte. Il s'est trouvé cependant un armateur qui n'a pas voulu se reposer sur eux de l'événement. Avec celui-là ils ont tenu une autre conduite en permettant le débarquement de ce qui étoit déjà chargé, & en le lui faisant rendre : ce qui est une nouvelle insulte de leur part aux loix de la Grande-Bretagne, qu'ils se prétent à rendre utiles, tandis qu'il est de leur devoir de les faire exécuter «.

Chambre des Pairs.

LA CHAMBRE renvoie au 19 à juger définitivement l'instance du duc de Saint-Albans en rémeré de biens-fonds considérables dans

la ville de Londres , que dans le mauvais état de ses affaires , & pendant son séjour en Flandres, il s'est vu forcé de vendre à un prix trop au-dessous de leur valeur , quoiqu'il eût été autorisé à cette vente par un acte du Parlement. Les Juges prennent des conclusions en sa faveur; mais le lord Cambden observe qu'il est à craindre que la grace qui lui sera faite ne soit d'un dangereux exemple pour l'intérêt même de la constitution , & qu'il n'y a que l'excessive misère à laquelle ce seigneur est réduit qui puisse la justifier , mais sans tirer à conséquence pour d'autres , vu que l'acte dont il demande la rescision , avoit été sollicité par lui-même.

2 Avril.

La Chambre arrête que lorsque les cautions de la duchesse de Kingston l'auront remise devant ses Juges , l'Huissier de la chambre des Pairs à verge noire sera chargé de la garde de cette Duchesse. Cette question a donné lieu à de grands débats dans plusieurs séances de la Chambre , parce qu'il n'y avoit point d'exemple d'après lequel on pût se régler. Quelques Lords vouloient qu'on enfermât la Duchesse à la Tour, sous le prétexte que l'Huissier à verge noire devant assister à la procession, il ne pouvoit pas répondre de la Duchesse, & qu'elle pourroit donc s'enfuir. On leur a représenté qu'elle étoit venue de Rome exprès pour se faire juger , & qu'une pareille action ne pouvoit point se supposer de sa part. Enfin on s'est décidé pour le dernier parti , afin de

2. Avril. remplir un usage indispensable qui est de pure forme à son égard.

Il y a un principe constant : c'est que lorsque la caution l'aura remise devant le Tribunal, il faut qu'elle soit constituée prisonnière pour pouvoir être jugée ; la formule du serment des témoins portant expressément que le personnage que l'on va juger, & qui est à côté d'eux à la barre de la Cour, est un prisonnier. La question roule donc sur ces deux points : Sera-t-elle constituée prisonnière d'Etat à la Tour ? ou bien sera-t-elle mise sous la garde de l'Huissier à verge noire ? ou enfin, comme le délit qu'on lui impute est susceptible du privilège clérical, & qu'elle a déjà été admise à donner caution pour se présenter, la Chambre ne pourroit-elle pas se contenter de lui enjoindre de comparoître tel jour à telle heure ? Car il est difficile que l'Huissier, étant nécessaire au cérémonial de la procession, se charge de sa personne. — Le lord Mansfield observe que la chambre des Pairs, en qualité de Juré, ayant le droit que n'ont pas les autres Jurés, de s'ajourner, il faudroit, pendant toute la durée du jugement, que la Duchesse renouvelât chaque jour sa caution : que d'ailleurs être sous la garde de l'Huissier n'est point un emprisonnement : que l'Huissier peut vaquer à ses autres fonctions, ayant des substituts, ainsi que les Sherifs qui sont proprement les geoliers de chaque province.

La suite au No VI.

Lettre

*Lettre d'un Banquier de Londres ,
à M*** à Anvers.*

De Londres le 16 Juillet 1776.

Le parti Américain se persuade , Monsieur , & non sans fondement peut être , qu'on ne laisse arriver jusqu'à lui aucune des nouvelles qui pourroient soutenir ou ranimer ses espérances. Mais il ne croit point , pour cela , que son courage doive l'abandonner. Dans tous ce qu'on lui cache il veut trouver matière à de nouveaux triomphes. Son dépit l'échauffe & l'éclaire : il brise tout , écarte tout , pénètre tout. La curiosité poussée par l'intérêt est un vaisseau qui fend les glaces à l'aide d'un vent furieux. Au défaut de lettres & de relation des armées Américaines , il analyse , discute & retourne de cent manieres celles que le Gouvernement fait publier pour annoncer ses succès. Je ne finirois point , si je vous raportoies tous les commentaires de ce Parti sur les dernieres gazettes de la Cour. J'aime mieux ne vous apprendre que des faits certains , & sur lesquels on puisse établir de solides conjectures. Au reste la scene ne demeure jamais vuide sur le théâtre politique de l'Angleterre ; il y a toujours quelque intermede , quelque passe - tems. Ceux que donne l'opposition actuelle sont très-gais. Elle a un sel piquant qui me divertit , quoique peut-

86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

être on pût lui dire comme aux colimaçons d'Esopé. » Vos maisons brûlent & vous chantez. » Mais ne moralisons point ; amusons-nous.

L'objet de la satire que vous allez voir est la Gazette de la Cour. On l'appelle ici la cigale qui chante l'été, plaisir que la fourmi, sa voisine lui envie encore. Les passages latins vous paroîtront suffisamment traduits par quelques vers de Boileau & d'autres dont j'ai eu le bonheur de me souvenir.

Avant de commencer il me vient un scrupule. Je ne vous ai peut-être pas fait assez entendre qu'en Angleterre la Gazette de la Cour est aussi une Gazette de parti. C'est un caractère qui est singulièrement à elle, parce qu'il n'existe gueres qu'ici une sorte de confédération, toujours subsistante sous le nom d'opposition, que cette gazette fait attaquer & combattre d'une manière qui lui est propre. Ainsi la gazette de la Cour de Londres étant une arme offensive à la main d'un parti qui s'en sert contre le parti contraire, la guerre qu'on lui fait ne porte aucune atteinte à l'autorité souveraine sous laquelle la constitution unit & confond les deux partis. Cette différence peut venir encore de ce qu'ici les Ministres sont responsables à la Nation, tandis qu'ailleurs tout doit se rapporter au Souverain.

ENTRETIEN

*D'un Lord avec un Gazetier , l'un
& l'autre Anti-Américains.*

La Scène est dans une Taverne retenue pour le
Parti dominant.

M. SCOT.

Milord m'a fait demander ?

LE LORD.

Oui , M. Scot : c'est pour causer avec vous
sur la lettre du général Carleton que vous avez
copiée dans votre feuille.

M. SCOT.

J'en ai fait l'extrait le plus concis qu'il m'a
été possible.

LE LORD.

Eh bien , vous en avez encore trop dit.
Que voulez-vous qu'on pense du déplaisir que
montre Carleton de ce que les amis du Gouver-
nement se sont pressés d'agir plutôt qu'il n'auroit
souhaité ? Chacun croira que nous avons reçu
quelque mauvaise nouvelle à laquelle on aura
voulu finement préparer la nation. Dites-moi ,
M. Scot , avez-vous lu l'Art poétique d'Horace ?
Je parierois au moins que vous ne l'entendez
pas.

M. SCOT.

En vérité , Milord , vous m'embarrassez.
Seroit-il possible.....

LE LORD.

Vous croyez bonnement qu'Horace enseignoit à faire des drames , n'est-ce pas ? Eh bien , c'est une vieille erreur. Voici le vrai. Le projet de Mécène étoit qu'il fût secrétaire d'Etat. Pendant que cela s'agitoit , il s'amusoit à composer des instructions pour faire une gazette. Et c'est ce que vous & tant d'autres avez toujours pris pour un art poétique. Un Romain qui avoit commandé les légions & qui s'étoit distingué à la guerre , se seroit-il amusé à tracer des regles d'opéra ? Non , Monsieur. Ainsi qu'Adisson , milord Chatham & le cardinal de Richelieu , Horace écrivoit & montrait à écrire la gazette. Or , comment auriez-vous pû le comprendre , si vous avez toujours ignoré son intention ?

M. SCOT.

Ainsi , Milord , quand je me suis essayé dans ma jeunesse à quelques légères compositions dont je puisois les principes dans cet arbitre du goût , j'apprenois à faire une gazette ! En vérité je ne m'en doutois gueres. Oserois je vous prier.....

LE LORD.

Vous allez être satisfait. Par exemple , si

vous aviez entendu ce prétendu Art poétique, auriez-vous fait mention de l'inquiétude du général Carleton ? Non sans doute : voici le précepte qui vous en auroit empêché :

Ut nunc dicat jam nunc debentia dici

Pleraque differat & præsens in tempus omittat.

C'est-à dire, qu'il faut

Renvoyer ailleurs plusieurs événemens.

Qu'ailleurs on fait paroître avec plus d'agrémens.

Y êtes-vous ?

M. SCOT.

Mais, Milord, est-ce que jamais on ne montrera un peu d'ingénuité ? Vous avez vu comme on nous a tantés sur la relation de la levée du siège de Quebec & sur celle de l'évacuation de Boston. Et comment a-t-on pris encore la conquête de ce poste perdu au fort des Cedres, dont un partisan s'est emparé, & qu'il a sans doute abandonné de même ? On en a ri : voilà tout. Il ne suffit pas de dire au public que les choses vont au mieux ; il faut qu'il le croye.

LE LORD.

A merveille pour votre crédit, Monsieur ; mais non pas pour le nôtre. Les deux canons trouvés dans le poste des Cedres & la réduction de quatre à cinq cents Rebelles qui se sont rendus à discrétion devoient faire haut

fer les actions de quatre pour cent au moins. Vous êtes cause qu'elles restent encore au-dessous du taux où elles étoient quand on a fait l'emprunt. Nous faisons notre moisson, Monsieur, l'hiver viendra ; il est bon d'y songer d'avance. Profitons de tout, s'il vous plaît. Et puis, il y a une maniere de présenter les choses.

D'un pinceau délicat l'artifice agréable,
Du plus affreux objet, fait un objet aimable.

M. S C O T.

Affurément, Milord, on n'a rien à me reprocher à cet égard. Est-ce que je n'avois pas fait la plus pompeuse relation des exploits de milord Dunmore dans la Virginie ? Ne sembloit-il pas qu'il ne lui restât qu'à recevoir les soumissions d'une province désarmée ? Je l'avois immortalisé. Est-ce ma faute s'il a été le premier des Gouverneurs en Amérique qui ait jugé à propos de quitter sa résidence pour se réfugier sur les vaisseaux du Roi ?

Ai-je manqué de dire le plus grand bien du Major Fordyce & de ses valeureux grenadiers que milord Dunmore avoit détachés pour une expédition secrète de la plus grande importance ? Elle s'est trouvée être impraticable ; & quand même elle eût réussi, elle n'auroit été d'aucune utilité : le Major Fordyce y a été tué : tous ses grenadiers ont été

taillés en pieces ou faits prisonniers; peut-on s'en prendre à moi?

Vous parlez de préceptes d'Horace, je les ai suivis au pied de la lettre.

Desperat tractata nitescere posse quæ relinquit.

Il laisse ce qu'il croit ne pouvoir être aimable, Quelque soin qu'il eût pris pour le rendre agréable.

Je n'ai pas dit un mot en l'honneur du pauvre Fordyce que j'avois annoncé comme un des plus braves & des plus habiles officiers que le Roi eût dans ses armées.

Quand les forts de Saint Jean & de Chambly ont été pris par les Américains avec cinq cents hommes de vieilles troupes qui s'y trouvoient, j'ai parfaitement compris qu'il falloit être serré & laconique sur cet événement. J'ai laissé de côté les canons & les munitions.

J'ai fui d'un Gazetier l'abondance stérile, Craignant de me charger d'un détail inutile.

Le brigadier général Arnold après une marche des plus savantes & des plus hardies dont l'histoire fasse mention, est venu mettre le siege devant la plus forte place de l'Amérique. Voici comme j'en ai parlé: » Un certain Arnold a paru à la pointe Levi «.

Quand les Rebelles sont entrés dans Montréal, place qui a valu anciennement au lord Amherst sa renommée & sa Pairie, j'ai gardé le silence. Quand le colonel Prescott a été

pris sur les lacs avec les bâtimens , les soldats & les munitions : silence encore ; pour qu'on ne dise pas de moi *tacenda locutus*.

D'après le même principe , je me suis gardé de dire que les Rebelles de la Caroline Méridionale avoient fait prisonnier notre brigadier général Macdonald : qu'ils avoient tué Macleod , défait quinze cents de nos montagnards & désarmé tout le parti : toutes choses qui ne pouvoient pas se dire dans notre gazette. Je n'ai point parlé de l'heureuse expédition du rebelle Schuyler dans le pays des sauvages , qu'on affecte d'appeller les alliés naturels de l'Angleterre : ni de la capitulation accordée au chevalier John Johnson : ni de la grace qu'on lui a faite de le laisser aller sur sa parole ; ni du désarmement de six cents Ecoissois & Torys.

N'ai-je pas soigneusement conservé aux Rebelles de l'armée d'Arnold les épithetes de fanfarons & de pillards ? N'ai-je pas tourné en dérision le secours qu'ils attendent de Cambridge , quoique je sache très-bien que ce secours est conduit par le brigadier général Thomson qui dans la dernière guerre a servi avec la plus grande distinction sous le lord Amherst & sous le général Monkton ? C'est que je n'ai point oublié le *perfidus Ixion* ,

Qu'on nous peigne Ixion perfide & criminel.

Il ne venoit point de nouvelles de l'échec des Rebelles devant Quebec le 31 Décembre

& de la mort de Montgomery. Toutes les lettres de l'Amérique l'annonçoient, mais c'étoit sur la foi d'une relation publiée par le Congrès même. Je crois avoir fait voir en cette occasion, ce dont je suis capable. Voici comme j'ai raisonné. Le Congrès est un gouvernement novice que l'adversité n'a point encore instruit. Il n'est point exercé dans l'art de colorer un revers. Il aura donné une relation simple & naïve de la défaite de ses troupes. Faisons en notre profit. Il est pourtant singulier que notre gazette tire ses documens de celle des Rebelles, & qu'on y lise : *par ordre du Congrès, signé Charles Thompson.* Mais qu'importe.

Battons nos ennemis avec leurs propres armes.

Danaûmque insignia nobis

Aptemus.

Du côté de la Marine, je crois ne mériter pas moins d'éloges. Paroit-il une de mes gazettes où il n'y ait une longue liste de vaisseaux Américains pris par les escadres du Roi? Je fais pourtant très-bien que nos Amiraux comptent jusqu'aux chaloupes; mais c'est pour nous, cela. Quel curieux détail n'ai je pas donné du combat du rebelle Hopkins avec la frégate le *Galsgow* qui s'en est retirée criblée de coups à son arriere, & à qui l'ennemi a enlevé son convoi d'une bombarde & de trois alleges?

Ita mentitur, sic veris falsa remiscet

74 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Primo ne medium, medio ne discrepet intum.

Mélant si sagement le vrai, la fiction,

Qu'ils s'accordent toujours dans toute l'action.

A la faveur de tous les détails nautiques dont j'ai embrouillé la relation de ce combat, j'ai évité de parler de la victoire remportée par Hopkins, & des grandes quantités de munitions & d'artillerie qu'on fait qu'il a débarquées heureusement à la Nouvelle-Londres.

Permettez-moi de vous dire, Milord, que j'ai lu mes auteurs.

LE LORD.

Oui, mais à la suite de cette relation, vous avez donné une liste de tous les vaisseaux de l'escadre d'Hopkins qui a produit le plus mauvais effet. Vous savez qu'on nous a demandé dans le Parlement un état de la marine Britannique & que nous l'avons refusé. N'est il pas étrange qu'après cela ce soit notre gazette qui produise une liste des vaisseaux de l'escadre d'Hopkins, l'état de ses canons, de ses hommes, avec autant d'exactitude que le feroit le bureau de la marine de Philadelphie?

M. SCOT.

J'ai déjà eu l'honneur de vous dire, Milord, que de tems en tems il faut avoir l'air de commettre une petite indiscretion pour donner de la confiance. Tout le monde savoit ici la force de l'escadre d'Hopkins.

Sur un fait averé la fiction s'étaye.

Ex noto fictum carmen sequar.

Cela m'a aidé à faire passer le reste.

Vous n'imaginerez pas combien notre gazette est décriée par toutes les réticences. Il n'y a pas de jour que je ne reçoive quelque billet anonime ; & sous mille formes diverses on me lâche sans cesse des épigrammes. Puisque vous ne nous apprenez rien par votre gazette, m'écrit l'un, mettez-y au moins l'affiche de ma maison qui est à louer. Un autre veut que je lui fasse retrouver son petit chien. En sortant pour venir ici, j'ai reçu une annonce qu'on me prie d'y insérer, dont je voudrois bien, Milord, vous faire la lecture.

(Scot lit.)

L I O N P E R D U.

» Un vieux lion qui depuis plusieurs siècles habitoit l'Angleterre, & dont les ennemis de cette nation avoient grand peur, a disparu tout-à-coup ; il y a près de dix-sept ans, du palais de Saint James où on l'avoit toujours nourri & soigné avec la plus grande attention. Il y a apparence qu'il a été volé par le moyen de quelque appât & transporté furtivement en Ecosse où on l'a tenu étroitement enfermé dans le dongeon d'une certaine Ile. Mais comme on ne lui donnoit pour litiere que des chardons : ce qui est presque l'unique production de ce pays ; & qu'il étoit étouffé

76 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

par les fumigations de souffre dont le maître du château fait un continuel usage pour sa maladie cutanée, il a brisé ses liens & s'est sauvé de cette prison infecte où on vouloit lui faire perdre sa force & son instinct pour le brider, le sangler, & le bâter. Toutes les nouvelles qu'on reçoit depuis quelque tems d'Amérique feroient penser que c'est dans ce pays que s'est réfugié ce terrible animal. Comme il ne se croit point fait pour porter des choux, il est douteux qu'un Ministère Ecossois parvienne à s'en ressaisir. Si les prodigieuses forces, qui sont parties pour le prendre ne le mettent pas en pieces, on doit craindre qu'il ne passe chez des voisins dont tout le bonheur feroit de nous l'enlever. Ci-devant il venoit au nom de George; & celui de France la mettoit en fureur. Peut-être aujourd'hui est-ce tout le contraire. Il est très-sensible aux caresses & on n'en vient à bout que par la douceur. On promet pour récompense à ceux qui le ramèneront à son ancien domicile, l'estime & la reconnoissance des vrais amis de la Maison d'Hanovre & de tout l'empire Britannique.

LE LORD.

Bêtise ! Déchirez , déchirez ; que personne....

M. SCOT.

Oh ! Milord , soyez sûr que cela paroîtra ce soir dans les trente-six *Evening-post*.

LE LORD.

Mon cher Scot : je fais cas de vous. Je vous ai toujours distingué. Ne changez point de principes. Nous ferons votre fortune.

(*Milord prend encore un ton plus amical.*)

Si tu as quelque grace à demander , adresse-toi à moi. Je suis ami chaud , & je ne te ferai pas attendre.

M. SCOT.

Milord , puisque vous avez tant de bonté.... Si j'osois.... Il y auroit un moyen. Ma Gazette ne me vaut que trois cents guinées : c'est bien peu. Il seroit possible d'augmenter mon revenu par une réunion. J'en fais une des plus convenables.

(*Scot fixe Milord qui le regarde aussi sans lui répondre. Scot a le courage de continuer.*)

La fiction est la base du métier que je fais. Celui du Poète de la Cour n'en a point d'autre. Il n'invente que trois ou quatre fois l'année ;

78 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

& moi toutes les semaines deux fois ; avec cette différence encore que je rends des services beaucoup plus essentiels que lui. Je crois donc pouvoir demander , sans injustice , qu'on le supprime , & qu'on réunisse sa place à la mienne qui alors vaudra cent livres sterl. de plus. J'ai trop de délicatesse pour prendre son titre ; mais il faudra donner aux deux places de Gazetier & de Poëte , réunies en ma personne , le titre de *Fablier d'Angleterre* ?

LE LORD.

On verra ça . . . Adieu M. Scot.

AINSI finit ce curieux entretien. On m'assure qu'il est copié presque mot pour mot d'une feuille du parti de l'opposition. Le Gazetier avoit en effet lû Horace ; & on peut bien dire de lui qu'il faisoit de la prose sans le savoir.

La fameuse affaire de M. Sayre avec le lord Rocheford vient d'être jugée. Il demandoit trente mille livres sterl. de dédommagement pour avoir été mis au secret à la Tour , sans qu'on eût voulu recevoir de caution , & pour les visites faites chez lui & dans ses papiers. Il paroît que ce négociant , qui est Américain , s'étoit en effet permis des propos très-condamnables ; mais on n'a pu le convaincre d'aucun des faits portés dans l'accusation. Il a pu nier les ouvertures que l'En-

seigne aux Gardes, Américain aussi, assure qu'il lui avoit faites, puisqu'ils étoient seuls. Il est convenu seulement de lui avoir exprimé assez vivement son chagrin des fausses mesures de l'administration & du déplorable état des affaires en Amérique. Au reste l'Enseigne s'est contredit dans plusieurs points de ses allégations. D'abord M. Sayre étoit son intime ami ; ensuite il ne le connoissoit que pour l'avoir souvent rencontré dans les rues, & parce que M. Sayre le saluoit toujours comme compatriote. M. de Grey, Chef de la justice du Plaid commun, a fait une observation qui me paroît très-juste & qui aura décidé le Juré à n'allouer à M. Sayre que de modiques dédommagemens, quoiqu'il soit avéré que cette aventure a mis dans le plus grand danger le crédit de ce négociant. L'Avocat de M. Sayre soutenoit que l'idée, ce qui est bien éloigné de l'intention ou du dessein, d'enlever le Roi, de l'enfermer à la Tour, & de le transporter à Hanovre, étoit une extravagance. M. de Grey a répondu que sans doute il n'y avoit rien de plus insensé ; mais que si on examinoit toutes les malheureuses idées de la même nature qui ont été mises à exécution, on verroit que la plupart ne paroissent être que des extravagances. Il n'a pu que louer les précautions, quoique rigoureuses, que le lord Rochford a prises pour assurer la tranquillité de l'Etat. Le dédommagement qui est seulement de mille livres ster-

ling , n'est accordé que sous la condition que deux questions de loi , relatives à l'offre & au refus de caution , seront décidées en faveur de M. Sayre.

M. Hopkins conserve la place de Chambellan ou Trésorier de Londres. Le fameux Wilkes a mis en œuvre inutilement tous les ressorts de son esprit & de son patriotisme pour la lui enlever. Cette place est élective tous les ans à la fin de Juin , en même-tems que celle des Sheriffs ; mais son activité cessant au moment de l'élection , il en résulte des inconvéniens pour la police de la ville qui faisoient desirer que le citoyen qui en étoit pourvû la conservât pour sa vie ; & on s'y étoit accoutumé. Comme cette place est d'un gros revenu , & n'oblige presque à aucunes dépenses , M. Wilkes , dont les affaires ne se font pas raccommo dées dans celles de Shériff & de Maire , en avoit grande envie ; quoiqu'il eût promis de ne jamais rechercher de place lucrative. Mais c'est par honnêteté qu'il a manqué à sa parole , & pour se liquider. Lorsqu'il a eu occasion d'en parler en public : *Donnez-moi la préférence* , disoit-il , *& je vous payerai mes dettes.* Il ne l'a point eue , prendra-t-il cela pour une quittance ? Il a essuyé les sarcasmes les plus piquans & les plus amers sur sa vie passée & sur ses principes. On lui a demandé comment il pouvoit se présenter pour être le conservateur des mœurs parmi les apprentifs de Londres , dont le

Chambellan

Chambellan de la ville a la police. Il n'a point hésité de répondre que les plus grands hommes avoient fait des extravagances dans leur jeunesse : que Titus avoit été si libertin, que le peuple Romain ne s'étoit décidé qu'avec peine à le nommer Empereur : que le Roi Henri V. d'Angleterre avoit volé sur le grand chemin ; & qu'il avoit frappé un juge sur son tribunal : qu'Olivier Cromwell, dans sa fougue de jeune homme , étoit la terreur de tout ce qu'il y avoit de gens tranquilles & honnêtes. On a vu qu'il savoit son histoire , mais cela ne lui a pas valu un suffrage de plus. Il a protesté qu'il abhorroit les Ministres : qu'il ne cesseroit de signaler son zèle avec le plus grand courage pour l'intérêt de la liberté : qu'il étoit plus anti-gallican que jamais ; qu'il ne buvoit ni ne faisoit boire du vin de France. Malgré tout cela on lui a donné le *déboire* de choisir M. Hopkins & il est vraisemblable qu'il ne songera plus à cette place. Il s'en est vengé le jour de l'élection dans un véhément discours qu'il a adressé de la tribune aux harangues aux Bourgeois de Londres. Il leur a dit des duretés que les Gazetiers Anglois , toujours si hardis , ont avoué qu'ils n'osoient pas répéter. Je crois qu'après cela je puis me dispenser d'en charger mon papier. Vous pouvez tout imaginer. Son auditoire , comme vous le jugez bien , n'étoit pas fort tranquille. Mais ce héros anti-gallican est doué d'une assurance & d'un

courage qui ne brille jamais plus qu'au milieu des huées & des sifflets. Il leur a tout dit : heureusement pour lui ils n'ont pas tout entendu. On m'a assuré, mais je ne vous le garantirois pas, qu'il lui étoit échappé cette plaisante boutade, dont apparemment les épousailles de la mer par le Doge de Venise lui auront fourni l'idée : *ingrate Cité, Babylone infecte, je t'avois épousée, je te répudie !*

Que ce mot soit de lui ou non, il est toujours certain qu'il a fait divorce avec la ville de Londres ; & par une bizarrerie du sort assez singulière, son antagoniste, le colonel Luttrell, faisoit dans le même tems en Irlande un mariage très-riche & très-agréable. C'est ce même M. Luttrell dont Wilkes disoit qu'il étoit venu s'asseoir sur ses genoux dans le Parlement.

Quoique M. Hopkins reste en possession de sa place, M. Wilkes a fait encore une nouvelle tentative pour l'en faire déchoir. Il a déterré une vieille loi municipale qui exclut de la charge de Chambellan tout bourgeois de Londres qui n'aura pas gagné les franchises de la ville par apprentissage, ou pour qui elles ne seront point un droit de naissance. Son exclusion ne tourneroit point au profit de M. Wilkes ; car les qualités lui manquent comme à M. Hopkins ; mais cela lui est égal. L'affaire a été très-sérieusement discutée dans le Conseil de la ville, qui presque unanimement a été d'avis que, dans les circon-

tances actuelles , cette loi ne pouvoit plus être d'aucune valeur. On croit pourtant qu'elle sera portée au banc du Roi. Si cela est, & que M. Hopkins soit destitué ; la moitié des Aldermans & M. Wilkes dans le nombre perdront leurs places. Que la société civile est heureuse d'avoir un défenseur aussi désintéressé que M. Wilkes ! Vive Wilkes & la liberté !

Mais parlons sérieusement : le Gouvernement le plus arbitraire seroit il aussi redoutable que l'intérêt privé de M. Wilkes pour les franchises d'une corporation ? Pour venger sa cupidité frustrée & son amour propre humilié , il suscite à sa chère cité de Londres un procès capable de porter une atteinte funeste à sa chartre & à ses privileges. Ah ! pour le coup le masque est tombé ; & on ne peut plus voir dans ce champion redoutable des libertés Angloises , qu'une ame venale qui attend l'acheteur. Je ne fais que répéter , Monsieur , le jugement que la ville entière a porté sur M. Wilkes. Ce qui me confirmeroit dans cette opinion , c'est qu'au lieu d'avoir quitté sa robe d'Alderman par le généreux dépit d'une vertu, *repulsæ nescia sordidæ* , & après le divorce qu'il venoit de faire , il trouve encore assez de justes dans Sodome pour ne pas l'exterminer. » Il lui reste , dit-il , quelques amis choisis , quoiqu'en petit nombre , avec lesquels il continuera de s'opposer au torrent de la corruption ministériale & d'applaudir aux nobles efforts des braves Américains , qui seuls peuvent sauver

84 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

l'Angleterre «. Mais c'est que s'il quittoit sa place d'Alderman de Londres, il seroit réduit au rôle, aujourd'hui stérile, d'anti - Ecoissois dans la Chambre des Communes, & qu'il perdrait tout espoir de se faire acheter par les Ministres présens ou futurs.

En attendant que son logis, s'il lui en reste un, soit marqué à la craie ministériale, le petit nombre des justes se cottise pour lui faire une pension alimentaire. Où est le tems où toutes les femmes portoient ses couleurs : où son nom retentissoit dans toute l'Europe : où le peuple dételloit sa voiture pour le traîner ? Il est livré aujourd'hui à l'oubli le plus humiliant : c'est qu'il faut à la popularité une autre base que l'ambition. C'est que *l'audace & le mépris sont d'infidèles guides* ; c'est qu'il vaudroit mieux, qu'à l'exemple d'Aristide, dont un ostracisme tout différent lui fait éprouver le sort, il eût plus rempli l'Angleterre de ses vertus que de ses pasquinades, contre les plus respectables personnages.

M. Hopkins, dont le Conseil des Aldermans de Londres a pris le serment, malgré la protestation de deux de ses membres, & la menace d'une action au banc du Roi, d'après un règlement fait en 1572, sous le règne d'Elisabeth, a reçu les honneurs d'une espece de triomphe. Tous ses amis en ordre processionnel, précédés & accompagnés des Officiers de Ville, l'ont conduit à la taverne de Londres où ils lui ont donné une superbe

fête aux acclamations d'un peuple nombreux, qui n'ont été troublées que par les plates insultes de quelques mercénaires du Chambellan manqué. Deux drapeaux marchaient devant M. Hopkins, sur l'un desquels on lisoit en gros caractères, *vive Hopkins & les mœurs*, & sur l'autre, *point de despote sous le nom de défenseur. Vraie liberté & indépendance.*

On a des nouvelles de Boston du 28 Mai & du 3 Juin. Tous les habitans valides s'étoient engagés volontairement à travailler deux jours de la semaine aux fortifications. A cette date divers ouvrages considérables étoient déjà achevés. Le Congrès de Boston s'étoit assuré de plusieurs habitans qui, après avoir refusé de signer une association pour défendre par les armes les Colonies unies contre les entreprises hostiles des flottes & des armées Britanniques, avoient refusé de remettre au comité, sous serment, leurs armes, munitions & équipemens de guerre.

Le Roi vient de récompenser M. le général Carleton de sa belle défense de Quebec, en le décorant de l'ordre du Bain. On croit que les marques de cet ordre lui seront portées par Madame Carleton qui va le trouver à Quebec avec sa sœur & ses enfans, sans doute sous une plus sûre escorte que celle qui avoit été donnée au fameux mortier de Boston & à tant d'autres munitions d'artillerie que les Rebelles ont enlevées. M. Carleton, officier recommandable par ses services & ses talens,

86 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

est né dans le Comté de Tipperary en Irlande. Il est beau-frere de milord Effingham qui a si généreusement refusé de suivre son régiment en Amérique, pour y verser le sang de ses compatriotes.

On apprend par les lettres du 3 Juin que la province a adressé des instructions à ses représentans à l'assemblée générale, pour les prier de faire connoître au grand Congrès de Philadelphie que le vœu de cette province étoit pour la séparation; & que si le Congrès, trouvant les autres Colonies dans les mêmes dispositions jugeoit à propos de l'ordonner, la Nouvelle Angleterre lui répondoit du zele & du plaisir avec lesquels ses habitans sacrifieroient leurs vies & ce qui leur restoit de biens pour contribuer à l'effectuer & à la soutenir. Sans doute le Congrès aura reçu les mêmes assurances de la part des autres Colonies. Il a pris le 15 Mai un arrêté dans lequel, (après avoir dit que la Grande-Bretagne, par l'acte de capture du mois de Décembre, ayant retiré aux Colonies sa protection, & ayant fait au contraire les plus grands & les plus détestables efforts pour les exterminer, l'intérêt de la paix & de la sûreté intérieur des Colonies exige que la Grande-Bretagne n'y conserve aucune espece d'autorité,) il recommande aux assemblées & conventions respectives des Colonies unies, dans lesquelles on n'a pas encore établi de gouvernement, de choisir telle forme de

gouvernement qui leur paroitra la plus convenable pour leurs intérêts particuliers & pour ceux de l'Amérique en général.

Dans cette même résolution les peuples sont relevés de leur serment, attendu la nécessité reconnue de supprimer toute autorité de la Couronne dans les Colonies. Elle est signée du prosérit *Hancock*, Président du Congrès : à la différence des autres actes où il ne paroïsoit que le nom de *Charles Thomson*, Secrétaire. Je ne fais si c'est pour la rendre plus imposante. Quoiqu'il en soit je ne regarderois cet arrêté que comme un acte préparatoire, & j'imagine que pour effectuer solennellement la séparation s'il y a lieu, le Congrès en publiera une où le vœu de chaque Colonie sera énoncé, & qui sera signée, non du seul Président, mais encore de tous les membres de l'Assemblée. Le Congrès a procédé jusqu'ici trop régulièrement pour manquer à la moindre formalité dans l'acte qui fera la clôture d'une scène si généralement intéressante.

L'Assemblée de l'île de Rhode-Island a passé un acte pour relever ses habitans de leur serment de fidélité envers le Roi, & pour changer les formules des sermens & actes de Justice.

A Water-Town tous les habitans se sont promis de soutenir le Congrès de tous leurs efforts s'il déclaroit l'Amérique indépendante de la Grande-Bretagne.

De gros détachemens des troupes de la Pen-

sylvanie & de la Nouvelle-York sont partis pour renforcer l'armée Américaine dans le Canada, à son quartier général sur la rivière Sorrel. Ce renfort doit la mettre en état d'occuper l'Armée Angloise pendant tout l'été, & opérer par ce moyen une diversion favorable aux autres Colonies.

Voilà tout ce que l'on fait de certain du Canada. Soyez sûr, Monsieur, que depuis la levée du siège de Quebec, & la surprise du poste des Cedres, les gazettes n'ont publié aucune nouvelle qu'on puisse croire de ce qui se passe dans cette Colonie. Ne donnez point de foi aux lettres particulieres, fussent elles mêmes écrites de Quebec, quand elles annonceront que les troupes du Roi ont remporté des avantages que la Gazette de la Cour n'aura point publiés. M. Scot a des cousins à Quebec, c'est tout vous dire.

Je suis fâché du bruit qui se répand que les sauvages du parti Anglois ont massacré 390 des Américains qui s'étoit rendus à discrétion au poste des Cedres. C'est une nouvelle dont on doit souhaiter de ne jamais avoir la confirmation. Si malheureusement elle se trouve vraie, l'Officier Anglois qui a surpris ce poste écarté n'aura donné lieu qu'involontairement à cette affreuse catastrophe, & il n'est sûrement pas à se repentir d'avoir fait ce coup de main avec un détachement trop foible pour contenir la fureur de ses forces auxiliaires. Je ne me résoudrai jamais à croire que

les agens du Ministère Anglois parmi les sauvages du Canada leur aient fait boire dans une de leurs assemblées le sang d'un Bostonien. Les rébellions de tous les tems ont enfanté de pareils bruits, dont le nôtre ne verra point l'horreur se réaliser.

Le général Washington est parti de Boston pour la Nouvelle-York, où on assure qu'il n'y a pas moins de dix-huit mille hommes prêts à faire la plus vigoureuse résistance.

Les bruits qui avoient couru de sa défection étoient très-mal fondés. Il ne pouvoit pas être vrai qu'il se fût séparé de la cause Américaine, quand il a vu que le Congrès vouloit se séparer de la Grande-Bretagne. C'est parce que l'Angleterre exigeoit une *soumission absolue* qu'il a pris les armes; & la separation étoit une suite nécessaire de la persévérance de la Métropole dans cette résolution. Washington n'a pas plus abandonné le parti Américain, qu'il n'est vrai que le général Lée a été enlevé. Vous pouvez vous rappeler que, dans le tems, j'ai apprécié ces deux nouvelles à leur juste valeur,

On équipe en toute diligence sur la riviere de la Vare une escadre qui sera composée de plusieurs vaisseaux de force que le Congrès a, dit-on, fait acheter chez l'étranger, & qui seront commandés par un nommé *Green*, que le Congrès vient d'élever à la dignité d'Amiral.

Vingt-quatre Chefs de Nations sauvages

sont arrivés d'Albany à Water-Town le 27 Mai, sur leur route, pour se rendre auprès du Congrès, & régler avec lui leurs opérations.

L'Assemblée de la Caroline méridionale a arrêté le 6 Avril, que le Congrès général ayant déclaré qu'il seroit très-dangereux qu'aucune Colonie adressât séparément des requêtes ou propositions au Roi ou au Parlement; en conséquence, & pour garantir les libertés de l'Amérique de toutes entreprises artificieuses pour triompher d'elles par la négociation; il étoit ordonné qu'on ne traitât avec qui que ce soit que par le canal du Congrès général; que s'il arrivoit dans la Colonie quelque plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, il ne lui seroit donné que quarante-huit heures de délai pour se rembarquer, sans que qui que ce soit pût l'entretenir ou l'approcher; & que s'il venoit par terre, on le feroit sortir sur le champ de la Province sous escorte.

Il se débitoit ici depuis quelques jours, d'après plusieurs lettres arrivées d'Halifax, & dattées du 10 Juin, que l'armée qui y est rassemblée s'étoit embarquée en plus grande partie pour la Nouvelle-York où le lord Howe devoit la joindre; & qu'au moment présent la Nouvelle-York étoit soumise, ou bien qu'elle étoit réduite en cendres.

La Cour vient de publier des lettres du général Howe, du 7 & du 8 Juin qui confirment la nouvelle de cet embarquement, Il

est dit que l'armée n'attendoit qu'un vent favorable pour appareiller. M. Howe ajoute que le vaisseau de munitions d'artillerie nommé le *Hope* a été pris (par les Américains) dans la baie de Boston. Voilà une nouvelle fâcheuse dont le Gazetier de la Cour qui fait son *Art poétique* fait l'aveu ingénu. Mais il ne dit pas tout, & le parti de l'opposition a achevé la phrase, donnant la liste des munitions qui étoient sur ce vaisseau, & la relation du terrible combat que l'Américain, qui l'a enlevé, a soutenu contre les chaloupes des vaisseaux de guerre qui l'assailloient de toutes parts, & dans lequel ce brave homme a perdu la vie. Il a pris ce vaisseau à l'abordage sans tirer un seul coup, & avec bien moins de forces, car sa prise étoit montée de six canons. Il s'appelloit le capitaine Muggford. Le corps de ce rebelle qui a été recueilli à *Marblehead* y a été enterré avec les honneurs militaires par un détachement du quatorzième régiment des troupes du Roi. Le chargement de sa prise consistoit en quinze cents barrils de poudre cerclés en cuivre, mille carabines avec leurs bayonnettes, baguettes, cartouches, &c. des affûts de campagne pour le gros canon, & toutes sortes d'outils de fer propres à l'artillerie & à l'armée. Son chargement est estimé 50,000 l. sterl. Les Bostoniens en ont pris encore deux autres qui étoient remplis de diverses provisions.

92 AFFAIRES DE L'ANGLETERRE

Il circule une lettre dont rien ne garantit l'authenticité. Mais le silence de la Cour sur les nouvelles qu'on suppose qu'elle vient de recevoir de ses généraux, invite à croire que cette lettre contient quelques vérités. Elle porte que l'Amiral Howe, après une navigation très pénible, a tenté de faire exécuter le débarquement à New-York ou auprès, mais que ses troupes étoient si fatiguées qu'elles n'ont pû soutenir le choc des Américains, qui leur ont tué beaucoup de monde. Elle ajoute que l'armée, après s'être rembarquée, a été faire la même tentative à l'île de Rhode-Island, d'où elle a été pareillement repoussée avec une perte considérable, & qu'enfin l'amiral avoit pris le parti de la conduire à Halifax, d'où l'armée du général son frère a dû appareiller le 9 Juin pour aller aussi débarquer à New-York. J'ai l'honneur de vous repeter, Monsieur, que cette nouvelle, quoique généralement répandue ici, me paroît avoir besoin de confirmation.

Le parti de l'opposition prétend être sûr que l'Américain Hopkins s'est emparé d'une bombarde & d'un vaisseau chargé de bombes & de munitions d'artillerie à bord duquel étoit un beau mortier de douze pouces de calibre. On ne peut donc que lui savoir gré d'avoir préféré à la gloire de prendre la frégate le *Glasgow*, l'avantage infiniment plus précieux de mettre en sûreté une capture qui doit être d'une grande ressource pour la cause Améri-

caine. Si ce fait est vrai , ajoute-ton , comment milord Sandwich se justifiera-t-il d'avoir laissé aller encore ce mortier sans convoi ? Toutes ces nouvelles , qui sont désagréables pour la Cour , restent sur le *taccenda* de M. Scot.

Il est arrivé un vaisseau des îles Bermudes qui assure que tout y étoit parfaitement tranquille ; ainsi il ne se confirme pas que Hopkins y ait tenté une expédition , comme le bruit s'en étoit répandu.

La flotte partie de Portsmouth le 18 Juin étoit encore à Plimouth le 12 de ce mois. Elle a été neuf jours en mer avant de pouvoir entrer dans Plimouth. Elle est de 72 voiles , sous le convoi de la frégate le *Diamand*, Capitaine Sieling. Cette flotte transporte 4500 Hessois, 1000 hommes de Waldeck, quelques centaines d'hommes levés sur tous les régimens de la Grande-Bretagne qui étoient déjà assez réduits, & deux mille chevaux pour les bagages. C'est sur le *Diamand* que s'est embarqué le jeune comte de Winchelsea, qui n'étoit venu à Portsmouth que pour embrasser M. Fielding son beau-frere. Les uns prétendent que ce Lord ne veut faire qu'un voyage de curiosité : d'autres se plaisent à donner un motif plus relevé à la soudaine résolution qu'il a prise de s'embarquer ; d'autres encore veulent qu'il y ait un mystère concerté avec le Gouvernement. Dans tout ce qui tient à cette malheureuse affaire d'Amérique il n'y a que doutes & incertitudes. Comment

seroit-on d'accord sur les vues secrètes de ce jeune Lord, ou sur la nature de l'affaire que peut-être son caprice apparent ne fait que voiler, tandis qu'il n'y a pas deux têtes angloises où les causes bien plus manifestes des troubles de l'Amérique se représentent sous le même aspect. On compte déjà cent dix-neuf brochures qui ont paru sur cette querelle depuis deux à trois ans, & qui toutes la font envisager sous un point de vue différent.

P. S. du 18 Juillet. On a, Monsieur, des nouvelles d'Halifax du 22 Juin. L'armée, avec le général Howe, en avoit appareillé le 10 pour la Nouvelle York, suivant toutes les conjectures. On n'avoit point encore vû l'Amiral Howe que vous savez être parti des ports d'Angleterre le 12 Mai. Comme le vaisseau par lequel on a prétendu savoir qu'il avoit manqué son débarquement à New-York est arrivé en Angleterre le 9 Juillet, on juge qu'il est impossible que cette nouvelle soit vraie. Mais d'un autre côté on paroît surpris de voir que le 22 Juin il ne fût pas encore arrivé à Halifax. On assure que lorsque l'armée du général Howe s'est embarquée, il y avoit beaucoup de murmures parmi les officiers & les soldats, qui ont montré les plus vives inquiétudes sur les mines & les embuscades sans nombre dont ils savent que toutes les côtes sont garnies; mais principalement sur le danger de mourir de faim si les subsistances n'arrivent pas d'Angleterre en quantité suffisante, où si elles se font trop attendre.

On croit avoir remarqué que le 14 & le 15 toute la Cour étoit dans la même agitation que s'il fût arrivé quelque nouvelle très-fâcheuse. C'est ce qui a soutenu le bruit qui commençoit à se répandre que l'amiral Howe avoit été repoussé & même tué. D'autres ont prétendu que les mauvaises nouvelles venoient de Quebec, & même aussi des Colonies Méridionales. Ces inquiétudes subsistent depuis trop long-tems pour qu'on n'ait pas droit de conclure que les choses ne vont pas au gré de la Cour. Car sûrement son chagrin & ses allarmes ne viennent point des fâcheuses nouvelles que l'on reçoit sur l'état de milord Chatham que l'on dit être très-mal à la terre de Haies dans le comté de Kent.

Suivant une lettre arrivée de New-York par Rotterdam, on y attendoit avec la plus fière résolution l'armée du Roi; & les Américains avoient résolu de bruler la ville, plutôt que d'y laisser entrer les troupes Angloises. Les Membres du Congrès général de Philadelphie qui avoient opiné contre l'envoi d'un secours au Canada, & à qui il paroissoit répugner qu'on se déclarât si tôt pour l'indépendance, se sont joints à l'avis des autres, & la plus parfaite unanimité régnoit dans les délibérations.

Il est constant que le Chevalier Parker est arrivé au Cap Féar; où il a été joint par le général Clinton & le Lord Cornwallis. M. Clinton a envoyé un détachement du qua-

torzième régiment aux ordres du Capitaine Dalrymple pour s'assurer de Saint-Augustin dans la Floride Orientale.

Dans une lettre du 13 Mai, de la Nouvelle Providence, on paroît craindre que les Américains ne fassent une seconde expédition aux îles de Bahama. On désire que l'Angleterre y envoie au plutôt un vaisseau de guerre & des troupes; ce poste étant de la plus grande importance parce qu'il commande le commerce de la Jamaïque. La flotte de Hopkins qui a enlevé de la Providence le Gouverneur & son Secrétaire, étoit composée de sept voiles, dont deux de trente canons & deux de quatorze. Leur pavillon représentoit l'union des treize Colonies, avec un serpent à sonnettes & ces mots, *ne marchez point sur moi*.

Milord North commence à dire confidemment à ses amis qu'il n'est absolument pas possible que l'affaire de l'Amérique soit terminée plutôt que l'année prochaine.

J'ai l'honneur d'être, &c.

TABLE RAISONNÉE
Des Cahiers I, II, III, IV & V,
Formant le Tome premier
des Affaires de l'Angleterre & de
l'Amérique.

L'INTENTION de ce Recueil Chronologique ne seroit qu'imparfaitement remplie s'il y manquoit une table, c'est-à-dire un fil pour se retrouver dans le labyrinthe de faits & de discussions qui le composent. Il ne suffit point que tous les événemens y soient narrés fidelement & jour par jour, sous leurs vraies dates. Il faut qu'on puisse saisir d'un coup-d'œil les rapports qui les lient ensemble, & que rendus chacun à leurs différentes classes, il offrent un autre espece de tableau qui facilite l'étude & les combinaisons de ceux qui veulent trouver dans l'histoire plus que de l'amusement. On y joindra un Index des noms des principaux personnages. C'est une petite recherche qu'on n'a pas voulu négliger, à cause de l'utilité dont on imagine qu'elle pourra être pour faire connoître & juger les acteurs : ce qui n'est point indifférent dans l'histoire politique d'un peuple sujet à de grands mouvemens.

E R R A T A.

IL a échappé à l'impression une faute qu'il
N^o. V. G

est essentiel que chacun corrige pour pouvoir se servir de la Table & de l'Index. Il faut changer les chiffres des 16 premières pages du troisieme Cahier, & substituer 1 jusqu'à 16 aux chiffres 65 jusqu'à 80.

N°. V. p. 54, ligne 20, au lieu de *Décembre 1775*, lisez *Décembre 1773*.

TABLE RAISONNÉE DES MATIÈRES.

A

AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE. M. Johnstone assure que la dette des Américains ne doit point les inquiéter; 29 Février, *p.* 6. — Dépense de guerre, jusqu'au 25 Avril, arrêtées au Congrès, 29 Février, *p.* 7. — Incendie de Norfolk dans la Virginie, 4 Mars, *p.* 26. — Forces de terre de l'Amérique, 5 Mars, *p.* 51. — La G. B. ne devoit point prétendre dominer les Colonies, 5 Mars, *p.* 58. — L'Amérique est trop puissante pour lui rester longtems soumise, *ibid.* — La G. B. ne devroit s'attacher les Colonies que par le Commerce, 5 Mars; *p.* 59. — Leur population, 5 Mars, *p.* 60. — Leurs finances *ibid.* — Première nouvelle de l'évacuation de Boston, N^o. I., *p.* 102. — Échec des Américains devant Quebec, 6 Mars, *p.* 14. — Monument élevé à Montgomery, & son histoire. 6 Mars, *p.* 15. — Finances d'Amérique, 7 Mars, *p.* 22. — Détail curieux de ses forces de terre & de mer, & de ses préparatifs de défense sur terre, & de guerre offensive sur mer, 11 Mars, *p.* 41. — Les Américains molesteront le commerce Anglois dans la Baltique, *p.* 43. — Leurs vaisseaux prennent l'île de la Nouvelle-Providence, 11 Mars, *p.* 46. — Etat de la Georgie, N^o. II, *p.* 72. — Conditions auxquelles les ports de l'Amérique sont ouverts pour tous les peuples de l'Europe pour leur sûreté, N^o. II, *p.* 87. — Inscription d'un monument à Boston sur l'évacuation, N^o. III, *p.* 82. — Divertissement à Boston sur cet événement, N^o. III, *p.* 83. — Avantages remportés par les Américains dans la Caroline, N^o. III, *p.* 89. — Arrêté du Congrès

sur le traitement des prisonniers, 30 Mars, *p.* 40.
 — Tentative inutile du lord Dunmore pour dis-
 poser les Américains à la réconciliation, 1^{er} Avril,
p. 43. Voyez l'EXTRAIT DU SENS COMMUN;
 N^o IV,

B

BAHAMAS (Iles de). De quel avantage elles seroient
 pour des ennemis de l'Angleterre, N^o. II *p.* 73.

BALTIQUE (Mer). L'Angleterre ne peut pas envoyer
 d'Escadre dans la Baltique, & son commerce y fe-
 ra molesté par les Américains; 11 Mars, *p.* 43.

BANQUE. Son papier fera la ruine de l'Angleterre, 12
 Mars, *p.* 58. — Elle escompte les billets du Minis-
 tere avec ses propres billets, 12 Mars, *p.* 60. —
 Elle est dans la dépendance de la Cour, 12 Mars,
p. 61. — Voy. FINANCES.

BUDGET. Ce que c'est, N^o. I, *p.* 88.

C

CANAUZ. Leurs inconvéniens, 21 Mars, *p.* 12

CARNAC (le Général) est accusé de malversations
 dans l'Inde, 13 Mars, *p.* 1. — Il se justifie leste-
 ment de ces imputations, 13 Mars, *p.* 4. — sa no-
 mination est confirmée, 13 Mars, *p.* 2. —

CARTES. Nombre de jeux de cartes dans la Grande-
 Bretagne. N^o. I, *p.* 89

CHATAM (Lord). Son opinion sur la querelle avec
 les Colonies, 5 Mars, *p.* 1. — Prétendue lettre
 de ce Lord dans les papiers publics, & par une
 lettre du Vicomte Mahon son gendre, 9 Mars,
p. 27 & 29. — *Ibid.* 23 Mars *p.* 21.

CLERGÉ. Le Duc de Richemond fait connoître au
 Clergé l'intérêt qu'il auroit à s'opposer à la guerre,

14 Mars, p. 43. — Exemple de la cupidité de quelques-uns de ses Membres, 14 Mars, p. 44.

D

DETTE NATIONALE. Voyez *FINANCES.*

E

ECOSSE. Bill pour une milice en Ecosse où l'Oposition veut qu'elle soit payée par l'Ecosse, 5 Mars, p. 34. — Proportion de l'Ecosse dans la représentation, *ibid.* — Raisons en faveur du Bill, 5 Mars, p. 35. — Débats sur le projet de milice, 14 Mars, p. 19. — Discussion sur une milice pour ce Royaume, 15 Mars p. 9. — Affaire de la Milice, 19 Mars, p. 2. — Le Bill est rejeté, *ibid.* — Danger de ce Bill, *ibid.* — Son injustice, 19 Mars, p. 3. — Ce que la milice couteroit, 19 Mars, p. 6. — Revenu de l'Ecosse, 19 Mars, p. 6. — Sa population, 19 Mars, p. 8.

ELECTIONS. Discours de M. Wilkes, dans la Chambre des Communes, sur l'inégalité de la représentation du peuple au Parlement, 17 Mars, p. 10.

F

FINANCES. Wilkes accuse les Directeurs de la Banque d'avoir avancé huit millions sterling à la Cour, 1.^{er} Mars, p. 17. — Etat de la dette nationale par le Comte de Stair. 3 Mars, p. 23. — Danger du papier de crédit, 3 Mars, p. 25. — Le quatrième sou sur les terres ne payera pas les transports des troupes, 5 Mars, p. 53. — L'impôt sur les terres diminue en proportion de son accroissement, *ibid.* — L'état des finances ne permet point que l'on continue la guerre, 5 Mars, p. 72. — Secours que donne la Banque au Gouvernement, 5 Mars, p. 73. — Moyens du subside pour l'année 1776, N^o. I.

p. 88. — Nombre d'espece en circulation, No. I. *p.* 89. — Vraie valeur de la guinée, No. I. *p.* 90. — Critique de l'opération de Milord North, No. I. *p.* 95. — Dette nationale, Créances des Etrangers, No. I. *p.* 98. — Combien le discrédit est fatal dans la guerre actuelle, 6 Mars, *p.* 16. — Discussions chez le Communes sur les extraordinaires de l'armée, 6 Mars, *p.* 16. — Sur les dépenses des Généraux Gage & Howe dans la campagne de 1775, comparée aux plus glorieuses campagnes de l'Angleterre dans d'autres guerres, 11 Mars, *p.* 33 & 34. — Bon état du fonds d'amortissement au 5 Janvier, 7 Mars, *p.* 22. — Billets de la Marine arriérés de vingt-sept mois, 7 Mars, *p.* 23. — Leur montant, *ibid.* — Discussions sur les dépenses de 1775, 12 Mars, *p.* 49. — L'opposition fait voir que les dépenses de 1776 seront encore plus fortes, 12 Mars, *p.* 52. — L'accroissement énorme des taxes, causé par les deux dernières guerres, 12 Mars, *p.* 56. — Danger des secours que la Banque fournit aujourd'hui au Gouvernement par le moyen de son papier, 12 Mars, *p.* 57. — L'opposition prétend que la masse du numéraire n'est que de quinze millions, 12 mars, *p.* 58. — Système trompeur pour la liquidation des dettes, 12 mars, *p.* 59. — Précis du tableau des finances donné par le Docteur Price, 13 mars, *p.* 10. — Calculs amusans sur la dette nationale, 13 mars, *p.* 12. — Augmentation du prix des especes d'or, 14 mars, *p.* 17. — Marché avec des Banquiers pour des especes d'Espagne & de Portugal, *ibid.* — Débats chez les Communes sur les dépenses de la Marine & sur sa dette, 18 mars, *p.* 28. — Frais de perception des droits, 19 mars, *p.* 9. — Projet sérieux d'une taxe sur les chiens, 21 mars, *p.* 13. — Les Ministres n'ont pas le droit de changer les destinations des sommes votées, 1. Avril, *p.* 55. Voyez BANQUE, TAXE DES TERRES, MINISTRE, & OPPOSITION.

FRANCE. L'opposition montre de l'inquiétude sur les changemens survenus dans son Ministère, No. III. p. 71. — Ses dispositions ne doivent point inquiéter les Anglois, No. III. p. 77. — Et elle n'a rien à craindre de leur part, p. 78.

G

GRAINS. Police des grains, 6 mars, p. 13. — 19 mars, p. 2. — 21 mars, p. 11. — 30 mars, p. 31.

GAZETTES ANGLOISES. Leur nombre, No. I. p. 89.

I

INDÉPENDANS. Qui sont les Députés à qui on donne ce nom. Leur système, relativement à l'Amérique & la taxe des terres, 12 mars, p. 52.

INDES (Compagnie des). Ses débats sur la nomination du Général Carnac à la Présidence de Bombay, 13 mars, p. 63. — Tous les abus de cette administration sont autorisés par le Gouvernement, 13 mars, p. 3. — Le désordre des affaires de la Compagnie provient de deux causes : le crédit des employés, & leurs liaisons avec les Directeurs, 13 mars, p. 6. — Danger des adjonctions au préjudice de l'ordre du tableau, *ibid.* — Il faut une longue pratique du commerce pour administrer un gouvernement mercantile, 13 mars, p. 7. — Le Lord North a déclaré qu'il ne se mêlera point de l'Election des Directeurs. On le soupçonne d'en avoir pas tenu parole, 13 mars, p. 8. — Assemblée de quartier, 19 mars, p. 30. — Discussion sur le tonnage de la Compagnie, 19 mars, p. 31. — Dissentions dans le Bengale, 19 mars, p. 1^{er}.

IRLANDE. M. Ogle, lutte contre les proclamations royales, 5 mars, p. 32. — Elections pour le Parlement, 8 mars, p. 24. — La garnison de Dublin

n'est plus composée que de deux régimens & une compagnie d'artillerie, 18 mars, *p.* 27. — Entreprise de M. Ogle pour mettre à l'épreuve la force des proclamations, 31 mars, *p.* 42.

ISLES ANGLOISES. Abus qui s'y fait des deniers publics, 12 mars, *p.* 51. — Disette extrême à la Barbade, No. II. *p.* 77.

JAMAIQUE, 23 mars, *p.* 21.

GRENADE, 24 mars, *p.* 22.

J

JERSEY (Isle de). Le commerce y languit : elle est toute Américaine, 16 mars, *p.* 9.

L

LOI MARTIALE. Ce que c'est, No. I. *p.* 91.

LONDRES. Brigues pour la place de Chambellan, 18 mars, *p.* 18. — La Ville fait ses remerciemens au Docteur Price de son Pamphlet sur la liberté. — Requête au Roi par les Lord-Maire, Aldermans & Conseil commun, 22 mars, *p.* 16. — Réponse du Roi, 22 mars, *p.* 19. — Election du Chambellan & portrait de M. Wilkes, L. du B. No. IV.

M

MARINE. Le lord North assure que la Cour n'enverra pas un seul vaisseau de ligne en Amérique 29 Février, *p.* 9. — Les vaisseaux de guerre sont équipés avec peu de soin, 2 mars, *p.* 21. — Il y en a trop pour le service d'Amérique, *ibid.* — Il faut plus de vingt mille hommes pour ce seul service. Cela peut être vrai en complétant les transports, *ibid.* — Il restera trop peu de Matelots en Angleterre, 2 mars, *p.* 22. — Bon état de la Ma-

rine suivant les Ministres, 2 Mars, p. 23. — On rejette l'avis d'examiner son état actuel, *ibid.* — Le lord Sandwich assure qu'elle est sur un pied respectable, & qu'elle a suffisamment de Matelots, 5 Mars, p. 79. — Opinion de ce Lord sur le Matelot Anglois, No. I, p. 93. — Société de Marine, 10 Mars, p. 31. — Dispersion de la flotte du chevalier Parker partie de Corke le 13 Fév., 11 Mars, p. 48. — Départ de la flotte des Hessois le 7 Mai, & du lord Howe le 11, No. II, p. 78. — Etat des vaisseaux de guerre en Amérique, No. II. p. 80. — Affertions du duc de Manchester sur le mauvais état de la Marine, 14 Mars, p. 32. — Les équipages sont composés de vagabonds & de malfaiteurs, 14 Mars, p. 33. — Milord Sandwich combat les assertions du duc de Manchester, 14 Mars, p. 34. — Il proteste qu'on n'a reçu ni vagabonds ni malfaiteurs, 14 Mars, p. 35. — Eloge des Matelots Anglois, p. 36. — Etat d'équipement des vaisseaux de garde, *ibid.* — On évitera la presse autant qu'il sera possible, 14 Mars, p. 37. — Ce Lord est d'avis qu'il faut laisser aux Capitaines le soin de former leurs équipages, 14 Mars, p. 38. — Le duc de Richemont soutient qu'on a reçu des malfaiteurs, 14 Mars, p. 41. — Les Matelots ont une paye trop modique, & leurs engagements sont trop longs, 15 Mars, p. 2. — Difficulté de trouver des Matelots, 15 Mars, p. 3. — Le duc de Manchester produit une preuve que les malfaiteurs ont été admis sur les vaisseaux, *ibid.* — Détails fournis par l'opposition sur l'équipement des vaisseaux, 15 Mars, p. 5. — Milord Sandwich explique la manière dont se forment les équipages, 15 Mars, p. 6. — Les équipemens se font par entreprise, *ibid.* — Milord Sandwich déclare qu'il ignoroit qu'on eût reçu des malfaiteurs, 15 Mars, p. 7. — Milord Suffolk soutient qu'on peut se servir des malfaiteurs, 15 Mars, p. 8. — Frais de construction d'un vaisseau dans chaque rang, No. IV. p. 67. —

La Marine est beaucoup moins forte qu'elle ne paroît, No. *IV*. p. 72. — Contingent de la Tamise en hommes, 20 Mars, p. 11 — Bill pour la formation des équipages, en admettant des étrangers, 21 Mars, p. 13. — Ses grandes dépenses, 21 Mars, p. 14. — La modification de M. Luttrell est rejetée, 21 Mars, p. 15. — Il prouve qu'on a reçu des malfaiteurs, p. 16. — Gratification pour les enrôlemens, 25 Mars, *ibid.* — On manque de bâtimens & de Matelots, 22 Mars, p. 20. — Affaire de la formation des équipages, 25 Mars, p. 24. — Inconvéniens d'admettre des Etrangers, 25 Mars, p. 24. — On double des fregates en cuivre, 27 Mars, p. 31 : — L'Amirauté distribue des lettres de protection, 29 Mars, p. 35. — Les Mariniers de la Tamise fournissent leur contingent de cinq cents matelots, 29 Mars, p. 36. — Les sommes votées pour les réparations n'y sont pas employées, 11. Avril, p. 52. — Détail de diverses malversations dans cette partie, 11. Avril, p. 53. — Prodigieuse augmentation de sa dette & ses accroissemens, 11. Avril, p. 57. — Etat de ses billets, *ibid.* — Ses dépenses probables en 1776, 11. Avril, p. 59. Voyez *MINISTÈRE & OPPOSITION.*

MILICE. Vices actuels de sa discipline, 5 Mars, p. 12. — Les modifications en ont fait un établissement dangereux, 19 Mars, p. 5 : Voyez *MINISTÈRE & OPPOSITION.*

MINISTÈRE. (parti du). Motion du Lord North sur les Traités, 29 Février, p. 3. — Les troupes auxiliaires étoient nécessaires, 29 Février, p. 4. — Elles content peu, *ibid.* — Elles sont suffisantes, *ibid.* — Le lord North annonce que tout le commerce de l'Amérique va être arrêté, 29 Février, p. 7. — Le lord Barrington convient que les Traités auroient pû être plus avantageux, 29 Février, p. 8. — Le lord North prétend n'être pas responsable de ce qui s'est fait avant qu'il fût en place, 29

Février, *p.* 11. — Il explique sa proposition conciliatoire du 20 Février 1775, *ibid.* — Mobilité du parti de l'opposition censurée par M. Rigby, 29 Février, *p.* 13. — Comment le lord Northentend qu'il est responsable, 4 Mars, *p.* 31. — La Grande-Bretagne ne peut renoncer à sa suprématie sans les plus graves inconvéniens, 5 Mars, *p.* 56. — Les Traités étoient nécessaires, vu la position actuelle de l'Angleterre, 5 Mars, *p.* 57. — La suprématie doit être appuyée sur une soumission absolue & illimitée des Colonies, 5 Mars, *p.* 62. — Elle doit être maintenue sous peine de perdre l'Amérique, 5 Mars, *p.* 65. — Le plan des Ministres fera terminer la guerre en une campagne, 5 Mars, *p.* 67. — Elle ne peut pas durer plus long-tems sans danger, 5 Mars, *p.* 68. — Le Roi n'a pas besoin du concours du Parlement pour appeller dans les états Britanniques des troupes étrangères, *ibid.* — Les Traités ne seront point trop chers, si la guerre est finie en une campagne ou en deux, 5 Mars, *p.* 69. — Ils étoient nécessaires, parce qu'on avoit besoin de troupes, & ils ne sont pas chers vû la nature du service, *ibid.* — Ils n'auront aucun inconvénient, relativement au commandement, 5 Mars, *p.* 70. — La milice est injustement décriée par le Duc de Richmond, 5 Mars, *p.* 77. — Le lord Sandwich assure que Norfolk a été brûlée par les Rebelles, 5 Mars, *p.* 78. — Opinion du Lord North sur la Nation Angloise, relativement à la guerre, *Nº. I. p.* 93. — Il dit que le peuple Anglois manque souvent ses premières opérations, *p.* 94. — La Cour fait embarquer, nonobstant la loi, beaucoup de marchandises pour l'Amérique, 7 Mars, *p.* 21. — Elle se promet tout de la campagne actuelle, 11 Mars, *p.* 35. Sa gazette dénature l'évacuation de Boston, *Nº. II. p.* 65. — M^{lord} Darmouth explique le plan actuel des Ministres, 14 Mars, *p.* 28. — Le Lord Hillsborough explique lui-même sa lettre, 14 Mars, *p.* 46. —

Il fait voir qu'on n'a point varié sur ce qu'elle annonçoit , 14 Mars, p. 47. — Ce Lord croit qu'on auroit dû mieux examiner la question des taxes avant de vouloir y soumettre l'Amérique, 14 Mars, p. 48. — Les principes de M. Grenville ont été adoptés par ses successeurs, même dans la révocation de la taxe, *ibid.* — En conséquence il s'applaudit d'avoir voté contre la révocation totale, 14 Mars, p. 49. — Il remonte aux causes originaires du changement de la chartre de Massachusset, 14 Mars, p. 50. — Le lord Littleton ne croit point que les promesses d'un Ministre engagent ses successeurs, 14 Mars, p. 55. — Le Lord Gower prouve l'uniformité du Plan Ministeriel par une lettre du général Conway en 1755, 14 Mars, p. 59. — Voyez ECOSSE. FINANCES. FRANCE. PUISSANCES ÉTRANGÈRES. AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

O

OPPPOSITION (Parti del'). Les Traités sont attaqués par le lord Cavendish, 29 Février, p. 4. — Vices de certaines clauses des Traités, 29 Février, p. 5. — Les Hessois ne seront point sous l'autorité du Roi, *ibid.* — Les Traités sont attaqués par M. Hartley, *ibid.* — M. Luttrell fait voir le danger d'envoyer des Allemands en Amérique, 29 Février, p. 6. — M. Fox demande si on a des sûretés de la part des Puissances Etrangères, 29 Février, p. 8. — M. Barré voit du danger à l'introduction de tant de troupes étrangères, 29 Février, p. 9. — Le Conseil du Roi est accusé d'instabilité, *ibid.* — Le général Conway attaque vivement les Ministres sur leur instabilité, 29 Février, p. 10. — Mobilité des Ministres détaillée par M. Burke, 29 Février, p. 12. — Le Colonel Barré accusé d'avoir varié dans ses sentimens, 29 Février, p. 14. — Il en rejette la faute sur les Ministres auxquels il ne donnera plus

de croyance , *ibid.* Objections du Colonel Barré contre les Traités , 4 Mars , p. 28. — Variations des Ministres. Lettre du Lord Hillsborough à laquelle est contraire l'affertion du Lord North , 4 Mars , p. 29. — Le général Conway impute la guerre à la cupidité des propriétaires des terres , 4 Mars , p. 30. — Dilemme contre le Lord North à l'occasion de la lettre du Lord Hillsborough , 4 Mars , p. 31. — Le Duc de Grafton est accusé d'être l'auteur de la guerre , 5 Mars , p. 7. Il se justifie en faisant voir que ses collègues l'ont trompé , *ibid.* — On n'a pas voulu suivre son conseil en 1769 & révoquer l'Acte du Thé , 5 Mars , p. 8. — Motion pour une cessation d'hostilités contre les Américains , 5 Mars , p. 36. — On ne peut mettre aucune confiance dans les auxiliaires , 5 Mars , p. 37. — Danger de la clause du Traité qui permet d'employer les auxiliaires en Europe , *ibid.* Les Traités irriteront les Américains , 5 Mars , p. 38. — Danger d'une autre clause des Traités qui les rend très-onéreux à la Grande-Bretagne , *ibid.* — Défauts des Traités , dans le principe d'alliance , 5 Mars , p. 40. — Ils sont trop chers , 5 Mars , p. 41. Les dangereuses conséquences des Traités , 5 Mars , p. 41. — Les Traités coûtent trop chers , 5 Mars , p. 42. — Dépense que les Traités occasionneront , 5 Mars , p. 43. — Les Traités sont difficiles à concilier avec les droits des Commandans Anglois , 5 Mars , p. 44. — Ils ont stipulé que les auxiliaires pourront être employés en Europe. Danger de cette clause , *ibid.* Les compagnies des Allemands ont les Officiers doublés , *ibid.* — Est-ce pour recruter en Amérique , 5 Mars , p. 45. — Il n'y a point de cartel pour échanger les prisonniers. Danger de cette omission , *ibid.* — Instabilité des Conseils dans les nominations des Commandans , *ibid.* — Pourquoi a-t-on préféré un très-jeune Major général à des Officiers plus anciens ? 5 Mars , p. 46. — La cause de la Cour est soutenue par des

gens intéressés, 5 mars, p. 47. — Etat actuel des troupes dans les trois Royaumes, 5 mars, p. 48. Insuffisance de la milice pour repousser un ennemi. Ses défauts, 5 mars, p. 49. — La campagne de 1776, en Amérique, se passera en préparatifs, 5 mars, p. 52. — Elle absorbera toutes les épargnes de la paix, 5 mars, p. 53. — Les Traités sont défectueux. Ils ne disent point à qui les parties s'adresseront en cas de contestation. Le commandant Hessois n'a de compte à rendre qu'au Landgrave, 5 mars, p. 54. — Troupes Angloises en Angleterre insuffisantes pour sa sûreté ainsi qu'en Irlande, 5 mars, p. 61. — Le lord Temple est d'avis que le plan de la guerre actuelle est vicieux, 5 mars, p. 65. Suivant ce même Lord, il faut parler peu & faire beaucoup, *ibid.* — Il n'est pas possible de maintenir la suprématie indéfinie : il y a du danger, 5 mars, p. 72. — Les adresses à la Cour ne prouvent point que les peuples soient disposés pour elle, 5 mars, p. 74. Le Duc de Grafton déclare que les Ministres l'ont trompé, 5 mars, p. 76. — L'opposition fait voir quelle sera l'énormité de la dépense pour la guerre, en subsistance & en transport, & de tout l'attirail d'une armée agissante, 11 mars, p. 36 & 37. — Tableau curieux de dépenses de campagnes & des consommations, *ibid.* — La mémoire du général Montgomery outragée par Milord North est défendue par M. Fox, 11 mars, p. 48. Motion du Duc de Grafton pour qu'on donne la facilité aux colonies d'exposer leurs griefs, 14 mars, p. 20. — Le Duc de Grafton se justifie d'une imputation faite contre lui, 14 mars, p. 21. — Milord Germaine est l'auteur du projet de réduire les Colonies à une soumission absolue, 14 mars, p. 23. Milord Darmouth n'avoit point les mêmes vues, *ibid.* Il est convenable de proposer un *ultimatum* aux Colonies, 14 mars, p. 24. — L'acte de capture, le discours du Roi & la proposition conciliatoire de Milord North annonçoient autre chose que le plan

actuel de réduction, 14 mars, *p.* 25. — On voit pourtant que l'auteur de l'acte de capture avoit ce plan en vue, *ibid.* — Précis de cet acte, 14 mars, *p.* 26. — Le Duc de Grafton, déclare aux Pairs qu'on a vu deux François de distinction en Amérique, 14 mars, *p.* 28. — L'acte de capture enveloppoit le plan de réduction que jusques-là les Ministres n'avoient point formé, 14 mars, *p.* 39. Le plan des commissions échouera comme la proposition conciliatoire appuyée d'offres pécuniaires, 14 mars, *p.* 40. — Le Lord Shelburne est d'avis qu'il ne faut point reculer vis-à-vis des Américains, mais qu'il faut les mettre dans leur tort, d'après la motion du Duc de Grafton, 14 mars, *p.* 54. Le Parlement ne peut octroyer l'argent que de ses constituans, 14 mars, *p.* 60. — Défectuosités de l'acte de capture relativement aux pardons, *ibid.* Elles prouvent qu'une soumission absolue est le vrai objet d'un gouvernement. L'enlèvement des châteaux du Roi n'est point rébellion, 14 mars, *p.* 62. — On vise à charger le Parlement de tout l'odieux de la réduction de l'Amérique, 14 mars, *p.* 63. Fâcheuses situation de l'Angleterre au dedans & au dehors, *No. III. p.* 74. — L'opposition fait voir les moyens de corruptions employées par le Ministre, *No. III. p.* 75. — Les quinze cents chevaux achetés par le Gouvernement, pour être transportés en Amérique, sont embarqués le 20 Juin, *No. III. p.* 76. — Bizarre mariage d'Edouard Wortley Montagu, par esprit d'opposition, *No. III. p.* 86. — Voyez ECOSSE. FINANCES. FRANCE. MARINE. MILICE. PUISSANCES ÉTRANGÈRES. AMÉRIQUE SEPTENTRIONALE.

P

PARLEMENT. Clôture de la session, & observations sur le discours du Roi, *No. III. p.* 95.
PRICE (le Docteur) reçoit les complimens de la ville

112 TABLE RAISONNÉE

de Londres pour son Pamphlet sur la liberté, 11 mars, *p.* 9. — Analise de cet Ouvrage, *p.* 10.

PUISSANCES ÉTRANGÈRES. Position de l'Angleterre à leur égard, 5 mars, *p.* 5. — Les Ministres se fient trop à leurs protestations, 14 mars, *p.* 27. — On doit être effrayé des préparatifs de la France & de l'Espagne, 14 mars, *p.* 27. — Milord Rocheford est cité comme ayant dit que si le Portugal entroit en guerre avec l'Espagne, l'Angleterre seroit forcée d'y prendre part, 14 mars, *p.* 34. — Milord Littleton somme les Ministres de déclarer s'ils sont tranquilles sur les dispositions des Cours de Bourbon, 14 mars, *p.* 55. — Le lord Weymouth assure que jamais on a eu plus lieu d'être tranquille à cet égard, 14 mars, *p.* 64. Voyez **MINISTÈRE, OPPOSITION & TRAITÉS.**

S

SÈNS COMMUN. Pamphlet Américain. Extrait, N^o. II, *p.* 83. — Traduction par extrait de ce Pamphlet, N^o. IV, *p.* 33.

SÉNÉCHAL (grand). Détails historiques sur cette charge, 2 Avril, *p.* 59.

T

TAXE DES TERRES. Comment elle est levée, 12 mars, *p.* 53. — Combien le Docteur Price a tort de desirer qu'elle reste sur le pied de quatre sous, *ibid.* — Énormes disproportions dans sa distribution, 12 mars, *p.* 54. — Historique sur la taxe des terres, *ibid.* — Elle devoit porter sur toutes les propriétés, 12 mars, *p.* 55. — Nécessité d'un nouveau Cadastre, 12 mars, *p.* 56. Voyez **FINANCES.**

TRAITÉS. Subsidés pour les Auxiliaires, 4 mars, *p.* 27. Opinion du feu duc de Bedford & du comte de Bute

DES MATIERES. III

Bure sur les alliances, & du comte de Chatam, 5 mars, *p. 3*. — **Dangers des Traités** relativement à la paix, 5 mars, *p. 5*. — Ils sont discutés par le lord Cambden qui n'y voit aucun motif d'alliance, 5 mars, *p. 9*. Voyez **TROUPES ÉTRANGERES**.

TROUPES ANGLOISES. Tableau de comparaison de ce que content les Auxiliaires avec ce que content les Anglois, 29 Février, *p. 15*. — Vices de la constitution militaire d'Angleterre, 5 mars, *p. 4*. — Etat de ces troupes en Amérique, No. II, *p. 81*. — Promotion d'Officiers généraux, 26 mars, *p. 29*.

TROUPES ÉTRANGERES. Précis des Traités pour des Auxiliaires Allemands, No. I, *p. 1*. — Ce qu'il en coûtera pour le service d'une campagne des étrangers, 9 Février, *p. 16*. — Les Troupes étrangères ne doivent pas être reçues dans les États Britanniques sans l'aveu du Parlement, 5 mars, *p. 43* & 49. — Caractère des mercenaires par Walter-Raleigh, 5 mars, *p. 9*. — Ils rendront la réconciliation impraticable, 5 mars, *p. 11*. — Le lord Shelburne soutient que le Roi, de sa seule autorité, peut faire venir des Troupes étrangères dans ses États, 14 mars, *p. 53*. Voyez **TRAITÉS**.

V

VOITURES. Leur nombre en Angleterre, No. I, *p. 89*.

I N D E X.

A

ABINGTON (le Lord). *No. III. p. 59.*

ADAMS, *No. IV. p. 33.*

ARNOLD (le Colonel). *No. I. p. 99.*

B

BANKS (M.) *No. V. p. 31.*

BARRÉ (le Colonel). *No. I. p. 9; No. II. p. 16.*

BARRINGTON (le Lord) *No. I. p. 8; No. II. p. 17.*

BREADALBANE (le Comte de) *No. V. p. 51.*

BURGOINE (le Général) *No. V. p. 35.*

BURKE (M.) *No. I. p. 12; No. II. p. 15.*

BUTE (Milord) *No. II. p. 31.*

C

CAMBDEN (le Lord) *No. III, p. 53.*

CARLISLE (le Lord) *No. I. p. 56.*

Carnac (M.) *No. II. p. 20; No. III. p. 1; No. V. p. 1.*

CAVENDISH (le Lord John). *No. V. p. 51.*

CHANDOS (le Duc de) *No. V. p. 77.*

CHATAM (le Lord) *No. II. p. 1.*

CLARE (le Lord) *No. I. p. 29.*

CONWAY (le Général) *No. I. p. 10.*

COOK (le Capitaine) *No. II. p. 20.*

COOPER (le Chevalier Grey) *N. V. p. 14.*

INDEX:

113

CORNWAL (M.) *No. I. p. 5.*

COURCY, Baron de Kinsale (le Lord Jean) *Nº.*

IV. p. 25.

CONVENTRY. *Nº. I. p. 57.*

CUMBERLAND (le Duc de) *Nº. I. p. 77.*

D

DARMOUTH (le Lord) *Nº. III. p. 28.*

DEMSTER, *Nº. II. p. 49.*

DUNMORE (le Lord) *Nº. V. p. 43.*

E

EFFINGHAM (le Lord) *Nº. I. p. 59.*

ELLIOT; *Nº IV. p. 32. Nº. V. p. 1.*

F

FERGUSON (le Chevalier Adam) *Nº. III. p. 1.*

FOX (M.) *Nº. I. p. 8.*

FRANKLIN, *No. IV. p. 85.*

G

GOWER (le Lord) *Nº. III. p. 59.*

GRAFTON (le Duc de) *Nº. I. p. 71. Nº. III. p. 20.*

GRENVILLE (M.) *No. V. p. 6.*

H

HARRISSON (M.) *Nº. V. p. 22.*

HARTLEY (M.) *No. I. p. 5. No. II, p. 49, No. 4.*

p. 28; Nº. V. p. 14.

H ij

HILLSBOROUGH (Milord) *Nº. I. p. 29. Nº. III.*

p. 46.

HORNBY (M.) *Nº. II. p. 62.*

I

IRNHAM (le Lord) *Nº. II. p. 49.*

IRWIN (le Chevalier John) *Nº. V. p. 38.*

J

JOHNSON (M. Peter) *Nº. V. p. 38.*

JOHSTONE (le Gouverneur) *Nº. I. p. 6. Nº. II. p. 50.*
Nº. III. p. 1; Nº. V. p. 45.

JOLIFFE (M.) *Nº. V. p. 13.*

K

KINGSTON (la Duchesse de) *Nº. II. p. 62; Nº. V.*
p. 63.

L

LESLIE (le Capitaine) *Nº. V. p. 39.*

LITTLETON (le Lord) *Nº. II. p. 6.*

LUTTREL (James) *Nº. I. p. 6. Nº. V. p. 51.*

LUTTRELL (M. Temple) *Nº. I. p. 21.*

M

MANGLEAN, *Nº. IV. p. 31.*

MAGUIRE (le fleur) *Nº. II. p. 62.*

MANCHESTER (le Duc de) *Nº. I. p. 59.*

MARCHMONT (le Lord) *Nº. II. p. 32.*

MAWBEY (le Chevalier) *Nº. II. p. 52.*

INDEX.

117

MONTAGUE (Joseph) No. I. p. 26; No. III. p. 15.

MONTGOMERY, No. II. p. 14.

MORRIS (Valentine) No. II. p. 26.

MOUNTSTUART (le Lord) No. V. p. 3.

MULGRAVE (le Lord) No. I. p. 22.

N

NORTH (Lord) No. I. p. 3. No. II. p. 17. No. III. p. 8. No. IV. p. 29. No. V. p. 5.

O

OGLE (le fleur) No. I. p. 32. No. V. p. 42.

P

PALLISER (M. Hugh) No. V. p. 15.

PHILSPS (le Colonel) No. V. p. 35.

R

RICE (M.) No. V. p. 30.

RICHMOND (le Duc de) No. I. p. 36. No. II. p. 12. No. III. p. 39.

RIGBY (M.) No. I. p. 12. No. V. p. 13.

S

SANDWICH (le Lord) No. I. p. 78. No. III. p. 34. No. IV. p. 4.

SAWBRIDGE (le fleur) No. II. p. 16. No. V. p. 4.

SHELBURNE (le Lord) No. II. p. 1. No. III. p. 11.

SOLANDER (M.) No. V. p. 31.

STAIR, (le Comte de) No. V. p. 23.

STANHOPE. *Nº. V. p. 4.*

SUFFOLK (le Lord) *Nº. I. p. 68. Nº. IV. p. 8.*

T

TALBOT (le Lord) *No. I. p. 61.*

TEMPLE (le Lord) *No. I. p. 64.*

TOWNSHEND (le Lord) *No. I. p. 66. No. II. p. 12.*

No. III. p. 19. Nº. V. p. 14.

TUFFNAL (M.) *Nº. II. p. 51.*

TURNER (M.) *Nº. V. p. 4.*

V

VINER (M.) *No. II. p. 52.*

W

WEYMOUTH (le Lord) *Nº. II. p. 11. Nº. III. p. 64.*

WILKES (l'Alderman) *Nº. I. p. 17. No. II. p. 31. Nº. IV. p. 10. L. du B. Nº. V.*

Y

YOUNG (le Chevalier) *Nº. V. p. 13.*

